هكذا من الاصل

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 283 DERNIÈRE ÉDITION DIMANCHE 10 - LUNDI 11 MAI 1981

LE MONDE DIMANCHE



Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

3,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6 kr ; Espagne, 70 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 800 L. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4,30 kr. ; Suisse, 1,30 F ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 38 din.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Telex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Crise en Suède

Depuis qu'en 1976 les sociaux-démocrates suédois ont dû après quarante-quatre ans d'exercice du pouvoir, céder la place à une coalition des partis non socialistes, centristes, libéraux et conservateurs ont bien du mal à gouverner ensemble. Les divergences au sein du gouvernement sur le problème de l'énergie nucléaire avaient poussé M. Thorbjörn Fälldin à donner une première fois sa démission en 1978. Le premier ministre centriste avait promis d'arrêter les centrales nucléaires. Un gouvernement libéral minoritaire avait alors pris la relève. Le problème nucléaire est à présent réglé, M. Fälldin ayant accepté le verdict du référendum qui lui était défavorable.

Cette fois-ci, ce sont les conservateurs qui ont précipité la crise en quittant le gouvernement le lundi 4 mai. Ils se sentaient trahis par leurs partenaires centristes et libéraux, qui s'étaient mis d'accord, à leur insu, avec l'opposition social-démocrate sur un projet de réforme fiscale auquel leur chef de file conservateur et ministre de l'économie, M. Gösta Bohman, était fermement opposé.

Dans un premier temps, M. Fälldin se contenta de confier à des ministres en place la gestion des huit portefeuilles vacants. Mais finalement, le vendredi 8 mai, il a dû remettre la démission du gouvernement au président du Riksdag. L'opposition social-démocrate et communiste, renforcée pour une fois par les députés conservateurs, avait menacé de déposer une motion de censure.

Sitôt sa démission donnée, M. Fälldin s'est déclaré prêt à former un gouvernement minoritaire regroupant centristes et libéraux, qui gouvernerait jusqu'aux élections normales de septembre 1982. Habilement, il a assuré que ce gouvernement respectera les engagements politiques contenus dans la « déclaration d'intention » des trois partis « bourgeois » de 1979. Il tente ainsi de rassurer les conservateurs, qui le soupçonnent de flirter avec les sociaux-démocrates. Mais, dans le même temps, M. Fälldin a assuré que l'accord de principe élaboré avec les sociaux-démocrates sur le projet de réforme fiscale, et qui a mis le feu aux poudres, serait mené à bien. Il tente donc aussi de ménager la gauche ; son gouvernement ne contrôle que cent deux des trois cent quarante-neuf députés, alors que l'opposition socialiste en compte cent soixante-quatorze.

Des premières consultations du président du Parlement avec les chefs de partis, il ressort que les cent cinquante-quatre sociaux-démocrates qui réclament des élections anticipées au mois de juin et les vingt députés communistes voteraient contre M. Fälldin s'il se présentait devant le Riksdag. Pour leur part, les conservateurs, qui sont les seuls à pouvoir lui accorder la voix dont il a besoin pour avoir la majorité, affirment pour l'instant qu'un gouvernement minoritaire serait « extrêmement fragile » et ne serait « pas capable de prendre les mesures d'austérité qui s'imposent dans la crise économique actuelle ». Sans préconiser une consultation anticipée, les conservateurs veulent sans doute faire comprendre que leur appui n'est pas automatique.

Les chances de M. Fälldin de devenir pour la troisième fois en cinq ans premier ministre dépendront donc entièrement du bon vouloir du parti conservateur, qui fera connaître sa position définitive d'ici le 16 mai. Mais les derniers sondages étant nettement favorables à la gauche, il ne serait pas étonnant qu'il y eût un compromis.

LE SECOND TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les deux camps s'attendaient à un scrutin particulièrement serré

Si l'on excepte quelques excès polémiques de fin de campagne et le ton alarmiste de certains commentaires de presse, l'élection du président de la République, dont l'issue aura pourtant été incertaine jusqu'au dernier moment, se sera accomplie dans le calme. Sans panique, même du côté de la Bourse.

Les partenaires des deux candidats s'attendaient à un scrutin serré.

Le climat d'attente qui s'est installé après le premier tour s'est maintenu jusqu'au second, comme si les Français considéraient l'événement en simples spectateurs. Ou comme s'ils n'attendaient du résultat de cette consultation majeure aucun grand bouleversement pour leur situation personnelle. Pourtant il y aura des changements, qui, il est vrai, ne les concernent pas toujours directement.

Il y aura changement de premier ministre, d'abord, quelque soit le président élu. M. Giscard d'Estaing a promis quelqu'un de relativement jeune, ayant le sens du contact humain et inspirant un sentiment de sécurité. Il sera entouré d'hommes incarnant la réussite dans leurs activités professionnelles de préférence à la filière administrative élective. M. Giscard d'Estaing a déjà donné des exemples de ce genre de choix avec MM. René Monory, *Christian Beullac, pour ne citer qu'eux.*

M. Mitterrand n'a jamais parlé du premier ministre qu'il envisagerait de nommer s'il était élu. Interrogé sur le nom de M. Rocard, il avait simplement dit que ce n'était pas une mauvaise idée... Celui qui fut le rival de l'ex-premier secrétaire du P.S., au sein de ce parti pour la candidature à la candidature n'a pas joué un rôle de premier plan dans la campagne, sauf le dernier jour, où l'on a fait appel à lui pour répliquer à M. Giscard d'Estaing. Il s'est ainsi trouvé dans la position d'expliquer à juste titre que le contenu du programme de M. Mitterrand n'était pas celui du projet socialiste, dont lui-même n'était pas l'un des plus chauds partisans. Ce fut l'occasion pour lui de glisser qu'il faudra rechercher de nouvelles synthèses après l'élection.

Cela étant, d'autres noms d'éventuels premiers ministres étaient plus volontiers cités dans les milieux socialistes. Ceux, en particulier, de MM. Pierre Mauroy et Claude Cheysson. Le premier a pour lui sa connaissance du milieu parlementaire, mais dans les premiers jours d'une présidence socialiste cela importerait peu puisque M. Mitterrand a confirmé vendredi soir qu'élu il dissoudrait l'Assemblée nationale et que des élections législatives auraient lieu dans la seconde quinzaine de juin.

Le président de la République procédera après l'élection à une vaste consultation. Avec M. Giscard d'Estaing il s'agirait de tirer avec tous ceux qui l'auront soutenu — formations et élus — les enseignements de la campagne et de définir des objectifs communs.

Ce seront les « états généraux de la majorité », et M. Chirac devrait y jouer un grand rôle puisque M. Giscard d'Estaing lui a donné raison sur plusieurs points. La lutte contre la bureaucratie notamment. Avec M. Mitterrand, la consultation prévue se ferait auprès des organisations syndicales, agricoles, patronales et familiales. Le président prendrait leur avis sur la réduction de la durée du travail. Parallèlement, il se préoccuperait de prendre les premières mesures pour réduire l'ampleur du chômage.

Dans l'un ou l'autre cas, le président élu devra tenir compte de ses alliés naturels. — A. L.

Les difficultés d'une fin de campagne télévisée

La période électorale s'est achevée, au sein des sociétés de télévision, dans une atmosphère tendue et passablement agitée.

L'organisation, il est vrai quelque peu tatillonne, du face-à-face entre les deux candidats a d'abord fort irrité les responsables des chaînes et certains de leurs journalistes les plus « en vue », totalement tenus à l'écart de ce sommet de la campagne, qui se déroulait chez eux... mais sans eux ! Les lauriers tressés à leurs remplaçants d'un soir — Mme Michèle Cotta et M. Jean Boissonnat — n'ont sans doute fait qu'aviver leur ressentiment. Contrôle insupportable, soupçons injustifiés..., ont-ils bien vite clamé en chœur.

Suspicion légitime, semblent aujourd'hui leur rétorquer, de l'intérieur même de la maison, nombre de journalistes qui assurent avoir vécu, vendredi 8 mai, l'exemple (presque) parfait d'une « petite manipulation » comme on sait bien les mitonner du côté de Cognacq-Jay... quand le besoin se fait pressant.

L'affaire est simple. On se préparait, sur les deux chaînes, à une journée « classique » et — question d'habitude — scrupuleusement minutée. La conférence nationale d'Antenne 2 avait ainsi évoqué la possibilité d'un petit débat, dans le journal de la mi-journée, entre MM. Cheysson et Deniau, suggestion finalement abandonnée au profit d'une ultime présentation des programmes des deux candidats, dans un but — précisaient les responsables de la rédaction — de simple clarification.

Mais, en fin de matinée, M. Mitterrand ayant fini d'enregistrer sa dernière intervention de la campagne officielle, le candidat sortant annonçait... qu'il allait parler, du siège de son état-major, rue de Marignan. Tout était bientôt prêt pour recueillir les déclarations de M. Giscard d'Estaing... à quelques minutes seulement des journaux télévisés de la mi-journée.

Rien — absolument rien — ne l'était pour permettre à l'autre camp de s'exprimer dans des conditions de juste équilibre.

DOMINIQUE POUCHIN.

(Lire la suite page 4.)

Lire page 8 :

INFLATION : SOMMES-NOUS INCURABLES ?
par ALAIN VERNHOLES

LA FRANCE N'EST PAS SEULE AU MONDE
par MICHEL BOYER

L'alternance au pouvoir et la continuité des institutions

par JEAN-LOUIS QUERMONNE (*)

L'alternance au pouvoir est, en démocratie, le corollaire de la liberté d'opposition.

Au lendemain des élections législatives de 1967, M. François Goguel observait « *que pour être solidement enraciné, un système d'institutions politiques doit constituer un mécanisme susceptible d'être mis en œuvre alternativement par telle tendance et par telle autre, sans que sa structure soit remise en doute à chaque changement de conjoncture* ». Récemment, Jacques Chapsal a rappelé qu' « *en soi il n'est pas bon qu'un régime démocratique paraisse reléguer au musée de la théorie sans pratique les possibilités d'alternance majoritaire* ». Nous-mêmes avons écrit que l'épreuve de l'alternance est « *la seule qui devrait permettre à la fois de tester la résistance des institutions et de conférer à la Ve République la plénitude de sa légitimité* ». Conformément à cette logique, Maurice Duverger a proclamé dans ces colonnes que « *le moment de l'alternance était venu* » (1).

Cependant, si l'alternance est aisée à réaliser dans les régimes bipartistes, chacun sait qu'elle offre plus de difficultés dans les pays où, comme en France, le multipartisme subsiste, même quand il est assorti d'un parti dominant. En outre, si dans les premiers l'effet du système de partis est de la rendre complète, dans les seconds l'existence de deux coalitions électorales peut engendrer une alternance incomplète. Ainsi, Maurice Duverger a-t-il distingué, à juste titre, la « *petite alternance* » de la « *grande alternance* » (2).

(Lire la suite page 6.)

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

(1) François Goguel, cahier n° 170 de la Fondation nationale des sciences politiques, « Les élections législatives de mars 1967 », p. 18 ; Jacques Chapsal, *la Vie politique sous la Ve République*, P.U.F. Thémis 1981, p. 678 ; Jean-Louis Quermonne, *le Gouvernement de la France sous la Ve République*, Dalloz 1980, p. VIII ; Maurice Duverger, « Les deux alternances », (*le Monde* daté 19-20 avril 1981).

(2) Maurice Duverger, « Les deux alternances » *op. cit.*

Équité et démocratie

Le déroulement de la campagne électorale aura posé un certain nombre de questions d'ordre juridique ou technique. Mieux vaut les rappeler pour qu'il en soit tenu compte lors des élections présidentielles — ou législatives — ultérieures.

La commission de contrôle a prouvé son indépendance. N'a-t-elle pas rappelé deux fois à l'ordre le camp du président sortant ? Mais son efficacité, seul dans les derniers jours, est moins sûre.

A ceux des journaux qui l'ont interrogée, elle a précisé que la publicité électorale dans la presse écrite était interdite pendant la campagne officielle. Nombre de journaux ont passé outre. A quoi bon un règlement qui est transgressé aussi facilement ?

La commission a veillé scrupuleusement au respect de l'égalité de traitement des candidats à la radio et à la télévision. Mais, là encore, aucune sanction n'intervenant — comme pour l'interdiction de la publication des sondages pendant la campagne officielle — elle s'en est remise en fait à la conscience des responsables des chaînes et des stations.

Deux autres questions se posent au sujet de cette commission. Sa vigilance ne devrait-elle pas s'exercer avant l'ouverture de la campagne officielle ? Ne devrait-elle pas s'étendre davantage au contenu même des journaux des postes de radio et de télévision, qui sont financés par les contribuables, et dont les présidents sont nommés en conseil des ministres ?

Il est un domaine où aucun contrôle n'est possible, celui de la presse écrite, alors que le pluralisme y est de moins en moins observé.

Peu nombreux sont les journaux qui ont respecté un scrupuleux équilibre entre les candidats sur le plan de l'information et des libres opinions. Tel quotidien n'a publié aucun point de vue favorable à M. Mitterrand, tel autre aucune opinion favorable à M. Giscard d'Estaing. Et l'on a assisté à des retournements singuliers en province.

Une dernière question, plus grave, qui n'est pas sans rapport avec les précédentes. Un président sortant ne devrait-il pas donner sa démission dès lors qu'il est candidat ? Faute de quoi, on le soupçonnera toujours d'user en tant que candidat de l'influence, sinon de l'autorité, qu'il a acquise en tant que président, notamment sur les médias.

La démocratie et l'équité auraient tout à y gagner. La France n'aurait rien à y perdre puisque l'intérim est sagement prévu par la Constitution.

AU JOUR LE JOUR

Fin de partie

Française, Français, mes chers amis, au moment où je vous parle, le résultat semble désormais définitif. Vous avez choisi votre président de la République. Je respecte votre choix.

Après une longue campagne où je n'ai eu comme unique préoccupation que de dire la vérité aux Français, et en dépit des attaques souvent indignes dont j'ai été victime, je tiens à remercier tous ceux, les millions d'entre vous, qui ont déposé mon nom dans l'urne, avec la certitude d'agir pour le bien de la France. Je leur dis : « Ne vous découragez pas, aujourd'hui plus que jamais la France a besoin de vous, vous représentez l'espoir. »

« Il reste un peu de café ?

— Derrière toi.

— Comment tu trouves ?

— Ça ira à peu près, on changera un peu la fin. Maintenant on passe à l'autre. »

Françaises, Français, mes amis, c'est une victoire historique que nous fêtons ce soir (...).

BERNARD BRIS.

FESTIVAL D'ÉVIAN

Le paradis du quatuor à cordes

Les vacances musicales d'Évian s'achèvent ce samedi 9 mai par un concert de l'université de Michigan avec, en soliste, Alexis Weissenberg. Et toutes les bandes d'étudiants joyeux vont quitter à regret les prairies plantureuses de l'hôtel Royal où ils s'ébattaient et répétaient en contemplant le lac : ils garderont certainement le souvenir d'une « douce France ».

L'orchestre de chambre du College of Music de Manchester n'a pas encore un an d'existence et il est composé de futurs professionnels qui préparent un diplôme d'études orchestrales. Sans avoir le dynamisme et l'aisance de leurs camarades du Michigan, ils brillent surtout par une discipline infaillible que leur impose un chef français, Michel Brandt, qui roule des bras et des épaules comme un torrent emporte les rochers et les troncs d'arbres, et donne une interprétation exceptionnellement vigoureuse des *Variations* très acides de Britten, sur un thème de Frank Bridge, et de la *Deuxième Symphonie* de Schubert, qui perd un peu de ses couleurs pastel. Un excellent violoniste roumain, Ion Voicu, met sa superbe technique, sa belle sonorité et son lyrisme au service du *Concerto en sol mineur* de Max Bruch, qui n'a plus guère d'autre mérite que de préfigurer Brahms et de le faire amèrement regretter.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 13.)

Le Monde

étranger

EUROPE

Espagne

M. Calvo Sotelo annonce la création d'un tribunal spécial contre le terrorisme

M. Calvo Sotelo, chef du gouvernement espagnol, a affirmé, le vendredi 8 mai, dans un message à la nation, sa « sérénité » et sa « fermeté », *dans la lutte contre le terrorisme, qui* sera « dure et longue ». Indiquant qu'il n'avait pas de « mesures immédiates » à proposer, le chef du gouvernement a cependant annoncé la création d'un tribunal spécial destiné à juger les personnes soupçonnées de terrorisme. Face à l'extrême droite, il a réitéré sa volonté de « défendre la liberté ».

Tout un peuple immobile...

De notre envoyé spécial

Madrid. — Sur la place de la Puerta-del-Sol, le silence s'est établi d'un seul coup, vendredi 8 mai à midi. La scène est impressionnante. Les voitures sont arrêtées, les piétons figés, les agents de la circulation au garde-à-vous. On perçoit *soudain un murmure que l'on n'entend* pas, habituellement, dans le brouhaha incessant des moteurs : celui de la fontaine située au milieu de la place. Les visages sont graves.

A l'appel des quatre grands partis nationaux (1) et de la plupart des forces qui comptent dans le pays, toute l'Espagne s'est ainsi arrêtée l'espace de deux minutes pour rendre hommage aux victimes des attentats terroristes de la veille et affirmer son attachement à la démocratie. Toute l'Espagne, sauf le Pays basque, où le mot d'ordre a été très peu suivi. En outre, la Phalange, un petit parti fasciste, a refusé de s'y associer.

Un concert d'avertisseurs et d'applaudissements a mis fin à ces deux minutes de recueillement qui constituaient un geste sans précédent dans l'histoire espagnole. Tout un peuple s'applaudissait en fait lui-même pour se redonner confiance. Sur la Puerta-del-Sol, cependant, l'émotion unitaire a été vite rompue. Environ trois cents manifestants d'extrême droite massés sur l'escalier d'honneur du bâtiment de brique et de marbre qui abrite les services de sécurité se sont mis à saluer, bras tendu, à la façon franquiste, aussitôt que le silence a été rompu. De nombreux fonctionnaires de police en civil les ont imités. En face, de l'autre côté de la place, un millier de militants des partis de gauche leur répliquaient en levant le poing, entonnant une timide *Internationale* et scandant : « *Démocratie, oui ; terrorisme, non !* » ; « *C'est vous, les fascistes, qui êtes les terroristes !* » et « *Vive le roi !* »

A la même heure, le souverain en uniforme de la garde, béret noir sur la tête, s'immobilisait devant les dépouilles mortelles des trois militaires assassinés jeudi par l'ETA. La cérémonie avait lieu dans un cantonnement de la garde royale au Pardo, à une dizaine de kilomètres de Madrid, non loin du palais où habitait Franco et de la Zarzuela, la résidence de Juan Carlos.

Les ultras qui transforment généralement les obsèques de militaires *assassinés en manifestation d'opposition* à la démocratie, n'ont pas osé braver directement le monarque. Tout au plus a-t-on remarqué que la petite foule constituée par les dignitaires de l'armée et leurs familles a crié « *Vive l'Espagne !* » avec beaucoup plus de conviction que « *Vive le roi !* ».

La police a fait savoir qu'elle avait désormais identifié les deux membres de l'ETA militaire, la fraction la plus intransigeante du mouvement séparatiste basque, qui ont posé, jeudi, la bombe sur le toit de la voiture du chef de la maison militaire du roi. Le nom du premier avait été révélé le jour même (*le Monde* du 9 mai) ; quant au second, il s'agirait de José-Marie Periziartua Echave, âgé de vingt-huit ans et originaire de Saint-Sébastien. L'un et l'autre appartiendraient au groupe dont faisait également partie José Arregui, le militant mort en prison sous la torture, en février, dans des conditions qui avaient soulevé l'indignation des Basques et, d'une façon plus générale, de l'opinion espagnole.

Une section judiciaire spéciale

L'affirmation de la police selon laquelle les deux jeunes gens *auraient reçu un entraînement en Algérie* doit être accueillie avec prudence. Il est très probable que des militants de l'ETA ont été, jadis, formés en Algérie, du temps de Franco, notamment ceux qui réussirent l'attentat contre l'amiral Carrero Blanco. Cette filière paraît depuis longtemps tarie.

Trente-huit arrestations ont été opérées en deux jours au Pays basque, frappant essentiellement la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire. Les autorités ont eu la main lourde puisque le vice-président de l'Assemblée régionale de Navarre, M. José-Antonio Urbiola, ainsi que le maire adjoint de Pampelune et d'autres personnalités élue figurent parmi les personnes arrêtées. Il y a pourtant là une part de bluff destinée à l'opinion : les élus sont presque toujours relâchés, beaucoup plus discrètement qu'ils n'ont été appréhendés, une fois écoulé le délai de garde à vue de dix jours prévu par la loi antiterroriste. Ils sont très rarement molestés, à la différence des simples militants, souvent victimes de graves sévices lors des interrogatoires.

L'opinion, visiblement, voudrait des résultats concrets dans la lutte contre le terrorisme. Le chef du gouvernement, M. Leopoldo Calvo Sotelo, qui prononçait vendredi soir son premier message télévisé au peuple espagnol, a résisté à la fois à la démagogie et aux pressions des militaires. A l'issue d'un conseil des ministres dont on attendait des décisions spectaculaires, il a seulement annoncé quelques mesures qui ne modifient pas fondamentalement le dispositif répressif actuel et il a insisté sur la « sérénité » tout autant que sur la « fermeté » du gouvernement. « *Je m'adresse à vous comme à une vieille nation et à un peuple adulte habitué à vaincre les crises* », a-t-il déclaré. La déception de l'extrême droite, prompte à crier à la lâcheté, voire à la trahison, était manifeste.

M. Calvo Sotelo propose que soit créée une section spéciale du tribunal de Madrid qui serait consacrée aux délits terroristes. D'autre part, il invite les sénateurs à étudier rapidement le projet de loi qui réglemente les états d'exception déjà approuvé par le congrès des députés (*le Monde* du 25 avril).

M. Calvo Sotelo a été également plus discret qu'on ne l'attendait sur le « soutien » étranger aux terroristes. Il n'a pas mentionné la France, cible favorite de la presse espagnole pour le « laxisme » dont elle ferait preuve envers les terroristes basques *réfugiés sur son territoire, ni* même l'U.R.S.S., qui est pourtant de plus en plus utilisée comme bouc émissaire. M. Calvo Sotelo a seulement affirmé qu'il fallait « *comprendre le terrorisme en Espagne, non seulement dans ses aspects intérieurs, mais aussi dans le champ d'une action internationale* ».

La justice française doit se prononcer à partir du 18 mai sur des demandes d'extradition visant onze terroristes présumés. Il est vrai qu'il eût été maladroit pour le chef du *gouvernement espagnol*, à la veille du second tour de l'élection présidentielle française, d'être plus précis sur les démarches qu'il compte entreprendre.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Union du centre démocratique (au pouvoir), parti socialiste ouvrier espagnol, parti communiste et Alliance populaire.

Italie

M. WALTER GARDINI SERA PROCHAINEMENT NOMMÉ AMBASSADEUR A PARIS

M. Walter Gardini sera prochainement nommé ambassadeur d'Italie à Paris en remplacement de M. Gian Franco Pompei, qui prend sa retraite, apprend-on de bonne source.

[Né en 1922, M. Walter Gardini a fait des études de droit à l'université catholique du Sacré-Cœur, à Milan. Entré aux affaires étrangères en 1949, il a été nommé à la direction des affaires économiques, puis à Bruxelles et Bonn, avant de devenir directeur adjoint, puis directeur du service de presse du ministère. Ministre conseiller à Paris (1969), directeur de cabinet du président du Sénat M. Fanfani (1972), il fut ensuite directeur adjoint (1973), puis directeur des affaires politiques (1976).]

Pologne

Mystérieux incendie d'un commissariat dans la banlieue de Varsovie

Varsovie (*A.F.P., U.P.I., Reuter*). — Alors que les négociations entre le gouvernement et le syndicat Solidarité sur les problèmes de fond sont envisagées pour le 20 mai en raison des progrès effectués par les commissions qui les préparent, la presse vient de publier le programme du parti ouvrier unifié qui devrait être adopté au IXe Congrès et qui est conforme aux propositions de démocratisation faites par M. Kania lors du dernier plénum du parti. Deux faits sont venus, d'autre part, troubler le calme qui régnait en Pologne, à la veille du départ de M. Walesa pour le Japon.

Dans l'après-midi du vendredi 8 mai, vers 17 heures, un incendie a éclaté au commissariat de police d'Otwock, dans la banlieue sud-ouest de Varsovie. Il n'y avait personne à l'intérieur et les pompiers purent l'éteindre. Mais deux heures plus tard, le feu reprenait de plus belle alors qu'un millier de jeunes assemblés autour du bâtiment empêchaient les pompiers d'intervenir. *Un porte-parole* de la police locale a affirmé tout ignorer de l'origine du sinistre et a déclaré que l'hypothèse d'un accident n'était pas écartée, car selon lui, les abords du commissariat étaient déserts quand le feu s'est déclaré la première fois.

La veille déjà, des affrontements n'avaient été évités que de justesse entre la population et des fonctionnaires de la milice. Deux jeunes gens âgés de dix-neuf et vingt-six ans avaient été arrêtés en état d'ébriété dans le courant de l'après-midi et, de l'intérieur du commissariat, criaient qu'on les « torturait ».

La foule s'était rassemblée. Des menaces avaient été proférées à l'encontre des fonctionnaires de la milice. De l'essence avait été répandue sur le trottoir. Jusqu'à 3 heures du matin, des membres de la direction de Mazowsze avaient parlementé avec les manifestants pour tenter de les calmer. Finalement, c'est M. Adam Michnik, l'un des principaux animateurs du KOR (comité d'autodéfense sociale) qui a su trouver le langage nécessaire pour obtenir la libération des deux jeunes gens et la dispersion de la foule.

Vendredi soir, dans son dernier bulletin d'information, la télévision polonaise a présenté un *long reportage sur Otwock. Elle* a souligné le rôle de premier plan joué par les membres de Solidarité pour rétablir la situation dans la commune. Elle a même fait entendre M. Michnik, qui avait donné une conférence de presse, et a insisté sur le fait *que M. Jacek Kuron*, autre leader du KOR, généralement vilipendé par la presse officielle, était venu rejoindre M. Michnik.

Les journalistes de télévision ont interviewé plusieurs manifestants. Certains ont affirmé que les fonctionnaires de la milice se livraient à un trafic de vodka. D'autres les ont accusés d'avoir eux-mêmes mis le feu au commissariat : « *C'est une provocation. Hier, si on avait voulu, on aurait pu les pendre, mais les gens savent bien que ça n'aurait pas servi la cause de ceux qui avaient été passés à tabac.* »

L'affaire d'Ostrowiec

Le second fait est la décision en apparence anodine de la section Solidarité des transports publics d'Ostrowiec Swietokrzyski (150 kilomètres au sud de Varsovie) de mener une action de grève (sans en fixer la date) pour obtenir le départ du directeur de l'entreprise, accusé de mauvaise gestion et de prévarication. La grève, qui a reçu l'aval des instances régionales de Solidarité, doit revêtir la forme limitée d'un arrêt de tous les autobus jugés en mauvais état de marche, ce qui représente, a-t-on indiqué de source syndicale, la moitié du parc municipal.

En fait, le mouvement de mécontentement a commencé à Ostrowiec le 27 mars. Lors de la grève d'avertissement, observée dans tout le pays. Ce mot d'ordre n'avait pas été suivi par trois employés de l'entreprise, membres des syndicats de branche (ex officiels) : ils avaient sorti des autobus du dépôt, malgré le piquet de grève, heurtant au passage un militant de Solidarité.

Le syndicat avait, dans un premier *temps, obtenu le renvoi* des trois chauffeurs, avec l'accord du directeur. Une consultation de l'ensemble des employés de l'entreprise, à l'initiative de la section des syndicats de branche, devait toutefois conduire peu après à la réintégration. Dans le *même temps, la section Solidarité* engageait une enquête sur les activités du directeur et demandait peu après son départ, pour mauvaise gestion et prévarication.

Pour compliquer un peu plus encore la situation, la section d'entreprise des syndicats de branche demande de son côté la suspension de deux vice-voïvodes (sous-préfets) de Kielce, le chef-lieu de la région. Elle reproche aux deux fonctionnaires d'avoir conclu avec la seule section Solidarité un accord sur le renvoi des trois chauffeurs et l'ouverture d'une enquête sur le directeur de l'entreprise.

Union soviétique

● DOUZE DISSIDENTS SOVIÉTIQUES, détenus dans le camp à régime sévère n° 37, à Perm, en Sibérie, ont observé un jeûne, le 4 mai dernier, pour réclamer le statut de détenus politiques et protester contre le non-respect par *l'U.R.S.S.* des accords d'Helsinki. Le physicien Youri Orlov, condamné en 1978 à sept ans de camp et cinq ans de relégation, ainsi que le prêtre orthodoxe Gleb Yakounine, condamné, en 1980, à cinq ans de camp et cinq ans de relégation, y ont pris part. La femme de Youri Orlov a annoncé que son mari va engager une grève de la faim prolongée pour protester contre ses conditions de détention. — (*A.F.P.*)

Grande-Bretagne

Un magazine allemand qui reproduit des « écoutes clandestines » du prince Charles est interdit à l'importation

De notre correspondant

Londres. — Le *gouvernement* a décidé d'interdire l'importation du magazine allemand *Die Aktuelle*, qui, malgré un arrêt en référé du tribunal de Nuremberg, a publié, vendredi 8 mai, le texte de plusieurs conversations téléphoniques entre le prince Charles, alors en Australie, et sa fiancée, ainsi qu'avec sa mère, la reine Elisabeth ; mesure exceptionnelle et sans précédent, qui s'appuie sur l'article 36 du traité de Rome interdisant l'entrée dans un pays de la Communauté de publications pornographiques. Toute personne qui rapporterait un exemplaire dans ses valises s'exposerait à des peines d'amende et de prison, en plus de la saisie d'un magazine dont quelques-uns des neuf cent cinquante mille exemplaires — son tirage habituel est de cinq cent mille — passeront sûrement en contrebande.

L'initiative du gouvernement, après consultation avec le Palais, accroît encore davantage la confusion pour une affaire plutôt ridicule mais apparemment assez importante pour avoir justifié deux actions judiciaires et des pressions diplomatiques sur le gouvernement de Bonn. Les Britanniques, certes, ont été choqués par l'interception illégale, par des éléments « républicains » australiens, hostiles à l'éventuelle nomination du prince comme gouverneur d'Australie, de prétendues conversations privées de l'héritier du trône.

Le journaliste britannique qui a communiqué au magazine allemand ces conversations a soulevé la réprobation générale. Sa voiture a été endommagée par des voisins indignés qui le tiennent en quarantaine et qui le menacent par téléphone. Pourtant, il affirme n'avoir reçu aucune rétribution dans cette affaire.

A dire vrai, le Palais a été mal inspiré et a mal manœuvré. Par son insistance à obtenir, d'abord par la voie judiciaire, puis par une mesure administrative, l'interdiction de publier ces documents, il confirmait indirectement les indiscrétions selon lesquelles le prince aurait tenu des propos désobligeants à l'égard de ses hôtes australiens et notamment du premier ministre « *manquant du sens de l'humour* ».

Mais en même temps les *solicitors* du prince, après avoir vu les textes en question, affirment qu'il s'agit de faux. Pourquoi alors cet acharnement à s'opposer à leur publication ? Sans doute pour protéger le jeune couple contre une intrusion inadmissible dans leur vie privée mais aussi parce que le Palais a jugé que ces « documents » rapportaient des propos gentils, inoffensifs et bêtifiants traditionnels aux amoureux.

Une journaliste de l'*Evening Standard* ayant pris connaissance de ces textes, affirme que le faux saute aux yeux et considère inconcevable que le prince ait pu déclarer à sa fiancée : « *Etes-vous sûre de ne pas m'épouser seulement pour mon palais ?* », ou que Lady Diana ait pu parler de « *votre grand-maman* », se référant à la reine-mère, à laquelle on attribue des paroles dignes d'un mauvais roman : « *Allez, ma chère, pleurez tout votre saoul mais seulement assurez-vous que les domestiques ne vous voient pas.* »

L'Economist reproche au Palais de ne pas avoir recommandé au prince de ne pas utiliser une ligne ordinaire, alors qu'il aurait pu lui remettre un décodeur spécial, employé par les hommes d'affaires et les personnalités, mettant leurs conversations à l'abri des oreilles indiscrètes. L'appareil coûte 5 000 livres mais, enfin, la mère du prince, si économe qu'elle soit, aurait pu lui faire ce cadeau.

Il est vrai qu'en l'absence de la reine, actuellement en visite en Norvège, ses collaborateurs du Palais accumulent les faux pas. Ainsi, ils ont dû corriger une lettre écrite en son nom à Mme Hill, mère d'une des victimes de l'éventreur du Yorkshire, dans laquelle la souveraine semblait s'associer à la dénonciation du *Daily Mail*, accusé d'avoir offert des sommes substantielles aux parents du criminel. *En effet, ce journal* n'est pas le seul à pratiquer le « *journalisme du chéquier* » (*le Monde* du 8 mai). Le *Daily Mail* prend un certain plaisir à rappeler qu'une prostituée, témoin au procès, va recevoir 4 000 livres du *Star*, que le *Sun* a payé 500 livres la *photographie* du mariage de l'éventreur, que le *Sunday People* a offert 500 livres à un autre témoin en plus de 60 livres de frais par semaine.

Il est vrai qu'en 1979, à l'occasion du procès Thorpe, un journal avait promis de verser une *prime* au *principal témoin* à charge, si l'accusé était condamné. Le Press Council, organisme corporatiste dont les recommandations sont pratiquement ignorées, a décidé d'ouvrir une enquête sur ces pratiques journalistiques contraires à son code de conduite et à la simple décence.

HENRI PIERRE.

Irlande du Nord

Tandis qu'un autre gréviste de la faim est dans un état grave

L'IRA cherche à développer son action sur un terrain plus politique que militaire

De notre envoyé spécial

Belfast. — L'Irlande du Nord est « calme ». Dans tout autre pays d'Europe, l'adjectif paraîtrait bien impropre. Vendredi soir 8 mai, l'IRA a tout de même attaqué au mortier un poste militaire à Newton-Hamilton, blessant deux soldats et faisant ensuite exploser le camion d'où les obus avaient été tirés. A Belfast même, à Londonderry et dans quelques villes de moindre importance, de petits groupes de jeunes ont, dans les quartiers catholiques, harcelé les forces de l'ordre à coups de pierres et de cocktails Molotov, renversant et brûlant ici et là quelques voitures, érigeant quelques barricades. Comme ils l'avaient fait vendredi à l'aube, et tant de fois auparavant, souvent de façon beaucoup plus massive et violente. La routine, en somme. Même l'annonce de la mort d'un jeune garçon, qui avait été grièvement blessé dans un accident de voiture voici quelques jours, tandis que son père (toujours hospitalisé dans un état très grave) tentait d'éviter que son camion de laitier ne soit arraisonné par les manifestants catholiques (*le Monde* du 7 mai), n'a pas provoqué d'effervescence particulière dans la communauté protestante.

Relatif, ce calme est également précaire. Mais la tactique de l'IRA reste bien, pour l'instant, de « capitaliser » le bénéfice de sympathie et d'attention qu'ont valu à l'ensemble de la famille nationaliste la mort de Bobby Sands ainsi que l'ampleur et la dignité du rassemblement qui a eu lieu à l'occasion des obsèques du député. Sans doute les consignes de modération n'avaient-elles été données que jusqu'aux funérailles, ce qui laissait redouter que l'explosion si souvent prédite n'ait été différée que de quelques jours. Mais il semble, en définitive, que l'IRA elle-même ait été surprise du succès de l'« opération Bobby Sands », et que ce succès l'encourage à persévérer sur un terrain plus politique que militaire, malgré la poursuite des attaques ponctuelles contre des installations ou des soldats britanniques.

Ce samedi matin, un nouveau détenu de la prison de Maze, M. Thomas Loudon, âgé de vingt-sept ans, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour meurtre, commence à son tour une grève de la faim pour « remplacer » Bobby Sands. L'IRA a en effet décidé que quatre de ses militants détenus jeûneraient en permanence tant que le gouvernement de Londres n'aurait pas accédé à ses exigences concernant les conditions de détention. La détermination des nationalistes paraît actuellement égale à celle de Mme Thatcher, et les pronostics sur les chances de survie de M. Francis Hughes, le plus « ancien » des grévistes de la faim, sont pessimistes.

Au cinquante-sixième jour de son jeûne, il a beaucoup décliné — plus rapidement que ne l'avait fait Bobby Sands, qui était à l'origine en meilleure santé — et un responsable de l'IRA ne lui accordait tout récemment qu'une semaine à vivre. La mort des deux autres grévistes de la faim est prévue, si aucun élément nouveau n'intervient, pour la fin de mai ou le début de juin. Entre-temps, un autre militant aura pris la place de Hughes...

Le « planning » des nationalistes

Ce « planning » incitera-t-il Londres à faire un geste en direction des détenus — quitte à ce que l'expression « statut politique » n'apparaisse pas ? A l'inverse, ne risque-t-il pas de lasser très vite l'attention de l'opinion internationale, dont la mobilisation a été, dans l'affaire Sands, la principale victoire de l'IRA ?

Les nationalistes catholiques s'affirment conscients du risque, même si le gréviste de la faim le plus menacé, Francis Hughes, est une figure beaucoup plus connue en Irlande du Nord que ne l'était Bobby Sands (il a d'ailleurs été condamné à la prison à perpétuité pour le meurtre d'un soldat). Ils savent que l'actualité est ingrate, qu'elle change vite de « vedettes ».

L'interminable conflit irlandais a déjà fait l'expérience de ces retours à l'indifférence et au silence. Mais — tout comme le gouvernement britannique — ils font de leur intransigeance une question de principe. Sans doute aussi ont-ils fait un pari sur l'impact, y compris dans l'opinion britannique, de morts à répétition, précédées d'une longue agonie. Les suites qui seront données à celle de Francis Hughes, si le détenu va jusqu'au bout de son action, permettront de mesurer si ce pari peut être gagné.

BERNARD BRIGOULEIX.

هكذا من الاهل

EUROPE

Tchécoslovaquie

Après l'arrestation de deux Français

La police multiplie les gardes à vue de militants des droits de l'homme

Une trentaine de personnes ont été placées en garde à vue à Prague, Brno et Bratislava dans le cadre d'une vaste enquête entreprise le 29 avril au lendemain de l'arrestation, à la frontière autrichienne, de deux Français, Mlle Anis et M. Thonon, porteurs de « *documents subversifs* », selon les autorités tchécoslovaques.

Outre la femme du dramaturge Vaclav Havel (actuellement en prison) et six autres personnes (*le Monde* du 8 mai), la police a arrêté M. Jiri Hajek, ancien ministre tchécoslovaque des affaires étrangères et ancien porte-parole de la Charte 77. Malgré ses activités en faveur de la Charte, la police ne l'avait jusqu'à présent jamais retenu que pour des interogatoires de quelques heures.

Parmi les personnes interpellées, figurent notamment l'écrivain Eva Kanturkova, la spécialiste de mosaïque underground, Mme Vera Jirousova, l'ancien dirigeant étudiant Jiri Mueller, le pasteur Jan Simsa, l'historien Jaroslav Meznik, Miroslav Kusy, l'ancien théoricien du parti et philosophe Milan Simecka qui, dans *le Rétablissement de l'ordre* (paru il y a deux ans chez Maspero), relatait comment depuis 1968 les autorités avaient procédé pour ramener le pays à l'orthodoxie. D'autres personnes sont actuellement recherchées par la police.

Le collectif des porte-parole de la Charte 77 a protesté, vendredi 8 mai, dans une lettre ouverte adressée au Parlement et au chef du gouvernement contre cette « *répression illégale contre les sympathisants et les signataires de la Charte (...) destinée à effrayer les défenseurs des droits de l'homme en Tchécoslovaquie* ».

A Paris, le ministère des affaires étrangères a annoncé qu'il avait entrepris des démarches afin que le consul de France à Prague puisse rendre visite aux deux détenus et pour tenter d'obtenir que les droits de la défense soient « *scrupuleusement respectés* ».

Une démarche du consul de France à Prague

Sans lier les deux affaires, le Quai d'Orsay a dénoncé les arrestations de Tchécoslovaques. « *Si ces arrestations étaient confirmées*, a déclaré le porte-parole du ministère, *les autorités françaises déploreraient profondément qu'une fois encore des personnes qui militent en faveur de l'application de l'Acte final d'Helsinki soient victimes, en raison des idées qu'elles défendent de mesures répressives portant atteinte à leurs libertés.* »

L'UNEF indépendante et démocratique a protesté contre l'arrestation de ses membres, Mlle Anis et M. Thonon, et lancé un « *appel à tous les démocrates pour exiger leur libération* ». Elle rappelle aussi les stipulations de l'Acte final d'Helsinki sur « *la libre circulation des idées et des informations entre tous les pays* ». Elle s'inquiète enfin du « *risque d'utilisation de l'affaire par le gouvernement de Prague pour justifier une nouvelle vague de répression contre les militants tchécoslovaques pour les droits de l'homme* ».

La Fédération parisienne de la Ligue des droits de l'homme élève de son côté la « *plus vive protestation* » et annonce qu'elle engage « *toutes les actions nécessaires* » pour obtenir la libération de ses deux membres. Elle rappelle que Mlle Anis préside la section de la Ligue pour le dix-septième arrondissement.

Yougoslavie

Le comité central dénonce les « activités contre-révolutionnaires » organisées au Kosovo par « un centre étranger »

Belgrade (*A.F.P.*). — Le vingtième plénum du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie (L.C.Y.) qui s'est tenu le jeudi 7 mai a été consacré à l'étude des « *activités ennemies et contre-révolutionnaires* » dans la province autonome du Kosovo. La réunion s'est déroulée sous le signe de la critique du parti pour son « *manque de vigilance* » face aux menées nationalistes. Selon un communiqué officiel, la direction de la Ligue tirera les conclusions de cette réunion lors de sa prochaine session dont la date n'a pas été précisée.

Dans son rapport d'introduction, M. Lazar Mojsov, président de la présidence collégiale de la L.C.Y., a observé que, malgré une agitation nationaliste incessante dans la province autonome depuis 1968, le danger avait été « *sous-estimé* » ce qui a « *permis à l'ennemi de s'infiltrer* », même « *dans la L.C.Y.* ». A propos des émeutes de fin mars-début avril, M. Mojsov a affirmé que « *l'activité des éléments hostiles et contre-révolutionnaires a été soigneusement organisée par un centre étranger, sous le nom de parti communiste marxiste léniniste. Ses dirigeants et organisateurs, qui seront bientôt jugés, ont longuement préparé cette action. Ils ont reconnu leur responsabilité et l'usage d'armes à feu. (...) Ils avaient prévu d'autres actions armées* ».

M. Mojsov a indiqué que, déjà après les manifestations de 1968 et de 1974, des « *groupes hostiles nationalistes et contre-révolutionnaires* » avaient déjà été découverts. Mais malgré cela la Ligue a « *manqué de vigilance* ». Il faut « *sans hésitation exclure de la L.C.Y. les cadres du parti qui ont été passifs ou qui, consciemment ou inconsciemment, se sont trouvés sur les positions de l'ennemi* », a-t-il poursuivi.

Dénonçant les tendances oppositionnelles qui se manifestent ailleurs qu'au Kosovo, M. Mojsov déclare : « *Les communistes* (de chaque République) *doivent lutter contre le nationalisme chez eux ainsi que contre les autres conceptions et activités réactionnaires, dogmatiques ou inspirées par le libéralisme qui se raniment ces derniers temps.* » « *Mais*, a-t-il précisé, *le nationalisme est l'ennemi principal. (...) La mauvaise situation économique crée un terrain favorable au développement des nationalismes et du mécontentement dans certains milieux et aux actions hostiles. La situation au Kosovo a montré que nous tardons à prendre des mesures pour remédier à de nombreux points faibles. (...) Mais je suis convaincu que nous sortirons renforcés de la lutte que nous imposent les contre-révolutionnaires.* »

Un document distribué aux participants précisait par ailleurs que les premières actions de « *propagande hostile* » importantes, remontant à 1973, ont été organisées par un « *mouvement révolutionnaire des Albanais unis* » ; elles se sont poursuivies en 1974 et ont pris des proportions « *sérieuses* » en 1978.

On apprenait, d'autre part, que le directeur en exercice du Musée de la révolution du Kosovo, M. Muhamed Sukrija, a été destitué pour avoir « *cédé à la pression d'une troupe artistique venue d'Albanie* » qui avait exigé que le portrait de Tito soit recouvert d'un drap dans la salle du spectacle.

Procès de trois Croates

MM. Marko Veselica (économiste), Vlada Gotovac (écrivain) et Dobroslav Paraga (étudiant) ont été inculpés à Zagreb de « *délits dirigés contre les fondements du système socialiste autogestionnaire et la sécurité de la Yougoslavie* », de « *participation à des activités hostiles et propagande hostile* » et d'« *incitation à la haine nationale* », a annoncé le vendredi 8 mai l'agence Tanyoug. Ils seront jugés séparément : M. Paraga à partir du 13 mai, M. Gotovac à partir du 2 juin ; la date du procès de M. Veselica n'a pas encore été fixée. M. Gotovac comparaîtra en prévenu libre.

M. Paraga avait été arrêté le 21 novembre 1980 alors qu'il recueillait des signatures pour une pétition réclamant l'amnistie pour les prisonniers politiques. M. Veselica, arrêté le 24 avril dernier, et M. Gotovac avaient déjà été condamnés en 1972 à respectivement sept et quatre ans de prison pour « *nationalisme* ». Ces nouveaux procès interviennent trois mois après la condamnation pour les mêmes motifs de l'ancien général Franjo Tudjman (en fait, il avait simplement accordé des interviews à la presse étrangère tout comme M. Gotovac).

DIPLOMATIE

LA FIN DE LA VISITE DE M. SUZUKI A WASHINGTON

Tokyo s'engage à faire « de plus grands efforts » pour sa défense aérienne et maritime

De notre correspondant

Washington. — Le premier ministre japonais, M. Suzuki, quitte la capitale fédérale ce samedi 9 mai à l'issue d'une visite officielle de trois jours, au cours de laquelle il a été entouré des plus grandes prévenances. La Maison Blanche voulait souligner l'importance qu'elle attache à ce pays allié, lui faire oublier ses difficultés récentes mais aussi l'amener à prendre certains engagements.

Les rencontres entre MM. Suzuki et Reagan devaient être une prise de contact et un témoignage public d'amitié, non un moyen de régler des controverses en suspens. Celles-ci, précisait-on à la Maison Blanche, seraient abordées ultérieurement à un autre niveau.

Les deux septuagénaires ont multiplié les petites phrases amicales et réaffirmé avec force les liens qui unissent leurs deux pays. Mais, par la force des choses, tous les éléments du contentieux américano-nippon sont venus sur le tapis l'un après l'autre.

Les Etats-Unis se sont engagés, par exemple, à « *consulter étroitement le Japon* ». C'est une allusion évidente à l'incident survenu à propos de l'embargo sur les céréales. Tokyo se plaignait de n'avoir pas été informé à temps de la levée de cette mesure. Washington a bien voulu reconnaître qu'une consultation trop tardive de son allié avait pu apparaître comme « *une notification* ». Pour que cela ne se reproduise plus, on va améliorer les communications entre les deux gouvernements.

La visite de M. Suzuki avait été précédée d'un geste de bonne volonté du Japon : la limitation volontaire de ses exportations, dit-il, vers les Etats-Unis. Provisoirement réglée, cette question épineuse permettait de ne plus mettre l'accent sur les difficultés commerciales entre les deux pays et d'aborder en détail un sujet qui tient beaucoup à cœur à l'administration Reagan : l'effort japonais de défense.

Il ne nous appartient pas de fixer des chiffres, ont dit en substance les dirigeants américains à M. Suzuki, mais votre pays devrait être au moins capable d'assurer sa propre défense et celle de ses voies maritimes dans le Pacifique.

En public comme en privé, M. Suzuki a expliqué jusqu'où son pays ne pouvait aller, pour des raisons financières, constitutionnelles et politiques. Il a développé aussi un motif de fond : selon Tokyo, la stabilité de l'Asie et de l'Afrique dépend autant de l'assistance économique au tiers-monde que des efforts militaires du bloc occidental. « *Chaque pays doit jouer un rôle proportionné à ses propres forces et à ses conditions intérieures, de manière que l'Ouest, dans son ensemble, puisse faire l'usage le plus efficace de son pouvoir* », a dit le premier ministre japonais au National Press Club.

« Division appropriée des rôles »

Le communiqué commun publié vendredi soir n'en contient pas moins un engagement remarqué. Tokyo fera « *de plus grands efforts* » pour améliorer sa défense aérienne et maritime. Il approuve aussi le principe d'une « *division appropriée des rôles entre le Japon et les Etats-Unis* » dans l'Est asiatique. Cette formule bien vague devrait être précisée le mois prochain à Honolulu par des experts militaires des deux pays. Washington s'est engagé pour sa part à fournir du carburant nucléaire au Japon, de manière moins restrictive que l'administration Carter.

ROBERT SOLÉ.

DURCISSEMENT SOVIÉTIQUE A LA CONFÉRENCE DE MADRID

Madrid (*A.F.P.*). — L'Union soviétique a sensiblement durci sa position, vendredi 8 mai, à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) de Madrid, en mettant en demeure les autres pays participants de convoquer une réunion sur le désarmement, a-t-on appris de sources occidentales.

Cette intervention soviétique a eu lieu dans le cadre des travaux à huis clos de la « commission sur la continuité ». Selon les mêmes sources, l'U.R.S.S. souhaite que la conférence de Madrid lui donne satisfaction quant à la poursuite du dialogue Est-Ouest en matière de limitation des armements. Dans le cas contraire, elle pourrait s'opposer à ce qu'il y ait, après Belgrade (1977-1978) et Madrid (1980-1981), un troisième rendez-vous des trente-cinq pays membres de la C.S.C.E.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● LA FRONTIERE AVEC LE CHILI a été rouverte le vendredi 8 mai, après avoir été fermée pendant neuf jours par les autorités de Buenos-Aires, à la suite de la détention, à Santiago, de deux militaires argentins accusés d'espionnage. — (*A.F.P., Reuter.*)

Malaisie

● M. HUSSEIN ONN, premier ministre de Malaisie, pourrait *annoncer sa démission* pour raison de santé le 15 mai, a-t-on appris à Kuala-Lumpur. M. Hussein Onn, qui était au pouvoir depuis janvier 1976, avait subi il y a deux mois à Londres une opération du cœur. Il serait remplacé par son vice-premier ministre, M. Mahathir Mohamed. — (*Corresp.*)

Mali

● LE COLONEL YOUSSOUF TRAORE, secrétaire à l'information et à la culture du bureau exécutif central de l'Union démocratique du peuple malien (U.D.P.M., parti unique), a *démissionné de ses* fonctions et du conseil national du parti, a-t-on annoncé officiellement jeudi 7 mai à Bamako. Compagnon de dernière heure du président Moussa Traore, le colonel Youssouf Traore a fait partie de la junte de quatorze officiers qui a renversé le régime du président Modibo Keita, le 19 novembre 1968. Cette démission est la première d'un officier de haut rang et d'un responsable politique important depuis la prise du pouvoir par l'armée. — (*Reuter.*)

ASIE

Cambodge

Les pays non communistes de l'Asie du Sud-Est souhaitent hâter la convocation d'une conférence internationale

De notre correspondant

Bangkok. — Réunis le vendredi 8 mai à Djakarta, en Indonésie, pour inaugurer les locaux du secrétariat général de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), les ministres des affaires étrangères des Philippines, d'Indonésie, de Singapour, de Malaisie et de Thaïlande « *se sont félicités des nombreuses marques de soutien de la Communauté internationale en faveur d'une conférence internationale sur le Cambodge et expriment leur résolution de hâter la convocation d'une telle conférence* ».

Cette conférence, dont à l'automne dernier l'Assemblée générale des Nations unies avait demandé la convocation, va-t-elle enfin se réunir ? A l'issue de sa récente rencontre avec M. Siddhi Savetsila, ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, s'était dit « *maintenant prêt* », après avoir engagé les « *procédures nécessaires* », à réunir ladite conférence. Son interlocuteur thaïlandais, fort d'autre part de l'appui des Etats-Unis, avait même précisé que ce forum pourrait avoir lieu à Vienne dans les premiers jours de juillet.

Ni l'Union soviétique, ni le Vietnam n'ont modifié leur position à ce sujet. Ils ne se sont pas privés, ces derniers temps, de réaffirmer leur refus de participer à une telle conférence, lui préférant une réunion régionale où pourrait être, notamment, évoquée la question cambodgienne, étant *a priori* bien entendu que la situation au Kampuchéa est, à leurs yeux, « *irréversible* ».

A cet égard, la Chine a fait parvenir, à la fin du mois d'avril, des cargaisons d'armes aux résistants khmers installés dans des camps le long de la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchéa (*le Monde* du 2 mai).

Pour M. Danabalan, ministre des affaires étrangères de Singapour, « *ceux qui souscrivent à l'idée que le Kampuchéa doit être libre, doivent se préparer à l'aider que ce soit sous la forme de nourriture ou d'armes* ».

Cette déclaration a été contredite par M. Rithauddeen, son homologue malaisien. « *Nous devons trouver une solution politique au problème du Kampuchéa* », a-t-il noté. A son avis, « *une solution militaire n'est pas la réponse* ».

JACQUES DE BARRIN.

Chine

La controverse sur le rôle de Mao Zedong se poursuit au sein du P.C.

De notre correspondant

Pékin. — Il se passe de curieuses choses actuellement à Pékin autour des mânes de Mao Zedong. Dimanche 3 mai, *le Quotidien du peuple*, qui s'est trouvé ces derniers mois à la tête du mouvement favorable à un nouveau cours quelque peu dégagé de l'héritage idéologique maoïste, a lancé une petite bombe politique en révélant que les dirigeants de l'ancien arrondissement à statut spécial de Shaoshan, le lieu de naissance de Mao, se sont rendus coupables de gabegie financière.

Habité autrefois simplement par quelques dizaines de paysans, ce village de la province du Hunan (centre-sud de la Chine) doit au fait d'avoir donné naissance au fondateur de la République populaire un *développement exceptionnel après 1949* et une gloire, qui se révèle aujourd'hui incertaine. En 1968, en pleine révolution culturelle, l'arrondissement, en l'honneur du président, se voit accorder un statut particulier. Il s'ensuit un *gonflement du personnel bureaucratique* tout à fait exorbitant : le nombre des fonctionnaires dans le village finit par atteindre quatre cents à cinq cents personnes.

Lorsque, à la fin de l'année dernière, le comité du parti et le gouvernement du Hunan ordonnent de retirer à Shaoshan son statut spécial, les fonctionnaires locaux, rabaissés au rang commun, s'entendent alors pour célébrer l'événement à leur manière : s'inspirant de la vieille tactique de la terre brûlée, ils décident tout simplement de vider la caisse. En deux mois, ils auraient dépensé, selon *le Quotidien du peuple*, plus d'un *million de yuans, soit quelque* 3 millions de francs.

L'argent file en ripailles, banquets d'adieux et prétendues conférences de travail. L'un de ces festins aurait coûté la *coquette somme de 25 000 yuans* (75 000 francs). Lors de chacune de ces rencontres, les participants repartent les bras chargés de cadeaux : postes de radio, couvertures de soie, serviettes de bain, bouteilles thermos, parapluies et jusqu'à des chemises en nylon sont distribués avec largesse par les fonctionnaires dépités à leurs anciens administrés.

A *en croire le Quotidien du peuple*, ce gaspillage du bien de la collectivité aurait fini par provoquer le « *mécontentement des masses* » qui auraient réclamé des sanctions contre les dilapideurs. L'article n'en indique pas la nature, ni ne dit si elles ont été effectivement appliquées, mais tout un chacun interprète la publication de ces révélations comme un nouveau coup porté indirectement à l'image de l'ex-Grand Timonier et par voie de conséquence à M. Hua Guofeng, qui fut pendant plus de vingt ans un des dirigeants de la province.

« Le plus grand révolutionnaire et héros chinois »

Mais la mémoire de Mao n'est pas seulement l'objet d'attaques obliques. Le 4 mai, un responsable du comité central, M. Deng Liqun, idéologue qui dirige le bureau des recherches théoriques du secrétariat du parti, a prononcé, en effet, à propos de l'ancien président des paroles qu'on n'avait pas entendues ici depuis un certain temps.

L'orateur a certes fait allusion à des erreurs commises par Mao, bien qu'il les ait limitées aux dernières années de sa vie, alors qu'il était devenu habituel de les faire remonter au moins jusqu'en 1957. Mais, visiblement, il convient de ne pas s'attarder sur ces errements dus à la sénilité. Il s'agit au contraire de vanter ses mérites, car, malgré ses fautes, a dit M. Deng, « *sa grandeur réside dans sa loyauté envers le peuple chinois, dans sa foi inébranlable dans la force de celui-ci, dans sa solide intégrité de son patriotisme et sa détermination révolutionnaire* ». Et l'orateur de rappeler « *la direction correcte* » de Mao dans la révolution et la construction socialistes, sa « *ferme résistance à la politique de Khrouchtchev et de ses semblables* », la grande vigilance qu'il a « *toujours* » manifestée contre toute ingérence contre l'indépendance nationale, la souveraineté et la sécurité de l'Etat. Pour toutes ces raisons, il mérite d'être considéré comme « *le plus grand révolutionnaire prolétarien et les plus grand héros national du peuple chinois* ».

Ce panégyrique est d'autant plus remarquable qu'il peut être comparé au jugement sur l'ancien président qu'avait porté l'ancien président qu'avait porté l'an dernier M. Hua Guofeng. Il y a moins d'un mois, en revanche, la presse, par le biais d'un article paru tout d'abord dans *le Journal de l'armée* (*le Monde* du 14 avril) avait publié une analyse nettement plus équilibrée du rôle de Mao. Cette analyse avait généralement été interprétée comme reflétant les grandes lignes du compromis conclu au sein de la direction sur la question. Or il semblerait, en fin de compte, selon certains interlocuteurs, que ce jugement ne ferait pas encore tout à fait l'unanimité parmi les dirigeants, certains le considérant comme trop positif, d'autres au contraire comme trop négatif.

D'où cette impression, sans doute, de tiraillements continus au sommet et les zigzags constatés depuis quelque temps dans la ligne. Mais si le document concluant le débat doit vraiment être adopté à la prochaine réunion du comité central, comme cela a été annoncé, et si ce plénum doit effectivement se tenir en juin — on parle de la première quinzaine, — il ne reste plus beaucoup de temps aux dirigeants chinois pour arriver à un accord. Peut-être celui-ci interviendra-t-il à la fin de ce mois à l'occasion d'une nouvelle conférence de travail, dont on dit qu'elle serait convoquée en vue de préparer la session plénière du comité central.

MANUEL LUCBERT.

هكذا من الأصل

Le Monde

politique

La campagne officielle radiotélévisée

MM. François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing sont intervenus, vendredi soir 8 mai, à la télévision, pour la dernière fois dans le cadre de la campagne officielle. Le candidat socialiste a précisé ce qui « se passerait dans les semaines » suivant son élection, et le « citoyen candidat » a affirmé sa volonté de susciter « un large renouvellement des équipes et des hommes ».

M. MITTERRAND : je m'efforcerai de rétablir notre unité dans un grand élan de renaissance nationale

M. Mitterrand pose la question : « *Qu'y a-t-il de vrai dans les affirmations de M. Giscard d'Estaing ces derniers jours au sujet de mon programme ?* » Il répond : « *Je n'hésite pas à le dire : tout est faux.* »

Le candidat socialiste poursuit : « *Je sais que déferle sur la métropole et sur l'outre-mer une vague de calomnies (...). Je méprise ces méthodes. Mais il n'est pas vrai que je veuille taxer le logement et les résidences principales. Il n'est pas vrai que je me propose d'augmenter les droits de succession en ligne directe, alors que, précisément, je veux au contraire les réduire à l'exception des grandes fortunes. Il n'est pas vrai que je veuille m'en prendre à la retraite des cadres. Il n'y aura pas de déplafonnement de la cotisation vieillesse et je préserverai les régimes complémentaires. Il n'est pas vrai que je veuille nationaliser la médecine et les pharmacies. Il n'est pas vrai que je veuille abandonner les départements d'outre-mer.* »

Le candidat socialiste souligne ensuite que, dans les semaines qui suivraient son élection, il nommerait un premier ministre, un gouvernement étant ensuite formé, composé par des hommes qui auront soutenu son action ou qui auront « *rejoint [ses] options politiques* » ; cela parce que « *le gouvernement de la République doit être cohérent pour agir* ». « *Aussitôt après* » la composition de ce gouvernement, qui sera effective à la fin du mois de mai, le candidat socialiste indique qu'il engagera une « vaste consultation » avec les organisations syndicales (ouvrières, patronales, cadres, FEN, organisations agricoles, artisanales, associations familiales, culturelles, etc.), pour leur demander leur avis sur la réduction du temps de travail.

« *De son côté* », poursuit M. Mitterrand, le gouvernement « *ne perdra pas une minute* » pour *prendre les mesures économiques et sociales nécessaires à la relance, pour lutter contre le chômage. Entre-temps, faute de pouvoir faire autrement, je dissoudrai l'Assemblée nationale, dont la majorité aura été désavouée par l'élection présidentielle. Et les élections législatives auront lieu. (...) Je demanderai au pays de donner à la majorité présidentielle son prolongement parlementaire. Et c'est vous qui déciderez. Nous en serons alors au 28 juin. Ainsi seront scrupuleusement respectées les règles de notre démocratie.* »

En conclusion, M. Mitterrand propose cinq objectifs : « *Vaincre le chômage ; relancer l'économie ; construire une société plus juste, plus libre, plus responsable ; restaurer la vigueur et l'indépendance de la France ; défendre la paix dans le monde. Élu président de la République,* ajoute-t-il, *je serai l'homme de la réconciliation. S'il le faut, du rassemblement, du dialogue, dans la fidélité à mes engagements. J'entendrai les forces syndicales, toutes les forces syndicales, et les partis politiques, tous les partis politiques, et les mouvements de pensée. Je m'efforcerai de rétablir notre unité dans un grand élan de renaissance nationale.*

» *Françaises, Français, en ce jour du 8 mai, anniversaire de la victoire de la liberté sur l'oppression, du courage sur la résignation, je me présente à vos suffrages. Sûr de vous, sûr que vous agirez comme vous l'avez toujours fait aux grandes heures de notre histoire.* »

M. GISCARD D'ESTAING : repartir d'un autre pied grâce à un large renouvellement des équipes et des hommes

M. Giscard d'Estaing reproche à M. Mitterrand de mal supporter la vérité, de perdre son sang-froid. Selon lui, il justifie l'adage « *il n'y a que la vérité qui blesse* ». « *Où est la force tranquille ?* » demande le président sortant. Il poursuit : « *On nous a noyés sous un flot de paroles et de promesses faites pour vous séduire mais aussi pour vous tromper. (...) Si mon concurrent est élu (...) nous vivrons au jour le jour, au mois le mois, au hasard des combinaisons des partis. Ce sera la fin, en réalité, de la Ve République, que les Français ont choisie, massivement, contre mon concurrent d'aujourd'hui, qui a toujours voté contre et qui veut maintenant en être le président* ».

Si vous m'élisez, nous allons, grâce au dialogue qui s'est établi entre nous, où je vous ai entendus et compris, grâce à un large renouvellement des équipes et des hommes, repartir d'un autre pied, mais sans secousse ni désordre. Ensemble nous ferons tout de suite « *redémarrer* » *la France.* »

Le président sortant affirme ensuite : « *On vous propose de dépenser ce que nous avons protégé, c'est-à-dire notre monnaie et nos ressources publiques. (...) Les conséquences des budgets en déficit tels que la France les pratiquait il y a vingt ans sont simples : la vie plus chère, encore plus d'injustice pour les petits revenus, c'est-à-dire les personnes âgées (...), les familles et tous ceux qui travaillent à leur compte. Et puis, comme il faudra bien que tout se paie, l'austérité est au bout de ce chemin-là. La démagogie est une tentation mais c'est aussi un grave danger.*

» *J'ai le devoir de vous avertir que les premières conséquences financières seraient immédiates et que ces conséquences vous toucheraient dans votre vie quotidienne. (...) Dans ces conditions, personne ne pourrait plus embaucher.* »

Il souligne : « *De mon côté, dans le programme que je vous propose, le plus dur a déjà été fait (...), la confiance est prête à ressurgir, à condition de ne pas dilapider nos chances. (...) La France peut réussir car elle est de plus en plus compétitive.* »

M. Giscard d'Estaing conclut : « *Je veux que la France du septennat nouveau soit plus ouverte et plus douce à vivre (...) Je veux m'occuper autant des Français que de la France. Je souhaite que l'effort que j'ai entrepris pour ouvrir plus largement les responsabilités aux femmes soit poursuivi.*

» *Nous voici égaux les uns et les autres. Notre bulletin de vote pèsera d'un même poids. Chaque voix compte. Aucune ne doit manquer au moment décisif : on le regrette amèrement plus tard. Réfléchissez, réfléchissez tant qu'il est encore temps. L'enjeu, c'est l'avenir. L'avenir immédiat et lointain. L'enjeu, c'est la France. Je me suis donné beaucoup de peine dans cette campagne. Comme je crois que vous l'avez compris, après votre choix de dimanche, je suis sûr qu'ensemble, lundi, nous entreprendrons notre marche vers une France plus forte dans le monde, plus fraternelle pour les Français. Vive la République et allez la France !* »

L'arme suprême

Nous voilà bien avancés. La campagne s'est achevée dans des charretées de boue, déversées de partout. Nous, on restait plantés là, devant nos écrans, dégoûtés, incrédules, désorientés, obligés, en l'absence de toute tentative d'explication avancée par les éditorialistes maison, de nous reporter à notre journal habituel pour essayer de savoir à quoi nous en tenir.

Les accusations lancées mercredi par Giscard contre Mitterrand étaient très graves. A l'en croire, le candidat de l'opposition nous trompait. Il nous cachait ses véritables intentions. Il nous dorait la pilule. Il voulait tout nous prendre et ne rien nous donner. Il allait déplafonner, taxer, réduire, imposer ceci, cela et le reste. Et comme si ça ne suffisait pas, il allait autoriser nos gamines à se faire avorter sans notre permission, et organiser des comités de soldats. On n'en revenait pas. On n'avait jamais entendu parler de tout ça.

Forcément, riposte alors François Mitterrand, c'est un mensonge, c'est faux. Mille regrets, rétorque l'autre, c'est vrai, c'est écrit là, dans ce petit livre bleu que voici, c'est le projet socialiste et c'est tout ce qu'il y a de plus sérieux. Réponse de Michel Rocard venu à la rescousse : on voulait nous faire peur. Le projet socialiste est une des composantes de la plate-forme électorale du candidat du rassemblement, rien de plus. Ah ! Bon.

Il y a autre chose. A peine était-on arrivés au meeting tenu à Epinal par François Mitterrand qu'on l'a entendu — le hasard des extraits, avouez qu'il fait bien les choses — s'écrier : « *J'étais le candidat des socialistes sur la ligne de départ, je le serai aussi sur la ligne d'arrivée.* » On s'est bien gardé de nous retransmettre en revanche son allusion au cours du diamant, à propos de la question de Valéry Giscard d'Estaing sur le cours du deutschemark...

Et que dire des attaques contre son passé de résistant ! De Gaulle, arme suprême pour gagner les suffrages, de Gaulle qui n'a jamais, même lors de leur duel électoral de 1965, voulu confondre « *l'ami de la guerre et l'ennemi de la paix* ». Jusqu'où peut-on aller dans l'ignoble et le grotesque ? Et faut-il que l'enjeu soit élevé pour qu'on tombe aussi bas !

CLAUDE SARRAUTE.

***

● ERRATUM. — Dans l'article de Claude Sarraute intitulé « Tir de barrage », publié dans *le Monde* du 8 mai, il était fait état, à propos de l'« impôt à partir de 300 millions de centimes de revenus », il s'agissait évidemment de 300 millions de centimes de capital.

La polémique sur le programme du candidat socialiste

M. GISCARD D'ESTAING : rétablir les faits

La polémique sur le programme du candidat socialiste a rebondi, vendredi en fin de matinée, avec la déclaration de M. Valéry Giscard d'Estaing. Affirmant vouloir « *rétablir les faits* », le président sortant a de nouveau cité plusieurs extraits du projet socialiste et du dernier livre de M. Mitterrand, *Ici et maintenant*. Après avoir affirmé que l'attitude du candidat socialiste « *n'est pas digne d'un candidat à l'élection présidentielle* », M. Giscard d'Estaing a notamment ajouté : « *Si M. Mitterrand avait souhaité me poser des questions, obtenir des réponses, il lui était facile d'accepter le deuxième débat télévisé que je lui avais proposé. Je n'admets pas que dans cette campagne on dissimule aux Français la réalité de ce qu'on leur propose. On peut proposer aux citoyens ce que l'on veut mais on ne peut pas le proposer et ensuite le dissimuler ou le nier.* »

M. Giscard d'Estaing a également souligné qu'au cours du face-à-face télévisé du 5 mai, M. Mitterrand n'avait pas « *récusé* » le projet socialiste.

M. ROCARD : il fallait une plate-forme de rassemblement

C'est M. Michel Rocard qui, au nom du P.S., a répondu au président sortant. Il a notamment déclaré : « *L'ensemble des forces qui veulent que la France change, s'oriente dans une voie plus généreuse, plus juste, plus rayonnante, n'ont pas toutes les mêmes idées. Il fallait une plate-forme, un programme de rassemblement. C'est pour rendre possible cette victoire que François Mitterrand l'a établi, le projet socialiste en étant une des composantes, un des éléments.* »

Après avoir souligné, au passage, que « *la France bat les records de l'injustice, de l'inégalité sociale et de l'inégalité des revenus parmi les pays développés d'Europe* », le député des Yvelines a ajouté : « *Je m'amusais presque en lisant la panique dans les yeux de ce chef de l'État sortant dont le bilan est si dommageable. En plus, il lui arrive de mentir (...). Je voudrais que cette campagne eût été digne jusqu'au dernier moment. Les socialistes ont beaucoup débattu, et ce fameux texte n'a d'ailleurs même pas fait l'unanimité parmi nous. Elle s'est refaite sur la plate-forme de notre candidat. Nous serons toute une coalition de voix, de forces, de représentations derrière François Mitterrand quand il aura gagné. De nouvelles synthèses seront à chercher.* » Et M. Rocard a donné diverses assurances aux catégories socio-professionnelles directement concernées par la polémique.

M. DEFFERRE : allégement des droits de succession.

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a déclaré vendredi :

« *1) Que l'amendement brandi par M. Giscard d'Estaing sur les droits de succession conduit par ses mécanismes à une réduction de près de la moitié des droits de succession pour l'immense majorité des Français et non pas à leur doublement, comme l'a affirmé le candidat sortant.*

» *2) Que le programme présidentiel de François Mitterrand, seul document qui l'engage, aboutit à un allégement encore plus important puisqu'il double l'ensemble des exonérations à la base sans modifier les taux.*

» *Je laisse les Français juges du procédé employé par M. Giscard d'Estaing pour essayer de les tromper en utilisant un document parlementaire qui peut être facilement contrôlé et qui, de plus, est totalement étranger à la campagne.* »

M. DENIAU : rassemblement avec qui ?

Dans l'après-midi, M. Jean-François Deniau, principal responsable de la campagne de M. Giscard d'Estaing, publiait à son tour une déclaration dans laquelle il soulignait : « *M. Michel Rocard vient de reconnaître que toutes les citations du projet socialiste faites par Valéry Giscard d'Estaing étaient exactes et engageaient bien le candidat socialiste. Je le remercie de sa franchise. Mais cela veut dire que François Mitterrand avait donc menti.* »

M. Deniau ajoutait : « *Michel Rocard figure d'ailleurs parmi les signataires de la proposition socialiste augmentant les droits de succession à 45 % au-delà de 500 000 F entre parents et enfants et entre époux qu'avait aussi citée M. Giscard d'Estaing, ce que M. Mitterrand avait nié. Enfin, Michel Rocard a reconnu, à propos du projet socialiste :* « *Il fallait un programme, une plate-forme de rassemblement. C'était pour rendre possible cette victoire que François Mitterrand l'a établi.* » *Je pose la question : rassemblement, victoire, avec qui ? Avec les communistes ? C'est la précision qui manquait dans la déclaration de M. Rocard.* »

Les dernières interventions de la commission de contrôle

La commission nationale de contrôle qui a été chargée de faire respecter le principe d'égalité entre les candidats, pendant la campagne électorale, ne se réunira désormais que pour mettre au point un rapport général de ses activités, qui devrait être rendu public.

Au cours de sa réunion, vendredi après-midi 8 mai, la commission, alertée par le parti socialiste, a dénoncé « *l'atteinte grave à l'égalité* » constituée par la diffusion, la veille, des propos tenus par le général de Boissieu et elle a demandé aux sociétés de programme de rétablir l'égalité en rendant compte d'une conférence de presse de l'amiral Sanguinetti, le soir même.

En revanche, la commission n'a pas publiquement condamné l'intervention de M. Giscard d'Estaing faite en dehors de la campagne radio-télévisée officielle. Contrairement à certaines rumeurs, ce n'est pas elle qui a demandé aux sociétés de programme de diffuser une intervention — en l'occurrence celle de M. Rocard — en réponse à celle du président de la République sortant. La commission, en effet, ne s'est réunie qu'à 14 h. 30, soit après la réalisation et la programmation de ces deux interventions.

Les difficultés d'une fin de campagne télévisée

(Suite de la première page.)

Les socialistes, mis au fait des intentions du président sortant, n'ont cependant pas tardé à réagir. Vers 12 h. 30, l'équipe de TF 1 chargée de suivre M. Mitterrand apprend que M. Michel Rocard répondra au président sortant. Rapidement averti, un responsable de la chaîne a cependant d'abord rejeté toute idée de passage en direct. La mise en place des moyens techniques pour un tel « direct » — notamment la nécessité de relais — demandait, de toute façon une demi-heure. Enregistrée en « vidéo », la réaction de M. Rocard a donc été retransmise quelque dix minutes après la déclaration de M. Giscard d'Estaing, depuis l'Assemblée nationale qui dispose d'un relais permanent.

Sur Antenne 2, le retard devait être plus important encore. C'est qu'en effet il ne paraissait pas d'emblée naturel à certains responsables de l'information que M. Rocard pût répondre au candidat sortant. Ceux-là voulaient M. Mitterrand et nul autre... et, de toute façon, arguaient-ils, « *Mitterrand a de l'avance au minutage...* ». Il fallut donc, semble-t-il, une intervention pressante de M. Defferre auprès de Jean-Pierre Elkabbach — et un échange de propos plutôt vifs — pour que M. Rocard apparût enfin à l'écran, au prix de l'annulation de l'émission régionale quotidienne programmée à 13 h. 35.

A pareille heure, l'audience avait, bien sûr, sensiblement décru. Et passer ainsi M. Rocard *in extremis* le midi évitait la pénible contrainte de le diffuser... dans le journal de 20 heures ! La commission de contrôle paraît s'être émue de ces inquiétantes distorsions au principe d'équité. Officiellement, elle dit n'être pas intervenue. Il semble pourtant que, sur TF 1 au moins, M. Jean-Marie Cavada ait admis, vendredi soir, que cette difficile journée lui avait valu les remontrances — un blâme ? — desdits commissaires.

Entre cinquième et sixième étage, rue Cognacq-Jay, on ne se privait pas, vendredi soir, de persifler contre ce vilain « coup fourré »...

DOMINIQUE POUCHIN.

POINT DE VUE

De l'usage des médias en temps d'élection

par JEAN-FRANÇOIS LACAN (*)

EN focalisant l'attention sur les petits écrans, la campagne présidentielle a relancé le débat sur l'objectivité de l'information à la télévision. L'intervention de Pierre Mauroy dénonçant certaines « manipulations » a provoqué l'indignation des responsables des journaux télévisés. Pourtant, de nombreux hommes politiques, journalistes ou techniciens ont, à leur tour, souligné le caractère tendancieux de certaines présentations ou commentaires et la presse s'est largement faite l'écho de *ces préoccupations*.

Pour tenter d'y voir clair, un groupe composé de journalistes, spécialistes de l'audio-visuel, hauts-fonctionnaires, militants de la Fédération de l'éducation nationale et de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente s'est réuni pour visionner l'ensemble des émissions incriminées et tenter de les analyser dans le détail (1).

Il n'est pas question pour ce groupe de se substituer à la commission de contrôle, qui sait fort bien faire respecter les règles imposées aux sociétés de télévision. Il n'est pas question d'oublier non plus que les responsables de la télévision sont, en période électorale, soumis de tous côtés à des demandes et à des pressions qui ne facilitent pas leur travail quotidien. Il n'est pas question, enfin, de contester aux journalistes leur responsabilité de professionnels dans la rédaction de l'information ni de nier que l'information audio-visuelle obéit à des contraintes précises qui sont celles d'un média fait d'images et de sons.

C'est justement à partir de cette reconnaissance que la véritable débat doit avoir lieu.

Comment peut-on nous faire croire que l'équilibre entre les deux candidats se limite à l'égalité du temps d'antenne qui leur est consacré (même si le décompte de ce temps par les responsables de la télévision a quelquefois de quoi surprendre) ?

Chacun sait qu'un journal télévisé est *une véritable mise en scène où* l'enchaînement des séquences, le mélange de l'information et de son commentaire ont au moins autant d'importance que l'information elle-même.

Comment ne pas s'étonner alors de la disproportion fréquente entre les moyens techniques dont disposent les équipes de reportage qui suivent les deux candidats ? Comment ne pas remarquer que les images de la campagne de Valéry Giscard d'Estaing bénéficient d'un montage plus vivant, plus dynamique que les plans un peu statiques qui cadrent celle de François Mitterrand ? Comment ne pas relever certains effets de cadrage surprenants : Georges Marchais noyé dans l'amphithéâtre vide de la place du Colonel-Fabien ; une salle de réunion déserte derrière le journaliste qui parle de la « dérobade » de François Mitterrand ?

Comment, encore, peut-on essayer de nous faire croire que tel document sur François Mitterrand est mal passé à l'antenne parce qu'il est « *usé par plusieurs passages* », alors que la durée de conservation d'une bande vidéo excède plusieurs centaines de passages ?

L'information télévisée, c'est d'abord des images et des sons, montés, mis en scène. C'est là que se situe l'inévitable contagion entre politique et spectacle. On peut le déplorer, certes, mais, comme le déclarait la héros d'un téléfilm récemment diffusé par Antenne 2 : « *La politique s'est d'abord écrite, puis parlée, maintenant, elle se regarde* » (2).

Ce regard des téléspectateurs, on peut souhaiter qu'il soit consciant, *informé et critique. Surtout au moment* où il peut déterminer des choix politiques fondamentaux. Il ne s'agit pas de dénoncer le spectacle télévisuel, mais d'éviter qu'il ne se pare abusivement des vertus de l'objectivité.

(*) Journalistes, membres du groupe d'étude et de réflexion sur l'information télévisée.

(1) Groupe d'études et de réflexion sur l'information télévisée, 3, rue Récamier, 75007 Paris.

(2) « Le Moustique », de Claude Klotz.

LES PROTESTATIONS DES SYNDICATS

L'Intersyndicale des journalistes d'Antenne 2 (S.N.J., C.F.D.T., F.O.) a protesté contre la diffusion au cours du journal d'Antenne 2 midi de la déclaration du président sortant. Les journalistes affirment dans leur communiqué que cette déclaration a été « *diffusée alors que la direction n'était absolument pas certaine de pouvoir assurer à l'autre candidat les mêmes conditions d'expression en durée et en audience* », et que c'est « *in extremis et à une heure d'écoute inhabituelle* » que la déclaration de Michel Rocard a été diffusée.

Les journalistes C.F.D.T. de TF 1 se sont également élevés « *contre les manipulations en faveur du pouvoir en place entreprises par les responsables de l'information de TF 1 depuis le premier jour des élections présidentielles* ». Ils prennent comme « dernier exemple » la diffusion de la déclaration de Valéry Giscard d'Estaing.

Les syndicats de radio et de télévision C.F.D.T. et C.G.T. (réalisateurs, techniciens, journalistes, etc.) et le Syndicat national des journalistes (S.N.J.) ont, pour leur part, publié un communiqué dans lequel ils affirment : « *Jamais l'emprise du pouvoir sortant sur le service public n'a été aussi scandaleuse que dans cette campagne.* » « *Tout aura été fait,* affirment-ils, *bien au-delà des pressions et des manipulations habituelles.* »

Ils citent plusieurs exemples : « *Les transmissions décalées dans le temps des informations à destination des DOM-TOM — y compris les montages refaits sur place ; la décision de couvrir tous les meetings des deux candidats présents au second tour, dès lors que l'un d'eux a annoncé qu'il en ferait très peu ; les interruptions de programmes, pour retransmettre, en cours de journal, les interventions Chaban-Delmas et de Chirac en faveur de Giscard d'Estaing ; la mascarade du face-à-face, pour lequel Giscard avait longtemps à l'avance dicté ses conditions aux rédactions ; les différences des moyens techniques mis à la disposition des candidats.* »

● *Le journal télévisé quotidien de FR 3 Centre* n'a pas été diffusé le vendredi 8 mai, à 19 h. 20. Les téléspectateurs de la région ont pu, en revanche, regarder le journal de Paris-Ile-de-France. Le présentateur de ce journal a fait part des excuses de la chaîne en invoquant une erreur technique. Le meeting de M. Giscard d'Estaing à Tours, dont la retransmission a nécessité la mise en place d'un faisceau hertzien spécial entre Tours et Paris, aurait été probablement la raison de cet incident.

Dans un communiqué, la direction de FR 3 Centre affirme qu'elle se proposait de traiter notamment des fêtes de Jeanne d'Arc dans son édition et qu'« *elle a donc travaillé pour rien* ». FR 3 exprime « *son désappointement* ». La fédération P.S. du Loiret a, pour sa part, élevé une protestation.

هكذا من الأصل

La campagne de M. Giscard d'Estaing

A BORDEAUX : d'un côté la société du déclin de l'autre la société de l'espoir

M. Valéry Giscard d'Estaing a renouvelé, vendredi 8 mai, à Verdun (Meuse), ses critiques contre M. François Mitterrand. Le président *sortant* a indiqué que pendant sa campagne, il avait cherché « *à faire apparaître la vérité, cette vérité*, a-t-il dit, *que mon concurrent supporte si mal, perdant son sang-froid et en arrivant aux insultes, ce qui vérifie le vieil adage : il n'y a que la vérité qui blesse* ». Il a estimé que « *ce n'est pas comme cela qu'on gouverne un pays, les insultes ne sont pas dignes d'un président ni d'un candidat à l'élection présidentielle* ».

« *J'ai accepté*, a-t-il ajouté, *qu'on me juge sur mes actes, alors pourquoi mon concurrent n'accepterait-il pas qu'on le juge au moins sur ce qu'il a écrit ?* » Il a indiqué que le projet socialiste empêcherait, en raison de l'élèvement du barème des droits de succession, la transmission de l'exploitation familiale agricole, et a assuré que le projet socialiste voulait l'instauration dans l'armée de comités de soldats et de droits d'association au sein des unités, ce que, a-t-il dit, « *aucune armée ne peut accepter* ».

M. Giscard d'Estaing a ensuite déclaré qu'il était le seul des candidats à l'élection présidentielle qui était « *aux armées le 8 mai 1945* ». « *Ma présence à Verdun*, a-t-il ajouté, *exprime l'unité profonde du monde des anciens combattants, unité profonde née à travers les générations d'une identité de sentiments et de sacrifices. Nous veillerons à ce qu'elle soit manifestée dignement.* »

A ce meeting, qui rassemblait deux mille personnes environ, participait notamment M. Pierre Messmer, ancien président du Comité national de soutien à Jacques Chirac qui n'a pas cependant applaudi M. Giscard à Orléans. Le président-sortant l'a félicité, en rappelant que « *lors du décès de Georges Pompidou en 1974, il avait indiqué qu'il ne se présenterait pas à la présidence de la République si Pierre Messmer était candidat* ».

M. Giscard d'Estaing s'est également fait accompagner à Verdun par l'équipage du char à bord duquel il a servi durant la dernière guerre.

A Tours (Indre-et-Loire), M. Giscard d'Estaing a déclaré qu'il préférait ne pas retourner à l'Elysée que « *d'y retourner au prix du mensonge et de la tromperie* ». Devant trois mille personnes, réunies au palais des sports de Tours, en présence du maire de la ville, M. Jean Royer, député non inscrit, qui lui a confirmé son soutien, M. Giscard d'Estaing a fait respecter une minute de silence à la mémoire des combattants de 1939-1945.

Enfin, à *Bordeaux (Gironde)*, où il a tenu le dernier meeting de sa campagne électorale, le chef de l'Etat a indiqué que les Français choisiront entre, « *d'un côté la société du déclin, de l'autre la société de l'espoir* ». Quelque cinq mille personnes ont assisté à cette réunion qui a eu lieu sous un chapiteau, en présence de MM. Jacques Chaban-Delmas, maire de la ville, et Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères et président du conseil général de Lot-et-Garonne. M. Giscard d'Estaing a repris tous les grands thèmes de sa campagne. Il a promis de faire de la France « *un pays de libertés, un pays de justice, épris de la qualité de la vie, une nation forte et paisible* ». Il a, une nouvelle fois, attaqué le programme de M. Mitterrand, qu'il a présenté comme « *un programme qui n'est pas social-démocrate mais qui est marxiste* ». Il a également appelé « *la gauche libérale* » à le rejoindre et a demandé à la famille gaulliste de serrer les rangs de la majorité. « *Contre une majorité unie, l'opposition ne peut rien. C'est ce que montre le score du premier tour.* » « *Mais*, a-t-il ajouté, *la majorité divisée, c'est l'arrivée d'un autre régime, c'est le saut dans l'inconnu avec le déclin de la France et la fin des institutions de la Cinquième République.* »

La JEC, l'archevêché de Paris et la campagne du président sortant

L'équipe nationale de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) vient de rendre publiques deux lettres qu'elle a adressées, le 3 mai, à *Mgr Jean-Marie Lustiger*, archevêque de Paris, d'une part, et à la nonciature du Saint-Siège en France, d'autre part. La teneur des deux lettres est à peu près la même. Voici un extrait de celle qui a été adressée à Mgr Lustiger :

« *Il y a une quinzaine de jours, par l'intermédiaire de la ligne téléphonique « VGE 81-85 » à la disposition du public, nous avons à titre d'information, posé quelques questions au candidat Valéry Giscard d'Estaing. Nous souhaitions savoir, entre autres, quelles étaient ses relations avec l'archevêché de Paris.*

» *Aujourd'hui 3 mai, un des « proches collaborateurs » de Valéry Giscard d'Estaing a téléphoné au secrétariat national de la JEC pour donner suite à notre appel. D'emblée, nous mettant en garde contre le péril d'un gouvernement de gauche pour l'Eglise, il nous a affirmé que vous aviez pris position « personnellement » en la faveur du président sortant. De plus, il a insisté sur le soutien affectif du Vatican, concrétisé par la présence d'un représentant du Saint-Siège au rassemblement organisé, ce jour, à la porte de Pantin.*

» *Etonnés, nous avons demandé si de telles informations avaient été rendues publiques ou pouvaient l'être. Il nous a alors précisé que, en ce qui concerne le Vatican, il s'agissait d' « une affaire d'ambassade » et en ce qui vous concerne « d'une prise de position privée ». Votre secrétaire nous a assuré que depuis la visite de courtoisie lors de votre entrée en fonctions il n'y a eu aucun contact entre l'archevêché de Paris et l'Elysée.*

» *Si tel est le cas, ou s'il y a eu de votre part « prise de position privée », l'utilisation de votre personne et de votre fonction à des fins électorales nous paraît inadmissible. (...) Vous comprendrez que nous ne réagissons pas sur le fait d'une prise de position privée et personnelle, mais sur le procédé d'utilisation et sur les conséquences éventuelles qu'il peut avoir sur les groupes d'Eglise.* »

[Interrogé par nous, le secrétaire de Mgr Lustiger a démenti l'information : il n'y a eu ni prise de position de l'archevêque de Paris en faveur de l'un des candidats ni de contact entre l'archevêché de Paris et l'Elysée depuis l'entrée en fonctions de Mgr Lustiger. Rue de Marignan, au quartier général de M. Giscard d'Estaing, on refusait de confirmer ou de démentir l'information en faisant remarquer toutefois qu'une prise de position personnelle de l'archevêque de Paris en faveur du président sortant était « logique, étant donnée la menace que le candidat socialiste faisait peser sur l'enseignement libre ». On remarquera, enfin, que toutes les interventions dans cette affaire — les affirmations comme les démentis — ont été faites au téléphone. Les deux lettres publiées par la JEC sont, à ce jour, restées sans réponse.

A. W.]

La « Pravda » présente avec sympathie la diplomatie de M. Giscard d'Estaing

De notre correspondant

Moscou. — La *Pravda*, par le biais d'une analyse prudente des options de politique étrangère des deux candidats aux élections présidentielles françaises, marque ce samedi 9 mai une légère préférence pour M. Giscard d'Estaing. Pour l'organe du P.C. soviétique, la politique du président Giscard d'Estaing recueille *les suffrages* de l'U.R.S.S. au moins sur trois points : le dialogue avec l'Est, le Proche-Orient, le problème des euromissiles. La *Pravda* souligne que le président Giscard d'Estaing « *entend respecter la ligne politique suivie par la France depuis quinze ans* », c'est-à-dire « *renforcer l'indépendance du pays* » et « *mener une politique de paix qui exige le dialogue Est-Ouest* ». « *M. Giscard d'Estaing se prononce pour la poursuite des relations avec l'U.R.S.S. dans divers domaines* », note le journal.

« *Le président actuel ne cache pas sa préoccupation devant la situation au Proche-Orient et dans le Golfe. Il déclare que le conflit proche-oriental ne peut être réglé sans la reconnaissance du droit des Palestiniens à la création d'un foyer national* », écrit encore la *Pravda*. En ce qui concerne les euromissiles, le quotidien note avec une certaine satisfaction que « *la diplomatie française essaie de s'écarter du problème du déploiement en Europe des missiles à moyenne portée, dans la mesure où cette question ne concerne pas la France, qui s'est retirée de l'organisation militaire de l'OTAN* ».

L'analyse des thèmes défendus par M. Mitterrand vient après celle des options de M. Giscard d'Estaing. D'emblée, la *PRAVDA* note que, si le leader socialiste se prononce pour le dialogue Est-Ouest et « *de bonnes relations avec l'U.R.S.S.* », il veut que ce dialogue soit mené par l'Occident à partir de « *positions fermes* ». Mais c'est surtout les déclarations de M. Mitterrand sur le Proche-Orient qui, pour Moscou, font pencher la balance en faveur de l'actuel président. « *Sur le Proche-Orient, la position de M. Mitterrand est plus proche des interprétations des accords de Camp David que l'on donne à Washington ou à Tel-Aviv* », note le journal.

Enfin, la position des socialistes français, par rapport au problème des euromissiles « *n'est pas claire* » puisque « *d'un côté ils répètent les thèses de la propagande bourgeoise sur un déséquilibre créé par l'U.R.S.S. en Europe, alors que d'un autre côté ils reconnaissent la nécessité d'engager des pourparlers* ».

(Intérim).

● *Les personnels de l'Observatoire de Meudon* ont adressé vendredi 8 mai une lettre à M. Giscard d'Estaing protestant contre le décret de réforme du statut des ingénieurs, techniciens et administratifs (I.T.A.) de la recherche (*le Monde* du 8 mai). Ce décret, « *promulgué par surprise trois jours avant un scrutin décisif* », n'est, disent-ils, le « *fruit d'aucune concertation sérieuse* ». « *Les travailleurs de la recherche scientifique savent à quoi s'en tenir sur la couleur de votre prochain septennat. (...) Vous voulez consolider la recherche (...), mais voilà l'injustice, l'autoritarisme bureaucratique.* » Et d'ajouter que pour dimanche, « *c'est à un vote de légitime défense* » qu'ils seront contraints. Ce texte a été également adopté par l'intersyndicale du Centre d'études et de recherches géodynamiques et astronomiques de Grasse (Alpes-Maritimes).

La campagne de M. Mitterrand

Épinal, Mulhouse, Nantes contre la montre

Tout a commencé à 10 h. 30, lorsque M. Paul Quilès, directeur de la campagne de M. François Mitterrand, a eu vent d'une intervention imprévue de M. Valéry Giscard d'Estaing, à 13 heures, à la radio et à la télévision. Dès lors, le P.S. et le candidat socialiste se sont lancés dans une journée, la dernière de la campagne, folle comme une espérance de victoire qu'il ne fallait pas gâcher.

10 h. 30. M. Mitterrand s'apprêtait à enregistrer la dernière émission de la campagne officielle. Comment « marquer » les attaques et les feintes de l'adversaire sans connaître exactement ses intentions ? En renforçant sa défense.

A 10 h. 30, M. Michel Rocard, après avoir mené loyalement campagne en province, rentrait à Paris. Mobilisé pour une prise de parole à Mulhouse, dans l'après-midi — la seule qui lui ait été concédée dans un meeting de M. Mitterrand entre les deux *tours*, — il gagnait l'aéroport du Bourget. C'est là qu'à 12 h. 5 M. Quilès l'a joint pour le faire rentrer dare-dare au siège du P.S. Mission : répondre au débotté à l'intervention du président sortant. Le temps de changer de costume et d'écouter l'adversaire et, à 13 h. 30, c'était chose faite : que le président sortant continue à feuilleter le projet socialiste pour en dénoncer les dangers lui paraît relever de la « panique ». M. Rocard s'est acquitté de sa tâche sans rechigner, mais avec le sentiment qu'on ne l'avait fait sortir de son isolement que pour effectuer un travail de bétonneur, à la va-vite.

A cette heure-là, M. Mitterrand enregistre toujours son émission du soir. Des trois prises, il choisira la deuxième. A 12 h. 30, on l'attendait au *mémorial de la déportation*, à la pointe de l'île Saint-Louis où ses amis battaient la semelle sous la pluie devant une porte close. Le mémorial est fermé entre 12 heures et 14 heures.

Le candidat socialiste ne les rejoint qu'à 14 h. 40, salue M. Charles Tillon, ancien membre du bureau politique du P.C.F., et M. Philippe Dechartre, secrétaire général de l'Union de la gauche V[e] République, qui le côtoie. En ce jour anniversaire de la victoire du 8 mai 1945, M. Mitterrand remarque : « *Le général de Gaulle a décrété que ce jour serait une fête nationale. Depuis, M. Giscard d'Estaing a rayé d'un trait de plume cette célébration.* »

Direction Orly. Un policier de service salue, puis demande : « *Est-ce que vous serez président ?* » Sourire : « *On verra.* » A Epinal, trois mille personnes l'attendent depuis près de deux heures. Celles-là ne doutent pas : « *Président ! Président !* » « *Giscard au rancard* », crie-t-on au parc des expositions. « *Nous avons devant nous quarante-huit heures*, remarque M. Mitterrand ; *de l'autre côté, ils mettent le paquet. (...) Voilà que le candidat des socialistes est accusé de tout. Les rumeurs qui rasent les murs, les libelles que l'on distribue...* »

« *Nous vaincrons* » : c'est M. Rocard qui l'affirme à Mulhouse, devant quatre mille à cinq mille personnes. M. Rocard vient *de faire la grimace* : il n'a pas pu la retenir et s'est vite forcé à la transformer en sourire lorsque l'entrée du candidat socialiste — une heure et vingt minutes de retard — a interrompu son discours pour cinq bonnes minutes. L'ex-candidat à la candidature abrège. Les deux hommes se serrent la main au pied de la tribune.

M. Mitterrand, qui n'a pas pour habitude de raconter sa vie, raconte sa guerre (*voir d'autre part*) : les éclats d'obus, à vingt-deux ans, du « *soldat du premier jour et de première ligne* » ; les tentatives d'évasion — « *la troisième, comme chacun sait, est la bonne* » ; le départ pour Londres « *dans un petit avion monomoteur* » ; la vedette rapide sur la Manche et lui à fond de cale ; le général de Gaulle, le général Koenig. Exactement ce type d'homme « *que le général de Boissieu appelle un arriviste ou un résistant de la dernière heure* ». De Gaulle, lui, ne s'y est pas trompé : « *Il fallait attendre, sans doute, que la race des collaborateurs s'en mêlât.* »

Le drame et la comédie. La comédie, c'est celle que présente, dit-il, M. Giscard d'Estaing. Acte I : « *Je suis fier de mon bilan.* » Acte II : « *Je ne suis peut-être pas le meilleur, mais les autres ne valent rien.* » Acte III : « *Rectification : M. Chirac n'est pas si mal que ça.* » Acte IV : « *Faites-moi confiance, j'ai changé. Le premier septennat pour Giscard et le deuxième pour d'Estaing.* » Acte V : le face-à-face — « *quand il m'a demandé le cours du mark, j'ai eu envie de lui répondre : « Quel est le cours du diamant ? »* » Acte VI : « *Maintenant, nous sommes au final, c'est le grand air de la calomnie. On fouille les documents, le cas échéant, on invente. On tronque les textes, on oublie le contexte.* »

Le candidat socialiste « *ne se berce pas d'illusions, ne rêve pas la nuit* ». Il reste « *un obstacle* » à la victoire éventuelle : « *La droite et son maniement de la peur et du mensonge.* »

Il faut faire vite. La campagne est close à minuit. M. Mitterrand ne sera à Nantes, au Champ-de-Mars, où l'attendent dix mille personnes — six mille dedans, quatre mille dehors — qu'à 23 h. 30. « *Nous n'avons pas beaucoup de temps ce soir. Il est minuit moins vingt-cinq. La campagne s'achève à minuit. Serons-nous disciplinés ?* » « *Non* », répond la foule.

« *Nous ne sommes habités ni par l'esprit de rancune, ni par l'esprit de revanche, ni par l'esprit de vengeance. Je tiens au droit de mes adversaires. Car leur droit, c'est le mien.* » Il est minuit moins deux : « *Je veux que la majorité présidentielle du 10 mai se transforme en majorité parlementaire le mois suivant.* » « *Minuit approche* », remarque l'orateur. « *On réveillonne !* », lance une voix dans la salle.

On ne réveillonnera pas. M. Mitterrand est discipliné. « *Vive la République, vive la France !* » Il est minuit, tout juste.

Ancien chef d'état-major des armées

LE GÉNÉRAL MAURIN DOUTE DE LA « CRÉDIBILITÉ » DE LA DISSUASION AVEC M. MITTERRAND

Ancien chef d'état-major des armées sous la présidence de Georges Pompidou et au début du septennat de M. Giscard d'Estaing, le général d'armée aérienne (cadre de réserve) François Maurin, aujourd'hui conseiller d'Etat, doute de la « crédibilité » de la dissuasion nucléaire avec M. Mitterrand.

Dans une déclaration publiée vendredi 8 mai à Paris, le général Maurin, faisant référence aux propos de M. Mitterrand, jeudi 7 mai à la télévision (*le Monde* du 9 mai) affirme que « *la construction d'un sixième sous-marin nucléaire a été retardée en fonction de la date de mise en service du missile à têtes multiples M-4 qui doit l'équiper* ».

« *Le pouvoir de dissuasion de notre force nucléaire dépend de deux facteurs indissociables : l'efficacité des armes et la crédibilité de l'autorité politique suprême. L'efficacité des armes est maintenant acquise malgré M. Mitterrand qui, en 1965, ne voulait pas des charges nucléaires ; en 1972 souhaitait détruire celles qui existaient et, ce qui était encore plus incompréhensible, en 1978, les laisser en l'état. Par contre, en ce qui concerne l'autorité politique, il est difficile d'imaginer la crédibilité que pourrait lui accorder un adversaire éventuel, sachant que celui qui la détient n'en était pas un partisan convaincu jusqu'à ces derniers mois* », a conclu l'ancien chef d'état-major des armées.

● *La Fédération des médecins de France* (F.M.F.), qui regroupe environ 30 % des médecins syndiqués, et que préside le docteur Pierre Blot, estime que M. François Mitterrand « *manipule l'opinion* » en accusant M. Giscard d'Estaing de mensonge. Selon la F.M.F., les centres de santé intégrés que propose le parti socialiste sont « *le pivot d'un système collectiviste qui conduit obligatoirement à l'asphyxie de la médecine libérale et à la mise en place de structures aboutissant de fait à la nationalisation de la médecine* ».

Rappelant qu'elle est une organisation apolitique de par ses statuts, la F.M.F. affirme « *que les Français ne permettront pas ce bouleversement, pas plus que la collectivité qui en assurerait les frais* ».

● *A Caen*, des slogans « *votez Mitterrand* » ont été tracés dans la nuit de jeudi à vendredi sur les murs d'un certain nombre d'églises de la ville et de monuments historiques, ainsi que sur ceux de la mairie et de la chambre de commerce. Le parti socialiste, estimant qu'il s'agit là d'une « provocation », a élevé une protestation solennelle.

هكذا من الأصل

POLITIQUE

L'élection présidentielle

L'attitude des communistes

M. JUQUIN SOULIGNE QUE LA REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE DEVRAIT ÊTRE INSTITUÉE DÈS LE MOIS DE JUIN

M. Pierre Juquin, député de l'Essonne, membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré, vendredi 8 mai, à Savigny-sur-Orge :

« Le scrutin du 26 avril l'a confirmé : les conditions ne sont pas réunies, aujourd'hui, en France, pour que soi élu au suffrage universel un président de la République communiste. Par contre, je pense que, dimanche prochain, une majorité absolue de Français peut et doit se prononcer pour un gouvernement d'union de la gauche comprenant des ministres socialistes et communistes. En même temps — puisque François Mitterrand l'a promis — ils peuvent se prononcer pour l'élection d'une nouvelle Assemblée nationale à la représentation proportionnelle, c'est-à-dire selon le mode de scrutin moral qui permet à chaque parti de peser de son juste poids. Nul ne comprendrait que je ne souligne pas cette nécessité de la représentation proportionnelle, dès le mois de juin, en parlant dans ce département de l'Essonne, où l'injustice du mode de scrutin institué en 1958 est particulièrement flagrante. »

M. Juquin, élu de la troisième circonscription de l'Essonne, représente 179 115 électeurs inscrits, alors que, par exemple, M. Jacques Blanc, député (P.R.) de la deuxième circonscription de la Lozère, représente 26 147 électeurs inscrits.

« L'HUMANITÉ » : battre Giscard et sa politique

L'Humanité du samedi 9 mai appelle, en première page, à *« Battre Giscard et sa politique »* et à *« voter François Mitterrand »*. M. René Andrieu, directeur adjoint du quotidien communiste, écrit : *« Sans doute eût-il été préférable que le débat se déroule dans une plus grande clarté. Clarté sur le programme, les moyens de le réaliser et les alliances. Mais c'est du mouvement populaire lui-même, de son ampleur que tout, en définitive, dépendra. En appelant à voter François Mitterrand, le parti communiste n'a voulu laisser passer aucune chance d'imposer le changement ; il a montré, comme le rappelait Georges Marchais à Gentilly que nous étions ouverts à tout ce qui peut permettre d'avancer, disponibles pour tout combat, pour tout progrès si minimes soient-ils. »*

D'autre part, M. Andrieu reproche au *Monde*, par lettre, de l'avoir cité sans mentionner les critiques qu'il adressait à M. Giscard d'Estaing dans son éditorial du 6 mai sur le débat télévisé entre les deux candidats. Critiques qui nous paraissaient naturelles venant d'un journaliste de l'opposition. Mais, puisque M. Andrieu attache tant d'intérêt à ce que publie *le Monde*, c'est avec plaisir que nous reproduisons la citation qu'il aurait choisie...

« M. Giscard d'Estaing a fait preuve d'une incontestable maîtrise dans l'art de transformer en éclatante victoire la faillite d'une politique marquée par le chômage, l'inflation, les difficultés pour le plus grand nombre et l'insolente domination de la caste des privilégiés.

» Cependant, s'il s'est efforcé, une fois de plus, suivant une tactique devenue classique, d'escamoter ce bilan — « Ah ! ne me parlez pas du passé ! » — en assurant qu'il avait fait le possible et qu'il ferait encore mieux demain, il a parfaitement rempli son contrat en exposant les bases d'un rassemblement de la droite autour de lui.

» Dans cet esprit, il a rappelé son opposition à l'augmentation du salaire minimum et défendu sa politique de soutien au grand capital. Admettant qu'il y a eu à quelques moments des affrontements entre les diverses composantes de la majorité, il a souligné qu'il n'y avait jamais eu de crise politique et il s'est déclaré persuadé que cette situation ne serait pas modifiée à l'avenir. Il s'est bien gardé de montrer la moindre humeur à l'encontre de M. Chirac, oubliant généreusement que le candidat R.P.R., avant de se rallier, avait prononcé un réquisitoire sans appel contre la faillite d'un pouvoir coupable d'avoir conduit la France au désastre économique, à la crise morale et à son abaissement dans le monde. »

L'attitude des écologistes

M. Lalonde ne se « désintéresse pas » du second tour

M. Brice Lalonde a dénoncé, vendredi 8 mai, au cours d'une conférence de presse, les *« rumeurs »* et les *« fausses nouvelles autour de l'écologie »*. Il a rappelé qu'il n'avait appelé ni au vote blanc ni à l'abstention et qu'il ne se *« désintéresse pas »* du second tour.

L'ancien candidat écologiste, refusant de donner une consigne de vote, n'admet pas non plus les « récupérations » : *« Je dirai de M. Giscard d'Estaing, que nous n'avons pas combattu pendant sept ans sa politique pour tomber subitement dans ses bras*, a-t-il affirmé, *et de M. Mitterrand que nous ne créons pas, depuis dix ans, un mouvement indépendant pour nous jeter dans les siens. »*

« Je le répète avec force, a ajouté M. Lalonde, *nous refusons d'être enfermés dans un pseudo-affrontement droite-gauche. Nous disons qu'il n'y a pas de réel choix de société soumis, dimanche prochain, au vote des Français. »* M. Lalonde a rappelé que les électeurs écologistes devront se déterminer eux-mêmes en fonction des réponses données par les deux candidats à leurs douze questions *« prioritaires »*. *« Ces réponses*, a-t-il ajouté, *n'ont pas été, d'une manière générale, satisfaisantes. Il y a, cependant, une différence entre elles et je voudrais que les électeurs écologistes l'apprécient. »*

L'ancien candidat écologiste a souligné que M. Mitterrand avait donné une réponse *« plus claire »* sur la question du scrutin proportionnel ; qu'il est, comme M. Giscard d'Estaing, favorable au référendum d'initiative populaire et que, alors que le président sortant estime que le programme électro-nucléaire est sa plus belle réussite, le candidat socialiste entend soumettre ce programme à un réexamen et à un débat.

Les départements où ne dominent ni la majorité ni l'opposition

Le total des voix obtenues, le 26 avril par MM. Mitterrand, Marchais, Crépeau, Mlle Laguiller et Mme Bouchardeau a dépassé le taux des 50 % des suffrages exprimés dans trente-deux départements. Le total des suffrages recueillis par MM. Giscard d'Estaing, Chirac, Debré et Mme Garaud franchissait ce seuil dans quarante départements (*le Monde* du 28 avril).

Restent vingt-quatre départements, en métropole, où aucun des deux candidats du second tour ne dispose d'un potentiel de voix lui assurant la majorité absolue des suffrages exprimés.

Le président sortant est arrivé en tête au premier tour dans les seize départements suivants, dont le nom est suivi entre parenthèses des pourcentages, par rapport aux suffrages exprimés, des v. de la majorité et de celles recueillies par M. Lalonde, candidat écologiste : Rhône (49.70 ; 4,73) ; Haute-Marne (49,65 ; 3,51) ; Loire (49,62 ; 4,09) ; Vienne (49,58) ; 3,44) ; Hautes-Alpes (49,34 ; 5,05) ; Hauts-de-Seine (49,30 ; 4,82) ; Indre (48,90 ; 2,75) ; Jura (48,69 ; 4,57) ; Puy-de-Dôme (48,65 ; 3,76) ; Seine-et-Marne (48,44 ; 4,72) ; Cher (48,13 ; 3,26) ; Saône-et-Loire (47,91 ; 3,44) ; Oise (46,49 ; 3,79) ; Meurthe-et-Moselle (46,41 ; 3,60) ; Vaucluse (45,99 ; 4,19), et Alpes-de-Haute-Provence (45,77 ; 4,36).

Nous procédons de la même manière pour les sept départements où M. Mitterrand s'est placé en première position le 26 avril et qui sont les suivants : Tarn (49,82, 3,82) ; Côtes-du-Nord (49,81, 3,83) ; Drôme 49,26, 4,79) ; Indre-et-Loire (47,41, 3,69) ; Haute-Saône (47,39, 3,26) ; Côte-d'Or (46,74, 4,07) ; Doubs (46,22, 4,54).

Parmi les vingt-quatre départements qui nous intéressent, seul celui de la Creuse avait placé M. Chirac en première position. Dans ce département, les potentiels respectifs de MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand sont de 49,30 % et 48,55 %, M. Lalonde ayant recueilli 2,13 % des suffrages exprimés.

Pour le second tour

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL RECONDUIT LES MAGISTRATS CHARGÉS DE SURVEILLER LES OPÉRATIONS ÉLECTORALES

Le Conseil constitutionnel a décidé de reconduire dans leur mission de surveillance des opérations électorales, pour le second tour, les mille deux cent soixante-deux magistrats délégués à cette fin au premier tour. Il avait désigné, pour le 26 avril, mille deux cent dix magistrats de l'ordre judiciaire en métropole et cinquante-deux dans les départements et territoires d'outre-mer.

Le Conseil constitutionnel rappelle qu'il avait envoyé *« d'autres délégués dans un certain nombre de centres de vote pour les Français établis hors de France. Les centres étaient les suivants : Abidjan, Alicante, Bruxelles, Casablanca, Dakar, Douala, Libreville, Pondichéry, Tunis »*, précise-t-il avant d'indiquer : *« A ces magistrats s'ajoutent, pour les départements et territoires d'outre-mer, sept autres délégués du Conseil pour la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, la Réunion, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, et neuf délégués pour les centres de vote des Français établis à l'étranger, qui sont les suivants : Abidjan, Alger, Barcelone, Dakar, Djibouti, Libreville, Londres, Milan, Tananarive. »*

LES RÉSULTATS A LA RADIO ET A LA TÉLÉVISION

DIMANCHE 10 MAI

- *France-Inter - TF 1* : à partir de 19 h. 55, « Opération Elysée 81 » ; 20 heures, première estimation ; 20 h. 15, premier débat entre les représentants des candidats ; 1 heure, dernier débat.
- *Antenne 2 et Europe 1* : 19 h. 50, reportages dans les quartiers généraux ; 20 heures, premiers résultats ; 20 h. 30, débat ; 22 h. 30, deuxième débat.
- *FR 3* : 17 h. 25, flash d'information ; 19 h. 30, taux de participation au vote ; 20 heures, premières estimations ; 20 h. 15, débat entre quatre représentants des partis.
- *R.M.-C.* : 20 heures, soirée de l'élection en direct du bureau régional d'information de Marseille.
- *R.T.L.* : à partir de 18 heures, soirée électorale ; 20 heures, estimation du vote (% brut).

LUNDI 11 MAI

- *France-Inter* : 5 h. 30-9 heures, édition spéciale : résultats définitifs et commentaires.
- *R.T.L. - TF 1 - « l'Express »* : 6 heures - 9 heures, résultats définitifs, commentaires et analyses.
- *Antenne 2* : 7 heures - 9 heures, édition spéciale.

L'alternance au pouvoir et la continuité des institutions

(Suite de la première page.)

La Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale offrent l'exemple le plus net de la « grande alternance ». Depuis 1945, par étapes successives, la première a pu équilibrer dix-sept ans de gouvernement conservateur par quinze ans de gouvernement travailliste. Et, depuis 1949, la seconde, en les séparant habilement par près de trois ans de grande coalition, a permis à bientôt douze années de gouvernement social-démocrate de succéder à seize ans de domination chrétienne-démocrate.

En France, sous la Vᵉ République, et en Italie, depuis la libération, le multipartisme, au contraire, a empêché l'alternance. Pour répondre au besoin de changement, le parti dominant s'est donc ingénié à lui substituer, de temps en temps, la pratique de l'ouverture. Sous la Vᵉ République, celle-ci a été opérée une première fois par le président Pompidou en 1969, au profit d'une fraction des centristes. Elle a été offerte une seconde fois en 1974 par Valéry Giscard d'Estaing au mouvement réformateur. Ainsi, elle a permis de 1974 à 1976, parfois avec le concours ponctuel de l'opposition socialiste et communiste, l'adoption d'un train de réformes dont le bilan, dressé par Jacques Chapsal, n'apparaît pas négligeable (3). Mais elle n'a pas suffi, tandis qu'un nouveau premier ministre s'efforçait de maîtriser l'inflation, à s'opposer ultérieurement à l'adoption de politiques sectorielles qui figurent parmi les plus rétrogrades que la France ait connues depuis la Restauration : politique universitaire archaïque, politique judiciaire répressive, immobilisme en matière culturelle... Et elle n'a pas empêché, finalement, le septennat de s'enliser. En outre, malgré les directives données par le président de la République à deux reprises — en 1976 et en 1978 — pour élargir la majorité vers le centre-gauche, l'expérience a montré que, en dehors de la récupération de Robert Fabre, les réserves d'ouverture avaient été épuisées.

* * *

Demain, un second septennat du président Giscard d'Estaing se heurterait à nouveau à cet épuisement (4). Mais, surtout, il devrait tenir compte de la volonté affirmée par le R.P.R. de peser de façon décisive sur l'action du gouvernement. Force est même de s'interroger sur la latitude d'action que conserverait le chef de l'Etat, dans l'esprit de la Vᵉ République, quant au choix des *ministres et, singulièrement, du premier*. La menace de censure a déjà été brandie par le groupe parlementaire R.P.R. à l'encontre de quiconque ne lui apporterait pas de solides garanties. Le score obtenu au premier tour par Jacques Chirac le permet. Aussi, la dissolution est peut-être la dernière arme qui resterait au président de la République pour maintenir la primauté présidentielle nécessaire à la continuité *du régime*.

Reste alors l'alternance ? A elle seule, l'élection de François Mitterrand, si elle intervenait le 10 mai, ne saurait l'assumer. Elle ne pourrait qu'engager un processus tendant à obtenir qu'à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale une nouvelle majorité parvienne à le conforter. Or en l'absence d'assurance quant au changement de loi électorale, évidemment rien n'est joué.

En 1974, sur la base du programme commun de gouvernement, l'avènement d'une majorité d'union de la gauche et la promotion du parti socialiste au rang de parti dominant auraient sans doute consolidé l'alternance et, en renforçant la bipolarisation, l'auraient réalisée de façon complète. En 1978, en procédant d'élections législatives, l'alternance aurait bénéficié, par construction, *d'une majorité parlementaire assurée*. En 1981, personne ne peut se hasarder à formuler des conjectures.

A la revendication des « ministres communistes », réclamés par Georges Marchais et brandie comme une menace par le « citoyen-candidat », s'oppose l'alternative d'une majorité de centre-gauche qui aurait pour pivot le parti socialiste et qui, avec le soutien ponctuel sur quelques projets de loi du parti communiste, rallierait les radicaux de gauche et une partie des gaullistes. C'est cette « petite alternance » qui a permis à deux reprises, sous la IVᵉ République — en 1954 et en 1956 — le règlement de problèmes essentiels. La différence entre le succès écourté de la première expérience et l'échec prolongé de la seconde tient à la qualité d'homme d'Etat que ne possédaient pas au même degré Pierre Mendès France et Guy Mollet. Enfin, tout récemment, une troisième hypothèse a été suggérée par Gaston Defferre : la résurrection du tripartisme — socialistes, communistes, R.P.R. — que la France a connu au lendemain de la Libération. Mais François Mitterrand peut-il renouveler en 1981 ce que le général de Gaulle, dans des circonstances exceptionnelles, est parvenu à réaliser en 1945 ?

Un fait majeur

Que la victoire sourie, le 10 mai prochain, à Valéry Giscard d'Estaing ou à François Mitterrand, une chose paraît certaine. Ni l'un ni l'autre ne disposera immédiatement d'une majorité parlementaire assurée. Jusqu'à ce qu'une nouvelle majorité se forme, ce qui pourra demander longtemps, le pouvoir d'impulsion relèvera donc, à court et à moyen terme, du président de la République. Et celui-ci devra, par la force des choses, s'appuyer sur le pouvoir d'Etat et le soutien populaire.

De sa lucidité, de sa force de caractère et de son prestige, c'est-à-dire de sa capacité à gouverner, dépendra pour une large part son succès ou son échec. Sous un régime différent, qui tenait davantage du régime d'Assemblée, la même exigence s'est imposée en 1954 à Pierre Mendès France. *A fortiori* en sera-t-il ainsi en 1981 pour le titulaire de l'Elysée. A cette différence près que les institutions de la Vᵉ République devraient servir, au lieu de desservir, l'autorité du président.

Si le président sortant est réélu, il lui faudra donc résister à la majorité de sa majorité pour maintenir coûte que coûte le principe selon lequel le gouvernement procède du chef de l'Etat. Et le prix de cette résistance à la restauration du régime des partis risquera d'être la dissolution.

Si François Mitterrand est élu, l'alternance ne se produira pas, comme c'eût été le cas en 1978 à la suite d'élections législatives, à contre-courant du régime. Elle s'inscrira, au contraire, dans le cours de l'orientation présidentielle, qu'il a connue depuis plus de vingt ans. Et elle ne pourra réussir qu'en harmonie avec elle.

Jamais, jusqu'à présent, de façon aussi nette la perspective de l'alternance n'était apparue susceptible de conforter la continuité des institutions de la Vᵉ République, au lieu de venir la troubler.

JEAN-LOUIS QUERMONNE.

(3) Jacques Chapsal, *la Vie politique sous la Vᵉ République*, op. cit.

(4) En effet, le Mouvement des radicaux de gauche a nettement affirmé son refus de se laisser séduire. Et il a été rejoint dans cette attitude négative par le parti socialiste démocrate d'Eric Hintermann. Dès lors, si le président Giscard d'Estaing demeurait fidèle à sa déclaration de 1978 selon laquelle il écarterait tout recours à la pratique du débauchage, il paraît bien que, du moins à court terme, toute tentative sérieuse d'ouverture se trouverait bloquée.

La commémoration du 8 mai

M. GISCARD D'ESTAING A L'ARC DE TRIOMPHE

M. Valéry Giscard d'Estaing s'est rendu, peu après 14 h. 30, à l'Arc de triomphe de l'Etoile, à Paris, à l'occasion de la célébration du 8 mai 1945. Accueilli par les généraux Valentin et de Clarence, respectivement président et vice-président du Comité de la flamme, le président de la République, qui était accompagné par MM. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, Lucien Lanier, préfet de la région Ile-de-France, le général Perier, commandant la 1ʳᵉ région militaire et gouverneur militaire de Paris, a déposé une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu, avant de signer le Livre d'or, après que la batterie-fanfare de la Garde républicaine, placée sous le commandement du capitaine Gallais, eut joué la sonnerie aux morts et *la Marseillaise*.

Une foule d'environ deux cent cinquante personnes, dont une large part de touristes étrangers, assistait à cette très brève cérémonie d'une dizaine de minutes.

La cérémonie officielle s'est déroulée dans l'après-midi, sans incident.

UNE LETTRE DE M. MITTERRAND A L'UNION FRANÇAISE DES ANCIENS COMBATTANTS

M. François Mitterrand a de nouveau fait part de sa *« détermination de rétablir le jour férié du 8 mai »*, date de la commémoration de la victoire de 1945, s'il est élu à la présidence de la République, dans une lettre à l'Union française des associations d'anciens combattants et victimes de guerre (UFAC).

Le texte de la lettre de M. Mitterrand, datée du 23 avril, est reproduit vendredi dans *le Journal des combattants*, organe de l'UFAC.

ATTENTAT EN GUADELOUPE : Trois blessés légers au comité de soutien à M. Giscard d'Estaing

Trois personnes, dont deux policiers, ont été blessés, vendredi matin 8 mai, à Basse-Terre (Guadeloupe), à 7 h. 40 locales (13 h. 40 en métropole), par l'explosion d'un engin au comité local de soutien à M. Giscard d'Estaing, indique l'A.F.P.

Les trois blessés, MM. Germain, inspecteur de police, Chilin, gardien de la paix, et Olivace, employé de la préfecture, ont été conduits à l'hôpital de Basse-Terre pour recevoir quelques soins.

La déflagration s'est produite alors que les policiers venaient de détecter le paquet suspect lors d'une ronde devant le comité de soutien. L'attentat n'a pas été revendiqué.

« JEUNE AFRIQUE » : pour un profond changement.

M. Béchir Ben Yahmed, directeur de *Jeune Afrique*, écrit notamment dans le dernier numéro de cette publication :

« (...) Même en Afrique, dans les cercles dirigeants, on ne le sait pas assez : l'Africain, qui n'est nulle part un citoyen, est d'abord et surtout un sujet humilié parce qu'il vit le mépris et qu'il n'a rien de quoi être fier. Bokassa couronné empereur avec la complaisance de la France et de ses pairs, c'était une humiliation parce que pitoyable mascarade dont le « héros volontaire » était un Africain noir. Mais Bokassa coincé dans une vieille caravelle en bout de piste à Evreux, le 21 septembre 1979, c'est une humiliation plus grande, ressentie par chaque Africain comme s'il était lui-même Bokassa... Cela, M. Giscard d'Estaing ne l'a pas compris. Il ne pouvait pas le comprendre. Et l'on n'évoque ici Bokassa que comme un exemple trop connu de ce qu'il ne fallait pas faire... Si cela ne change pas, à la longue, la France nous perdra et nous perdrons la France.

» C'est pourquoi nous avons acquis la conviction que l'intérêt de l'Afrique — et de la France en Afrique — a pour nécessaire condition un profond changement en France que pourrait — j'emploie le conditionnel parce que ça ne sera peut-être pas suffisant — apporter l'élection du socialiste François Mitterrand. »

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 1974 (19 mai)...

	MÉTROPOLE	DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER	TERRITOIRES D'OUTRE-MER	TOTAL
Inscrits	29 774 211	511 928	314 641	30 600 775
Abstentions	3 605 969 (12,11 %)	184 946 (36,12 %)	85 265 (27,09 %)	3 876 180 (12,66 %)
Votants	26 168 242 (87,88 %)	326 977 (63,87 %)	229 376 (72,90 %)	26 724 595 (87,33 %)
Blancs ou nuls	348 629 (1,17 %)	7 051 (1,37 %)	1 108 (0,35 %)	356 788 (1,17 %)
Suffrages exprimés	25 819 613 (86,71 %)	319 926 (62,49 %)	228 268 (72,54 %)	26 367 807 (86,17 %)

CANDIDATS	Métropole : Nombre de voix obtenues	% suffr. expr.	% inscrits	D.O.M. : Nombre de voix obtenues	% suffr. expr.	% inscrits	T.O.M. : Nombre de voix obtenues	% suffr. expr.	% inscrits	Total : Nombre de voix obtenues	% suffr. expr.	% inscrits
Valéry Giscard d'Estaing	13 082 006	50,66	43,93	161 601	50,51	31,56	152 596	66,84	48,49	13 396 203	50,81	43,77
François Mitterrand	12 737 607	49,33	42,78	158 325	49,48	30,92	75 672	33,15	24,05	12 971 604	49,19	42,38

Au premier tour (5 mai), les voix s'étaient réparties de la manière suivante :

MAJORITE (MM. Giscard d'Estaing, Chaban-Delmas, Royer) : 12 708 950 voix (50,72 % des suffrages exprimés et 42,68 % des inscrits).
OPPOSITION (M. Mitterrand, Mlle Laguiller, M. Krivine) : 11 547 442 voix (46,08 % des suffrages exprimés et 38,78 % des inscrits).
EXTREME DROITE (M. Le Pen) : 189 304 voix (0,76 % des suffrages exprimés et 0,64 % des inscrits).
ECOLOGISTES (M. Dumont) : 336 016 voix (1,34 % des suffrages exprimés et 1,13 % des inscrits).
DIVERS (MM. Muller, Renouvin, Sebag, Héraud) : 275 859 voix (1,10 % des suffrages exprimés et 0,93 % des inscrits).

... ET CEUX DU 26 AVRIL 1981

Inscrits	36 398 859	
Votants	29 516 082	(81,09 %)
Abstentions	6 882 777	(18,90 %)
Blancs ou nuls	477 965	(1,31 %)
Suffrages exprimés	29 038 117	(79,78 %)

CANDIDATS	Nombre de voix obtenues	% (suff. expr.)	% (Inscrits)
GISCARD D'ESTAING	8 222 432	28,31	22,58
MITTERRAND	7 505 960	25,84	20,62
CHIRAC	5 225 848	17,99	14,35
MARCHAIS	4 456 922	15,34	12,24
LALONDE	1 126 254	3,87	3,09
LAGUILLER	668 057	2,30	1,83
CRÉPEAU	642 847	2,21	1,76
DEBRÉ	481 821	1,65	1,32
GARAUD	386 623	1,33	1,06
BOUCHARDEAU	321 353	1,10	0,88

Les prises de position

L'attitude du général de Boissieu continue de provoquer de vives protestations

M. François Mitterrand a personnellement répondu, vendredi soir, au cours de ses derniers meetings, à Mulhouse et à Nantes, à la déclaration faite mardi par le général de Boissieu, gendre du général de Gaulle, qui avait exprimé publiquement son intention de se démettre de ses fonctions de grand chancelier de l'ordre national de la Légion d'honneur si le candidat socialiste est élu président de la République. L'attitude du général de Boissieu continue de provoquer de vives protestations dans l'entourage de M. Mitterrand, et de la part de nombreux résistants et compagnons de la Libération.

Le candidat socialiste raconte sa guerre

A Mulhouse, puis à Nantes, M. Mitterrand a rappelé son passé de résistant : « *En 1939, j'avais vingt-deux ans, j'étais soldat du premier jour, de première ligne. J'ai fini ce bout de guerre-là — 1939-1940 — avec, soldat de deuxième classe, puis modeste sous-officier, la croix de guerre, deux citations, dont l'une à l'ordre de l'armée, et quelques éclats d'obus dans le corps, dont je garde quelques-uns.*

» *En 1940, j'avais vingt-trois ans : prisonnier de guerre, je me suis évadé deux fois, rencontrant au passage les tribunaux de guerre allemands et les commandos de discipline, avant de repartir pour la troisième fois, qui, comme chacun sait, fut la bonne. J'avais vingt-six ans quand, dans une salle, de Paris, je me suis élevé contre ceux qui voulaient échanger homme contre homme, prisonnier contre déporté. Cela a fait dire à Maurice Schumann que j'avais proposé à la France l'exemple du combat.*

» *J'avais vingt-six ans quand je suis parti pour l'Angleterre, une nuit, dans un petit avion monomoteur (...) J'avais vingt-sept ans quand de Gaulle m'a reçu à Alger, vingt-sept ans quand je suis revenu d'Angleterre, en pleine guerre, dans la cale d'une vedette rapide au travers de la Manche, puis en ramant 3 kilomètres, la nuit, dans une barque pour atteindre la côte de Bretagne. J'avais vingt-sept ans quand le général de Gaulle m'a chargé d'occuper, l'arme au poing, les ministères qu'il m'avait confiés dans le gouvernement insurrectionnel, à 200 mètres de la place de l'Opéra où se trouvait la grande Kommandantur, tandis que circulaient des chars allemands.*

» *J'avais vingt-huit ans quand le général Koenig m'a fait chevalier de la Légion d'honneur au titre de la Résistance, à l'âge où d'autres ne font que commencer. Je suis sans doute ce type homme que le général de Boissieu et un secrétaire d'Etat (1) appellent un arriviste ou un résistant de dernière heure. C'est vrai que, pour arriver, d'autres ont pris des chemins plus courts.* » Le candidat socialiste a ajouté : « *De Gaulle, auquel je me suis opposé dans les combats de la paix, n'a jamais, tout le temps de la campagne de 1965, rien dit d'autre ni jamais attaqué sur des faits que je viens d'évoquer parce que lui, il savait. Il fallait attendre sans doute que la race des collaborateurs s'en mêlât. Ceux auxquels je pense ne sont, sur la route que j'ai prise, que de bien modestes obstacles ; d'ailleurs, on oubliera vite leurs figures. Tout juste a-t-on aperçu, à la télévision, sur le visage d'un officier général, un vague reflet du film* « *Z* » (2), *à moins que ne soit d'un personnage perdu du film de Lorenzi sur Zola quand défilaient devant la barre de l'affaire Dreyfus ces généraux qui juraient sur l'honneur après y avoir manqué...* »

D'autre part, la commission de contrôle de la campagne électorale, qui avait été saisie par les socialistes à la suite des propos tenus à la télévision par le général de Boissieu, a décidé que le candidat socialiste devait bénéficier d'un droit de réponse. Ce droit de réponse a été exercé, au nom de M. Mitterrand, par l'amiral Antoine Sanguinetti, grand officier de la Légion d'honneur, qui a notamment déclaré, à France-Inter et à Antenne 2 :

« *En tant qu'ancien résistant, je ne puis admettre le jugement porté sur l'un de nos anciens compagnons par un officier qui n'a combattu que sous l'uniforme, et n'est donc pas juge des conditions dans lesquelles nous avons parfois exercé notre action. Je me rapporte à cet égard au jugement élogieux du colonel Passy, qui a dirigé la Résistance de Londres de 1940 à 1944, ainsi qu'au passage, incontestable, des Mémoires de guerre du général de Gaulle, où il cite nommément François Mitterrand. En tant qu'ancien militaire et dignitaire de la Légion d'honneur, je rappelle que la loi interdit aux militaires en activité de service, de porter atteinte à la neutralité politique des armées, surtout en faisant état des fonctions qu'ils occupent. Le général de Boissieu, qui est toujours officier d'active, a enfreint la loi et manqué de façon intolérable à ses devoirs de grand chancelier* (3). *S'il n'existait pas deux poids et deux mesures, le général de Boissieu devrait être aujourd'hui aux arrêts de rigueur, en attendant d'être destitué dès le prochain conseil des ministres des hautes fonctions dont il s'est montré indigne. Son départ conditionne désormais dans tous les cas la cohésion de l'ordre national de la Légion d'honneur, qui n'est la propriété d'aucune faction politique, ni fraction de la nation.* »

M. Pierre Mauroy, pour sa part, a notamment indiqué, vendredi après-midi 8 mai : « *Le 19 juillet 1943, dans Paris occupé, François Mitterrand, Morland dans la clandestinité, s'est élevé au milieu d'une manifestation de la collaboration, à la salle Wagram, gardée par l'armée allemande, pour dire aux représentants de Vichy qu'ils n'avaient pas le droit de parler au nom des prisonniers. Profitant du tumulte provoqué par sa déclaration dans cette assemblée de la collaboration, Morland, ce jeune homme en colère, a pu prendre la fuite. Trois jours plus tard, sur Radio-Londres, Maurice Schumann déclarait que le jeune homme en colère de la salle Wagram était l'esprit même de la Résistance française.* »

(1) M. Mitterrand visait les déclarations faites par M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

(2) Film de Costa Gavras sur le fascisme (1969).

(3) Né le 5 juillet 1914, le général d'armée (cadre de réserve) de Boissieu a, en réalité, atteint la limite d'âge de son rang en juillet 1975 et, à ce titre, il n'est plus en activité de service. Placé en deuxième section du cadre des officiers généraux, le général de Boissieu reste, cependant, soumis à certaines obligations. Si, en particulier, il peut s'affranchir de demander une autorisation préalable avant toute expression publique, y compris pour la publication d'un texte politique, il doit observer « l'obligation de réserve » qui concerne la façon dont il exprime des opinions personnelles.

Cette « obligation de réserve » lui interdit un usage abusif de son grade, la violence des propos publics et le manquement de respect envers les institutions et les pouvoirs publics. Le grand chancelier de la légion d'honneur relève, disciplinairement, du grand maître de l'ordre, le président de la République.

UN FLOU JURIDIQUE

La décision prise par le général Alain de Boissieu, gendre du général de Gaulle, et grand chancelier de l'ordre de la Légion d'honneur, de démissionner de cette fonction en cas d'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République crée dans cette éventualité une situation qui n'est pas prévue par la réglementation interne de l'ordre.

Celle-ci n'envisage en effet que les cas d'une « absence » ou d'un « empêchement » du grand chancelier ne permettant pas à celui-ci d'exercer son mandat. Dans l'un ou l'autre de ces cas, il est suppléé par le plus ancien des quatorze membres du conseil national de l'ordre, qui est actuellement M. André Ségalat, conseiller d'Etat et membre du Conseil constitutionnel, nommé en 1973.

Est-ce donc M. Ségalat qui aurait à remettre, en cas de victoire de M. Mitterrand, le grand collier et le grand cordon de la Légion d'honneur lors des rituelles cérémonies d'installation du nouveau président de la République à l'Elysée, geste auquel le général Alain de Boissieu a fait savoir qu'il se refuserait ? C'est une possibilité.

Rappelons qu'en 1974, lors des cérémonies d'installation, M. Valéry Giscard d'Estaing n'avait pas reçu le grand collier des mains de l'amiral Cabanier, alors grand chancelier. Ce dernier, souffrant, avait été suppléé par M. André Chamson, à l'époque membre le plus ancien du conseil national de l'ordre.

Toutefois, on fait remarquer au secrétariat général du conseil national de l'ordre que, dans l'hypothèse d'une élection de M. Mitterrand, le président de la République actuel demeurera en fonction au moins jusqu'au 24 mai. Ce laps de temps lui laisserait donc la possibilité, après avoir pris acte de la démission du général de Boissieu, de nommer un successeur, cette nomination étant faite par décret pris en conseil des ministres.

L'AMIRAL SANGUINETTI : le général de Boissieu devrait être aux arrêts de rigueur.

UNE LETTRE DE M. CLAUDE BOURDET AU GÉNÉRAL DE BOISSIEU

M. Claude Bourdet, ancien membre du Conseil national de la Résistance, compagnon de la Libération, a adressé au général de Boissieu la lettre suivante :

Monsieur le Grand Chancelier,

Ayant renvoyé ma rosette d'officier de la Légion d'honneur au président de la République d'alors à propos d'une autre affaire d'intérêt national, je m'adresse à vous en tant que citoyen (...).

Quant à l'attitude de François Mitterrand sous l'occupation, j'ai fait état, dans mon livre *l'Aventure incertaine*, de mes liaisons avec lui dès 1942, et personne n'a mis en question mon témoignage. L'utilisation, pour couvrir des activités contraires à Vichy, de l'absurde « francisque » souvent obtenue pour des raisons professionnelles ou administratives, a été aussi le fait d'autres personnalités, dont un ministre du général de Gaulle et un responsable éminent de la Résistance. Par contre, l'attitude de M. Giscard d'Estaing, qui a supprimé la fête de la victoire sur le nazisme, qui est lié à de nombreux éléments racistes et fascistes, qui a cherché à faire réhabiliter Pétain et qui a toujours montré une nette hostilité contre la Résistance, est-elle, tout à fait claire.

J'espère que vous aurez la décence de démissionner, quel que soit le résultat du vote de dimanche.

● *Le général Binoche*, compagnon de la Libération, président d'honneur de l'Union des gaullistes de progrès, qui a appelé à voter pour M. Mitterrand, a notamment déclaré à l'A.F.P. : « *Il est insupportable que, pour des raisons finalement personnelles, un des plus hauts dignitaires de l'Etat, ancien chef d'état-major, prenne publiquement une attitude qui est un défi aux institutions de la Vᵉ République. Lorsqu'on a librement accepté une si haute fonction, on se doit d'en remplir toutes les obligations quoi qu'il puisse vous en coûter.* »

● *Le général Jean Bécam*, dans une « lettre ouverte » au général de Boissieu, déclare notamment à l'adresse de ce dernier : « *La forfaiture que vous venez de commettre scandalise tous les républicains de ce pays.* » Le général de division aérienne (cadre de réserve) reproche aussi au grand chancelier de « *chercher à salir le candidat du peuple* ».

● *M. Michel Cailliau*, neveu du général de Gaulle, qualifie de « complètement fausse » la déclaration suivante — parue dans *le Monde* du 9 mai — de M. Degliame-Fouché, compagnon de la Libération et ancien membre du Conseil national de la résistance : « *C'est moi, au Mouvement national de Libération, qui ait pris contact avec François Mitterrand et Cailliau, neveu du général de Gaulle lui-même, pour que les mouvements de prisonniers qu'ils animaient l'un et l'autre adhèrent, fin 1942, à mon organisation de Résistance.* »

VU DE BARBÈS

« On a surtout le droit de la fermer »

Pas facile de faire se délier les langues, ici, du côté de Barbès-Rochechouart, à Paris. Et si ce soi-disant journaliste n'était qu'un « flic » — un de plus ? Et puis, d'abord, qu'est-ce que ça peut bien vous faire ce que nous pensons de vos élections, hein ? Un, deux, trois verres de thé à la menthe, une merguez par-ci, une bolée de haricots à la sauce rouge par-là : peu à peu, on va faire un peu mieux connaissance.

Salah X..., monteur en électricité, trente-quatre ans, Algérien. « *Evidemment, on s'y intéresse ! Et, d'ailleurs, je vais pas te faire un dessin : on est bien obligés de s'y intéresser puisqu'il n'y a rien d'autre à la radio, à la télé, partout, tout le temps, le jour et la nuit.* » Il rit : « *C'est pas vrai, peut-être ?* » Bien sûr que si. « *L'important*, reprend-il, très sérieux maintenant, *la seule chose, pour nous, les bicots, comme on dit, comme vous dites, c'est nous. Le droit de travailler, d'aller et de venir, d'habiter ici ou là, et de pouvoir marcher sans raser les murs...* » Oui, bien sûr, mais alors ? « *Ecoute, moi j'en connais qu'un qui parle de nous et de nos droits, même s'il s'en fout. C'est pas celui qui se prend pour le roi dans son palais, compris ?* »

Abderhamane Y..., cinquante-quatre ans, Marocain, maçon, se réfère au Livre : « *Dieu aime les* « *équitables* », *ça, c'est dans le Coran. Et aussi :* « *Dieu n'aime pas l'insolent vaniteux.* » *Il y a tout, vous savez, dans le Coran, les choses sociales et les choses de la politique. Il y est répété, partout, que tous les hommes de la Terre ont les mêmes droits. Entre un président qui regarde de haut les petits — attention : quand je parle des petits, je ne pense pas seulement à nous les étrangers, mais aussi aux petits Français, nos copains de travail sur les chantiers, — entre celui-là et un autre qui ferait un effort pour comprendre nos problèmes, comment hésiter ?* »

La pudeur (ou la crainte) fait les échanges un peu évasifs, du genre : « *Oh ! moi, si je votais, je choisirais le meilleur...* » Le meilleur ? « *Oui, à vous de deviner, c'est pas difficile !* » Ou teintés d'un peu d'agressivité, parfois : « *Si seulement on votait, nous, ça compterait fort. On a surtout le droit de la fermer. Et de travailler. T'es pas content, Mohammed ? Tu fous le camp chez toi, et en vitesse... Un point c'est tout, même si on est là depuis quinze, vingt, trente ans. Vous trouvez ça juste ? Pas moi, pas nous...* »

Les Africains, eux, fuient les questions : pas concernés, comprends pas, excusez, je ne vois pas où vous voulez en venir... « *Cela ne nous regarde pas, monsieur, n'est-ce pas, pas du tout* », nous dira d'un ton à la fois digne et indigné ce Sénégalais, avant de tourner les talons, puis de revenir sur ses pas : « *Viens, on va boire un café. De toute manière, droite ou gauche, les ouvriers c'est les ouvriers, peau blanche ou noire, tu ne crois pas ?* »

Au fond du bistrot, l'écran de la télé affiche toujours l'un des deux candidats, dont les mimiques amusent fort l'assistance : une main anonyme — celle d'un farceur ou d'un homme avisé ? — a tourné le bouton du son. « *C'est mieux comme ça* », dit une voix. « *Et puis, c'est la même chose...* » conclut une autre.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

En faveur de M. Giscard d'Estaing

Un appel « aux hommes et aux femmes de liberté »

La *Revue de l'Europe* a publié l'appel suivant :

« *Intellectuels, artistes, créateurs, nous ne sommes pas des partisans et nous avons entre nous de grandes différences de sensibilité et même de conception. Ainsi, nos choix au premier tour de l'élection présidentielle ont-ils été divers.*

» *Ce qui nous rassemble cependant, c'est cette conviction qu'il existe entre les activités de l'esprit et la liberté, un lien vital ; que la liberté est donc la valeur première et indiscutable ; que le pluralisme en est l'expression sociale et que la démocratie en est la traduction politique autour d'institutions équitables, stables et respectées.*

» *Liberté, pluralisme, culture : la défense de ces valeurs est fondamentale. Dans un monde cerné par la tyrannie, la France appartient, en effet, à cet* « *îlot* » *qu'est l'Europe des libertés. La menace la plus grave et la plus pressante qui pèse sur elle est incontestablement celle du totalitarisme, qui bénéficie en France du soutien d'une force disciplinée : le P.C.F. C'est pourquoi toute espèce d'alliance ou de compromis avec le parti communiste comporte des risques inacceptables.*

» *Les aspirations social-démocrates, comme les sensibilités nationale, libérale ou libertaire font pleinement partie du fonds vivant de notre démocratie. Mais comment les dirigeants socialistes peuvent-ils appeler* « *camarades* » *ceux qui approuvent le massacre du peuple afghan, dénoncent la solidarité polonaise, jugent* « *très positif* » *le bilan global des pays du goulag, s'organisent eux-mêmes de façon totalitaire et n'hésitent pas à utiliser les sentiments xénophobes ou racistes ? Comment peuvent-ils s'obstiner à appeler à l'union avec ces communistes et à envisager avec eux, au-delà de divergences qualifiées de momentanées, un projet d'alliance politique et gouvernementale ? Car, en dépit des équivoques qu'il s'efforce d'entretenir, la logique et les perspectives de M. Mitterrand restent celles du socialo-communisme qu'il représentait déjà en 1974 et en 1978.*

» *C'est pourquoi, quels qu'aient été nos choix au premier tour, nous appelons les hommes et les femmes de liberté à voter au second tour de l'élection présidentielle pour Valéry Giscard d'Estaing qui est à présent le seul en mesure de trouver une majorité qui puisse garantir la continuité des institutions démocratiques, le maintien des libertés et l'autorité extérieure de la France.* »

Parmi les signataires de cet appel, on relève les noms de : Pierre Amoyal, Raymond Aron, Alexandre Astruc, Georges Auric, Balthus, Roberto Benzi, Alain Besançon, Etienne Borne, Robert Bresson, Joséphine Chaplin, Jeannine Charrat, Pierre Chaunu, Pierre Cochereau, Alain Cotta, Geoffroy de Courcel, Régine Crespin, Michel Crozier, Michel Crouzet, Jean-Louis Curtis, Georges Cziffra, Jean Delannoy, Alain Delon, Didier Decoin, Sophie Desmarets, Jean Dorst, Michel Duchaussoy, Patrick Dupond, Solange Pasquelle, Edgar Faure, Pierre Fournier, Louis de Funès, François Goguel, Jacques Guillermaz, Eric et Tania Heidsieck, Eugène Ionesco, Lucien Israel, Emmanuel Krivine, Jean Laloy, Michel Lang, Maxence Larrieu, André Latreille, Serge Lifar, Alain Lombard, Eduardo Manet, Jean Marais, Jean Mauriac, Philippe Nemo, François Nourrissier, Jean d'Ormesson, Jacqueline Picasso, Michel Plasson, Alain Ravennes, François Reichenbach, Jane Rhodes, Dominique Rolin, Maurice Ronet, André Roussin, Henri Sanguet, Roger Stéphane, Jacques Toja, Jean Vauthier, Paul Vialar, Georges Wakhevitch.

● *L'Assemblée permanente des chambres des professions libérales* appelle à voter pour le président sortant « *pour l'assurance qu'il donne de promouvoir l'exercice libéral en France.* »

● *Plusieurs représentants de rapatriés d'Afrique du Nord* : MM Jean-François Cabrera, président de l'UCRA (Union et coordination des rapatriés), Robert Tabarot, président de la Fédération des maisons du « Pied-noir », Louis Bertolini, président de l'Association des anciens détenus et exilés politiques de l'Algérie française, Hadj Mohamed Laradji, président du RANFROM, Mlle Taouès Titraoui.

● *L'Union nationale pour l'avenir de la médecine (UNAM)* que préside M Bernard Savy

● *L'Association des sous-officiers combattants de la résistance et d'outre-mer*, que préside M. François Gabet.

En faveur de M. Mitterrand

DES PERSONNALITÉS DU CINÉMA, DE LA TÉLÉVISION DE LA CHANSON

Une cinquantaine de réalisateurs et d'acteurs de cinéma et de la télévision et des chanteurs ont signé l'appel suivant : « Une fois de plus les hommes en place font appel à la peur, au mensonge et à la manipulation.

» Notre pays est entré dans une véritable régression culturelle et sociale.

» Plus de 10 millions de Français ont connu la réalité du chômage au cours des sept dernières années.

» Combien de millions l'auront connu au terme des sept ans à venir si rien ne change ?

» Ensemble redonnons une morale et une espérance à la France de la République. »

Les signataires sont les suivants : C. Allégret, S. Agacinsky, M. Amont, M. Auclair, S. Audran, R. Allio, M. Brand, C. Brabant, F. Brabant, F. Brion, B. Bussière, N. Basile, J. Berto, G. Blain, C. Chabrol, A. Casta, R. Coggio, F. Chaumette, J. Goldefy, Costa-Gavras, N. Garcia, J. Demy, G. Depardieu, M. Dubois, A. Duperey, M. Dugowson, R. Enrico, D. Evenou, B. Fresson, S. Frey, B. Fossey, D. Gelin, X. Gelin, P. Kast, J. Martinelli, S. Monti, M. Mitrani, A. Noury, B. Ogier, M. Piccoli, A. Prucnal, P. Petit, M. Presle, E. Riva, C. Rouvel, C. Sauvage, D. Seyrig, M. Schneider, J.-M. Thibault, F. Truffaut, H. Virlojeux.

DES INTELLECTUELS COMMUNISTES

L'Humanité du vendredi 8 mai et *Révolution* daté 8-14 mai publient un appel à voter pour M. François Mitterrand, signé par trois cent cinquante intellectuels.

« *Nous luttons pour battre Giscard d'Estaing et sa politique*, déclare ce texte. *Nous travaillons au développement des luttes pour une politique nouvelle, pour les réformes anticapitalistes et démocratiques qu'elle suppose, pour imposer la constitution d'un gouvernement d'union de la gauche où les communistes auront la place qui doit être la leur. Pour ces objectifs, avec le parti communiste français, nous appelons les intellectuels à voter au second tour pour le candidat socialiste, François Mitterrand.* »

Cet appel a été signé notamment par le professeur José Aboulker, Aragon, Gérard Blain, Marcel Bluwal, Pierre Bourgeade, Jean Effel, Daniel Karlin, Ernest Pignon-Ernest, Raoul Sangla, André Stil, Claude Prioux, Marcel Prenant et Michel Vovelle.

● LA FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE : « *Chacun a pu noter que le candidat sortant, constamment sur la défensive, n'a en fin de compte proposé que la continuation et l'aggravation d'une politique dont chaque catégorie sociale connaît les conséquences. C'est bien le candidat de gauche qui incarne l'espoir d'une autre politique de justice sociale.* »

● *Le syndicat national unifié des impôts.*

● *La fédération P.T.T.-F.O. de la région Ile-de-France* : « Ce 10 mai, les facteurs voteront pour le candidat qui préconise la satisfaction de leurs revendications. »

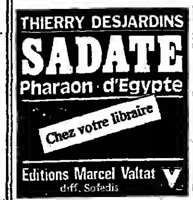
● *Le bureau du cercle Gaston-Crémieux*, qui préside M. Richard Marienstras, estime que « *les juifs de France, comme d'ailleurs tous les citoyens épris du bien public, doivent voter massivement* » pour M. Mitterrand.

● *Le cercle Bernard-Lazare*, à l'issue d'une réunion tenue jeudi 7 mai, « réitère son soutien à M. François Mitterrand, candidat le plus proche des préoccupations juives ».

● *M. René-Louis Dejosse*, membre du comité de soutien à M. Michel Debré.

● *Le comité d'opposition* à l'implantation d'une seconde centrale nucléaire à Chooz (Ardennes).

● *La section C.F.D.T.* de l'Ecole nationale d'administration.



هكذا من الأصل

POLITIQUE

L'élection présidentielle

Points de repère économiques

INFLATION : sommes-nous incurables ?

Après les questions fiscales (Alain Vernholes, « le Monde » du 5 mai), les questions agricoles (Jacques Grall, « le Monde » du 6 mai), et les questions énergétiques (Bruno Dethomas, « le Monde » du 7 mai), le problème des nationalisations (François Renard, « le Monde » du 8 mai) et les questions industrielles (Philippe Labarde, « le Monde » du 9 mai), Alain Vernholes analyse le phénomène de l'inflation et Michel Boyer la place de la France sur le marché mondial.

par ALAIN VERNHOLES

Faisons un rêve : patronat et syndicats négociant pour l'ensemble de la métallurgie des hausses de salaire de seulement 7 à 8 % pour une période d'un an. La C.G.T., F.O., la C.F.D.T. refusant, puis acceptant, appâtées par un énorme cadeau fiscal : suppression totale de l'impôt sur les revenus pour toutes les rémunérations inférieures à 6 000 francs par mois. L'accord fait tâche d'huile. Les pouvoirs publics, eux, font pression : les chefs d'entreprise répercuteront ces accords dans leurs prix. La hausse du coût de la vie se ralentit sérieusement. Les enchaînements pervers se font vertueux et les coups de frein donnés aux salaires enclenchent de semblables coups de frein sur les prix. Gagné !

La réalité maintenant : en Allemagne fédérale, patronat et syndicats de la métallurgie viennent de s'affronter dans des joutes dont l'ordonnancement est depuis longtemps bien réglé dans le temps. Cela pour déterminer les hausses annuelles de salaire. Le différend a porté sur le fait de savoir si les travailleurs obtiendraient des hausses de rémunération un peu supérieures, égales ou un peu inférieures à la hausse des prix. L'affaire a été chaude et les ouvriers de la métallurgie ont finalement obtenu quelque 5,5 % d'augmentation de leur salaire, soit, *grosso modo*, l'équivalent de l'inflation. Cet accord sera déterminant pour l'ensemble de l'industrie allemande.

En France, nous en sommes toujours à des hausses salariales de l'ordre de 15 % l'an avec des taux d'inflation à peine inférieurs. Absurde : le pouvoir d'achat ne progresse plus, mais les prix de revient augmentent si fortement que nos firmes ont de plus en plus de mal à vendre leurs produits à l'étranger et doivent, dans le même temps, céder la place sur le marché français.

Sommes-nous incurables ? M. Barre devait le penser lorsqu'il confiait, en novembre 1980, devant le conseil économique et social, sur un ton pour une fois dénué de toute superbe, qu'il avait échoué dans sa tentative de *faire* reculer l'inflation en France. Si l'on met à part la hausse des prix imputable au pétrole, nous en sommes toujours à 10 % l'an, avait reconnu le premier ministre. Salaires indexés sur les prix, profits indexés sur les prix, prix dépendant des salaires et des profits : le char de l'État s'est complètement embourbé et la situation paraît si parfaitement bloquée que personne ne voit ce qui pourrait le faire avancer ou reculer.

Changement de ton et insuffisance de l'analyse

Pourtant, le blocage est peut-être moins *définitif* qu'il n'y paraît. Pour deux raisons : la première est que le premier ministre, après avoir conduit une politique conjoncturelle aussi sage qu'habile, a échoué dans sa lutte contre l'inflation. De cette impuissance, on peut tirer une conclusion logique : les causes de l'inflation ne sont pas — ou plutôt, ne sont pas seulement — dans le réglage conjoncturel de l'économie (saine gestion du budget de l'État, évolution contrôlée de la masse monétaire, bonne tenue du franc).

La deuxième raison, qui permet d'espérer un déblocage, est l'observation du premier ministre selon laquelle il existerait des causes structurelles à l'inflation. La redécouverte de ce qui n'était, il y a dix ou quinze ans, qu'un lieu commun a maintenant beaucoup d'importance : le prochain chef du gouvernement, bénéficiant de l'expérience Barre, de ses erreurs ou omissions comme de ses réglages conjoncturels, pourra consacrer l'essentiel de ses efforts à trouver dans les réformes de structure l'autre clé de la solution.

Le VII[e] Plan (1976-1980), voté en juillet 1976, comportait de beaux couplets sur l'inflation et la qualité de la vie. La « *vieille illusion* » selon laquelle la hausse des prix favoriserait la croissance et contribuerait à l'amélioration de l'emploi y était dénoncée. Mais surtout, et pour la première fois dans l'histoire de notre planification, l'accent était mis sur la qualité de la vie — celle du logement, celle de l'existence en ville — comme condition d'un certain consentement social lui-même gage d'une société moins inflationniste. L'endettement excessif, les consommations éphémères, la publicité commerciale comme l'inégalité des revenus y étaient nettement mis en accusation.

Trois ans plus tard, était publié le rapport sur les principales options du VIII[e] Plan. Au chapitre des conditions de la lutte contre l'inflation, on trouvait l'équilibre des échanges extérieurs, la solidité de la monnaie, la maîtrise des finances de la nation. Le partage des revenus, c'est-à-dire les places respectives de l'investissement, de l'épargne et de la consommation. Le ton avait bien changé. M. Barre était passé par là.

Il serait pourtant trop simple — et injuste — d'opposer de façon très tranchée les seuls soucis « conjoncturels » de M. Barre aux préoccupations structurelles des précédents gouvernements. Les dimensions profondes de l'inflation donnaient peut-être lieu à plus de littérature avant 1976, mais cela s'expliquait aussi par des politiques économiques menées avec beaucoup moins de constance, parfois même dans une totale incohérence, comme ce fut le cas pour le programme de relance de fin 1975 lancé en plein effort d'assainissement et peu de temps après la rentrée du franc dans le serpent monétaire. A force de ne plus voir dans quelle direction on se portait, chacun y allait de son analyse et tombait parfois juste. Parfois... La mise en œuvre, d'ailleurs, ne suivait pas souvent.

De même faut-il reconnaître que celui qui est encore premier ministre pour quelques jours n'a pas sacrifié à ses seuls « dadas » : la libération totale des prix, les actions menées en faveur de la concurrence contre les industriels et les commerçants coupables d'entente, les réformes partielles menées dans le secteur bancaire et la prime donnée au marché financier, tout cela a dépassé le stade de la simple politique à court terme, de même que la mise en place du S.M.E. (système monétaire européen) et de l'ECU amorcent un début de réponse aux formidables désordres créés par l'hégémonie du dollar.

Mais la vision comme l'action ont été insuffisantes. La première erreur a été de n'avoir pas vu à quel point les Français étaient attachés à des évolutions de salaires très fortes, quel que soit, pourrait-on dire, le pouvoir d'achat réel que ces évolutions véhiculaient. Contrairement à ce que pensait M. Barre, ni le temps ni les événements ne jouaient dans le sens d'un ralentissement. Toute une stratégie fut pourtant bâtie sur cette idée trop simple que l'État donnant l'exemple (la T.V.A. fut réduite début 1977 et les finances publiques progressivement assainies) les salaires décrocheraient, puis à nouveau les prix, puis de nouveau les salaires. Mais le choc initial fut beaucoup trop faible pour être véritablement perçu et enclencher durablement un cercle vertueux. Des situations évidemment dommageables pour la stabilité des prix, comme les rémunérations en pourcentage, ne furent, par exemple, jamais supprimées.

En fait, les Français, habitués depuis mai 1968 à de fortes hausses de salaire et de pouvoir d'achat, s'étaient confortablement installés dans l'inflation, chacun ou presque y trouvant son intérêt. Ce fut, soit dit en passant, une lourde responsabilité que prit M. Pompidou d'accoutumer notre économie à bien vivre dans les hausses de prix et de salaires. Nous en payons encore les conséquences.

Il est évident d'autre part que les taux d'intérêt bancaire relativement élevés pratiqués depuis des années sur les emprunts des particuliers et des professionnels non seulement chargent les prix mais renforcent en chacun le sentiment d'avoir intérêt à ce que l'inflation se poursuive toujours au même rythme, voire de plus en plus vite. Remboursement oblige... Quand dans une nation ce sentiment est le plus généralement répandu, il est totalement vain d'espérer que l'intérêt général puisse prévaloir sur les intérêts particuliers lors des discussions de salaire. Ce serait trop beau.

Que d'occasions perdues...

S'Il est sûrement nécessaire d'accepter un ralentissement de l'amélioration du niveau de vie, les sacrifices demandés, qui pèsent surtout sur les plus démunis, devraient être compensés par des mesures de réduction des inégalités plus hardies et plus nettes que celles qui ont été adoptées. Il n'a jamais été vraiment prouvé en économie qu'une société moins inégalitaire était moins inflationniste. On serait même tenté de penser le contraire, à comparer les règnes du général De Gaulle et de M. Pompidou, le second ayant vu coexister une réduction des inégalités avec une forte inflation. Mais un exemple historique ne fait pas une règle économique.

Toujours est-il qu'une véritable politique dans ce domaine (véritable ne signifiant pas coûteuse pour le budget de l'État) aurait peut-être permis de nouer un dialogue avec les syndicats. Il a bien semblé un temps que la C.F.D.T. était disposée à saisir la perche si celle-ci lui était tendue. C'est alors que le rêve que nous évoquions au début, de contrats États - patronats - syndicats négociés et programmant, moyennant avantages fiscaux, une décélération des salaires, aurait peut-être pu déboucher. Qui ne tente rien n'a rien. La réforme des droits de succession proposée dans le rapport rédigé par MM. Ventejol, Blot et Méraud, n'a même pas été amorcée. Elle mettait pourtant en lumière les injustices flagrantes qui président à la transmission des héritages. On a curieusement redécouvert les mérites de ce rapport rapidement enterré lorsqu'il fut publié en 1979.

On pourrait multiplier les domaines qui se prêteraient à des réformes non pas précipitées mais en profondeur : le foncier et le logement dont les prix sont manifestement trop élevés pour un grand nombre de Français qui, en s'endettant exagérément, se mettent *ipso facto* dans une situation inflationniste et ont besoin d'un salaire au minimum indexé sur les prix pour pouvoir rembourser leurs emprunts.

Poser le problème du logement et du foncier, c'est aussi poser le problème des concentrations urbaines excessives. Tout avait été fort bien dit dans le VII[e] Plan : « *Trop de Français (...) sont dépourvus d'attachement profond avec une maison qu'ils posséderaient en propre, un pays qui soit le leur. (...) Lutter contre les excès de la concentration urbaine et permettre aux Français de vivre mieux en se sentant davantage chez eux, c'est aussi s'attaquer aux causes d'une coûteuse politique de spécilisation du temps et de l'espace qui impose comme des besoins les fins de semaine meurtrières et l'exode des vacances ; c'est améliorer les conditions de l'habitat urbain en renforçant les équipements collectifs de voisinage.* »

Les liens qui peuvent exister entre jardins publics, maisons individuelles, petites villes de province, décentralisation industrielle et désinflation ne sont pas évidents, parce que le jeu des causes et des effets se perd rapidement au-delà des premiers enchaînements. Ce qui ne veut sûrement pas dire qu'ils cessent de jouer dès lors que nous ne les distinguons plus. Au contraire, et c'est probablement une autre cause des malheurs de la France en matière d'inflation que de n'avoir pas assez investi dans ces domaines en apparence inutiles sur le plan économique.

FIN

La France n'est pas seule au monde

par MICHEL BOYER

La place de la France dans la confrontation économique mondiale n'a guère été évoquée au cours de la campagne présidentielle. Le destin du pays, le sort de sa monnaie, l'avenir de ses habitants dépendent pourtant de la stratégie qui sera définie et de la tactique qui sera appliquée afin de faire face à la grande mutation industrielle déjà plus qu'amorcée, et à la compétition internationale avivée par la crise. Le maintien de l'équilibre extérieur, s'il ne constitue pas un thème mobilisateur, est une des voies de l'indépendance nationale.

Faute de préserver cet équilibre, un pays peut se trouver dans l'obligation de recourir aux concours extérieurs qui ont leurs *prix financiers* et *politiques*, comme de nombreux exemples l'ont prouvé, dans un passé récent, du Pérou au Portugal, sans qu'il soit nécessaire de remonter aux dernières années de la IV[e] République. Ce n'est pas brandir l'épouvantail du déficit et de ses conséquences — l'endettement — que de rappeler un impératif qui s'impose à tous les États, faute pour ceux-ci d'instaurer une autarcie impossible.

Chaque pays a des atouts qu'il doit dégager et jouer à bon escient ; mais il ne faut pas oublier que la contrainte extérieure, si elle ne saurait pas être transformée en fatalité, est une réalité, comme ce fut un des mérites de M. Raymond Barre de le souligner lors de son arrivée aux affaires (M. Pierre Mendès France l'avait aussi, en son temps, affirmé avec force). Cette nécessité reconnue, il reste à définir ses limites et les moyens de l'affronter au mieux des intérêts immédiats et futurs de la nation.

Deux attitudes extrêmes peuvent être adoptées. L'une consiste à s'en remettre aux lois dites inexorables du marché et de suivre, tant bien que mal, le fil du courant en procédant à des adaptations successives. L'autre est de tracer les axes d'une politique française des échanges internationaux. En fait, compte tenu des soubresauts mondiaux, le volontarisme ne saurait exclure un certain pragmatisme.

Il n'en reste pas moins que de nombreuses cartes sont déjà visibles : renforcement de la concurrence des autres pays développés, émergence de nouveaux États industriels, accroissement des besoins des nations du tiers-monde. De même, à l'intérieur des frontières, l'équilibre extérieur, qui dépend non seulement des mouvements de marchandises, mais aussi des échanges de services (assurances, banques, ingénierie et grands travaux, tourisme, brevets, etc.) est lié, de façon très sensible dans l'état actuel des structures du pays, au taux de croissance.

Une variation en hausse brutale de ce taux entraîne, dans l'immédiat, une augmentation substantiellement plus élevée des achats à l'étranger. Et, compte tenu de la rigidité des échanges et du poids des importations *obligatoires — même si, à terme,* un allègement de ce poids n'est pas irréalisable, — une manipulation du taux de change du franc, c'est-à-dire une dévaluation, se traduirait immédiatement par un alourdissement de la facture payable en devises étrangères. L'effet sur les exportations — dont une partie est d'ailleurs moins sensible aux prix qu'autrefois — ne se ferait sentir que plus tard.

Parade

La marge de manœuvre et le facteur « temps » doivent donc être sérieusement mesurés. En moyenne période, le taux d'élasticité des importations françaises, c'est-à-dire leur coefficient multiplicateur par rapport au produit intérieur brut, est de l'ordre de 2 : si la production augmente de 3 %, les achats à l'étranger s'accroissent de 6 %. Mais ce taux, même s'il s'agit d'une notion fruste qui ne tient notamment pas compte des mouvements de stocks à court terme, est beaucoup plus fort en cas de vive reprise. Ainsi, en 1976, la croissance avait été de 4,9 % et les importations avaient augmenté de 18,7 %, soit un coefficient de 3,8, ce qui avait entraîné un lourd déficit extérieur et une nette baisse du franc (1). Dans des calculs qui aboutissent à un déséquilibre de la balance des paiements courants (marchandises et services) de 65 milliards de francs en 1982, des experts socialistes ont retenu, pour une croissance de 5,6 %, une élasticité de 1,4, ce qui, même pour une hypothèse volontariste, apparaît pour le moins faible.

Cet enchaînement mécanique n'est pas inéluctable ; mais sa modification dépend d'une transformation, qui ne peut être que progressive, de l'appareil de production, afin que celui-ci réponde mieux et plus vite à un accroissement de la demande nationale, sans handicaper le potentiel d'exportation (dont il ne s'agit pas pour autant de faire un mythe). Dès lors, à court terme, la parade ne peut résider que dans la mise en œuvre de mesures de protection où, selon le langage communautaire, de clauses de sauvegarde, au détriment peut-être du bien-être des consommateurs et de la tenue des prix sur lesquels l'offre étrangère joue souvent un rôle modérateur... et au risque de représailles.

Ramener en 1990 le taux des importations à un cinquième de la production nationale, au lieu d'un quart actuellement, comme le préconise le parti socialiste, est sans doute souhaitable, dans la mesure où une telle démarche allégerait la vulnérabilité de l'économie française, trop dépendante d'un jeu international, dont les données lui échappent en grande partie. Toutefois, le passage doit être négocié avec discernement, les risques de dérapage étant grands. Peser le prix du changement est une condition pour le rendre possible. L'économie a horreur du flou.

Les manœuvres conjoncturelles doivent aussi, pour être utiles et efficaces, s'inscrire dans un projet d'avenir. L'exportation à tout prix n'est pas une fin, comme il pourrait en être déduit de certaines déclarations officielles. Un mercantilisme tous azimuts, qui comprend aussi les ventes d'armes, ne peut tenir lieu de politique économique extérieure.

Entre le libre échange — qui, comme le soulignait, dans un livre original, M. Jean-Marcel Jeanneney, ancien ministre du général de Gaulle, est dans son inévitable forme imparfaite, loin d'avoir les vertus qui lui sont prêtées — et un nationalisme étroit, les pouvoirs publics doivent parvenir à une maîtrise des échanges extérieurs. Entre l'abandon aux grands vents du large et un repli sur l'hexagone, la France doit trouver son rang, contribuer au renforcement communautaire de l'Europe et au développement des pays du tiers-monde sans les satelliser.

(1) Ces taux avaient été de 3,3 en 1969, 2,7 en 1972 et 2,5 en 1973.

LE COUT DE LA CAMPAGNE

Des candidats hors de prix

Insister est inutile. Le secret est vraiment trop bien gardé. L'état-major de M. Valéry Giscard d'Estaing annonce qu'il publiera après le 10 mai, le coût de la campagne de son candidat.

Pour toute réponse, le candidat-président fait savoir qu'un comité de gestion a été constitué et que lui-même « *ne s'occupe pas de ces questions* ». La fin du message est allusive : « *Je peux vous assurer,* indique M. Giscard d'Estaing, *qu'il n'y a pas un sou en provenance de l'étranger dans ma campagne.* » On ajoute, au P.C. de la rue de Marignan : « *Ce qui n'est pas le cas pour tout le monde.* »

Chercher à en savoir plus est peine perdue. Les promesses faites sur l'argent des campagnes électorales ? Sur le financement des partis ? Lettres mortes. Les vœux du septennat sont oubliés, renvoyés à plus tard, sans plus de commentaires. Bien sûr, les estimations circulent sur « *le prix de la bataille giscardienne* ». Cette campagne, selon certains des adversaires du président de la République, aurait coûté déjà plus de 60 millions de francs, contre 30 millions de francs à M. Chirac et 16 à M. Marchais. L'état-major de M. Mitterrand s'en tient toujours, lui, au budget avancé, le 2 avril, par M. Pierre Joxe : 18,95 millions de francs. Mais, déjà, certains membres de la majorité estiment que le durcissement du débat, cette dernière semaine, a fait éclater les prévisions de la campagne socialiste.

Les Français devront sans doute attendre encore un septennat avant d'avoir les idées claires sur les sommes misées pour arracher leurs suffrages. Il n'existe pas, pour l'instant, d'autre moyen que l'évaluation par comparaison, ou que l'exploration sommaire des marchés touchés par la campagne (publicistes, imprimeurs, loueurs de chapiteaux ou de cars). Ainsi, le P.S. affirme avoir payé cent mille affiches de son candidat environ 150 000 F. « *Giscard en a fait tirer près de trois fois plus que nous à chaque fois et il a dû les payer moins* cher », indique-t-on rue de Solférino. Le mètre carré de foire-exposition ou de parc vaut de 2 à 3 F, mais le comité de soutien à M. Giscard d'Estaing a très bien pu obtenir des réductions — comme les autres candidats d'ailleurs — ou se faire prêter une salle par une municipalité.

Sous-évaluation

Comment savoir ? Pour son meeting parisien du 24 janvier, à la porte de Versailles, le P.S. estime avoir payé plus de 150 000 francs la location de *deux chapiteaux et l'accueil* de vingt-cinq mille personnes. On pourrait en déduire que, pour le grand rassemblement de la porte de Pantin, la semaine dernière, le candidat giscardien a dû dépenser dix fois cette somme. Mais comment en être certain ? Cet espace parisien est géré par une société d'économie mixte — au sein de laquelle la Ville de Paris est majoritaire — qui refuse de donner ses prix pendant la campagne électorale.

Le P.S., encore, s'est vu réclamer la somme de 1 100 000 francs pour la location de quatre trains en provenance du sud de la France. Rappelons que dix-huit trains ont drainé vers Paris les sympathisants giscardiens du meeting de Pantin.

Curieusement, tous les chiffres vacillent pendant une campagne électorale. On connaît le prix d'un sondage (150 000 francs pour mille électeurs sondés), celui d'un affichage (2 000 000 de francs environ pour cinquante-six villes de plus de cent mille habitants) le prix, encore, d'une heure d'avion (6 000 francs) ou d'un kilomètre de car (jusqu'à 3 francs), etc. Mais on sait très bien que ces prix sont souvent négociés en vertu des sympathies *politiques ou* des intérêts commerciaux, et qu'ils subissent parfois une chute de plus de 50 %.

Le meilleur exemple est celui des sociétés de publicité ou d'affichage dont le marché potentiel se réduit sensiblement pendant ces périodes agitées, les annonceurs détestant voir leurs affiches recouvertes par les visages des candidats à la magistrature suprême. Aussi, les partis politiques ou les comités de soutien ne paient-ils jamais le prix habituel.

« *Il faut diviser par deux les tarifs des services* et *multiplier par deux, au moins, les sommes que les candidats avancent pour leurs dépenses* », observe un spécialiste du « marketing politique ». Facile à dire, mais impossible à vérifier : le monde politique, et ses prestataires économiques, gardent, pieusement, le secret sur les transactions de la campagne électorale, renvoyant au prochain septennat leurs réflexions sur les bienfaits de la démocratie financière.

Le Monde

ECONOMIE

LA PROMOTION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DES AFRICAINS

Deux images différentes du continent noir, deux coups de sonde dans une réalité complexe, avec, pourtant, un dénominateur commun : la lente et difficile promotion sociale et économique des Africains.

Dans le nord-ouest du Kenya, une aide importante est fournie au peuple turkana par la C.E.E. Un peuple traditionnellement nomade dont les habitudes de vie sont bouleversées et que frappe régulièrement la famine. Mais l'aide ne suffit pas. Encore faut-il, comme l'explique le délégué de la C.E.E. au Kenya, que la population « se sente elle-même impliquée dans l'entreprise ». Que les Turkanas ne deviennent pas des assistés, mais prennent en main leur destin.

Une autre Afrique, celle du Sud et de l'apartheid. L'ordre social blanc n'y est plus figé. Les grèves s'y multiplient. Un pouvoir noir naît, dans des conditions difficiles, dans le domaine syndical : une étape vers la conquête du pouvoir politique, vers la promotion des Africains.

● KENYA

L'efficacité des programmes d'aide suppose une participation de la population

De notre envoyé spécial

Lodwar (nord du Kenya). – Minuscule et beige de poussière, elle n'a plus d'âge. Vêtue d'une peau de chèvre en loques, elle se tient très droite, les yeux rivés sur l'horizon. Près d'elle, deux vieillards sont figés dans la même attitude silencieuse. Derrière les anciens, mais à distance respectable, plusieurs centaines de leurs frères et sœurs de race sont assis en demi-cercle sur l'inévitable petit tabouret de bois qui sert aussi d'appui-tête. Pour toute richesse, il reste aux guerriers la lance et le redoutable couteau-bracelet dissimulé sous une bague de cuir ; aux femmes, les chapelets de verroterie qui enserrent le cou comme un carcan. Mais leur bien le plus précieux, ce matin-là, leur passeport pour la survie, ils l'ont fiché dans l'entaille d'une tige de bois pour ne pas le perdre dans le sable : c'est une carte de rationnement donnant accès à la distribution hebdomadaire de maïs (5 kilos par adulte, 3,5 kilos par enfant).

Cette communauté altière et misérable, épuisée par une longue sécheresse, appartient au peuple des Turkanas. Ces nomades d'origine nilo-hamitique sillonnent de vastes plaines et plateaux arides au nord-ouest du Kenya, entre les escarpements qui bordent l'Ouganda et le splendide lac oblong aux eaux alcalines — ancien lac Rodolphe — qui porte désormais leur nom. La population turkana, estime-t-on, avoisine 170 000 âmes. Près du tiers est considéré comme sinistré. Ce sont pour moitié des enfants. D'où le besoin de parer au plus pressé. Dans le cadre d'un ambitieux programme d'assistance conçu et financé par la C.E.E., les sinistrés recevront, pendant deux ans, 5 000 tonnes de maïs. La C.E.E. et le gouvernement néerlandais partagent les frais de l'opération. Les Turkanas ont ainsi échappé au désastre qui frappa l'an dernier en Ouganda leurs frères karamajongs. Au-delà de cette aide d'urgence impérative, le destin des Turkanas est à maints égards exemplaire.

Peuple oublié de tous ses voisins, les Turkanas sont des pasteurs. Depuis des siècles, l'errance est leur mode de vie, l'animal leur compagnon d'existence. Ils lui doivent tout : la nourriture — viande, lait et sang mêlés, — le vêtement, la richesse — le troupeau étant le seul capital accumulable, — le prestige enfin, source du pouvoir. Un lien très fort, pour ainsi dire émotionnel, unit le guerrier turkana à son cheptel : chameaux, vaches, chèvres, ânes et moutons. D'autant que celui-ci prête à ses vaches une mission quasi religieuse d'intermédiaire auprès des âmes des ancêtres. Pour l'homme comme pour l'animal, la famine due à la sécheresse est un phénomène cyclique. Les grandes famines — la dernière datait de 1961 — fournissent même aux Turkanas les principaux points de repère de leur histoire collective. De fait, elles s'inséraient dans un ensemble d'équilibres traditionnels qui ont conditionné la survie des Turkanas, en tant que communauté cohérente et autonome.

La famine, quand elle survenait, décimait hommes et bêtes. Une fois consommés les derniers stocks de viande, les plus résistants des guerriers lançaient de grandes razzias chez les tribus cousines. Les troupeaux volés permettaient d'enrichir assez vite le patrimoine chromosomique du cheptel originel. Dès le retour des pluies, les éleveurs laissaient leurs nouveaux troupeaux se multiplier à l'excès. D'où un surpâturage qui rendait le cheptel plus vulnérable à la sécheresse.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 10.)

● RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Le développement du syndicalisme constitue une étape vers la conquête du pouvoir politique

De notre correspondant

Johannesburg. — Un professeur afrikaner d'université, M. Willie Bendix de Stellenbosch, un homme d'affaires, M. Fred Ferreira, directeur chez Ford-Afrique du Sud, le ministre du travail lui-même, M. Fanie Botha, et un syndicaliste, M. Alec Erwin, secrétaire général de la Fosatu, fédération groupant le plus grand nombre de travailleurs noirs, sont tous d'accord : l'incroyable ordre social dont l'économie sud-africaine jouissait depuis des décennies prend fin. En 1980, l'industrie seule a dû faire face à 207 grèves, le double de l'année précédente (101) et perdu 175 000 journées de travail contre 67 000 en 1979.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes et « cela ne fait que commencer » menace un syndicaliste noir, « la bonne époque où les Blancs pouvaient nous exploiter et nous renvoyer quand bon leur semblait est terminée ». Pourtant, aujourd'hui encore, les journaux sont quotidiennement remplis d'histoires sordides allant des employés agricoles — les plus désarmés avec les domestiques — qui se font battre par leurs « maîtres », travaillent 16 et 18 heures par jour pour quelques rands (1) par semaine, quand le salaire n'est pas entièrement constitué de rations alimentaires.

Aujourd'hui encore, les entreprises nationales et multinationales paient à leurs employés des salaires inférieurs au seuil minimum de pauvreté (Shell, Burmah Oil, Lonrho, B.P., Cavenham, General Electric, etc. (2). Aujourd'hui encore, des patrons de petites et grandes entreprises (Toyota, Raleigh, Firestone ces derniers mois) et des administrations (voirie, hôpitaux, services municipaux) renvoient d'un jour à l'autre plusieurs centaines d'employés coupables de grève. L'État montre l'exemple : détention d'une vingtaine de syndicalistes en 1980. Bannissement des dirigeants et déportation vers des homelands surpeuplés pleuvent sur les contestataires noirs de l'ordre établi.

Le fait qu'ils soient pour une large part à l'origine des quelques réformes progressistes annoncées ces derniers mois par le gouvernement n'a rien de paradoxal. Les multinationales et les grands groupes miniers qui, les premiers, ont poussé à un peu plus de justice sociale au pays de l'apartheid ont, contrairement aux firmes sud-africaines, des comptes à rendre. A leurs gouvernements, signataires de divers codes de bonne conduite, et à leurs syndicalistes européens et américains pour les premières ; à leurs actionnaires étrangers et à l'opinion internationale pour les seconds. Dans tous les cas, ce qui a été fait pour les travailleurs non blancs par ces entreprises n'est rien comparé à ce qu'elles pourraient et devraient faire. Des enquêtes récentes, parfois menées à la demande des patrons eux-mêmes, par des organismes indépendants, ont montré qu'aucune société américaine ne suivait entièrement les principes du « code Sullivan » qui se rapproche du fameux « code de bonne conduite des sociétés européennes opérant en Afrique du Sud » édicté par le conseil de la C.E.E.

Une fédération multiraciale

Né il y a près d'un demi-siècle, vingt ans avant que le parti nationaliste afrikaner prenne le pouvoir, le mouvement syndical noir a pris, ou plutôt repris, son essor en 1979 après que le gouvernement eut officiellement reconnu son droit à l'existence. En quelques mois, les créations de syndicats se sont multipliées, et chaque semaine en naissent de nouveaux. Certains rejoignent sans tarder l'une des trois grandes fédérations non réservées aux Blancs : la Fosatu, créée en 1979 et qui regroupe déjà onze syndicats et près de 60 000 membres ; la Cusa, née en 1980, avec huit syndicats et 37 000 membres, et la Tucsa créée par les travailleurs blancs il y a une vingtaine d'années avant d'ouvrir ses portes à toutes les races, devenue la seule fédération véritablement multiraciale du pays avec 74 000 Blancs, 188 000 métis et Indiens et environ 200 000 travailleurs non blancs.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 10.)

(1) Un rand égal : 6,50 F.

(2) Trente et une sociétés britanniques ont été ainsi prises en défaut par leur propre gouvernement qui a cependant refusé de publier leurs noms. L'Institut des relations raciales est passé outre, les trente et un noms figurent dans son dernier rapport annuel.

Autonomie

L'AFRIQUE NOIRE ne cesse de mal partir, et les perspectives économiques des dix-huit pays les plus pauvres du continent sont mauvaises. Les prix moyens de leurs importations devant augmenter davantage que ceux de leurs exportations au cours des prochaines années, les termes de l'échange de ces pays — dont l'indice est déjà passé de 100 en 1977 à 68 en 1980 — vont encore se détériorer de façon grave. Et une augmentation vraisemblable de l'aide qui leur est accordée par les États de l'O.C.D.E. et de l'OPEP ne compensera que partiellement les effets défavorables de cette évolution.

« Le tableau est sombre », est-il souligné dans une des dernières publications de la Banque mondiale, et, même si ces pays « parviennent à effectuer les restructurations nécessaires et à réaliser les réformes institutionnelles qui s'imposent », ils ne pourront pas, vu leur pénurie en devises, importer tout ce dont ils ont besoin. De 1980 à 1985, le volume de leurs achats devrait être inférieur de 14 % à la moyenne enregistrée de 1975 à 1977.

Dès lors, le taux de croissance des revenus serait de 3 % par an seulement, à peine supérieur à celui de l'augmentation de la population. Enfin, plusieurs pays africains ont emprunté « de façon excessive et sans discernement » au cours des années 70, si bien que le service de leur dette pèse et pèsera lourdement sur leur balance des paiements.

Face à cette situation, il est à l'évidence de la responsabilité des dirigeants de ces pays de faire preuve de réalisme. Il s'agit notamment d'ajuster les dépenses aux ressources disponibles, de veiller à la bonne utilisation des investissements, de donner la priorité aux productions agricoles et alimentaires. L'importance et l'urgence des réformes varient d'ailleurs d'un pays à l'autre, même si s'impose à tous la nécessité de concilier le court et le long terme.

Dans cet environnement, l'aide extérieure, qui s'est trop souvent égarée, ne peut être qu'un adjuvant à la volonté des pays. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, qu'une augmentation très forte de cette aide, satisfaisante pour la bonne conscience occidentale, ait tous les effets positifs qui lui sont prêtés tant pour les nations du tiers-monde que pour les pays développés, si elle sert de simple courroie de transmission d'un modèle économique qui ne paraît pas adapté aux besoins des populations. L'imitation n'est pas facteur de développement, alors que la recherche d'une plus grande autonomie permettrait peut-être à l'Afrique — comme à l'Europe — de ne pas perdre ou de retrouver son identité. – M. B.

POINT DE VUE

Pour une nouvelle politique du franc

par SERGE-CHRISTOPHE KOLM (*)

LE chômage s'accroît. La croissance s'annule. Les revenus ne pourront bientôt plus « être maintenus » comme on nous l'a promis. Donc la relance est à l'ordre du jour. Mais est-elle possible ? Les uns le nient. D'autres, des hommes politiques, l'affirment, mais sans apporter de preuve (1). C'est la question centrale du moment. L'enjeu nous impose de la considérer de plus près.

Devant la relance, deux obstacles se dressent : elle engendrerait de l'inflation et du déficit extérieur. Quant au premier, la baisse actuelle du taux d'inflation et de ses anticipations fait de la conjoncture présente le moment où il devient possible d'entamer une lente relance qui soit désinflationniste (2). Mais la barrière du déficit extérieur est plus souvent mise en avant. Notamment par le gouvernement ces dernières années. Ou encore, de façon bien mieux expliquée, dans le Monde du 22 avril par Pierre Drouin, qui manifeste à ce sujet deux craintes, dont chacune est très justifiée : si, pour compenser le déficit créé par une relance (ou pour relancer), on dévalue le franc, les autres pays risquent d'en faire autant, ce qui annulera cet effet ; et si, autre solution, on laisse le franc flotter, il manifestera sans doute les habituelles fluctuations exagérées nuisibles aux échanges.

Mais il existe une autre politique du taux de change qui, elle, franchit l'obstacle de l'équilibre extérieur. Elle consiste à maintenir le franc au niveau qui assure l'équilibre de la balance de base. Celle-ci est le solde de la balance des paiements courants et de celle des capitaux à long terme. Cela signifie donc que la Banque de France intervient sur les marchés des changes pour compenser les mouvements de capitaux à court terme vendant ou achetant du franc, et qu'elle n'y fait que cela.

Comme nous allons le voir, cette politique est celle — et la seule — qui a l'ensemble des propriétés recherchées : elle libère une politique nationale autonome (une relance en particulier) de la contrainte d'équilibre commercial en chargeant le taux de change de ce travail ; en empêchant la spéculation déstabilisante sur le franc, elle se rend elle-même possible et elle libère de cette incertitude qui vicie les échanges ; elle libère aussi ceux-ci de l'incertitude due aux différences internationales d'inflation et de croissance des débouchés en les compensant par les variations de change ; et elle aide les pays étrangers à réaliser la même politique avec les mêmes avantages.

Une efficacité accrue

Pour le comprendre, il faut considérer les deux faces de cette politique : l'équilibre de la balance de base et la compensation des capitaux « chauds ». Chacune conduit à deux effets dont l'un est une plus grande prévisibilité des conditions du commerce international et donc une efficacité accrue de celui-ci.

L'équilibre de la balance de base peut se présenter — à prêts internationaux à long terme donnés — comme la compensation, par les effets des variations du taux de change, de ceux des différences internationales d'inflation et de croissance des débouchés. Ce taux compense en particulier ainsi les effets sur ces différences des politiques macro-économiques nationales. Par exemple, une relance est compensée par une plus faible hausse ou plus forte baisse de la valeur internationale de la monnaie. D'autre part, puisque cette politique assure que les variations de parité compenseront celles des différences d'inflation et de croissance, les conditions réelles des échanges internationaux deviennent beaucoup plus stables et prévisibles, ce qui accroît leur efficacité.

Côté court terme, l'achat ou la vente par la Banque centrale du solde des mouvements de ces capitaux permet que ceux-ci n'aient pas d'effet sur le taux de change. Cela efface les fluctuations spéculatives de celui-ci, qui causent biais, incertitudes et donc inefficacités dans les échanges internationaux. De plus, cette politique, annoncée et appliquée, dissuade les capitaux flottants de chercher profit dans les variations de taux de change créées par leurs semblables. Ils restent donc tranquilles, ce qui rend cette politique aisée, crédible et possible. Le fameux cercle vicieux de la spéculation se retourne ainsi contre elle-même.

(Lire la suite page 11.)

(1) Voir « Quelle relance ? », le Monde, 8 avril 1981.

(2) L'explication détaillée en est fournie dans l'article « Cinq ans pour redresser l'économie française, stratégie de sortie de la crise et de fin de l'inflation », Revue politique et parlementaire, mars 1981. Cette étude, de plus, développe des arguments, et précise les calculs qui seront présentés plus bas.

(*) Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

LA PROMOTION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DES AFRICAINS

L'efficacité des programmes d'aide au Kenya suppose une participation de la population

(Suite de la page 9.)

Ainsi s'enclenchait une nouvelle fois le cycle de la famine. Mais ces ruptures et ces enchaînements participaient d'un équilibre global, naturel et humain, préservant les fondements de la société pastorale des Turkanas. Il n'en est plus de même aujourd'hui.

Tout d'abord, le renforcement des contrôles frontaliers a sensiblement réduit les possibilités de nomadisme. Les troupeaux en quête de pâturages ne peuvent plus fréquenter certaines zones d'errance traditionnelles. Ensuite, la sécheresse est devenue ici — comme partout dans la bande sahélienne — un phénomène quasi permanent. L'avancée du désert a rendu les sols de plus en plus arides. Lors de notre passage en mars, le Turkana attendait la pluie depuis juin 1979. La dernière ondée — vingt minutes — remontait à novembre. Chaque conversation avec les autorités locales, les missionnaires ou les experts s'ouvrait sur l'inévitable prologue : « *Si la pluie vient.* » De sa générosité, dépend, il est vrai, la renaissance de toute une région.

Un autre facteur aggravant est survenu en Ouganda, il y a deux ans : le pillage de l'armurerie de Moroto, de l'autre côté de la frontière, a répandu en brousse dix mille fusils automatiques. De quoi entretenir l'insécurité pendant longtemps. En délaissant la lance pour le *kalachnikov*, les pasteurs turkanas, comme leurs voisins karamojong, ont en quelque sorte perverti le rituel des *razzias*, qui ont gagné en intensité tout en changeant de nature. Plus meurtrières pour les hommes, elles provoquent des hécatombes dans les troupeaux. L'ivresse des armes à feu l'emporte désormais sur le souci de prestige ou la nécessité de constituer une dot pour sa jeune promise.

La dernière mutation — peut-être la plus grave — est d'ordre psychologique. Pour les Turkanas, l'assistance alimentaire débuta pendant la grande famine de 1961. Des milliers de familles furent regroupées dans des camps où beaucoup s'enlisèrent dans une situation de dépendance. Les anciens guerriers, devenus *des sinistrés permanents*, perdirent le besoin — et surtout l'envie — de l'autosubsistance.

C'est en gardant à l'esprit les erreurs du passé que la C.E.E. élabora et fit accepter par le gouvernement kényan son programme de « réhabilitation » des sinistrés du Turkana. Intitulé « *Food for work* » *(De la nourriture pour du travail)*, celui-ci coûtera, sur deux ans, 4 millions de dollars. Pour éviter la « clochardisation » des Turkanas, il faut, certes, les nourrir, mais surtout les aider à retrouver la maîtrise de leur vie pastorale.

L'emploi et l'apprentissage sont à cet égard aussi importants que le sac de maïs. Alors que le Karamoja voisin « appartient » un peu aux Pères de Vérone, qui s'y dépensent sans compter, le Turkana est le fief des missions irlandaises. Les prêtres de la société Saint-Patrick sont les meilleurs connaisseurs du Turkana, où certains vivent depuis plus de vingt ans. *Ils* furent les premiers à alerter Nairobi sur la gravité d'une famine que les autorités tentaient de minimiser. Côté évangélisation, ils n'ont guère d'illusion. Dans tout le diocèse, un seul adolescent turkana a choisi la voie du séminaire. La C.E.E. leur a confié le stockage et la distribution des céréales.

Survivre

L'originalité et la valeur du programme tiennent à ses ambitions : familiariser les Turkanas avec l'agriculture, scolariser leurs enfants, doter chaque famille d'un embryon de cheptel lui permettant d'échapper à la sédentarisation fatale, aider cette population d'éleveurs à s'insérer dans l'économie de marché. Cette entreprise de longue haleine suppose une conjonction des efforts. Le chef du projet, un missionnaire, travaille en accord avec l'administration locale. M. Jean-Paul Jesse, délégué de la C.E.E. au Kenya, compare ce programme à un « cocktail » qui, pour être réussi, doit mêler plusieurs ingrédients. « *Il faut d'abord la volonté politique du gouvernement. Ensuite, la C.E.E. apporte l'argent, tandis que les missionnaires font profiter les experts volontaires — et leurs techniques — de leur connaissance du terrain. Mais il importe par dessus tout que les Turkanas se sentent eux-mêmes impliqués dans l'entreprise.* »

Existe-t-il plus formidable métamorphose que celle qui transforme un pasteur en agriculteur ? A regarder les Turkanas, avec leurs houes flambant neuves, gratter maladroitement le sol sablonneux sous la conduite d'un moniteur, on ressent la profondeur de cette mue. Chez ces nomades, l'agriculteur n'eut de tout temps qu'un rôle extrêmement marginal. Activité temporaire et humiliante, c'était l'affaire des femmes. Rien d'étonnant si les Turkanas accueillent les initiatives des volontaires avec un flegme souverain. « *5 % de la population souhaite vraiment accomplir des progrès en agriculture* », estime Adrian, un expert de l'Armée du salut élevé dans la campagne anglaise.

La trentaine sportive, il fait preuve néanmoins d'une lucidité plutôt optimiste. A Lokitaung, une bourgade montagnarde perdue au nord du Turkana, Adrian a introduit une technique de maîtrise de l'eau utilisée depuis deux millénaires dans le désert du Néguev et qui permet, ici, de maximiser la récolte de sorgho. « *Une chose compte*, dit Adrian. *Que les Turkanas apprennent cette technique et l'emploient ensuite dans leurs zones de nomadisme traditionnelles. Cette forme d'agriculture restera une occupation secondaire, mais elle leur permettra d'affronter en meilleure posture les cycles de sécheresse. Cette greffe réussira-t-elle ? On ne le saura pas avant dix ans.* » Tout le monde s'accorde sur l'objectif fondamental de toutes les mini-expériences en cours au Turkana : préserver, et si possible valoriser, le mode de vie pastoral.

Dans cette optique, le programme de la C.E.E. prévoit la remise d'une quinzaine de bêtes à chaque famille sinistrée, la création de deux centres vétérinaires et, surtout, l'intégration progressive des Turkanas dans le circuit monétaire. Imagine-t-on là aussi les résistances qu'il faudra vaincre ? L'élevage nomade est purement « contemplatif », et les pasteurs n'ont pas coutume de dilapider leur seule richesse. Ils restent imperméables aux notions de rentabilité économique. Lorsque d'aventure ils consentaient, acculés par la famine, à vendre quelques chèvres à des maquignons somalis, ceux-ci les exploitaient sans vergogne. La mise en place d'un réseau coopératif semble la meilleure formule pour mettre un terme à ces abus.

La construction prochaine de la route Kakuma-Juba devrait favoriser l'intégration des éleveurs dans les circuits commerciaux. Cet ouvrage « désenclavera » à la fois le sud du Soudan et le Turkana. Les camions qui aujourd'hui redescendent à vide sur Mombasa pourront emporter des cargaisons de viande ou de cuirs et peaux. En attendant ces lendemains prometteurs, les Turkanas s'efforcent de survivre.

Les coutumes trahies

La situation sanitaire du district est désastreuse. Le choléra y fait son lot habituel de victimes, même si le gouvernement kényan, pour ne pas effaroucher le touriste, préfère parler de « gastro-entérites » ou de « diarrhées bactériennes ». Un enfant sur deux n'atteint pas l'âge de cinq ans. Le taux de croissance démographique du peuple turkana est nul. Outre la tuberculose, les trois docteurs du district ont un autre ennemi, le kyste hydatique. Les malades porteurs de ce parasite impitoyable, qui se multiplie à l'infini dans l'estomac, voient leur abdomen gonfler démesurément. Seule une intervention chirurgicale les soulage provisoirement. Le centre de recherche créé à Nairobi n'a pour l'instant mis au point aucun traitement efficace. A l'hôpital de Kakuma, une enfant de trois ans attendait d'être opérée. Elle était promise à une mort rapide, car l'organisme ne tolère au maximum que deux ou trois interventions de ce type.

Les Turkanas ont d'autres soucis, fussent-ils moins tragiques. Leur extrême dénuement les a contraints à trahir les coutumes de leur race. Peu de jeunes, par exemple, sont en mesure d'offrir à leur fiancée, en guise de dot, les têtes de bétail qui consacrent leur union aux yeux de la tribu. En deux ans, dans l'ensemble du district, sept couples seulement ont pu sacrifier aux règles du mariage traditionnel.

Les plus belles histoires sur les Turkanas sont peut-être celles que raconta Pat, un missionnaire et instituteur irlandais, lorsqu'il évoque l'univers des enfants. Leur langue, spartiate comme ce peuple du désert, ne possède qu'un vocabulaire limité. Aucun mot, par exemple, ne désigne la couleur rose. De telles carences linguistiques gênent les enfants turkanas soumis aux mêmes examens scolaires que tous les élèves du Kenya. Alors, dans la classe de Pat, toutes les couleurs de l'arc-en-ciel ont leur nom inscrit en permanence au tableau noir. L'an dernier, Pat mit ses quarante élèves dans un camion et les emmena faire le grand voyage vers le sud, jusqu'à Nairobi. Il faut l'entendre raconter l'émerveillement des enfants découvrant les champs de maïs, leur surprise muette devant les plantations de thé si vertes, leur passion espiègle des ascenseurs, et surtout l'angoisse ressentie en observant les paysans des Hauts-Plateaux travaillant des lopins de terre enclos et si minuscules. Tous posèrent à Pat la même question : « *Peut-on vivre sur si peu d'espace ?* »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Le développement du syndicalisme en République Sud-Africaine constitue une étape vers la conquête du pouvoir politique

(Suite de la page 9.)

C'est encore peu si l'on considère qu'avec une population active de 1,9 million de personnes, les syndicats blancs comptent eux plus de 500 000 membres. C'est vraiment maigre si l'on compare ces chiffres avec ceux de la population active non blanche (huit millions de personnes sans compter les enfants de moins de dix-huit ans, dont beaucoup travaillent sans être déclarés...). Mais c'est beaucoup si l'on se souvient qu'il y avait moins de 100 000 salariés — non blancs, métis et indiens surtout, — organisés en 1975. C'est énorme si l'on tient compte de l'état de sous-éducation de la population noire dont on a toujours su entretenir la peur de l'arrestation et du renvoi — pour cause de syndicalisme. — C'est tout simplement surprenant si l'on rappelle le poids du carcan *législatif* qui pèse sur l'exercice du droit syndical en République sud-africaine.

Jusqu'en 1979, aucune organisation noire ne pouvait être légalement enregistrée, ce qui lui ôtait tout droit à recueillir des cotisations, à négocier au plus haut niveau, et, bien sûr, à appeler à la grève. De 1972 à 1980, sur sept cent quatre vingt-trois grèves suivies par les Noirs, sept cent quatre-vingt-deux ont été déclarées illégales, les meneurs poursuivis et des milliers d'employés renvoyés. Aujourd'hui, on ignore encore dans quelle mesure l'enregistrement, qui se poursuit à un rythme modéré, donnera droit à la grève. Les textes législatifs définitifs devraient être présentés au Parlement blanc avant la fin de l'année. Pour l'heure, selon les déclarations de M. Fanie Botha et d'autres hauts fonctionnaires, le gouvernement aurait l'intention d'accorder aux syndicats enregistrés les mêmes droits que ceux garantis aux organisations blanches. Bien sûr, ils auront les mêmes devoirs. Les livres de comptes et les fichiers d'adhérents pourront être consultés, à tout moment, par un représentant de l'État. Les candidats noirs recevront un enseignement « adéquat » par des professeurs de syndicalisme appointés par le gouvernement. L'envoi de fonds d'aide et de solidarité par des syndicats étrangers sera interdit et il sera bien entendu défendu de « faire de la politique ».

Ce sont surtout les syndicats blancs qui ont réagi à cette dernière interdiction, les plus agissants d'entre eux — comme celui des mineurs dont le président se présente à la députation sur les liste du Herstigte Nasionale Party (H.N.P.), parti d'extrême droite — ayant depuis toujours l'habitude de collaborer étroitement avec les mouvements de droite et d'extrême droite. Officiellement les organisations noires et multiraciales n'ont guère réagi. Certaines, comme la Cusa qui dit suivre « *une ligne syndicale à l'américaine* » et dont le secrétaire général se déclare « *violemment anti - communiste* » ont accueilli la consigne avec indifférence. Pour lui comme pour quelques autres modérés — accusés de « collaboration » avec le gouvernement — « *la politique, c'est bien, mais d'abord il faut manger* ». Le fait est que, pour l'instant, l'immense majorité des mouvements de grève sont menés pour obtenir de meilleurs salaires. Un accord pour mener campagne commune afin d'obtenir la légalisation d'un salaire minimum garanti (200 rands par mois) pourrait même être signé entre les grandes centrales. Les syndicats blancs, peu concernés (3), n'y participeraient pas mais des organisations patronales privées soutiennent l'idée.

« Un rôle vital »

Est-ce possible ? Déjà, quelques grèves de solidarité ont éclaté après des renvois injustifiés. Déjà, des syndicalistes organisent avec succès le boycottage des produits de telle entreprise « anti-noire », de la viande qui a trop augmenté, des loyers ou des bus dont les tarifs sont jugés prohibitifs par les premiers utilisateurs, les Noirs.

« *Il faudrait être fou pour croire qu'avec un conflit potentiel aussi énorme dans le pays, notre industrie pourrait ne pas être la cible des agitateurs politiques* », reconnaît le docteur afrikaner Willie Breytenbach dans un ouvrage récent publié par la Fondation de l'Afrique du Sud, création des milieux d'affaires « éclairés ». « *Par leur nature même, les syndicats progressistes devront parler politique* », déclare le vice-président de la M.W.A.S.A., syndicat des salariés noirs de la presse. « *Le gouvernement doit réaliser que nous avons un rôle vital à jouer dans ce pays* », s'est écrié M. Kikine, secrétaire général de la S.A.A.W.U. (trente mille membres africains) devant huit mille personnes venues l'écouter à Port-Elizabeth. « *Tous les travailleurs sont des leaders potentiels car on peut prévoir que leurs chefs de file actuels seront un jour ou l'autre bannis ou arrêtés.* » A l'issue de son discours, M. Kikine était arrêté pour « interrogatoire », avant d'être relâché quelques heures plus tard.

Même le chef zoulou Gatsha Buthelezi, réputé modéré, considère que « *dans ce pays plus que partout ailleurs politique et syndicalisme s'interpénètrent* ». Pour tous, ou presque, le pouvoir syndical n'est qu'une étape vers le but final, le pouvoir politique. L'avenir dira si la stratégie était la bonne.

PATRICE CLAUDE.

(3) En 1979, selon l'Institut des relations raciales, les salaires annuels moyens dans l'industrie, l'administration et les services étaient les suivants : 7 627 rands pour les blancs, 2 465 pour les « coloured » et 1 831 rands pour les noirs.

L'INSEE défend ses modèles

A la suite de l'article intitulé : « Les entreprises françaises malades de la politique industrielle » publié dans « le Monde de l'économie » du 24 mars 1981, M. Paul Dubois, directeur des synthèses économiques de l'INSEE, nous adresse les précisions suivantes :

« Le premier modèle macro-économique de grande taille fabriqué à l'INSEE, le modèle Fifi, conçu pour la planification, a été mis à la disposition des partenaires sociaux dans le cadre de la préparation du Plan dès qu'il a été opérationnel, en 1969. Le modèle qui lui a succédé, le modèle D.M.S., est en outre, depuis 1978, utilisé par le Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE), organisme privé d'études économiques. Cet organisme réalise chaque année, pour le compte des *entreprises*, des *projections* glissantes détaillées à moyen terme (opération « P.G.D. ») articulées en trois niveaux : niveau macroéconomique, avec D.M.S. ; niveau mésoéconomique (trente-six branches), avec le modèle Propage de l'INSEE, lui-même mis à la disposition du BIPE dès qu'il a été opérationnel, en 1979 ; niveau détaillé (environ deux cents indicateurs par produit) : un dispositif aussi complet n'existe à ma connaissance qu'en France.

Enfin, depuis juin 1980, l'utilisation des modèles de l'INSEE est ouverte à tous demandeurs privés, dans le cadre de règles qui définissent notamment une déontologie de leur emploi. Deux organismes ont déjà contracté avec l'INSEE : une société d'étude, COREF, qui a publié *(le Matin* du 6 janvier 1981) des projections à court terme effectuées avec le modèle Metric, commun à l'INSEE et à la direction de la *prévision* ; l'Association des économistes d'entreprise, l'AFEDE, qui a présenté publiquement, le 2 avril 1981, des projections à l'économie française établies sous sa responsabilité : projections à court terme (jusqu'en 1982) établies avec Metric ; projections à moyen terme (jusqu'en 1985) avec D.M.S.

» Par ailleurs, en ce qui concerne « la pauvreté prétendue des modèles français », M. Dubois souligne : « Bien sûr, les modèles économétriques Metric, D.M.S. et Propage sont des modèles dynamiques qui permettent d'effectuer, selon les cas, des projections à court-moyen terme ou à moyen-long terme. Propage, modèle en trente-six branches, peut être connecté à Metric et à D.M.S., moins détaillés, pour effectuer des projections articulées à deux niveaux de détail. Enfin, Metric est associé à Link qui lie des modèles relatifs à de nombreux pays afin d'établir des projections internationales coordonnées. Cependant, cette entreprise est animée par le professeur Klein, et il est donc exact que, si la France bénéficie des projections ainsi effectuées, elle n'a pas encore la maîtrise propre d'un système de projections économétriques internationales.

» Le CEPII y travaille actuellement (modèle Sachem-Ouest et Sachem-énergie) en s'apprêtant à donner deux successeurs au modèle Moïse. Il est d'autre part, clair que la France ne bénéficie pas d'un pluralisme des travaux de modélisation économétrique comme, notamment, les États-Unis. L'initiative privée et universitaire n'a pas encore, en la matière, en France, la vigueur qu'elle a dans d'autres pays. Cependant, les travaux du GAMA, dirigés par le professeur Raymond Courbis, témoignent bien, déjà, de l'essor de cette initiative. Les créations de l'IPECODE et de l'O.F.C.E. sont par ailleurs prometteuses. »

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	256 F	417 F	579 F	740 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	406 F	837 F	1 209 F	1 580 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	296 F	497 F	690 F	904 F
II. — SUISSE, TUNISIE	368 F	642 F	916 F	1 190 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.
Claude Julien.

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX°

Commission paritaire n° 57 437.

POINT DE VUE

La clé énergétique

par ROBERT LATTÈS (*)

La politique énergétique — et plus précisément le programme nucléaire — ne doit pas, selon l'auteur de l'article que l'on lira ci-dessous, être jugée sur ses seuls mérites du point de vue de l'indépendance à l'égard de l'OPEP. Elle est aussi une des conditions de l'amélioration de l'emploi.

LORSQUE, pour ses consommations industrielles ou privées, un utilisateur a besoin d'énergie, par exemple de l'électricité, il demande un service ; les conditions d'emploi et le coût guident son choix. Mais à service égal, comme usager — sinon comme citoyen — peu lui *importe la source énergétique* servant à cette production d'électricité.

Or s'agissant de l'intérêt *général des Français*, la *solution* n'est précisément pas indifférente. *Loin de là*. Ainsi, au cas où l'on aurait substitué un *programme de centrales au charbon* importé au programme nucléaire français, le *nombre des demandeurs* d'emploi sur la période 1980-1984 *serait supérieur* de cinq à six cent mille par rapport à *celui qui devrait être enregistré* effectivement.

Première constatation : l'emploi est lié à la croissance *économique*, la *croissance économique* est liée à l'équilibre *extérieur* et *l'équilibre extérieur* est lié à l'ensemble de l'appareil de production, donc en particulier au système d'approvisionnement et de production d'énergie.

Le dilemme est alors le suivant : pousser la croissance économique pour réduire le chômage, mais aboutir alors à un déficit extérieur très vite intolérable ; ou bien contenir la croissance économique pour limiter le déficit extérieur, mais accroître alors le chômage. A moins qu'il ne soit possible, j'y reviendrai, de sortir de cette insupportable contradiction.

Tout ce qui concourt à contenir ou à améliorer le déficit extérieur permet — toutes choses égales par ailleurs — davantage de croissance économique et moins de chômage. Toute détérioration du déficit *extérieur* contraint — *si l'on veut éviter* les engrenages catastrophiques observés dans certains pays depuis les décisions monétaires du 15 août 1971 — à la diminution de la croissance économique et à l'aggravation du chômage.

Toutes choses égales par ailleurs, c'est ne pas dégrader la monnaie et ne pas attiser l'inflation, en particulier l'inflation importée ; c'est donc aussi s'interdire des relances économiques gourmandes en importations, notamment de produits énergétiques. Les engrenages catastrophiques sont ceux qui, parce que le déficit extérieur et l'inflation augmentent, détériorent la monnaie, cette détérioration aggravant à son tour déficit extérieur et inflation selon un processus qui peut devenir irréversible.

Deuxième constatation : en effet, dans le système de changes flottants qui prévaut actuellement, à chaque baisse de notre monnaie, l'effet immédiat — hausse en valeur des importations, baisse en valeur des exportations et donc accroissement du déficit extérieur — l'emporte largement sur l'effet différé, — espoir d'augmenter les exportations. Au point d'ailleurs que l'effet différé peut ne jamais se produire, du fait de la dynamique née de l'effet immédiat : l'Angleterre *ou* l'Italie et même les Etats-Unis, nous ont donné des exemples de telles situations.

Aux niveaux actuels des échanges extérieurs de la France, une dégradation durable de 1 % de notre monnaie se traduirait mécaniquement par environ soixante-quinze mille demandeurs d'emploi supplémentaires. Pour écarter cette conséquence, *il faudrait prendre des mesures* correctrices, en particulier de *nature économique et monétaire*, ou bien accepter une perte de *compétitivité des entreprises*.

Autre façon d'enclencher le processus précédent, opérer une relance : les importations, notamment énergétiques, croissent, le déficit extérieur augmente et la monnaie chute, bientôt le chômage augmente. De ce cercle vicieux, nous avons connu des versions anglaises ; *a contrario*, de cercle vertueux, nous avons connu des versions allemandes ou *japonaises*.

Le révélateur

Il est bien entendu équivalent d'importer davantage d'énergie, par exemple du pétrole, ou d'en importer autant — ou même moins, — *mais à des coûts globaux croissants* ; c'est bien en fait ce à quoi on a assisté après le premier et surtout le deuxième choc pétrolier : toutes choses égales par ailleurs, les prix croissants de l'OPEP *diminuent* la croissance économique et aggravent le chômage. Ce n'est de plus pas une situation durablement *tolérable* que de s'acquitter d'une facture pétrolière qui correspondrait à un volume de pétrole constant ou même décroissant, au prix d'un *volume* croissant d'exportations, car cela signifie l'appauvrissement du pays et, en fin de compte, la chute du pouvoir d'achat, la chute de compétitivité des entreprises ou les deux à *la fois*.

Peut-on sortir de ce cercle infernal ? Je n'insisterai pas ici sur le redéploiement industriel.

Je n'insisterai pas non plus sur les économies d'énergie, sauf pour rappeler que si certaines n'ont que des effets bénéfiques, il en est d'autres auxquelles, il faut procéder avec circonspection et de façon progressive. En effet, transposition de la théorie du déversement chère à M. Alfred Sauvy, toute économie d'énergie se traduit à la fois par d'autres activités économiques et par le déversement vers d'autres activités des économies financières réalisées. Ces autres activités et ce déversement vont impliquer notamment des dépenses énergétiques et des importations énergétiques ou non, affectant le déficit extérieur.

Définir une politique énergétique en ne cherchant qu'à *minimiser* l'énergie consommée ou l'énergie importée peut très bien avoir des effets fort néfastes sur d'autres facteurs, pourtant essentiels, tels que l'emploi. En revanche, il faut chercher à produire à des conditions économiquement compétitives un maximum d'énergie sur sol national. Afin de pouvoir accroître la croissance économique et donc l'emploi, sans déclencher les processus inéluctablement liés à l'aggravation du déficit extérieur qui, à défaut de cette politique énergétique, en résulterait.

Pour un pays comme la France, la menace qui est aussi une occasion à saisir, réside dans le poids de ses importations énergétiques : 150 milliards de francs en 1980 — soit 23,6 % du total de ses importations, dont 111 milliards de pétrole brut. Pour apprécier les ordres de grandeur, rappelons qu'en 1980 les *exportations* de produits agricoles ont atteint 35 milliards de *francs*, celles des *industries agricoles* et alimentaires 44,8 milliards, les *exportations* et les importations de voitures respectivement 29,3 milliards et 13,9 milliards. C'est le poids, par *opposition à tout autre secteur*, des importations énergétiques *dans les échanges* de la *France* qui justifie de privilégier la politique *énergétique pour améliorer* la relation entre croissance économique, *emploi* et déficit extérieur.

Qu'on le veuille ou non, la clé essentielle pour la France de cette *amélioration* est l'énergie nucléaire. Le programme nucléaire a *largement contribué* depuis le premier choc pétrolier à permettre *une croissance économique*, certes plus modeste, mais continue (seul le Japon a *fait mieux*) ; à permettre une très notable croissance *du pouvoir* d'achat (la plus forte en fait, et même le Japon n'a pas fait *mieux*, parce qu'il a pu privilégier l'investissement) ; à permettre également d'empêcher une plus forte aggravation du chômage.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, pour ces raisons comme pour d'autres raisons, ce programme suscite, pour son caractère exemplaire, l'admiration et les éloges des observateurs d'un bout à l'autre de la planète. A terme, il permettra d'amortir les effets défavorables sur le déficit extérieur d'une relance, bientôt possible, de l'activité économique. A condition qu'il y ait persévérance et continuité de l'effort dans ce domaine de l'énergie, où les effets bénéfiques d'une politique ne se récoltent surtout qu'à des échéances éloignées (en l'occurrence de façon très substantielle à partir de 1983).

Tout raisonnement qui tendrait à faire croire qu'on peut avoir à la fois davantage de croissance économique et donc moins de chômage, tout en diminuant importations et exportations, également en consommant relativement moins d'énergie, ne pourrait être que le fruit de l'ignorance ou de l'erreur. La politique énergétique sera sans cesse plus révélatrice, spécialement pour un pays pauvre en ressources énergétiques comme la France, de la volonté d'apporter les véritables solutions à nos problèmes économiques et au problème du chômage ; révélatrice aussi de la compréhension que l'on a de ces réalités.

(*) Economiste, agrégé de l'Université.

LES NOTES DE LECTURE d'Alfred SAUVY

● ANATOMIE D'UN SPECTRE - L'ÉCONOMIE POLITIQUE DU SOCIALISME RÉEL

ALAIN BESANÇON

Analyse curieuse, puissante et sévère, du régime soviétique, par un soviétologue confirmé. A l'encontre de tant d'ouvrages qui partent de l'observation des résultats, dans une optique de société de consommation, celui-ci s'attache, avant tout, aux principes politiques, établis par Lénine et étroitement suivis depuis, en dépit des révolutions de palais, y compris dans les « compromis », lesquels n'ont d'autre but que de maintenir les bases fondamentales des systèmes. Peu de chiffres, comme le souligne l'auteur lui-même, mais il est curieux de voir, dès le départ, l'émiettement d'une statistique, réputée solide entre toutes, celle de l'acier.

Le but principal est de détruire (Bakounine), de faire, en somme, table rase, de façon à pouvoir, ensuite, édifier solidement. Or, la phase destructrice est loin d'être achevée, de sorte qu'il ne se produit aucun retour, comme on le croit volontiers, à un certain réalisme.

Les trois secteurs de l'économie (aucun rapport avec nos trois secteurs professionnels) appelés ici I, II et III, vont de la puissance pure (I) à la consommation des particuliers (III). Trois secteurs également, A, B et C dans cette consommation, ce qui conduit à la fameuse *Nomenklatura* (1 à 4 % de la population), qu'il importe de maintenir, sans qu'elle devienne, pour autant, une classe sociale. Précieuses auraient été, ici, des données sur l'origine sociale des étudiants d'université.

Curieux retour des choses : le citoyen soviétique, dans le rang, est bien moins soumis que l'occidental aux multiples astreintes fiscales et administratives, servitudes de la liberté. Tout se passe au-dessus de lui.

Dans ce puissant réquisitoire, qui fait appel à quelque Mandeville socialiste (la fable des Abeilles), une étonnante lacune : aucune allusion n'est faite à la troublante augmentation de la mortalité, depuis plusieurs années, exceptionnelle dans le monde, qui porte même sur la mortalité infantile. Une fois de plus, la démographie est confinée dans son caractère de science sauvage.

En fin d'ouvrage, un graphique schéma.

★ Calmann-Lévy, 1981, Paris, 170 pages, 46 F environ.

● LA DAMNATION DE FOS

BERNARD PAILLARD
Préface d'Edgar Morin
Avec la collaboration de Claude Fischler.

Une étrange aventure, à *multiples* faces. Poussé, sans doute, ou tiré, par le préfacier, dont il est le *disciple*, le sociologue du C.N.R.S. s'attache à la « sociomythologie » des grands projets économiques novateurs. Le mythe est nécessaire, nous rappelle le préfacier, tout en abordant la comparaison, assise sur un jeu de mots, quelque peu complaisant. Le décor, lui, est bien planté : une grande ville ; un grand fleuve ; une mer évocatrice ; un petit désert ; un pétrole qui arrive ; une sidérurgie en mouvement ; une population réputée turbulente ; une politique toujours vive ; quelques colonies étrangères flottantes.

C'est au début des années 60, en pleine « ère glorieuse », que naît le projet futuriste, déjà obsédé par le nombre rond, quasi magique, 2000. Comme dans les meilleures horlogeries de G. Feydeau, tout converge : la DATAR d'O. Guichard ; la Marseille de G. Defferre ; la SEMA de Paribas, etc. Et voilà aussi le plus étrange accouplement des rêves et des mathématiques. Déjà, il est question de centaines de milliers d'emplois, d'une ville d'un million d'habitants, etc.

La suite nous montre bien, si c'était nécessaire, qu'en matière de planification nous n'avons guère que des théoriciens conventionnels ; en tout cas, les multiples facteurs, physiques et sociaux, qui s'enchevêtrent ici, défient nos modèles ingénus. Sans doute, la condition essentielle, lenteur et réflexion, n'est-elle pas respectée ici. Quoi qu'il en soit, le mouvement étant lancé, c'est la venue impétueuse des « chercheurs d'or ». C'est *Donogoo Tonka*. En haut, les hommes d'affaires, serviette bien soignée et petite machine à calculer ; en bas, un nombre tumultueux de *mal fixés*, à la recherche d'un emploi ou de la bonne occasion.

Mistral et soleil : boue et recherche de l'eau ; résistance de municipalités, souvent communistes ; erreurs des sidérurgistes, ignorants du reste du monde ; bruits les plus sombres ou les plus lumineux et, par-dessus le tout, arrivée de la pollution, des « Occitaniens », des écologistes de diverses tendances ; manifestations de « rejet », avec formation d'anticorps ; déclin avant même la crise du pétrole ; abandon partiel, pillages, etc, et remise « en ordre ».

Sans que les auteurs contestent le caractère « subjectiviste » de leur œuvre, de multiples leçons se dégagent de « cet appétit faustien de grandeur et de puissance ». Chacun pourra tirer de cet ensemble généreux des confirmations de ses vues, de sa doctrine. Mais peut-être est-il possible d'en dégager plutôt une leçon de rythme et de mesure.

Repères chronologiques. Sources et bibliographie. Glossaire des sigles.

★ Le Seuil, 1981, Paris, 283 pages, 63 F environ.

● LA COORDINATION DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

E. QUINET et L. TOUZERY

Les deux auteurs sont, en fait, le président et le rapporteur du groupe de travail créé dans le prolongement de la commission dite Guillaumat, sur les transports terrestres. Les déviations de départ, reprochées à celle-ci, ne se retrouvent ici qu'en partie. Un effort méritoire a été accompli pour éclairer, au mieux, ce vieux problème, qui entre maintenant dans le cadre de la « rationalisation des choix budgétaires ».

Dès le début, il est cependant surprenant que la liste des changements survenus, depuis les années 60, ne porte que sur les investissements, ce qui écarte l'augmentation du prix du pétrole, laquelle doit, précisément, infléchir ces investissements. D'autre part, il est bien fait mention de la sécurité et de la valeur de la vie humaine, ce qui marque un progrès sur la commission des comptes des transports de la nation ; seulement, en l'absence d'évaluation, ce facteur est abandonné, ce qui revient, en fait, à compter cette précieuse valeur pour zéro. C'est d'ailleurs un procédé souvent observé — et dénoncé — dans les calculs de scientifiques : le scrupule les conduit paradoxalement, à ne pas tenir compte des facteurs qu'ils ne peuvent pas bien mesurer.

Une fois ces « infrastructures » adoptées, le reste est remarquablement conçu et mené, s'avérant plein d'enseignements. On peut toutefois mettre en doute l'hypothèse adoptée d'un rythme annuel de croissance économique compris entre 3 et 5 % par an. Les calculs ont été faits, il est vrai avant avril 1980, et peut-être même avant la seconde hausse du pétrole.

★ La Documentation française, 1981, Paris, 146 pages, 40 F environ.

● TRAVAIL ET MONNAIE EN SYSTÈME SOCIALISTE

Centre d'économie internationale des pays socialistes
Études coordonnées
par Marie Lavigne

L'école *française* de *soviétologie* et de planification socialiste est en train *de prendre, dans* le *monde*, une des toutes premières places, sinon la première, *nous* le voyons une *fois* de plus. Dans la présentation de cet excellent *ouvrage* collectif, Mme M. Lavigne montre que les deux *thèmes, travail et monnaie*, placés, en somme, aux extrémités de la suite *économique*, *sont* l'aboutissement à peu près fatal des études expérimentales *ou théoriques*.

Dans la première partie, consacrée aux *incitations au travail*, *figurent* quatre articles, dont le plus significatif, *peut-être*, est celui de M. J.-C. Asselain, professeur à l'université du Maine, *sur l'épargne forcée*, selon un entraînement que tous les pays ont plus ou *moins* connu pendant la guerre et le rationnement. *Ainsi* que la vertu, la contrainte a *ses degrés*.

La deuxième partie, *qui* porte *sur* les déséquilibres monétaires et financiers, nous offre un excellent *choix* d'articles, parmi lesquels nous signalons celui de M. V. Djurdjevas, professeur à l'université du Maine, sur l'inflation en économie socialiste, et spécialement en Yougoslavie. Nous y retrouvons d'étranges vieilles connaissances, telles que la mainmise de l'Etat, *disons du gouvernement, sur* la politique du crédit, à la place de la banque. En outre, l'opposition, presque permanente, entre le plan et le marché débouche ici, *inévitablement*, sur l'altération monétaire.

Et, au *moment où nous croyons* tout savoir, nous tombons sur la troisième partie : « *Pour une nouvelle analyse du système socialiste* », où vient, diaboliquement placé en conclusion, l'article de M. W. Andreff, professeur à l'université *de* Grenoble, sur la congruence (ne *disons* pas la convergence) des systèmes, abordée déjà par O. Lange. *Bien que marxiste dans son fond*, elle est bien battue en brèche l'idée de la *marche* des *deux systèmes* vers un troisième qui serait le fruit de l'évolution *technique*. *Quelques* vues pénétrantes nous sont présentées, qui ne prétendent pas *encore* atteindre le stade d'une théorie. A nous d'imaginer un peu la suite. Une bibliographie accompagne cette puissante analyse.

★ Economica, 1981, Paris, 85 F envir.

Pour une nouvelle politique du franc

(Suite de la page 9.)

Par ailleurs, la question de l'inflation d'origine intérieure exige, à elle seule, une relance très progressive. Or cela résout aussi deux problèmes liés à cette politique de change, parce que le glissement correspondant du franc est aussi très progressif. D'une part les effets immédiats comptables qui empirent la balance commerciale sont effacés par ceux, un peu plus retardés, qui l'améliorent. D'autre part, le calcul montre que, dans ce cas, l'effet de l'enchérissement subséquent des prix extérieurs en francs sur l'inflation intérieure est négligeable.

Enfin, puisque à tout déséquilibre de la balance de base d'un pays correspondent des déséquilibres de sens inverse des balances d'autres pays, et que les fluctuations spéculatives nuisent à tous les échangeurs, cette politique, la meilleure qu'un pays puisse suivre pour lui, est aussi le meilleur cadeau qu'il puisse faire aux autres. Cette politique les aide à en adopte une semblable. C'est donc la meilleure pour l'harmonie et la coopération internationales, sans que des ententes entre Etats soient nécessaires. Même si, par cette politique, une relance entraînait une certaine baisse du franc, ce serait pour établir cet équilibre de base, et non un surplus. Cela n'inciterait donc en rien aux sinistres dévaluations concurrentielles — comme celles qui furent la plaie des années 30. Cette baisse n'aurait pas pour but de faire la relance, mais de permettre celle qui est d'abord réalisée par les moyens intérieurs (budgétaires et monétaires). Et les différences entre les inflations et les croissances des divers pays peuvent aisément transformer cette variation d'équilibre en une hausse.

Dans le respect du S.M.E.

Les engagements pris par la France dans le cadre du système monétaire *européen* n'empêchent pas cette politique. Au *contraire*, ces *accords* y aident. Bien que leurs auteurs n'aient pas *envisagé ce principe*, et que celui qui a manifestement leur *faveur* — des *taux de change* fixes — en diffère *a priori*. Mais ils ont suppléé à l'analyse économique par la sagesse, ou du moins la prudence : l'histoire leur a appris que la seule façon, pour un accord monétaire international, de n'être pas violé, est d'être consentant, et ils savaient que l'intégration monétaire est limitée par la désintégration politique. Ils ont donc construit un système assez souple pour *accepter tous* les mouvements de taux de change voulus par les gouvernements, *et a fortiori* les glissements lents qui seuls peuvent résulter du principe d'équilibre de la balance de base.

En effet, ces accords définissent des taux de change « pivots » entre les monnaies européennes *concernées deux à deux*. Mais ils laissent deux flexibilités. *D'une part, les taux existants* peuvent s'écarter de ce « pivot » de 2,25 % (il y a *même*, au début, la possibilité de 6 % dans les deux sens). *D'autre part*, un pays peut modifier les taux « pivots » de sa monnaie, sous la seule condition qu'il « en discute » avec les autres. Or cela n'est pas une contrainte. De plus, les autres ne peuvent qu'approuver la politique décrite, puisque c'est à la fois la plus conforme à leur intérêt — on l'a noté — et celle qui permet d'atteindre les *objectifs fondamentaux* déclarés dans ces accords, d'emploi, de croissance et de stabilité des prix. Enfin, les glissements lents de parités qui sont, en tout état de cause la traduction de l'équilibre de base peuvent toujours être réalisés dans la marge admise, avec d'éventuelles modifications des « pivots » assez espacées dans le temps. La bonne politique peut donc respecter non seulement la lettre des accords européens, mais aussi presque tous les aspects de leur esprit.

Ces accords peuvent, de plus, être utiles. La bonne politique ôte toute base réelle sur laquelle une spéculation déstabilisante pourrait s'amorcer. Mais les dispositifs de lutte contre ce phénomène, mis en place par le système monétaire européen, renforcent cet effet (fonds commun de 20 % de l'or et des dollars de chacun, concertation). Et l'expérience présente montre que cette dissuasion *joue*.

L'équilibre extérieur dresse *donc bien un certain mur sur* la voie de la relance. Mais une porte le perce, qu'une politique bien menée peut franchir. Il faut toutefois d'abord le savoir. L'obstacle le plus insurmontable est celui qu'on imagine.

SERGE-CHRISTOPHE KOLM.

société

MÉDECINE

UN NOUVEAU SUCCÈS DES MANIPULATIONS GÉNÉTIQUES

Une équipe italienne a identifié un gène impliqué dans une maladie sanguine

L'annonce officielle du « clonage » d'un nouveau gène humain impliqué dans une affection sanguine héréditaire vient d'être faite par le professeur Ernesto Quagliariello, président du Conseil national italien de la recherche, à l'occasion d'une rencontre scientifique qui se déroulait à Montecatini Terme, en Toscane. Le travail a été mené par un groupe de chercheurs napolitains, sous la direction du professeur Lucio Luzzato, directeur à l'Institut international de génétique et de biophysique (Naples). Si aucune retombée immédiate n'est à attendre de ce nouveau succès des manipulations génétiques, ce dernier permet aux fondamentalistes de disposer d'un nouvel « outil biologique » qui ouvre la voie à une étape importante dans la compréhension du mécanisme physiopathologique d'une affection qui touche, à des degrés divers, plusieurs dizaines de millions d'individus dans le monde.

Pour le docteur Michel Goossens (faculté de médecine de Créteil), les résultats italiens marquent une étape importante. Selon lui, les recherches « stagnaient » quelque peu concernant la maladie sanguine considérée (« *déficit en glucose six phosphate déshydrogénase* ») qui se manifeste dès la naissance et frappe presque exclusivement les hommes.

Avec le clonage du gène, on remonte et on précise la chaîne normale ou pathologique des événements cellulaires.

De la même manière que pour le gène « H.L.A. » humain, il y a quelques jours (*le Monde* du 2 mai), on a localisé, à partir d'une structure essentielle dans la traduction du message chromosomique en protéines (ARN messager), la zone du chromosome (gène) concerné et celles qui le jouxtent. On dispose alors d'un modèle de laboratoire exceptionnel pour étudier ce qui se passe « *en amont* » des protéines. Dans ce cas précis, le modèle est d'autant plus important qu'il concerne, pour la première fois, le chromosome X, l'un des chromosomes humains les plus intéressants en génétique fondamentale (1). Ayant identifié dans le détail la zone qui commande et dirige la synthèse des protéines en cause dans cette maladie, on pourra notamment déterminer de quelle manière la diversité « d'*aval* » est retrouvée sur le système chromosomique.

Ces dernières semaines, la rumeur courait dans les milieux scientifiques que l'équipe italienne avait marqué un point important dans la conduite de ses travaux.

La symptomatologie de l'affection peut prendre différentes formes. Il s'agit d'une anémie, une maladie définie par une concentration anormalement basse d'hémoglobine dans le sang. Les anémies sont remarquables en clinique par un faisceau de signes cliniques particuliers (pâleur de la peau et des muqueuses, essoufflement, augmentation du rythme cardiaque notamment). Plus précisément, cette affection est classée dans un sous-groupe particulier — les « anémies hémolytiques » — où à la symptomatologie commune s'ajoutent les conséquences de la destruction excessive des globules rouges. On distingue les anémies hémolytiques acquises au cours de l'existence et les anémies hémolytiques constitutionnelles ou héréditaires. C'est dans ce cadre que l'on trouve l'anémie due à un déficit d'un des constituants normaux des globules rouges : l'enzyme glucose six phosphate deshydrogénase. La présence de cette enzyme est essentielle au bon fonctionnement de la cellule sanguine, qui, sans lui « s'auto-intoxique » massivement, ce qui provoque une destruction importante de ces cellules.

De nouvelles clés

Cette affection héréditaire fut décrite pour la première fois en 1956 chez des sujets noirs. Depuis, de nombreuses variétés ont été décrites, rendant erronées certaines des hypothèses de départ concernant le mécanisme physiopathologique. Le déficit en cause touche avec une fréquence toute particulière certaines ethnies. Il est très fréquemment rencontré en Afrique autour de la Méditerranée. On le rencontre aussi en Extrême-Orient. On distingue aujourd'hui des formes différentes selon, notamment, la couleur de la peau des malades (noire ou non) et selon son type d'installation : forme chronique, latente ou à début brutal. Ces dernières se produisent après des événements particuliers : absorption de certains médicaments, infections diverses, exposition au pollen ou absorption de fèves, d'où son nom de « *favisme* » dans les pourtours méditerranéens.

Parallèlement à une description minutieuse des différents types cliniques de l'affection, un long travail de « *débrouillage* » au niveau cellulaire était entrepris. On s'aperçut alors qu'à la diversité clinique on devait ajouter une importante diversité biologique et que de très nombreuses variables étaient en jeu. De la même manière, les traitements institués sont, aujourd'hui, très diversifiés (suppression des facteurs de risque, transfusions sanguines répétées durant les crises, etc.).

Ainsi, les découvertes actuelles, grâce aux travaux fondamentaux sur les manipulations génétiques, sont de nouvelles clés qui ouvrent sur une nouvelle approche scientifique des mécanismes intimes du fonctionnement cellulaire.

JEAN-YVES NAU.

(1) Les cellules humaines comprennent un stock de quarante-six chromosomes. Les individus du sexe féminin possèdent deux chromosomes X, ceux du sexe masculin un chromomosome X et un chromosome Y. Plusieurs affections trouvent leur support chromosomique sur le chromosome X (hémophilie, certaines myopathies, daltonisme) qui a aussi été à l'origine de certaines théories concernant l'inactivation de certaines parties du matériel génétique.

JUSTICE

LA VIOLENCE SUR LES STADES

Un rugbyman aux assises

Les assises de la Gironde ont condamné, le mardi 5 mai, Alain Arbore, trois-quarts centre dans l'ex équipe de rugby du CAM Bordeaux, à un an d'emprisonnement avec sursis. Il lui était reproché d'avoir donné un coup de pied dans la tête d'un arbitre occasionnel, M. Mousnier, qui avait dû subir une énucléation de l'œil gauche. L'avocat général avait requis trois ans de prison avec possibilité de sursis.

De notre correspondant

Bordeaux. — Il ne se passe pas de semaine sans qu'un fait divers ou un chroniqueur du rugby mette en évidence la progression de la violence sur les stades. Ce n'est pas la première fois qu'un incident grave trouve sa conclusion devant un tribunal, mais l'espèce est exemplaire. Au cours d'une bagarre confuse l'inculpé a donné un coup de pied dans la tête d'un arbitre de touche tombé à terre. Le coup a provoqué la perte d'un œil. La cour d'assises de la Gironde a été saisie.

Les faits remontent au 8 octobre 1978. Un beau dimanche en plaine, de bonnes vendanges dans le nord-est de la Gironde : le club « Les côtes de Castillon » reçoit à Saint-Magne-de-Castillon l'équipe première du club athlétique municipal (CAM) de Bordeaux. Le match compte pour le groupe I du championnat de la Côte d'Argent. En levée de rideau les équipes réserves des deux clubs s'affrontent amicalement. Bordeaux gagne. La rencontre était arbitrée par un Castillonnais, M. Mousnier, vingt et un ans, à l'époque, joueur indisponible à cause d'une légère entorse au genou. Arrive le tour des équipes premières. Première mi-temps sans histoire : Castillon mène contrairement à ce qui s'était passé avec les équipes réserve. En seconde mi-temps, M. Mousnier ne longe plus la touche du côté du tableau d'affichage et des dirigeants, mais de l'autre côté où se trouve une forte partie de supporters bordelais, notamment les joueurs de l'équipe réserve qui ont gagné le premier match. Les quolibets fusent et des spectatrices rajoutent leur grain de sel. C'est souvent ainsi que les choses se passent. Ne faut-il pas maintenir la tradition qui veut que le rugby ne soit pas un sport de fillettes ?

Flottement

A la soixante-cinquième minute, un soigneur bordelais se précipite pour aider le talonneur du CAM touché, qui finalement se relève. Un moment de flottement. L'arbitre de touche l'aurait alors apostrophé vertement. Il reçoit en retour un seau d'eau du soigneur et répond par un coup de fanion. Les supporters bordelais, tout près, réagissent les premiers et franchissent la main courante pour prendre à partie M. Mousnier qui tombe. Malmené à terre, il reçoit un terrible coup de pied sur l'œil. Le sang gicle entre ses mains. Bagarre générale pour laisser place à une atmosphère de lynchage. L'auteur du coup, Alain Arbore, vingt et un ans, trois-quarts centre de l'équipe réserve du CAM est pris à partie. Il est protégé par les dirigeants castillonnais qui l'enferment dans le vestiaire et attendent l'arrivée des gendarmes. Alain Arbore réussit alors à s'enfuir avec l'aide de ses camarades de club par une fenêtre du vestiaire puis à se cacher dans le car qui ramène tout le monde à Bordeaux.

Quand le président du CAM fait sa déposition le soir à la gendarmerie il n'est plus question d'un membre de ce club mais de quelqu'un que personne ne connaît. Même conspiration du silence, le lendemain soir, lors de la réunion du club. Les deux fils du président déposent, l'un soigneur, l'autre capitaine, qui n'ont rien vu, rien entendu. Pourtant, Alain Arbore est reconnu sur les licences saisies à la Fédération, reconnu également lors d'une confrontation avec d'autres blonds de son gabarit. Depuis, la section rugby du CAM a été dissoute. Même avant l'incident, elle n'avait pas très bonne réputation : un autre club girondin, celui de la vallée de l'Isle avait déjà refusé de jouer dans la même poule. Joueurs et dirigeants avaient également prétendu avoir des protections politiques.

Il n'empêche qu'Alain Arbore s'est retrouvé tout seul devant les assises de la Gironde. Aucun de ceux qui l'avaient devancé autour de l'arbitre tombé à terre n'était dans la salle ou à la barre. Tout seul avec sa bonne tête de premier communiant prolongé, son gabarit léger, même pour un trois-quarts centre. Il est visiblement timide et c'est pour cela que ses parents l'ont dirigé vers le rugby. Un homme seul qui risquait entre cinq et quinze ans de prison. Même si les Castillonnais venus soutenir leur arbitre ont fini par le prendre en pitié : « *C'est malheureux cette histoire, et ce sont de braves gens. Cela n'aurait jamais dû arriver.* »

L'avocat général a requis trois ans de prison avec sursis possible. Verdict : un an avec sursis. La Fédération française de rugby ne s'était pas portée partie civile.

PIERRE CHERRUAU.

Faits et jugements

Des routiers trafiquants de drogue condamnés à de lourdes peines.

Jacques Montaner, gérant de l'entreprise de transport Montaner, à Valence (Drôme), et Francis Millo, chauffeur routier, impliqués dans un trafic de drogue international entre l'Iran et les Pays-Pays portant sur 18 kilos de morphine et 2,2 tonnes de haschisch (*le Monde* du 26 octobre 1980) ont été condamnés, jeudi 7 mai, à seize ans d'emprisonnement par le tribunal correctionnel de Valence. Jean-Paul Humbert, employé de l'entreprise, a été condamné à huit ans d'emprisonnement. De leur côté, les commanditaires du trafic ont été condamnés par défaut, à vingt ans de prison ferme.

Enfin, quatre complices, Christiane et Jean Montaner, la sœur et le frère de Jacques, ont été condamnés à des peines de prison avec sursis allant de trois à cinq ans. Mme Andrée Montaner, la mère, est relaxée. Le réseau reliant l'Iran aux Pays-Bas via la France avait acheminé, entre mars 1978 et octobre 1979, pour 94 millions de francs de drogue selon l'estimation des douanes. Mais les inculpés n'auraient retiré pour leur propre compte que 500 000 F de bénéfice. L'entreprise Montaner connaissait de graves difficultés financières. Pour renflouer leur caisse, les responsables se mirent donc au trafic illicite. Ils firent installer sur leurs véhicules des réservoirs à double fond qui, chacun, pouvait contenir 1 tonne de haschisch.

Le ministère public avait réclamé contre les trois principaux inculpés des peines de dix à vingt ans.

● *Une requête de Philippe Maurice devant le Conseil d'Etat.* — Philippe Maurice, détenu condamné à mort dont la grâce sera entre les mains du prochain président de la République, vient de déposer une requête devant le Conseil d'Etat. Il conteste, avec sa mère, Mme Jacqueline Pruvot, la régularité de la présence d'un assesseur du président de la cour d'assises de Paris qui avait prononcé la peine de mort, le 28 octobre 1980, et demandent l'annulation de la décision du ministre de la justice qui avait affecté, le 26 décembre 1979, M. Henri Leclache à titre temporaire comme juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

Devant la Cour de cassation, le 20 mars, les défenseurs de Philippe Maurice avaient déjà estimé que le grade de M. Leclache ne lui permettait pas de siéger dans une cour d'assises. Toutefois, la Cour de cassation avait rejeté ce motif (*le Monde* du 21 mars 1981).

● RECTIFICATIF — Une erreur typographique nous a fait écrire dans *le Monde* du 9 mai, à propos de la profanation du caveau familial de Bao Daï, que la bataille de Diên-Biên-Phu avait eu lieu en 1945. C'est évidemment en 1954 que cette bataille opposa les forces françaises à celles du Viêt-minh.

L'affaire du « transistor piégé » une nouvelle fois renvoyée.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Reims (Marne) a renvoyé, le jeudi 7 mai, à une date ultérieure, son arrêt concernant M. Lionel Legras, le garagiste de l'Aube qui avait provoqué, en septembre 1976, la mort d'un cambrioleur en piégeant un transistor (voir nos dernières éditions). La chambre d'accusation a demandé au juge d'instruction chargé du dossier, à Troyes, un nouveau supplément d'information.

Ce n'est pas la première fois que la décision est ainsi renvoyée : après un jugement en première instance, condamnant le garagiste à une peine de huit mois de prison avec sursis et 600 francs d'amende pour homicide involontaire, la cour d'appel de Reims s'était déclarée incompétente et avait déjà ordonné un supplément d'enquête. La chambre d'accusation, à son tour, avait une première fois formulé une demande analogue. Les amis de M. Lionel Legras, regroupés au sein de l'association Légitime défense, qui s'était saisie de l'affaire du « transistor piégé », regrettent ces complications de procédure. Depuis trois ans, le défenseur du garagiste, Mᵉ Henri Garraud, s'efforce d'obtenir, soit une décision de non-lieu, soit la comparution de son client devant une cour d'assises.

● *Autodéfense.* — Un adolescent de dix-sept ans qui tentait, semble-t-il, de s'introduire dans une villa pour la cambrioler, a été blessé dans la nuit du jeudi 7 au vendredi 8 mai par un coup de feu tiré par le gardien de la propriété à Villiers-Saint-Frédéric (Yvelines). La victime, Eric, étudiant en géométrie, a été touché au poumon par une balle de calibre 7,65 et aussitôt admis au service de réanimation de l'hôpital de Versailles où les médecins estiment que ses jours ne sont pas en danger. Eric venait d'escalader le mur de la propriété et forçait un volet lorsque le gardien, M. Roger Ricardon, soixante-huit ans, a tiré un coup de pistolet après, affirme-t-il, avoir crié et même fait des sommations. M. Ricardon, qui a été entendu par les gendarmes, a expliqué qu'il avait tiré en direction des cambrioleurs qui, selon lui, étaient deux, sans toutefois chercher à les atteindre.

● *Les six jeunes Basques grévistes de la faim* à Bourges (Cher), depuis le 10 avril, pour obtenir la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, ont mis fin à leur action vendredi 8 mai. — Les grévistes de la faim ont adressé une lettre aux deux candidats à la présidence de la République pour leur demander de prendre position à propos de la Cour de sûreté et de l'amnistie. M. Mitterrand leur a répondu, le 4 mai, qu'il demanderait, s'il était élu, que soit soumis au Parlement un projet de loi visant à supprimer cette cour. Les jeunes Basques ont indiqué que M. Giscard d'Estaing ne leur avait pas répondu le vendredi 8 mai.

DÉFENSE

POUR LE CONTROLE DES CRISES

Les forces françaises d'intervention ont reçu des matériels aérotransportables de transmissions à longue distance

Les forces françaises d'intervention outre-mer disposent désormais de plusieurs systèmes, autonomes, de communications à longue distance et de contrôle des crises, qui sont opérationnels dans des régiments. Ces systèmes sont mobiles, aérotransportables par avions Transall, et modulables, c'est-à-dire que les éléments qui les composent peuvent être diversifiés selon les missions attribuées aux forces.

A plusieurs reprises, dans un passé récent, et notamment lors de l'expédition Bonite, en mai 1978, sur Kolwezi, au Zaïre, les forces françaises d'intervention extérieure ont connu des difficultés dans l'acheminement de leurs transmissions avec le commandement à Paris.

C'est la raison pour laquelle l'état-major a, avec l'approbation des autorités gouvernementales, conçu une nouvelle organisation qui repose sur le détachement, au sein des forces interarmées appelées à intervenir localement, d'unités de liaison issues de plusieurs régiments de transmissions équipées de nouveaux matériels déjà en service.

Ce réseau de transmissions militaires à l'échelle mondiale fait d'abord appel à l'Organisation mondiale interarmées de transmissions (OMIT), contrôlée par la marine nationale. Il s'agit d'un système de canaux nationaux de transmissions, complété par certains canaux loués au système civil de télécommunications par satellites Intelsat, auquel sont abonnés plus d'une centaine de pays dans le monde. L'OMIT utilise les services de huit stations à la Réunion, Dakar (Sénégal), Djibouti, Fort-de-France, Paris, Papeete, Nouméa et Port-Bouet (Côte-d'Ivoire).

Ultérieurement, l'OMIT devrait pouvoir être raccrochée au système de satellites géostationnaires Telecom-1. La réalisation de la charge militaire — des répéteurs de 7 à 8 gigahertz — de ce satellite français a été confiée à une société américaine, Ford Aerospace, pour 12 millions de dollars (environ 60 millions de francs) et pour une mise en service à partir de 1984.

Plusieurs régiments de transmissions ont été chargés, d'autre part, de mettre en œuvre de nouveaux matériels aérotransportables de communications à plus ou moins longue distance.

A l'heure actuelle, l'armée dispose de trois catégories de systèmes qui se présentent sous la forme de conteneurs modulables :

1) Le TRCT-1 (émetteur-récepteur radioélectrique à cryptotélégraphie), qui porte des messages chiffrés à plusieurs centaines de kilomètres et qui est transportable par un seul Transall ; 2) Le TRCT-2, qui porte à environ 1 500 kilomètres et dont l'acheminement nécessite deux avions ; 3) Le TGP (transmissions à très grande puissance, transportable par trois Transall, pour permettre un raccordement direct au Centre opérationnel des armées (COA) à Paris, le poste de commandement de crise — enfoui sous le ministère de la défense — du chef d'état-major des armées.

Ces matériels ont déjà été expérimentés lors de manœuvres ou utilisés en Centrafrique, lors de l'opération Baraccuda qui a consisté en l'envoi de forces pour démettre l'empereur Bokassa Iᵉʳ.

Sur place, lors de leurs actions outre-mer, les forces d'intervention continueront d'utiliser les services des techniciens en transmissions de deux régiments spécialisés dans la recherche du renseignement : le 13ᵉ régiment de dragons parachutistes (R.D.P.), réparti en deux garnisons à Dieuse (Moselle) et à Langenargen (République fédérale d'Allemagne), et le 1ᵉʳ régiment parachutiste d'infanterie de marine (R.P.I.M.) à Bayonne.

Ces unités disposent de petites équipes entraînées à la recherche du renseignement à l'intérieur d'un dispositif adverse et dotées de matériels miniaturisés qui permettent la liaison directe à grande distance avec le P.C. de la force engagée sur le terrain. Ces petites équipes sont autonomes et constituées de personnels de carrière.

Après la double décision de donner aux régiments d'intervention de nouveaux blindés AMX-10 RC et Sagaie et d'accroître leurs capacités antichars en missiles ou en mortiers, ce sont les transmissions, allouées aux moyens interarmées d'action extérieure pour garder le contact permanent avec l'autorité politique à Paris, qui sont à leur tour modernisées. Ce renforcement des unités d'intervention s'appuie, néanmoins, sur une gamme de moyens d'aérotransport, notamment le Transall, qui reste insuffisante à cause des modestes performances de l'avion.

J. I.

SPORTS

FOOTBALL

LES SURPRISES DE LA COUPE DE FRANCE

Les matches « aller » des quarts de finale de la Coupe de France, joués vendredi 8 mai, ont donné lieu à des résultats assez inattendus. Le meilleur score de la soirée a été obtenu par le Racing Club de Strasbourg, vainqueur à Bordeaux sur le score de 5 à 1. Autre surprise : le large succès (3-0) remporté à domicile par Martigues, un club de deuxième division, aux dépens de Bastia. Les Corses auront fort à faire pour renverser la tendance, mardi 19 mai, sur leur terrain.

De la même façon, la qualification de Saint-Etienne, qui se déplacera à Montpellier avec un seul but d'avance, est loin d'être assurée. Battus 2 à 1 au stade Geoffroy-Guichard, les joueurs de La Paillade paraissent capables de renouveler l'exploit réalisé en 1980, quand ils éliminèrent les Stéphanois au même stade de la compétition.

QUARTS DE FINALE
(matches aller)

Strasbourg b. *Bordeaux (1)....	5-1
*Lens (1) b. Lille (1)	3-1
*St-Etienne (1) b. Montpell. (2)	2-1
*Martigues (2) b. Bastia (1)	3-0

● Les matches retour se disputeront le mardi 19 mai.

● Le chiffre entre parenthèses indique la division du club.

GOLF. — *Après le deuxième tour de l'Open de France, disputé à Saint-Germain-en-Laye, le Britannique Nick Job est en tête avec un total de 136 (69 + 66). Il devance son compatriote S. Lyle (138) et l'Allemand de l'Ouest B. Langer (138). Le premier Français Michel Damiano est à 4 points de Nick Job.*

TENNIS. — *Billie Jean King, âgée de trente-sept ans, classée sixième joueuse mondiale en 1980, va conserver la présidence de la Women's Tennis Association (W.T.A.) équivalent féminin de l'A.T.P. (Association des joueurs professionnels). La sextuple championne de Wimbledon avait offert sa démission après avoir reconnu publiquement qu'elle avait eu de 1972 à 1979 des relations intimes avec son ancienne secrétaire Marilyn Barnett. Devenue paraplégique à la suite d'un accident, celle-ci a demandé à la Cour suprême de Los Angeles que la moitié des gains de la championne pendant leur vie commune lui soit attribuée. Les directeurs de la W.T.A. ont refusé la démission de Billie Jean King.*

RELIGION

● *La démission de Mgr André Pailler*, archevêque de Rouen (soixante-huit ans), a été acceptée par Jean-Paul II ; Mgr Joseph Duval, son coadjuteur, lui succède de plein droit.

[Né le 11 octobre 1928 à Chênex (Haute-Savoie), ordonné prêtre le 6 juin 1952, licencié en droit civil et en droit canonique, Mgr Duval fut successivement professeur puis supérieur du grand séminaire d'Annecy, vicaire épiscopal chargé de la préparation au sacerdoce. Nommé évêque auxiliaire de Rennes le 18 mai 1974, il a été consacré le 6 juillet. Le 6 juin 1978, Mgr Duval était nommé archevêque coadjuteur de Rouen ; il est membre du conseil permanent de l'épiscopat et de la commission épiscopale pour l'unité des chrétiens.]

● *Une Alliance des croyants* vient d'être créée en France. Son comité directeur est composé de M. le rabbin Edouard Gourevitch, Mgr André Brien, professeur, ancien conférencier du carême à Notre-Dame de Paris, le pasteur André Dumas, professeur à la faculté protestante de théologie, M. Abdel-Magid Turki, professeur à la Sorbonne. Les intéressés peuvent écrire, en joignant une enveloppe timbrée libellée à leur adresse, à l'Alliance des Croyants, 11 bis, rue Valentin-Haüy, 75015 Paris.

FAITS DIVERS

● *Un Mirage F 1 jordanien* s'est écrasé, vendredi 8 mai, près de Buzet-sur-Baïse, dans le Lot-et-Garonne. L'appareil volait en formation avec un autre Mirage à 10 000 mètres d'altitude quand le réacteur a eu une panne. Après une chute de 7 000 mètres, le capitaine Nassar Rwashdeh Daher, trente-huit ans, originaire de Kark (Jordanie), fit fonctionner son siège éjectable, et il a pu être récupéré par hélicoptère. L'armée jordanienne a commandé une flotte de trente-six Mirage F1 produits par la société Marcel Dassault. — (*Correspondance.*)

● *Moins de victimes de la route.* — Le bilan des accidents de la circulation en France, pour les mois de janvier et février derniers, fait apparaître une baisse du nombre des accidents, des tués et des blessés par rapport à l'année précédente. Trente-deux mille huit cent quarante-neuf accidents ont été recensés pour les deux premiers mois au lieu de trente-cinq mille trente-cinq pour la même période de 1980, soit une diminution de 6,2 %. De même, le nombre des tués est passé de mille sept cent deux l'année dernière à mille six cent cinquante (— 3,1 %) et celui des blessés de quarante-six mille quatre cent onze à quarante-quatre mille sept cent trente-trois (— 3,8 %).

Le Monde

culture

MUSIQUE

« ERCOLE AMANTE » au T.M.P.

Une seconde résurrection

Connu seulement des spécialistes et des historiens de la musique qui attribuaient surtout à cet ouvrage le mérite d'avoir servi de point de départ à la tradition de l'opéra français telle que Lully devait l'établir, Ercole amante (Hercule amoureux) de Pier Francesco Cavalli n'avait pas été représenté depuis 1662, date à laquelle il avait été créé à l'occasion des fêtes célébrant le mariage de Louis XIV et de Marie-Thérèse. Il s'agissait d'ailleurs d'une commande passée par Mazarin à l'un des plus fameux disciples de Monteverdi et dont le livret s'inspirait très clairement d'une situation bien réelle : amoureux de Marie Mancini, la nièce du cardinal, le jeune roi ne s'était laissé convaincre d'épouser Marie-Thérèse que forcé par la « raison d'Etat » et à la suite de bien des péripéties.

Exalter ce renoncement en en démontrant la sagesse, tel est à peu près le propos du livret : épris de la jeune Iole, Hercule se trouve en rivalité avec Hyllus, son propre fils, qui a su gagner le cœur de la belle. Vénus favorise Hercule, tandis que Junon prend fait et cause pour Déjanire, l'épouse abandonnée d'Hercule, et protège les jeunes amants. Pour finir, Hercule périra, mais on le le verra, dans les cieux, devenir l'époux de la Beauté.

La production présentée actuellement au Théâtre musical de Paris vient de Lyon ; pour cette résurrection, qui a eu lieu en mai 1979, Louis Erlo avait confié la réalisation musicale à Luciano Sgrizzi, la direction à Michel Corboz, la mise en scène à Jean-Louis Martinoty, les décors et costumes, enfin, à Martin Schlumpf, une excellente équipe dont Jacques Lonchampt a déjà fait l'éloge ici même (le Monde daté 6-7 mai 1979).

Mis à part le bruit trop prolongé d'un ventilateur destiné à soulever les vagues de la tempête, et quelques obscurités dans une mise en scène qui se plaît parfois à compliquer les détails d'une intrigue tout en s'efforçant par ailleurs de l'expliciter, on ne peut qu'admirer la qualité constante de l'élément visuel, même s'il ne réussit pas à faire oublier une certaine monotonie de la partition. Si plusieurs pages — le duo entre Déjanire et Hyllus, la plainte de Déjanire, les interventions bouffonnes du valet (Lychas), la mort d'Hercule, la scène où le spectre de son père apparaît à Iole — sont dignes du meilleur Monteverdi, on ne saurait prendre à la plupart des autres, à première audition tout du moins, qu'un intérêt assez mitigé, sauf si l'on est particulièrement familier avec l'opéra de cette époque.

Dans ce dernier cas, on aurait même quelques réserves à émettre sur une interprétation d'un excellent niveau dans l'ensemble, mais qui n'était pas exempte d'un peu de laisser-aller dans les récitatifs ou dans la prononciation de l'italien. Lorsqu'il y a si peu de choses, car Cavalli a volontairement choisi d'épurer son langage des audaces qu'il pratiquait ailleurs, on attend qu'elles soient rendues à la perfection. Il n'est pas sûr que cette perfection soit possible au théâtre puisqu'un certain nombre de chanteurs abordaient, pour la première fois, la partition et on se consolera largement en songeant qu'en 1662 le bruit de la machinerie avait, selon le rapport des ambassadeurs, empêché d'entendre la musique...

De la distribution lyonnaise, on retrouve le ténor Keith Lewis (Hyllus), à la voix vaillante et souple, Patricia Miller, qui donne à Déjanire la puissance tragique et émouvante d'une Donna Elvira avant la lettre, et Ricardo Cassinelli (Lychas), qui sait être drôle et chanter juste. Parmi les nouveaux venus, il faut citer naturellement Lars Waage, Hercule tout à fait convaincant même si on peut rêver d'une voix plus large pour le personnage, Felicity Palmer (Iola), qui a un peu déçu par de curieuses sautes de timbre, tandis que Lynda Russel (Vénus) et Linda Finnie (Junon) se sont montrées, l'une dans la grâce, l'autre dans la hauteur un peu abrupte, en parfait accord avec leur emploi. Les rôles secondaires étaient convenablement tenus et il faut mentionner la performance de François Levallois en observant cependant que le rôle du page est peut-être trop lourd pour qu'un jeune garçon puisse satisfaire l'oreille jusqu'au bout.

GÉRARD CONDÉ.

★ T.M.P. : dernière représentation dimanche 10 mai, à 14 h. 30.

■ A l'occasion du centenaire de la mort de Moussorgsky (1839-1881), Galina Vichnievskaia et Mstislav Rostropovitch donneront un récital le lundi 11 mai, à la salle Gaveau, à 21 heures. Le concert est organisé par l'Association française des Amis de Mozart et des maîtres classiques.

Evian, paradis du quatuor à cordes

(Suite de la première page.)

Marqué cette année par la présence de grands solistes tels qu'Edith Mathis, Claudio Arrau, Augustin Dumay et Youri Boukoff, le Festival d'Evian, dirigé par Serge Zehnacker, reste surtout le paradis du quatuor à cordes, et l'on a entendu le merveilleux Quatuor Melos, de Stuttgart, ainsi que le Quatuor Muir, des Etats-Unis, qui a remporté le concours d'Evian l'an passé.

Les épreuves ont distingué un ensemble allemand, qui s'est curieusement choisi un patron italien, le Quatuor Cherubini. La cohésion et l'harmonie de ces quatre jeunes gens étaient impressionnantes dans le *Quatuor en ré* K. 575 de Mozart, où l'on aurait souhaité seulement qu'un peu plus de fantaisie et d'imagination couronnât la perfection du style. Et s'ils ont donné une superbe démonstration technique dans le *Cinquième Quatuor* de Bartok, dont la richesse de pensée rejoint celle de Beethoven, il leur reste à acquérir une pleine maturité qui dépouillera leur sonorité encore un peu rêche et fera jaillir le feu de l'esprit.

Moins virtuose sans doute, le Quatuor Brodsky, de Grande-Bretagne (prix spécial pour la musique moderne), a montré peut-être plus de personnalité et d'invention dans le *Quatuor* de Lutoslawski, dont la technique aléatoire requiert, il est vrai, une concentration de tous les instants et une sorte d'« agressivité » instrumentale pour créer un ample climat lyrique à travers ce tissu électrique, aux lignes serrées, arachnéennes, grimaçantes et passionnées.

JACQUES LONCHAMPT.

ROCK

Le Clash à l'Hippodrome de Paris

Sur la gauche, Mick Jones à la guitare et au chant, treillis vert et béret rouge ; au centre, Joe Strummer à la guitare et au chant, col relevé, gilet blanc et tee-shirt noir ; sur la droite, Paul Simonon à la basse, pantalon et blouson en jean ; en retrait de la scène, Topper Headon à la batterie : citoyens anglais et terroristes du rock'n roll dans le meilleur groupe en activité sur la planète (*le Monde* du 9 mai).

On savait les musiciens du Clash capables de manigancer les concerts les plus urgents devant des audiences somme toute assez intimes dans des salles de moyenne importance. C'était leur domaine. On les a vus, vendredi 8 mai, à l'Hippodrome de Paris, dans une salle pleine, magnétiser une foule, la transcender. Plus de six mille personnes qui, d'ovation en ovation, leur firent un succès comme on n'en avait rarement vu.

Et ça n'était certes pas là le simple fait d'un phénomène de mode qui succède à un autre. Pas cette fois. Ces quatre-là sont aujourd'hui les dépositaires essentiels de ce que le rock'n roll a connu et inventé de plus fort depuis son existence, tel que les Stones ou les Beatles le pratiquaient, porteur de mythes et créateur de héros, générateur d'images et catalyseur de passions.

A quelques semaines des concerts de Bruce Springsteen, qui est venu en triomphateur, on a mieux saisi l'importance du Clash. Car s'il est vrai que ses musiciens ne possèdent pas l'habileté technique de ceux de Springsteen, les Américains, quoi qu'ils fassent, n'auront jamais l'excentricité des Anglais, la sensualité, la subversion, la rébellion, qui sont l'essence même du rock. Comme il est vrai qu'ils n'auront jamais les Beatles, les Stones ou... le Clash.

Pendant près de deux heures, le Clash a propulsé le rock comme un mode et un modèle de vie, lorsque le rêve devient réalité, et il y avait dans la salle une électricité, une violence, un désir éperdu de partager cette vie. Joe Strummer, loubard tout en force et en nerfs, *working class hero* de son état, crachait littéralement la hargne de ses textes. Il triturait sa guitare et levait le poing. Avec la classe des prolétaires qui sont nés pour être des stars, Mick Jones posait naturellement, chantait, parfois, d'une voix plus nuancée que celle de Strummer, et plaquait des riffs galvanisés sur une guitare antédiluvienne.

Et les compositions passaient du rock au reggae, du rhythm'n blues aux rythmes africains, assimilant parfaitement les racines de chaque culture. Et toutes avaient la même énergie, la même portée, celles de quatre rebelles avec une cause, qui ont choisi le rock comme moyen d'expression, qui sont le rock'n roll, de la même façon que les Beatles ou les Stones ont pu l'être en leur temps.

ALAIN WAIS.

★ Ce samedi 9 mai, à Lille. Discographie chez C.B.S.

ACCUEIL

Plus de six mille spectateurs ont payé 45 à 50 F le droit de voir un groupe. Et sans doute auraient-ils payé ce droit pour le voir n'importe où. Est-ce une raison pour en profiter et les *accueillir dans des conditions scandaleuses* ? Car ce sont bien des conditions scandaleuses de confort, de visibilité, d'acoustique et de sécurité qui sont celles de l'Hippodrome de Paris.

Quand on a vécu les bousculades inadmissibles que provoque l'accès précaire à la salle, pour l'entrée comme pour la sortie, on n'ose imaginer ce qu'il adviendrait en cas d'incidents. *Les organisateurs ne sont* pas les premiers à devoir être mis en cause, mais la Ville de Paris, qui n'offre pas de structures capables d'accueillir les groupes de rock. Il semble que l'on traite le rock comme la *lèpre* en France. Ses amateurs sont en droit d'attendre un minimum de respect. Il est grand temps qu'on les prenne en considération. — A. W.

CINÉMA

UN NOUVEAU FILM DE GUY DEBORD

Pavane pour amours déçues

Gaumont *in excelsis* : la marguerite chère à Léon Gaumont donne le coup d'envol de cette macération situationniste, tournée en mars 1978, proposée enfin au *vulgum pecus* du quartier Latin, de Montparnasse et des *Olympic*. *Dans un préalable*, on entend dire que les prolétaires sont *plus exploités que jamais* dans leurs H.L.M. de cauchemar, que Paris a été définitivement rayé des bords de la Seine. Enfin, le titre : *In girum imus nocte et consumimur igni*. La nuit tombe, le feu embrase la plaine, retournons aux vérités premières. A nous, cher bachot d'antan, où l'on n'accédait pas à l'âge d'homme, où l'on ne pouvait entrer à Polytechnique sans avoir planché sur Horace et *Cicéron* !

Autre temps, autres mœurs, *second enterrement du Saint-Germain* de l'immédiat après-guerre, et *même* un peu plus haut. Guy Debord eut dix ans au début de l'occupation, dans un pays de soleil et à l'accent chantant. Il voit *les Visiteurs du soir*, *les Enfants du paradis*, *Orphée*, de Jean Cocteau. Il a pu adorer *la Charge de la brigade légère* (1936), de Michael Curtiz, avec Errol Flynn. Situationniste, « révolté sans cause » (pour reprendre le beau titre du film de Nicholas Ray, avec James Dean, *Rebel without a cause*), Guy Debord nous donna, en 1973, un premier film intitulé *la Société du spectacle*, repris de son livre du même nom. Morale : cassons la baraque, le *cinéma au clou, il faut vivre aujourd'hui*.

Détournement du spectacle, donc du cinéma, retour à l'essentiel, à la vie immédiate. Guy Debord nous avertit au début de *In girum* : son film passe au-dessus de toute critique, ne cherche pas à communiquer. Que chacun y trouve son bien s'il est tant soit peu curieux. Le malheur, c'est qu'il n'y a pas grand-chose à découvrir. L'auteur a vu tous les films, et visiblement s'ennuie. Il *remonte nostalgiquement* les années enfuies, un temps où il faisait *si bon vivre, où* les filles étaient totalement complices.

Un « jeune vieux » qui, surtout, ne veut pas devenir sage se penche sur son passé. Un bourgeois pleure pour les pauvres prolos. Folklore germanopratin qui toucherait davantage s'il savait être drôle. Pavane pour l'amour déçu du cinéma, irritante parfois par la complaisance qui s'y étale à l'égard de son cher petit moi. Strictement réservé à la tribu, aux « paroissiens ».

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les films nouveaux.

FORMES

JOURS DE GLOIRE

J'ai attendu, pour présenter Jeanne Socquet, que nous fût révélée l'autre face de son talent. Ses deux expositions se chevauchent, et se complètent. Ici les œuvres sur toile (1). Là, les œuvres sur papier (2). Les unes et les autres attestent non seulement une très grande diversité, mais aussi un aboutissement dans tous les modes d'expression. Jadis, je n'avais été qu'à demi convaincu par ses têtes de démentes. Pourtant une sincérité absolue, sans trucage, s'y manifestait déjà, de même que dans les pathétiques compositions qui ont suivi, en 1977 et en 1979, à Principe.

Maintenant ça y est et le jury du prix Drouant a eu la main heureuse. Jeanne Socquet, dont la violence, pour s'être assagie, n'a rien perdu de sa force, continue à s'identifier à Celle qui crie, bien que, Armand Lanoux le précise, il n'y ait pas qu'une bouche (ou plusieurs) qui crie : tout crie dans sa peinture, et cet expressionnisme serait sans effet s'il n'était formulé en termes strictement picturaux. Alors qu'on aille voir le hurlant et démythifié Jour de gloire, la rougeoyante Liberté chérie, la Matrone trônant dans le bleu, les tonalités vert jade de Nausicaa la blanchisseuse, les portraits de famille, avant d'être surpris par le large éventail des autres réalisations : aquarelles, dessins très purs de modèles féminins, collages d'éléments lacérés, en ruines, et truffés d'humour (le Petit Chaperon rouge). Et trois immenses et admirables fusains (Lilith, Esther, Bethsabée) rehaussés d'un peu de couleur, aux masses simplifiées, puissantes. Et, comme leurs sœurs révoltées, bien émouvantes.

Jeppé, non, ce n'est pas du dripping (3). Ne pas confondre, ne pas se fier aux apparences. Le panorama fourmillant qu'il déroule sur sa toile a été peint comme les autres d'une main patiente qui l'a si parfaitement transmué en lui-même qu'on n'est plus enclin à se demander à quoi ça ressemble. Les pièges de l'illusion ont été déjoués. Le souffle du large s'est arrêté devant la porte de l'atelier, mais il s'est insinué par tous les interstices.

A travers un prisme bleu, ou vert, ou mordoré, à travers un fouillis broussailleux de griffures, brumes de beau temps, la lumière promène ses pinceaux (ceux du peintre) sur des visions arrachées à la mer, à la lande. Elle éclaire de vastes zones, en effleure à peine d'autres dont elle respecte le mystère. En bref, Jeppé propose à notre joie, une joie sans mélange, sa Bretagne sous-jacente, rêveuse, plus transposée encore, plus travaillée, que dans ses œuvres précédentes. Deux ans de recherches, deux ans d'obstination, ça compte lorsqu'on veut littéralement imbiber ses toiles d'une terre qu'on aime et dont on propose une approche inédite.

Russe d'origine, belge par son mariage, Anie Staritsky avait accepté de figurer de plein droit aux côtés de Bill Orix et de huit autres artistes — dont Luc Peire le « vertical » — à l'exposition Belgica 81, ensemble fort inégal (4). Sa mort soudaine a transformé cette participation en trop modeste hommage. Faute de gravures et de peintures actuellement bloquées, voici quelques-uns des livres de poètes qu'elle a illustrés — en réalité elle en a traduit l'âme en lignes merveilleusement sensibles, — notamment Journal intime de Michel Seuphor, lui aussi présent « plastiquement » à l'hôtel Astra, Seuphor chef de file de ceux qui rêvent d'imposer l'ordre humain au « désordre adorable du monde ».

Les sculptures de Louis Thomas-d'Hoste font bon ménage avec les gouaches (et quelques huiles) de Lise Berset, elle aussi en progrès (5). Rien de plus différent pourtant que les formes harmonieuses, je dirai vivantes, du premier et les paysages évoqués par la seconde dans leur atmosphère infiniment subtile, alliage de notations fluides où se mêlent tous les éléments, et des blocs d'une réalité plus compacte. A cet égard, deux « intérieurs » sont remarquables par leur utilisation de l'espace et la solidité de leur construction. Lise Berset est cependant plus proche de la vérité, de sa vérité, lorsqu'elle s'éloigne du motif trop fidèlement reproduit. Lorsqu'elle recrée.

Puisque vous êtes dans le quartier, rendez visite aux dessins un peu déroutants d'Annie Abadie : c'est sa vie qu'elle incorpore à cet univers en miettes (6) ; et donnez un coup d'œil (un petit coup de chapeau) aux sculptures de Pierre Josse (7), figurines amusantes, purement anecdotiques (pourquoi pas ?), et à deux bas-reliefs d'une qualité supérieure.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Jacques Massol, 12, rue La Boétie.
(2) Arcadia, cour des Antiquaires, 54, faubourg Saint-Honoré.
(3) Nane Stern, 25, avenue de Tourville.
(4) Hôtel Astra, 29, rue Caumartin.
(5) La Galerie, 67, rue Saint-André-des-Arts.
(6) Galerie Jacob, 28, rue Jacob.
(7) Galerie J. Kerchache, 52, rue de Seine.

هكذا من الأصل

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Le Malade imaginaire : Cité internationale universitaire (589-68-52) (sam., 20 h. 30).
Les Fiancés de Loches : Boulogne, T.B.B. (603-60-44) (sam., 20 h. 30, dim., 16 h.).
Les Amis : Lucernaire (222-26-50) (sam, 20 h. 30).
Toi et tes nuages : Théâtre de la Mer (589-70-22) (sam., 21 h.).

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart (296-12-20) : Soirée Francis Poulenc (sam., 20 h.).
Comédie-Française (296-10-20) : la Folle de Chaillot (sam., 20 h. 30, dim., 14 h. 30); Sertorius (dim., 20 h. 30).
Chaillot, salle Gémier (727-81-15) : Broers (sam., 20 h. 30).
Odéon (325-70-32) : A Memphis, il y a un homme d'une force prodigieuse (sam., 20 h. 30, dim., 15 h.).
TEP (797-96-06) : Têtes rondes, têtes pointues (sam., 20 h. 30).
Petit TEP (797-96-06) : Marie Laure (sam., 20 h. 20).
Centre Pompidou (277-12-33) : Semaine des réalisateurs de télévision (sam., dim., 14 h. 30, 16 h., 20 h. 30); Le cinéma expérimental, fin des années 60 (sam., dim., 16 h.); Une femme avec un balai et un cheval blanc (dim., 15 h.).
Carré Silvia Monfort (531-28-34) : Cirque Gruss à l'ancienne (sam. et dim., 14 h. et 16 h. 30); Compagnie de danse populaire française (sam. et dim., 20 h. 30); Cendrars (sam., 22 h. 15, dernière).
Théâtre de la Ville (271-11-24) : Nikhil Banerjee, sitar (sam., 15 h. 30); Ballet Cullberg (sam., 20 h. 30, dim., 14 h. 30).
Théâtre musical de Paris (261-19-83) : Concert English Bach Festival (sam., 20 h. 30); Ercole Amante (dim., 14 h. 30).

Les autres salles

Aire libre (322-70-78) : Elle lui dirait dans l'île (sam., 20 h. 30, dim., 16 h.) : la Voiture (sam., 22 h. 15, dim., 18 h.).
American Center (321-42-20) : Spalding Gray (sam., 21 h.).
Antoine (208-77-71) : Potiche (sam., 20 h. 30, dim., 15 h.).
Atelier-Théâtre (238-35-53) : l'Occasion; le Ciel et l'Enfer (sam., 20 h. 30, dim., 16 h.).
Atelier (606-49-24) : les Trois Jeanne (sam., 21 h.).
Bouffes du Nord (239-34-50) : la Cerisaie (sam., 20 h. 30).
Cartoucherie, Aquarium (374-99-61) : Un conseil de classe très ordinaire (sam., 20 h. 30; dim., 16 h.). — Tempête (328-36-36) : Alarmes (sam., 20 h. 30). — Atelier du Chaudron (328-97-04) : Festival international de la culture juive.
Centre culturel du 17e (227-68-81) : l'Amour médecin (sam., 20 h. 45, dim., 16 h. 30).
Chapelle de la Salpêtrière (251-35-97) : les Femmes savantes (sam., 20 h. 30).
Cinq Diamants (588-01-00) : Metropolitan Opera (sam., 20 h. 30).
Cité internationale universitaire (589-38-69) : Resserre : Une conversation chez les Stein sur M. Goethe absent (sam., 20 h. 30); Galerie : Lotte à Weimar (sam., 20 h. 30).
Comédie Caumartin (742-43-41) : Reviens dormir à l'Elysée (sam., 21 h.; dim., 15 h. 30).
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21) : Madame est sortie (sam., 20 h. 45, dim., 16 h. 30).
Comédie italienne (321-22-22) : les Malheurs de Pantalon (sam., 21 h.; dim., 15 h. 30).
Comédie de Paris (281-00-11) : Boris Supervian (sam., 20 h.); la Grande Guerre des p'tites étoiles (sam., 21 h. 45).
Daunou (261-69-14) : Et ta sœur ! (sam., 21 h.; dim., 16 h. 30).
Edouard-VII (742-57-49) : Deburau (sam., 21 h.; dim., 15 h. 30).
Essaïon (278-46-42) : Ça (sam., 20 h. 30).
Espace Gaîté (327-95-94) : Ivres pour vivre (sam., 21 h. 45).
Espace Marais (271-10-19) : les Bonnes (sam., 20 h. 30) : Culture d'amour en douce campagne (dim., 15 h.).
Fondation Deutsch de la Meurthe (850-78-48) : les Frères Karamazov (sam., 21 h.).
Fontaine (874-74-40) : J'aimerais bien aller à Nevers (sam., 20 h. 30) : les Aviateurs (sam., 22 h.).
Gaîté-Montparnasse (322-16-18) : Elle voit des nains partout (sam., 22 h.).
Galerie 55 (326-63-51) : le Chant du bouc (sam., 20 h. 30).
Huchette (326-38-99) : la Cantatrice chauve (sam., 20 h. 15) : la Leçon (sam., 21 h. 30).
Lucernaire (544-57-34). Théâtre Noir : Où donc est-elle ma lumière ? (sam., 18 h. 30) : les Ecrits de Laure (sam., 22 h.). — Petite salle : Parlons français (sam., 18 h. 30).
Madeleine (265-07-09) : Arsenic et vieilles dentelles (sam., 20 h. 15 : dim., 15 h. et 20 h. 45).
Marigny (256-04-41) : Domino (sam., 21 h.; dim., 16 h. — Salle Gabriel (225-20-74) : le Garçon d'appartement (sam., 21 h.).
Mathurins (265-90-00) : Huis Clos; Pétition (sam., 21 h.; dim., 15 h.).
Michel (265-35-02) : On dinera au lit (sam., 21 h. 15 : dim., 16 h. 15 et 21 h. 15).
Montparnasse (320-89-90) : Exercices de style (sam., 17 h. 30 et 21 h.). — Petite salle : Pierrot d'Asnières (sam., 20 h. 30); J. Benguigui (sam., 22 h.).
Nouveautés (770-72-76) : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre (sam., 21 h.; dim., 19 h.).
Œuvre (874-42-52) : Un habit pour l'hiver (sam., 20 h. 45 : dim., 15 h.).
Palais-Royal (297-59-81) : Joyeuses Pâques (sam., 20 h. 30 : dim., 16 h.
Poche-Montparnasse (548-92-97) : le Butin (sam., 21 h., dernière).
Roquette (805-78-51) : Pentabloques (sam., 20 h. 30 : dim., 16 h. 30) : Angel (sam. et dim., 22 h. 30).
Studio Fortune : la Petite mécanique (sam., 21 h.).
T.A.I. Théâtre d'Essai (278-10-79) : Une saison en enfer (sam., 16 h. 30) : l'Ecume des jours (sam., 20 h. 30 : dim., 15 h.). — Le journal d'un fou (sam., 22 h. : dim., 17 h.).
Théâtre 18 (226-47-47) : la Tragique histoire d'Hamlet, prince de Danemark (sam., 20 h. 30 : dim., 15 h.).
Théâtre d'Edgar (322-11-02) : J. Blot (sam., 20 h. 30) : Nous, on fait où on nous dit de faire (sam., 22 h.).
Théâtre en Rond (387-88-14) : Douze hommes en colère (sam., 20 h. 30 : dim., 15 h. 30).
Théâtre du Marais (278-03-53) : le Pique-Assiette (sam., 20 h. 30).
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80) : les Aventures de l'archer Yi (sam., 20 h. 30 : dim., 16 h. 30).
Théâtre de la Mer (589-70-22) : le Testament du père Leleu (sam., 18 h. 30).
Théâtre de Paris (280-09-30) : Vu du pont (sam., 20 h. 30 : dim., 15 h.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80) : l'Amour de l'amour (sam., 20 h. 30 : dim. 15 h.).
Tristan-Bernard (522-08-40) : Fils de personne (sam., 21 h.; dim., 15 h., dernière).
Variétés (233-09-92) : l'Intoxe (sam., 20 h. 45 : dim., 16 h.).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 9 - Dimanche 10 mai

cinémas

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24). — Sam., 15 h. : l'Aurore, de F. W. Murnau ; 17 h. : Maître Puntila et son valet; Matti d'A. Cavalcanti ; 19 h. : les Yeux bandés, de C. Saura ; 21 h. : Les Cahiers du cinéma 1951-1981 : Toute révolution est un coup de dés ; Non réconciliés..., de J.-M. Straub et D. Huillet ; Le Père Noël a les yeux bleus, de J. Eustache. — Dim., 15 h. : les Damnés de l'océan, de J. von Sternberg ; 17 h. : les Cloches de Sainte-Marie, de L. Mac Carey ; 20 h. 30 : Tess, de R. Polanski.
Beaubourg (278-35-57). — Sam., 15 h. : le Joli Mai, de C. Marker ; 19 h. : Station terminus, de V. de Sica ; 21 h. : Rébellion, de M. Kobayashi. — Dim., 15 h. : les Nouveaux Messieurs, de J. Feyder ; 17 h. : Quand la chair succombe, de M. Bolognini ; 19 h., Les Cahiers du cinéma 1951-1981 : la Barrière, de J. Skolimowski ; 21 h. : la Jeune Fille, de L. Bunuel.

Les exclusivités

ALLEMAGNE, MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83); Marais, 4e (278-47-86); Olympic, 14e (542-67-42).
L'AMOUR HANDICAPE (All.-Suiss., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
L'AMOUR TROP FORT (Fr.) : Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
BON PEUPLE PORTUGAIS (Port., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).
LA BOUM (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) : Monte-Carlo, 8e (225-09-83) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
BRUBAKER (A., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23).
LA BRUNE ET MOI (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; H. Sp., Studio Cujas, 5e (354-89-22). H. sp.
CAFE-EXPRESS (It., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
LA CAGE AUX FOLLES Nº 2 (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
CANNIBAL HOLOCAUST (It., v.f.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) : Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; (v.f.) : Tourelles, 20e (364-51-98). mar., 21 heures.
COMMENT SE DEBARRASSER DE SON PATRON (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22).
LE CONCOURS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Bonaparte, 6e (326-12-12).
LA DAME AUX CAMELIAS (Fr.-It.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
DES GENS COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE DERNIER METRO (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
DIVA (Fr.) : Concorde, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Halles, 1er (297-49-70).
DIVINE MADNESS (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v. it.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quartier Latin, 6e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Concorde, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) : Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Wepler, 18e (387-50-70).
L'ESPRIT DU VENT (A., v.o.) : St-Germain-Huchette, 5e (634-13-26) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
EST-CE BIEN RAISONNABLE ? (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Français, 9e (770-33-88).
FAIS GAFFE A LA GAFFE (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
FAME (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
FANTOME D'AMOUR (It., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Nation, 12e (343-04-67) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Murat, 16e (651-99-75).
LES FAUCONS DE LA NUIT (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
FAUT SE FAIRE LA MALLE (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.), Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).
LA FILLE PRODIGUE (Fr.), Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.). St-Ambroise, 11e (700-89-16), H. Sp.; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), H. Sp.
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GRAINE D'AMOUR (A., v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).
L'HOMME FRAGILE (Fr.). Movies, 1er (260-43-99) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LILI MARLEEN (All., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
MAC VICAR (Ang., v.o.) : Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
LES MALHEURS DE SOPHIE (Fr.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), mat. ; Athéna, 12e (343-00-65), mat. ; Fauvette, 13e (331-56-86), mat. ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), mat. ; ABC, 2e (236-55-54), mat.
LES MARGINAUX (Ind., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
LES MERCENAIRES DE L'ESPACE (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
NASHVILLE LADY (A., v.o.) : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
ON M'APPELLE MALABAR (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
ON N'EST PAS DES ANGES, ELLES NON PLUS (Fr.), Capri, 2e (508-11-69) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98).
OUT OF THE BLUE (Ang., v.o.) : Forum-Halles, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
PLEIN SUD (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; A.B.C., 2e (236-55-54) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Passy, 16e (288-62-34).
PRESENT ANGOLAIS/TEMPS MUMUILA (Ang., v.o.) : Action République, 11e (805-51-33).
PULSIONS (**) (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43); Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
QUELQUES JOURS DE LA VIE D'OBLOMOV (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
RENDS-MOI LA CLEF (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
LE ROI DES CONS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
SAUVE QUI PEUT (La Vie) (**) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00). J., S., Ma.
SCANNERS (**) (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
SI C'EST ÇA LE DESTIN (All., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
SIGNE FURAX (Fr.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).
THE ROSE (A., v.o.) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), Mer., V., D., L.
UN ASSASSIN QUI PASSE (**) (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27).
UNE SALE AFFAIRE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paris-Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
VIVRE VITE (**) (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Forum, 1er (297-53-74).

LES FILMS NOUVEAUX

LES AILES DE LA COLOMBE, film français de Benoît Jacquot. Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; St-Germain Studio, 5e (634-13-26) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
COMME UN HOMME LIBRE, film américain de Michael Mann. — V.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
L'ETUVE, film autrichien de John Cook. — V.o. : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S., D.).
LA FORMULE, film américain de John-G. Avildsen. — V.o. : Quintette, 5e (354-35-40) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Rio-Opéra, 2e (261-50-33) ; U.G.C. Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Murat, 16e (651-99-75).
IN GIRUM IMUS NOCTE ET CONSUMIMUR IGNI, film français de Guy Debord : Quintette, 5e (354-35-40) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA FUREUR DU JUSTE, film américain de Eric Karson. — V.o. : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
KASSBACH, film autrichien de Peter Patzak. — V.o. : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S., D.).
L'OISEAU DE MADAME BLOMBERG, film français, de David Delrieux. — Marais, 4e (278-47-86).
LA PUCE ET LE GRINCHEUX, film américain, de Walter Bernstein. — V.o. : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43).
QUELQUE PART DANS LE TEMPS, film américain, de Jeannot Szwarc. — V.o. : Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Broadway, 16e (527-41-16). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
AINSI PASSENT LES JOURS, film égyptien d'Atef Salem (v.o.) : Delta 9 (878-02-18).









RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 9 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h Journal.
20 h 30 Variétés : Numéro un des numéros un.
M. Mathieu, J. Higelin, Th. Le Luron, Dalida, A. Cordy...
21 h 40 Série : Dallas.
« Qu'on est bien chez soi. »
22 h 30 Téléfoot 1.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h Journal.
20 h 35 Série : les Cinq dernières minutes.
L'Ecluse du temple, réalisation C. Loursais.
Lionel, fils de famille, vient d'être repêché dans le canal. Le commissaire Chabrol enquête.
22 h Variétés : Autant en emporte les Charlots.
de C. Barma, réal. J.-C. Longin.
23 h Les Carnets de l'aventure : Scotoni.
Trandl et Kurt s'attaquent à une paroi difficile des Dolomites.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h Les jeux.
20 h 20 Retransmission lyrique : « la Périchole ».
Musique d'Offenbach ; livret de Meilhac et d'Halévy.
Par l'orchestre philharmonique de Nice, dir. P. Dervaux. Avec F. Arrauzau (la Périchole), L. Pezzino (Piquillo), J.-L. Lafont (le vice-roi).
Une production de « la Périchole » assez ordinaire dont le seul intérêt semble être, dans le rôle principal, la présence de Francine Arrauzau, récemment disparue.
22 h 35 Journal.
22 h 55 Ciné-regards : Les enfants stars.

FRANCE-CULTURE

20 h 30, Radio Canada présente : Le sacré, la littérature et la profane, à la neuvième Rencontre québécoise internationale des écrivains.
20 h, Le Prince de Hombourg, de Kleist. Avec : M. Hermon, M. Bouquet, G. Guillot, etc.
21 h 55, Ad lib, avec M. de Breteuil.
22 h 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 5, Les chants de la terre : Musiques traditionnelles.
20 h 30, Soirée lyrique (Echanges internationaux) : « Padmâvati », opéra-ballet d'A. Roussel, par les Chœurs et l'Orchestre philharmonique de la radio hollandaise, dir. Jean Fournet, avec J. Chamonin, alto, M. Parker, ténor, J. Broechaler, baryton.
23 h, Ouvert la nuit : Le temps suspendu, « Rome, Naples » (Albinoni, Bassano, Porpora, L. de Vinci, Léo, Sacchini, Cimarosa, Scarlatti, Durante).

Dimanche 10 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h 15 Source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
Célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, Paris-15e, prédicateur : P. Robert Jorens.
12 h La séquence du spectateur.
12 h 30 TF 1 - TF 1.
13 h Journal.
13 h 30 Les grandes aventures de l'Himalaya : Les voies les plus dures.

14 h 15 Les nouveaux rendez-vous.
Spécial Jeanne Moreau.
15 h 30 Tiercé.
15 h 40 Série : Sloane agent spécial.
16 h 40 Sports première.
17 h 55 Cinéma : la Loi de la prairie.
Film américain de R. Wise (1956), avec J. Cagney, D. Dubbins, S. Mac Nally, I. Papas, V. Morrow, J. Griffith (Rediffusion).
Un éleveur de chevaux du Wyoming se montre intraitable en appliquant sa propre loi. Il doit affronter un jeune homme qui lui a sauvé la vie et qu'il a recueilli.
Ce western, qui voulait être le portrait d'un personnage livré à la violence, a souffert d'accidents de tournage et de changements de distribution. Il comporte quelques belles scènes.
19 h 30 Journal.
19 h 45 Election présidentielle.
1 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 55 Cours d'anglais.
11 h 15 Dimanche Martin.
Emission de J. Martin ; 11 h 20 Entrez les artistes.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Dimanche Martin (suite)
Incroyable mais vrai ; 14 h 25 Série : Timide et sans complexes ; 15 h 15 Ecole des fans ; 15 h 55 Les voyageurs de l'histoire ; 16 h 25 Thé dansant.
17 h Spécial élection.
17 h 5 Stade 2.
17 h 50 Cinéma : la Tulipe noire.
de Christian-Jaque.
Film français de Christian-Jaque (1964), avec A. Delon, V. Lisi, D. Adams, A. Tamiroff, R. Manuel (Rediffusion).
En 1789, en Roussillon, deux aristocrates, frères jumeaux, prennent successivement le costume et le masque d'un bandit mystérieux. L'un a agi par intérêt, l'autre agira par idéalisme.
Film d'aventures dans lequel Henri Jeanson et Christian-Jaque ont cherché, sans y parvenir, à retrouver la verve de Fanfan la Tulipe. Pour Alain Delon, une préfiguration de Zorro.
19 h Journal.
19 h 15 Stade 2.
19 h 45 Election présidentielle.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h Emissions de l'I.C.E.I. destinées aux travailleurs immigrés : Mosaïque.
Images du Maroc ; La calligraphie avec Saladin ; La grossesse et l'accouchement ; La vie associative espagnole ; La communauté turque ; Variétés.
16 h 35 Prélude à l'après-midi.
Les solistes de Zagreb interprètent le « Concerto pour guitare et cordes », de Vivaldi, « Canon en do majeur » de Pachelbel, « Concerto grosso en do majeur », de Haendel, « Sonate n° 6 », de Rossini.
17 h 25 Election présidentielle.
et à 19 h 30 (la participation).
17 h 35 Il n'y a pas qu'à Paris.
Les musées insolites du quotidien.
Un agréable et amusant parcours à travers plusieurs musées comme celui du pain à Charenton-le-Pont ou celui de la fraude à La Rochelle...
18 h 35 Hollywood : Swanson et Valentino.
L'histoire du plus grand amoureux de l'écran R. Valentino et de Gloria Swanson qui devint une vedette en passant du genre comique aux films de C. B. De Mille.
19 h 40 Spécial DOM-TOM.
Arrivée de la fusée Ariane en Guyane ; Les maisons créoles de la Réunion.
19 h 55 Election présidentielle.
22 h 50 Cinéma de minuit (cycle Hitchcock à la télévision) : Four o'clock.
(Sous réserve.)

FRANCE-CULTURE

7 h 7, La fenêtre ouverte.
7 h 15, Horizon, magazine religieux : Cyrille et Méthode.
7 h 40, Chasseurs de son : Musique et poésie en Anjou.
8 h, Orthodoxie et christianisme oriental.
8 h 30, Protestantisme.
9 h 10, Ecoute Israël.
9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : La libre pensée française.
10 h, Messe en l'église Saint-Leu, à Paris.
11 h, Regards sur la musique : Concerto pour violoncelle et orchestre, de Dutilleux.
12 h 5, Allegro.
12 h 40, Concours international de quatuor à cordes : En direct d'Evian.
14 h, Sons : A Orly.
14 h 5, Barberine, de Musset. Avec J. Gauthier, D. Levred, E. Dechartre, etc.
15 h 40, Musique enregistrée.
16 h 15, Le lyriscope : En direct d'Evian (l'Opéra de Genève).
17 h 30, Rencontre avec... Soly Bensabat.
18 h 30, Ma non troppo.
19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
19 h 58, Election présidentielle (et à 21 h, 22 h 30 et 23 h 30).
20 h 5, Albatros : Petits romantiques français (la bataille d'« Hernani »).
20 h 45, Atelier de création radiophonique : Autour du peintre Opalka.
23 h, Musique de chambre : « Chants de Bilitis », par I. Jarsky, soprano, et A. Piechowska, piano ; « Suite opus 6 », de Britten, par S. Deak, alto, et J.-C. Ambrosini, piano.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Equivalences (non voyants) : « 7e Nocturne » et « Thème et variations » de Gabriel Fauré, par Georges Robert, piano.
6 h 30, Concerto promenade : Œuvres de Ziehrer, Rimski-Korsakov, Glück, Tchaïkovski, Gold, Stravinski, Lehar, Ziehrer, Dilleman, Schmitt, J. Strauss.
8 h 2, Dimanche matin : Musiques chorales, œuvres de Ockeghem, Obrecht, Binchois, Craen, Dufay, anonymes, par le Consortium Antiquum de Belgique, dir. : J.-P. Biesemans ; 9 h 2, Les classiques favoris (Janacek) ; 9 h 30, Cantate pour le dimanche « Jubilate » BWV 103, de J.-S. Bach ; 10 h 30, Les classiques favoris (Dvorak).
11 h, Concert (Théâtre d'Orsay, 22 mars 1981) : « Quatre chants sérieux » et « Quintette pour piano et cordes » de Brahms, avec M. Piquemal, baryton, S. Gazeau et J. Tuffet, violons, G. Caussé, alto, A. Meunier, violoncelle et Ch. Ivaldi, piano.
12 h 5, Le jeu des penchants : Jean Piat fait état de ses goûts et présente quelques œuvres ; 12 h 45, Tous en scène : Gene Kelly.
13 h 30, Jeunes solistes : Emile Naoumoff, piano (Bach, Fauré, Naoumoff).
14 h 15, Les Après-Midi de l'orchestre (Histoire de la direction d'orchestre en France) : Pierre Monteux, 1875-1964 (Stravinski, Ravel, Debussy).
18 h 15, La tribune des critiques de disques : « Messe Notre-Dame », de Guillaume de Machaut.
19 h 2, Concert de jazz : Le quartet du pianiste Monty Alexander à l'Espace Cardin ; les pianistes M. Otwell et Hank Jones à la Grande Parade de Nice.
20 h 5, Concert (Théâtre des Champs-Elysées, le 28 mars 1981) : « Petite Suite » de Lutoslawski ; « Concerto pour cor et orchestre n° 3 en mi bémol majeur », de Mozart ; « Concerto pour clarinette et orchestre n° 2 en mi bémol majeur », de Weber ; « Symphonie n° 5 en ré majeur », de Mendelssohn, par l'Orchestre national de France, dir. N. Marriner, avec D. Bourgue, cor, et G. Dangain, clarinette.
22 h 5, Ouvert la nuit : Une semaine de musique vivante ; 23 h, Saturnales : œuvres de Martinu, Roussel, Prokofiev, Lemeland, Haydn, Telemann.

ÉQUIPEMENT

Faits et projets

LE MONDE MARITIME EN 1980.

Pour le monde maritime, l'année 1980 aura été « *celle de la consolidation des améliorations enregistrées en 1979* », estiment les courtiers français Barry Rogliano Salles, dans leur rapport annuel qui va être prochainement publié.

Illustration de ce raffermissement de la conjoncture : « *Le prix des navires neufs n'a cessé d'augmenter tout au long de l'année 1980, qui s'achève sur une hausse moyenne, exprimée en dollars, d'environ 25 à 30 % pour ce qui est des navires vraquiers* (1) *et d'environ 40 % pour les navires-citernes. L'élévation du prix des navires neufs au cours des deux dernières années se situe à près de 50 %, et chacun peut imaginer les conséquences futures pour ceux qui — comme les armements de Hong-Kong — ont su passer des commandes il y a deux ou trois ans* ».

Formulant un avis sur le plan de croissance de l'armement français (1976-1980) les courtiers notent : « *Force est de constater que ce fut un double échec. Echec au niveau global puisqu'en face d'un objectif de 16 300 000 tonneaux de jauge brute la flotte française, à la fin 1980, ne représente que 11 400 000 tonneaux.* »

« *Echec également dans la répartition des types de navires, car, si l'on peut admettre que l'évolution de la conjoncture dans le domaine des transports de pétrole et de gaz peut constituer une explication à la diminution du tonnage, il n'en va pas de même en ce qui concerne les transports de marchandises sèches en vrac. En réalité, la volonté délibérée des autorités françaises de privilégier les navires de ligne au détriment des autres types de navires a entraîné, dans le secteur du vrac sec, un déficit de plus de 60 % par rapport aux objectifs du plan, et ce malgré une rectification trop timide et trop tardive du barème des « primes d'investissement* ».

Et les courtiers de conclure : « *On ne peut que regretter une telle erreur d'orientation à un moment où les transports de vrac sec constituent le secteur le plus actif des transports maritimes et, vraisemblablement celui dont l'avenir proche est le plus assuré.* »

(1) Il s'agit des navires transporteurs de minerais, charbon et céréales.

BOUES ROUGES AU LARGE DE CASSIS.

Des boues rouges, résidus industriels composés d'oxyde de fer et de sable provenant de l'usine d'aluminium Pechiney de Gardanne (Bouches-du-Rhône), sont apparues dans les filets de pêcheurs depuis un mois à 3 milles environ au large de l'île de Riou, elle-même située le long de la côte du massif des Calanques, entre Cassis et Marseille.

Depuis une douzaine d'années, la société Aluminium-Pechiney évacue, à l'aide d'une double conduite, les résidus de son usine de Gardanne. Cette conduite, d'abord souterraine, débouche à proximité de la calanque de Port-Riou et se prolonge par une conduite sous-marine longue de 7,700 kilomètres, qui se déverse à 350 mètres dans la fosse de Cassidaigne, au large de Cassis, profonde de 2 000 mètres, et dont la pente atteint 80 %. Etant donnée la densité de ces boues toutes précautions étaient prises pour qu'elles ne remontent pas vers la surface. Pourtant, des pêcheurs de Cassis et de Morgiou-les-Goudes ont vu leurs filets s'imprégner de vase rougeâtre à 120 mètres et 300 mètres ailleurs.

Plusieurs hypothèses ont été émises pour expliquer ces remontées inattendues : état des conduites qui semblent en bon état, conditions météorologiques particulièrement défavorables, secousse tellurique ou — ce serait plus grave — saturation de la fosse. Ces boues ne sont pas toxiques, déclare-t-on de source officielle. — *(Corresp.)*

LA « DATCHA » DE TOURGUENIEV.

M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a inauguré, le vendredi 8 mai, les travaux de restauration, à Bonjiral, en bordure de la route nationale 13, la maison bourgeoise de style colonial où mourut en 1883 l'écrivain russe Ivan Tourgueniev. Les travaux de restauration seront subventionnés à 75 % par l'Etat, le département des Yvelines et la région Ile-de-France, le dernier quart étant apporté par les communes de Bougival et de La Celle-Saint-Cloud.

L'U.R.S.S. fournit le bois nécessaire à la restauration et l'Association des amis de Tourgueniev soutenue par M. Tchervonenko, ambassadeur d'U.R.S.S. en France, envisage d'installer dans cette demeure un petit musée.

LE DROIT DE CAMPER.

La nouvelle réglementation du camping, du stationnement des caravanes et de l'habitat léger de loisirs, contenue dans un décret du 4 septembre 1980, est explicitée par une circulaire du 13 mars dernier, publiée au *Journal officiel* du 8 mai.

Une procédure simplifiée pour la création de parcs résidentiels (une seule autorisation valant permis de construire) a notamment été mise au point : les normes de surface minimale par caravane ou maison mobile ont toutefois été portées de 100 à 200 mètres carrés par l'arrêté du 18 décembre 1980. Rien n'empêche, dans la réglementation actuelle, un promoteur de parc résidentiel de vendre les parcelles une à une et de constituer ainsi un véritable lotissement de caravanes... ce qui ne résout pas le problème des vacanciers de passage.

Cette nouvelle réglementation est donc très loin de suivre les recommandations contenues dans le rapport remis au président de la République par M. Roger Fenech, député U.D.F. du Rhône (*le Monde* du 21 février).

POSTE A TOUT FAIRE.

Depuis 1977, on a confié à certains bureaux de poste, installés en milieu rural, des tâches administratives autres que celles postales : dépôt des demandes de cartes d'identité, de passeports et de cartes grises ; dépôt des demandes d'exonération de la redevance télévision ; vente des billets de la S.N.C.F., renseignements sur les trains ; dépôt et livraison de colis pour le compte du Sernam, filiale de la S.N.C.F. ; diffusion des offres d'emploi par l'ANPE ; dépôt des dossiers de sécurité sociale ; vente des timbres fiscaux, des papiers timbrés, des vignettes.

Après ces expériences, des accords sur le plan national ont été signés ces dernières semaines entre les ministères ou organismes concernés. En outre, MM. Pierre Ribes, secrétaire d'Etat aux P.T.T., et André Chadeau, délégué à l'aménagement du territoire, viennent d'adresser aux préfets une lettre par laquelle ils leur demandent de développer cette « polyvalence » des bureaux de poste en milieu rural : « En concertation étroite avec les élus locaux et les responsables des services impliqués. »

La poste gère dix-sept mille bureaux répartis sur tout le territoire.

LETTRES

MORT DU PHILOSOPHE MARXISTE AUGUSTE CORNU

Le philosophe et historien du marxisme, Auguste Cornu, vient de mourir en République démocratique allemande, à Berlin-Est, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Considéré comme un des plus grands historiens de la pensée de Marx et de Engels, Auguste Cornu avait publié, entre 1955 et 1970, les quatre volumes de sa monumentale biographie sur les fondateurs du marxisme aux Editions sociales (voir l'article de J.-M. Palmier dans *le Monde* du 22 août 1970).

Né à Beaune en 1888, ce germaniste bourguignon d'une érudition prodigieuse, agrégé d'allemand en 1921, s'était spécialisé dès sa thèse de doctorat qui traitait de la *Jeunesse de Karl Marx*. Professeur d'allemand au lycée Pasteur, puis au lycée Buffon, il avait pris sa retraite en 1951, mais avait continué son enseignement sur la formation du marxisme, en R.D.A.

Il avait été élu membre de l'Académie des sciences de Berlin-Est et de l'Académie des sciences d'U.R.S.S.

CARNET

Naissances

— Yann et Nathalie DESSÉ ont la très grande joie d'annoncer la naissance de
Nicolas
le 24 avril 1981.
« Mas des Deux-Sources »,
Route de la Vallée-Verte,
06130 Grasse.

— Catherine RABATÉ-LEGROS et Jean-Claude RABATÉ ont la joie d'annoncer la naissance de
Elisa,
à Rouen, le 26 avril 1981.

Décès

— M. et Mme Gérard Le Bihen,
Le docteur et Mme Philippe Reitzaum et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Madeleine Plet,
sa sœur,
ont la tristesse de faire part du décès de
Mme Adolphe REITZAUM,
née Berthe Boulengier,
survenu à Amiens, le 26 avril 1981.
La cérémonie religieuse en l'église du Sacré-Cœur, et l'inhumation ont eu lieu à Calais, dans l'intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.
58, rue du Groupe-Bleu-et-Jonquille,
51000 Châlons-sur-Marne.
94, rue Lemerchier,
80000 Amiens.
60, rue de l'Abbé-Groult,
75015 Paris.

— Le colonel et Mme G. Daubricourt,
Le docteur et Mme J. Garrigou,
ses enfants,
Le docteur M. Daubricourt,
Elizabeth Chalard,
Paul et Luc Daubricourt,
Danielle Garrigou,
Le docteur M. Garrigou,
ses petits-enfants,
Mmes Cousança, Caminade, Gervais et Curti, ses sœurs et belles-sœurs,
ont la tristesse de faire part du décès de
Mme Etienne ROUVE,
née Alice Cousança,
survenu le 2 mai 1981, dans sa quatre-vingt-quatrième année.
Les obsèques religieuses ont été célébrées le 4 mai 1981, à Luzech (Lot).
31, boulevard Stalingrad,
24000 Périgueux.
11, rue de Kerfrané,
56000 Vannes.

— Nous apprenons le décès, survenu le jeudi 7 mai, de
M. Bernard de ROYER,
dont les obsèques seront célébrées le lundi 11 mai, à 10 h. 30, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, à Paris, et l'inhumation, le même jour, à Ruillé-sur-Loir (Sarthe).

[Ancien colonel de l'armée de l'air, commandant les bases de Mont-de-Marsan (1962-1965) et de Dijon (1965-1967), Bernard de Royer est entré, en 1967, à Sud-Aviation (aujourd'hui la Société nationale industrielle aérospatiale) comme adjoint à l'inspecteur général. Depuis 1973, il occupait le poste de président-directeur général d'Electronique Aérospatiale, une filiale de la SNIAS.]

— La famille et les amis de
Piri SZEGO
ont la tristesse de faire part de son décès, survenu le 7 mai 1981, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

— M. Henryk Zlotkin,
M. et Mme Marc Zlotkin et leurs enfants,
M. et Mme Samuel Karas,
M. et Mme Lazare Atramentowicz et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Dyna ZLOTKIN,
née Dembowicz,
survenu le 5 mai 1981, dans sa soixante-neuvième année.
Les obsèques auront lieu le lundi 11 mai. Réunion à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 8 heures.
Ni fleurs ni couronnes.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du retour à Dieu de
Elia
FARES SAAD ABOUJAOUDE,
une messe sera célébrée le dimanche 10 mai 1981, à 11 heures, en l'église Notre-Dame du Liban (17, rue d'Ulm, Paris-5e).

Communications diverses

— Amnesty International organise pour son vingtième anniversaire, à Rennes le 17 mai, de 13 heures à 21 heures, salle des Lices, une soirée avec deux ex-prisonniers (une Argentine et une Russe). Films, rock, jazz, blues, folk et chansons.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT

— Université de Paris-II, mardi 12 mai à 10 heures, salle des commissions, M. Ramzi Salama : « Liquidités internationales et système monétaire international. Essai sur le besoin d'une monnaie internationale. »

— Université de Paris-VIII, mercredi 13 mai à 15 heures, salle C 153, M. Maurice Mesnage : « Tragique et accumulation. Recherches pour une esthétique de la profusion. »

— Université de Paris-V, mardi 26 mai à 15 heures, salle des Actes, faculté de droit-Malakoff, Mlle D. Calinicou : « L'enregistrement sonore en droit français, anglais et américain. »

— Université de Paris-II, mercredi 27 mai à 15 heures, salle des commissions, M. Richard Chemaly : « Conflits de lois en matière d'effets de commerce (lettres de change, billets à ordre, chèques). »

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉTROMANIE

Flânerie au Carré rive gauche

Sur la rive gauche de la Seine, à distance égale de l'Institut, ancien Collège des Quatre-Nations, et de la gare d'Orsay, futur musée du XIXe siècle, le carré des antiquaires occupe une place de choix parmi les pierres mémorables.

« Le goût des reliques des temps antérieurs a fait surgir un commerce nouveau, celui des curiosités », *dit un* Guide-Cicerone *de 1858...* « Si l'imprévu est ce qui vous tente, promenez votre intelligente flânerie autour du quai Voltaire, et vous découvrirez d'obscures boutiques où l'on fait parfois de précieuses trouvailles. »

Ces marchands de curiosités, devenus antiquaires, ont en moins d'un siècle transformé la physionomie du quartier. Quelle vitrine en face du Louvre, ou plutôt que de vitrines, qui, par la vertu du négoce, offrent à qui veut — ou à qui peut — tous les joyaux d'un musée qui n'a rien d'imaginaire ! Du quai de la Seine à la rue de l'Université (ancien chemin des Treilles), entre la rue des Saints-Pères (ancienne rue Saint-Pierre) et la rue du Bac, en passant par la rue de Lille (ancienne rue de Bourbon), la rue de Verneuil (fils naturel d'Henri IV) et la rue de Beaune (ancienne rue du Pont-Rouge), voici donc le Carré rive gauche qui compte la plus forte densité d'antiquaires du monde. La petite rue de Beaune, à elle seule, possède exactement autant de boutiques de curiosités que de numéros : vingt-sept !

Et parce que souvent l'on hésite à franchir le seuil qui vous sépare d'un trop fastueux décor, les antiquaires, à chaque printemps, ouvrent toutes les portes pour venir à la rencontre du public. Chacun présente alors sa plus belle trouvaille, et le quartier se met en fête à la gloire du passé pour les « cinq jours de l'objet extraordinaire », cette année du jeudi 21 au lundi 25 mai.

Chez ces marchands qui, en toutes saisons, vivent d'un casuel plus ordinaire, il est bon de regarder au-delà de l'objet trop exceptionnel. Et si le collectionneur, l'amateur ou le simple curieux considère chaque antiquaire dans la spécialité où il excelle, il apprendra, en confrontant les prix avec ceux que pratiquent d'autres marchands en d'autres lieux, que c'est bien chez les plus compétents que l'on trouve finalement la meilleure qualité au plus juste prix.

Etonnante, chez Philippe Boucaud (25, rue du Bac), cette petite coiffeuse en chêne servant de coffre de voyage à un comédien du temps de Molière, où tout se bloquait pour retenir, hors de cahotants voyages, boîtes à fards et à perruques. Mais c'est ici le domaine des plats et pichets d'étain, dont les prix semblent stabilisés.

L'extraordinaire fait encore prime chez Jacqueline Boccador (22, rue du Bac), avec cette Vierge d'Annonciation du treizième siècle, que l'on prendrait pour une vierge folle, n'était le regard stupéfié par l'extase, qui confirme une vocation mystique, sous le ciseau caricatural d'un tailleur d'images de l'école de Neumburg. Mais nos regards profanes ne seront déçus ni par les buffets et crédences de haute époque ni par les bougeoirs gothiques et autres dinanderies à prix abordables.

D'un expert à l'autre

Georges Lefebvre a retenu, pour sa vitrine, une tête de femme aux yeux bleus en faïence de Nevers, du dix-huitième, formant porte-perruque, présentée entre des dents de narval plantées dans deux bougeoirs, également de Nevers. Des faïences et des porcelaines moins rares, mais de qualité, sont ici proposées à prix raisonnables, telle cette assiette de Marseille à 1 500 francs.

Les amateurs de céramiques, qui sont nombreux et exigeants, pourront aussi « chiner » chez d'autres experts réputés : Claude Bonnet, Pierre de Regaini, Nicollier, Vandermeersch ou Hélène Fournier, qui expose un étonnant beurrier de Delft rehaussé d'or, avec une prise de couvercle en escargot sur feuille de vigne. Et pour les assiettes de Creil, encore à petits prix, passez chez Maurice Caribaux, dont le grand plat ovale à décor mythologique est l'exception. Extraordinaire de beauté ce jeune dieu de l'Inde du Nord « vêtu d'espace », c'est-à-dire nu, et qui depuis dix siècles semble respirer sous le grain de la pierre ; mais d'innombrables sculptures « ordinaires », accessibles pour quelques milliers de francs, offrent un choix qui s'étend sur plus de quarante siècles, du Nil au Gange, de l'Olympe au Fuji-Yama, rythmé de subtiles correspondances (galerie Orient-Occident, 5, rue des Saints-Pères).

Le goût pour les « chinoiseries », qui n'ont jamais cessé de se négocier, reste aujourd'hui aussi vivace qu'au temps des caravelles, qui rapportaient dans leurs flancs ivoires, bronzes, laques et porcelaine, avec parfois la divine surprise d'un chef-d'œuvre : celui que propose Gérard Lévy (17, rue de Beaune) est un petit cerf sur âme d'argent incisé d'or et enrobé d'émail de Canton, délicat travail d'orfèvre de l'époque Quian-Long. Mais regardez aussi les tables basses a tiss sièges chinois d'une harmonieuse solidité.

Pour la cérémonie du thé, allez jusqu'à la Maison du meuble japonais, où Bernard Captier (25, rue de Verneuil) expose un « chadansu » en laque noir et or qui découpe dans l'espace étagères et tiroirs. Et sachez que les « tansus », commodes à tiroirs asymétriques en cèdre ciré, sont, pour le même prix, plus harmonieuses que nos commodes louis-philippardes.

Au n° 15 de l'inépuisable rue de Beaune, chez Delvaille, une admirable nature morte au fusil de chasse signée et datée 1661, retient le regard sur le chatoiement des plumes et des écailles, mais, sur les autres murs, des portraits anciens de grande qualité vous font du charme à partir de 7 500 F.

Au n° 14, Gérard Horwitz avance un prie-dieu aristocratique avec casiers fermant à clé, ce qui ne vous empêchera pas de convoiter d'aimables tables à jeu ou de jolies tasses en porcelaine de Paris à 1 200 F pièce.

Au coin de la rue de Lille, Jean-Claude Edrei expose une Vierge assise en bois polychrome du quinzième siècle, mais vous pourrez vous asseoir sur une brave chaise lorraine à 2 000 F, pour examiner étains et faïences.

Spécialiste de l'art populaire (10, rue de Beaune), Michel Sonkin met en valeur une simple planche à pain avec son couteau en fer forgé, mais d'époque Louis XIV — et d'autant plus rare que sa modestie la condamnait à disparaître.

Vaste choix encore le long du quai Voltaire. Chez Révillon d'Apreval (au n° 23), d'insolites « pots à feux d'artifice » du dix-huitième siècle, lourds balustres de bronze, ne font pas oublier les beaux sièges de même époque, intéressants à l'achat en ce moment (à partir de 6 000 F), car ils n'ont plus les faveurs de la mode. Plus loin les dames Altero sont les charmeuses du verre filé (au n° 21) et Antony Embren dresse, en grand écuyer de la Renaissance, un magnifique cheval de bronze autrichien. Josette Catan (au n° 7) a choisi pour sa vitrine, face au pont du Carrousel, une monumentale cage à oiseaux fin dix-huitième, en forme de palais, où voltigent des mésanges, mais, au-delà des barreaux, c'est le règne ordonné et divers des objets décoratifs anciens qui ont de l'esprit.

Chez Bresset, son voisin, spécialiste de la Haute Epoque, un délicat guéridon du dix-septième en marqueterie de paille est l'oiseau rare, parmi les meubles en chêne d'une vigoureuse sobriété.

Nous ne pouvons enfin manquer chez Jacques et Pierrette Perrin la fabuleuse commode en laque du Japon estampillée B.V.R.B., dont on ne connaît que deux modèles semblables au monde : l'une chez la reine d'Angleterre, l'autre au palais du Quirinal.

Mais ne cherchons pas seulement l'extraordinaire quand chaque meuble, chaque objet, est lui-même unique. A chacun de les découvrir d'un œil neuf, « comme jamais encore vues toutes choses qui sont au monde ».

FRANÇOIS GERSAIN.

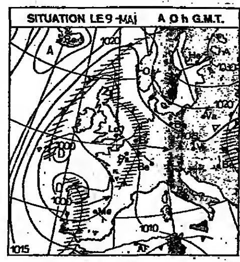
ANTIQUITES, BROCANTE : FOIRES ET SALONS

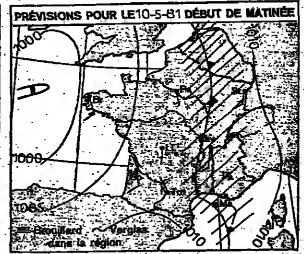
Parly II : 7-16 mai ; Lyon : 7-17 mai ; Paris-Bastille : 14-24 mai ; Chantilly : 15-17 mai ; Châtillon-sur-Seine : 16-17 mai ; Dijon : 16-24 mai ; Niort, 22-24 mai ; Rouen : 23-24 mai (cartes postales) ; Eauze-en-Armagnac : 23 mai-1er juin ; Marans : 28-31 mai ; Colmar : 28 mai-1er juin.

● *Au Louvre des antiquaires* (place du Palais-Royal, 75001) : « Rencontre entre l'art et la flore » du 14 au 17 mai.

● *Maurice Segoura* (20, faubourg Saint-Honoré, 75008) présente, du 14 mai au 20 juin, une exposition consacrée aux « Splendeurs du dix-huitième siècle français ».

MÉTÉOROLOGIE







Evolution probable du temps en France entre le samedi 9 mai à 0 heure et le dimanche 10 mai à 24 heures :

Des masses d'air instable continueront à circuler lentement dans la zone de basses pressions qui recouvre l'Europe occidentale et le proche océan.

Dimanche 10 mai, le temps sera très variable en France. Le ciel sera le plus souvent nuageux et il y aura des ondées éparses, localement orageuses, mais aussi des éclaircies passagères. Les vents de secteur sud resteront faibles ou modérés. Les températures s'abaisseront un peu dans l'Ouest.

Samedi 9 mai 1981, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 008,4 millibars, soit 754,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 mai ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9) : Ajaccio, 20 et 8 degrés ; Biarritz, 18 et 13 ; Bordeaux, 18 et 11 ; Bourges, 19 et 11 ; Brest, 14 et 8 ; Caen, 18 et 9 ; Cherbourg, 15 et 9 ; Clermont-Ferrand, 18 et 9 ; Dijon, 19 et 10 ; Grenoble, 20 et 6 ; Lille, 18 et 11 ; Lyon, 19 et 11 ; Marseille, 23 et 14 ; Nancy, 19 et 8 ; Nantes, 17 et 11 ; Nice, 20 et 12 ; Paris - Le Bourget, 18 et 11 ; Pau, 18 et 10 ; Perpignan, 19 et 12 ; Rennes, 17 et 9 ; Strasbourg, 20 et 11 ; Tours, 19 et 10 ; Toulouse, 20 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 12 degrés ; Amsterdam, 17 et 10 ; Athènes, 20 et 15 ; Berlin, 21 et 10 ; Bonn, 21 et 10 ; Bruxelles, 18 et 11 ; Le Caire, 24 et 14 ; îles Canaries, 21 et 15 ; Copenhague, 18 et 5 ; Genève, 21 et 7 ; Jérusalem, 18 et 3 ; Lisbonne, 15 et 7 ; Londres, 19 et 9 ; Madrid, 17 et 7 ; Moscou, 22 et 10 ; Nairobi 24 et 15 ; New-York, 18 et 11 ; Palma-de-Majorque, 20 et 10 ; Rome, 20 et 10 ; Stockholm, 17 et 5.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 9 mai 1981 :

DES DECRETS

● Relatif aux modalités d'application du régime de travail à temps partiel dans les communes ou leurs établissements publics.

● Modifiant le code des assurances en ce qui concerne la coassurance communautaire.

● Pris en application de la loi n° 68-946 du 31 octobre 1968 modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés.

● Portant création de l'Institut de recherches et d'études sur le développement de l'enfant.

● Relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées.

● Modifiant le décret n° 77-1289 du 22 novembre 1977 portant application de l'article 5 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales.

BREF

CONGRÈS

DOCUMENTATION ET TÉLÉMATIQUE. — I.D.T. 81, IVe congrès sur l'information, la documentation et la télématique, se déroulera, du 13 au 15 mai, au Palais des congrès de Versailles. Il est organisé par l'Association française des documentalistes et bibliothécaires spécialisés (A.D.B.S.) et l'Association nationale de la recherche technique (A.N.R.T.), avec la participation du Groupement français des producteurs de bases et banques de données (G.F.P.B.B.D.).

Parallèlement aux communications auront lieu des présentations de produits et systèmes d'informations, et une exposition illustrera les thèmes du congrès.

★ Inscriptions à l'ACEE, B.P. 45-16, 75761 Paris Cedex 16.

PARIS EN VISITES

MARDI 12 MAI

« Hôtel des monnaies et ateliers de frappe », 10 h., 11, quai Conti, Mme Hulot.

« Hôtel de Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Vermeersch.

« Abbaye de Saint-Germain-des-Prés », 15 h. 30, devant l'église, Mme Meynial.

« Montreuil », 14 h. 30, église Saint-Symphorien, rue de Montreuil. A. Gaborit (Caisse nationale des monuments historiques).

« Musée Hermès », 14 h. 30, 24, faubourg Saint-Honoré (Approche de l'art).

« L'Opéra », 13 h. 30, devant l'entrée, Mme Raguenau.

« Cristallerie de Baccarat », 15 h., 30 bis, rue de Paradis, Mme Thyss (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h. 30, entrée devant la poste, Mme Willer.

« Promenade musicale dans le quartier latin », 15 h., portail de l'église Saint-Sulpice, M. Meunier-Thouret (Paris et son histoire).

« Hôtels, églises et ruelles du Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 18 h. 30, 3, rue Mabillon, M. Teurnier (le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

MARDI 12 MAI

17 h. 30, 6, rue Ferrus, Mohamed T. Diawara : L'industrialisation de l'Afrique » (IFRI).

19 h., 62, rue Madame : « La mosaïque africaine, technique et décor » (Arcus).

19 h. 15, 7, rue Danton, G. Pagano : « L'auto-écoute des profondeurs et le silence de la pensée » (la Psycho-Intégration).

PRESSE

« Libération » prépare sa reparution pour le 13 mai

Les télex crachent à nouveau les dépêches de l'Agence France-Presse. Les locaux de la rue de Lorraine, à Paris, s'animent. Depuis jeudi 7 mai, l'équipe de *Libération* prépare sa réapparition dans les kiosques, programmée pour le mercredi 13 mai. La journée de jeudi a été consacrée à la mise au point de la maquette. Un premier numéro zéro sera fabriqué dimanche, un second lundi. Mardi, l'équipe travaillera au numéro un du *Libération* nouvelle manière.

Le journal aura trente-six pages et sera d'un format légèrement plus réduit qu'auparavant. La mise en pages, apparemment, sera plus claire et se rapprochera de celle des magazines. Il faut apprendre, a écrit Serge July, directeur et animateur de la rédaction, à « *titrer de manière systématique la copie, de telle sorte qu'en feuilletant le journal et en additionnant tous les titres, on ait autre chose qu'un pseudo poème surréaliste, mais un résumé de la journée* ».

Pour l'instant, les membres de l'équipe se croisent et ne se connaissent pas toujours. En deux mois de silence, les bouleversements ont été nombreux. Sur les vingt et un licenciements touchant la rédaction, l'inspection du travail en a déjà accepté dix-sept. Et sept journalistes ont quitté *Libération*. Ainsi, Marc Kravetz et Jean-Paul Géné, qui devaient respectivement animer les services étranger et société, ont-ils donné leur démission. « *Evidemment, je suis triste* », a écrit J.-P. Géné au bas de sa première et dernière lettre à *Libé*. Jean-Luc Hennig est lui aussi parti, qui souhaitait notamment pour le supplément dominical *Sandwich* une structure juridique indépendante et un apport de publicité. Finalement, *Sandwich* ne reparaîtra pas. *Libération* publiera un cahier quotidien de petites annonces.

Ces départs — Serge July parle de « *très bons professionnels qui vont manquer au journal* » — ont été accompagnés d'arrivées. *Libération*, dorénavant, possède un secrétariat de rédaction. Une vingtaine de rédacteurs ont, d'autre part, été engagés. Les services économie, social et politique ont été rendus autonomes. Le salaire unique a été fixé à 5 000 F bruts mensuels.

Libération a vécu deux mois d'une sévère remise en question durant lesquels « *toutes les crises, refoulées avant ont éclaté* ». Il reste maintenant à cette équipe à retrouver son rythme. A passer de nouveau de la théorie à la pratique.

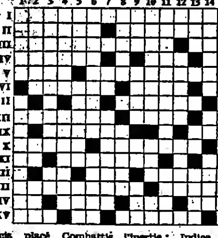
L. G.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2925

HORIZONTALEMENT

I. Compositions à base de colle pour faire sécher. — II. Des gens y étoufferaient moins s'ils étaient rattachés à l'Eire libre ; Certains les brossent, d'autres préfèrent les lécher. — III. Particulier ne manquant pas d'estomac, dans tous les sens du terme ; On y poursuit dans toutes les langues des dialogues de sourds. — IV. Repas pris au corps par de jeunes aspirants ; Article ; L'un fait de la mousse, l'autre ne s'en fait pas. — V. Etages faisant remonter dans le temps ; Conseillers de cour. — VI. La margarine pour le beurre ; Fleuve de Géorgie ; En satin. — VII. Négation ; Abuseurs ou amuseurs. — VIII. Temps où, en principe, on ne dort pas à la Chambre ; Point précis placé quelque part ; Coutumiers compagnons des coutumes. — IX. Roi éthiopien qui fut saigné dans une boucherie troyenne ; Système dans lequel la seconde est troisième. — X. Manifestera d'une façon chevaline un caractère de chien ; Ne grandit pas l'homme. — XI. Est vague ; Face-à-face ou tête-à-tête. — XII. Os pour un Pékinois unijambiste ; Commencement constituant une fin pour chacune ; Passages familiers au paludier. — XIII. Se pique facilement au jeu ; Généralement respectée des militaires. — XIV. Participe ; Etant seul de son espèce, on n'a pas éprouvé le besoin de le numéroter ; Radical conciliant ; A la fois serré et généreux. — XV. Son père créa le bateau et lui l'Aram ; Personnel ; Lâcher de pigeons.



VERTICALEMENT

1. Empoisonne les rats ; Ceux qui font des embarras les pratiquent sans aucune gêne. — 2. Blessé avec ou sans lésion apparente ; Premier en classe de math ; Mme de Sévigné le fut beaucoup, même après sa mort. — 3. Doctrine placée sous le signe cabalistique ; Article. — 4. Mauvais coup provoqué par des agents agresseurs ; Oblige le civil à quitter son quartier et à un militaire à rejoindre le sien. — 5. Site préhistorique suisse ; Combattis l'inertie ; Indice de scepticisme. — 6. Représentation polychrome ; On y distribue un prix annuel et des couronnes quotidiennement. — 7. Deux ôtés de seize ; Limite de vitesse à respecter pour des touristes belges. — 8. Cargaison pour cargo ; Guère plus apprécié dans une salle de spectacle que dans une salle à manger. — 9. Masque la lune ou la découvre ; Prit le départ tout en ignorant le point d'arrivée ; Négation ; Tête qui tombe pour que les hommes vivent. — 10. Méthode qu'employait Torquémada pour arracher un aveu ; Baie ; Note. — 11. Qui doivent pencher pour retrouver un équilibre ; Un des rois de la conserve. — 12. Il lui arrivait de bouder ; Produits de nettoyage pour conduites ; Boîte dans laquelle il est facile de trouver du boulot. — 13. Moi, pour Ovide ; Personnel ; Entre un « Gros » et un « Simple ». — 14. Importante réserve d'essences en Essonne ; Note ; Mot authentique du général Eblé au passage de la Berezina. — 15. Doit parler au moins trois langues pour se faire comprendre de tous ses compatriotes ; Epithète pour Adam, avant l'exérèse.

Solution du problème n° 2924

Horizontalement

I. Chansons. — II. Rat ; Rouan. — III. Irak ; Li. — IV. Milice ; Ob. — V. Icare ; Epi. — VI. Nô ; S.P.A. ; Aa. — VII. Stoc ; Film. — VIII. Choisie. — IX. Lac ; Gnon. — X. Ennier ; Let. — XI. Ses ; Evasé.

Verticalement

1. Criminelles. — 2. Haricot ; Ame. — 3. Atala ; Occis. — 4. Kirsch. — 5. SR. ; Cep ; Ogre. — 6. Sole ; Afin. — 7. Oui ; Isola. — 8. Na ! ; Opalines. — 9. Snobisme ; Te.

GUY BROUTY.

Le Monde

économie

AFFAIRES

LA CRISE DE L'ACIER

La Commission européenne propose d'éliminer en cinq ans les aides à la sidérurgie

Bruxelles (Communautés européennes). — La réunion des ministres de l'industrie des Dix, qui devait se tenir le 12 mai, à Bruxelles, a été reportée au 26 mai. Les sidérurgistes rassemblés au sein d'Eurofer, la Commission européenne, les gouvernements membres, éprouvent des difficultés à mettre au point la nouvelle politique anticrise qui doit, *en principe*, succéder, le 1er juillet prochain, à l'« état de crise manifeste » déclenché par la Commission en octobre 1980, conformément à l'article 58 du traité de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), en vertu duquel est actuellement appliqué un contingentement obligatoire de la production d'acier. Ils ont donc choisi de se donner un répit de deux semaines.

De notre correspondant

La nouvelle politique anticrise que les responsables publics et privés de la sidérurgie européenne s'efforcent actuellement de mettre sur pied comporte deux volets.

D'abord un programme volontaire de répartition de la production. Les industriels sont parvenus à ce type d'arrangement dénommé Eurofer 2 attribuant à chaque groupe et pour chaque produit des parts de marché, *mais sans obtenir jusqu'ici l'adhésion* du groupe allemand Klöckner (*le Monde* du 25 avril). Celui-ci, important producteur de coils (câbles), réclame un quota de production très supérieur à celui qui lui est actuellement *attribué* au titre du contingentement obligatoire et aussi à celui que les autres sidérurgistes allemands sont prêts à lui reconnaître dans le nouveau programme volontaire de répartition de la production. Une tentative de conciliation au sommet, qui a eu lieu mercredi 6 mai à Bonn entre MM. Lambsdorff, le ministre allemand de l'économie ; Davignon, le commissaire européen chargé de la politique industrielle ; Etchegaray, le président d'Eurofer, et Gienow, le P.-D.G. de Klöckner, a échoué.

Le conseil des ministres du 12 mai devait prendre acte du nouvel arrangement volontaire. *L'ajournement* de la session donne un ultime répit aux protagonistes de l'opération pour essayer encore de résoudre l'affaire Klöckner. On ne peut exclure que, en cas d'échec, plutôt que de laisser se développer sur le marché une guerre des prix destructrice, la commission change son fusil d'épaule et suggère une prolongation de l'article 58, *c'est-à-dire* du *contingentement* obligatoire de la production au-delà du 30 juin. Mais compte tenu de l'hostilité déclarée des Allemands à une telle formule, ce n'est certainement qu'en dernier ressort que M. Davignon y fera appel.

Fin des aides d'urgence en 1982

Le deuxième volet concerne le renforcement du « code des aides ». Les principales orientations ont été définies par les ministres de l'industrie le 26 mars. Il s'agit, comme le réclament avec insistance les Allemands, de programmer la réduction progressive puis l'élimination des aides puis l'élimination des aides gique. Le conseil des ministres du 25 mai *précisera ces orientations*. La commission vient de soumettre aux gouvernements membres des propositions à cet effet :

● *Aides à la modernisation.* Les nouvelles règles que propose la *commission devraient* s'appliquer de façon identique à toute forme d'aide, spécifique à la sidérurgie ou non spécifique (type aide régionale par exemple) afin de *« s'assurer une discipline cohérente en matière d'aides »*. Elles prévoient que *« pour bénéficier d'une aide les entreprises doivent avoir entrepris une restructuration industrielle et si nécessaire financière et que les plans de restructuration doivent prévoir une réduction des capacités »*. Il est précisé que le montant des aides devra être progressivement réduit et que par ailleurs elles ne devront pas affecter, de manière trop sensible les conditions des échanges des produits sidérurgiques à l'intérieur de la Communauté. Le calendrier d'élimination progressive qui est proposé est le suivant : 31 décembre 1982 : date limite pour notifier de nouvelles aides à la Commission ; 1er juillet 1983 : date limite à laquelle les aides à la modernisation, approuvées par la Commis*sion, pourront* être mises en œuvre ; 31 décembre 1985 : date *limite* pour le paiement de toutes les autres aides.

● *Aides d'urgence.* Il s'agit d'aides *« qui peuvent être nécessaires en attendant la mise en place d'un plan de restructuration »*. La Commission propose que ces aides d'urgence ne puissent avoir une durée supérieure à six mois et d'autre part qu'elles puissent être introduites après le *30 juin* 1982. Autrement dit, elles devront être complètement éliminées à la fin de l'année 1982.

PHILIPPE LEMAITRE.

Le Jouet français dépose son bilan

Le Jouet français, société hol*ding contrôlant les firmes Jouef* (trains électriques), Heller-Solijouet (*modélisme*) et *Delacoste* (jouets du premier âge) a déposé, le vendredi 8 mai, son bilan auprès du tribunal de commerce de Paris.

Ce dépôt de bilan était attendu. Second fabricant français dans ce secteur d'activité, derrière la Compagnie générale du jouet, avec un chiffre d'affaires consolidé d'environ 200 millions de francs, le groupe Jouet français était confronté depuis plusieurs années à de très graves difficultés financières. Déjà, à la fin de 1979, il s'était trouvé au bord de la fail*lite. La Banque d'Occident pour* l'industrie et le commerce, B.O.I.C. (filiale de la Générale occidentale de M. James Goldsmith), se substituant *au* Crédit lyonnais, avait alors repris l'affaire en main, et M. James Goldsmith avait nommé M. Thomas Sebesteyn à la tête du groupe pour le restructurer et l'assainir.

Sans succès, semble-t-il, puisque malgré les fermetures d'ateliers et les coupes claires faites dans les effectifs (six cent cinquante personnes sur les mille sept cents employées), les comptes de l'exercice 1980 se sont soldés par un *déficit de* 30 millions de francs.

Le Jouet français n'a pas su *renouveler assez tôt sa gamme*, beaucoup trop étendue déjà, de produits face à une concurrence, italienne notamment (firme Lima), très agressive, capable de mettre *sur* le marché des articles infiniment moins chers.

Qui plus est : le Jouet français a pâti de frais financiers trop lourds à *supporter* pour sa *taille* (27 millions de francs pour la seule année 1980). Dans ces conditions, ni la B.O.I.C., ni Pricel, second actionnaire du groupe à 36,3 %, n'ont voulu *poursuivre* l'expérience du sauvetage en réinjectant de l'argent *frais* dans l'affaire.

« Une solution industrielle en vue de la reprise de certaines activités est possible, estime l'ancienne direction, *mais il faudra de l'imagination.* » Jusqu'ici, aucun industriel n'a posé sa candidature en vue de racheter une partie des actifs.

Restructuration dans l'industrie des poids lourds

VOLVO VA ACHETER WHITE MOTOR

Le groupe suédois Volvo a conclu une *promesse d'achat pour la quasi*totalité des actifs de la société américaine White Motor, l'un des plus petits mais aussi des plus célèbres fabricants américains de camions de gros tonnage (+ 15 tonnes), qui était virtuellement en état de faillite. Cet accord, qui requiert l'autorisation de l'administration américaine, devrait être conclu en septembre.

La White Motor connaissait depuis plus de deux ans de très graves difficultés qui l'avaient *conduite*, après l'échec des négociations menées avec le constructeur allemand Man, en 1979, à demander à bénéficier d'un concordat (ce qui correspond à peu près à un *règlement judiciaire* en France). White Motor a déjà, dans le cadre de ce concordat, vendu ses activités machines agricoles ainsi que ses activités poids lourds au Canada et en Australie. L'offre de Volvo devrait permettre à celui-ci, après Renault-Véhicules industriels *(lié à Mack Trucks)* et Daimler-Benz (lié à Freightliner), de s'implanter sur le marché nord-américain, dont White Motor a couvert, en 1980, 7 % avec 7 230 camions vendus.

ÉNERGIE

Aux États-Unis

LA CONSTRUCTION D'UN SURGÉNÉRATEUR EST REMISE EN CAUSE PAR UN COMITÉ DU CONGRÈS

Le comité des sciences et de la technologie de la Chambre des *représentants* a refusé, le 3 mai, de voter les crédits nécessaires à la poursuite des travaux du surgénérateur de Clinch River, qui est en construction à Oak-Ridge, dans le Tennessee. Malgré l'opposition de l'ancien *président*, M. Carter, aux réacteurs rapides, le Congrès avait continué de voter chaque année de l'ordre de 180 millions de dollars pour maintenir ce projet de démonstration. Plus de 1 milliard de dollars ont ainsi été dépensés pour ce surgénérateur, que le directeur de l'office du budget, M. Stockman, juge « non *économique* ».

Les estimations des dépenses *encore* nécessaires pour que le réacteur rapide de Clinch River entre en activité — *théoriquement* en 1982 — varient de 200 millions de dollars à 1 milliard de *dollars*. Selon le *New York Times*, il y a toutes les chances que l'administration de M. Reagan — favorable au nucléaire — fasse un effort particulier lorsque le *projet* viendra devant la Chambre des représentants elle-même.

CHAUSSON SUPPRIME SEPT CENT CINQUANTE EMPLOIS ADMINISTRATIFS

Sept cent cinquante emplois administratifs vont être prochainement supprimés dans les usines Chausson de Gennevilliers, Asnières, Courbevoie (Hauts-de-Seine), Laval (*Mayenne*), Reims (Marne) et Creil (Oise) a annoncé vendredi 8 mai la direction parisienne de l'entreprise. Cette décision, a-t-elle précisé, a été prise à la suite d'une baisse d'activité dans les secteurs thermique et *automobile, sauf dans l'atelier qui* effectue des travaux de sous-traitance pour Renault.

Concernant uniquement les emplois de bureau, cette mesure, qui avait été *présentée* la veille au comité central d'entreprise, se traduira par le départ *effectif* de cinq cents personnes, dont cent quatre-vingt-dix intérimaires et environ trois cents mises en préretraite. Les deux cent cinquante autres personnes qui perdent leur emploi administratif seront transférées dans le secteur de la production. Les usines de Gennevilliers, d'Asnières et de Creil seront les plus touchées avec des départs de respectivement 237, 213 et 191 personnes. Jusqu'à présent, les établissements Chausson avaient été très peu affectés par le chômage technique.

● *Des militants cégétistes* d'entreprises du textile, de l'habillement et de la chimie se sont rendus jeudi 7 mai et vendredi 8 mai dans les grands magasins parisiens pour exprimer leur opposition aux « *importations suicidaires* » de tissus et de vêtements et leur volonté de « *voir vendre français* ».

SOCIAL

SELON UNE ÉTUDE REMISE AU B.I.T.

Cinquante-cinq millions d'enfants de moins de quinze ans travaillent dans le monde

De notre correspondante

Genève. — Selon une étude publiée vendredi 8 mai et effectuée, pour le Bureau international du travail (BIT), par des experts de l'application des normes internationales du travail, le nombre d'enfants et d'adolescents de moins de quinze ans qui travaillent dans le monde a encore augmenté depuis deux ans. On en compte aujourd'hui, selon les données dont on dispose, au moins cinquante-cinq millions, mais les *experts estiment que « ce chiffre reste bien en-deçà du volume réel du phénomène »*. Ils soulignent que le fléau ne peut être ni aboli ni même contrôlé tant que persiste la misère créée par le sous-développement. Néanmoins, des *efforts accrus* peuvent, assurent-ils, être entrepris pour lutter contre l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine.

Les experts ont rassemblé les informations fournies par une centaine d'Etats et sept territoires non autonomes. Des gouvernements reconnaissent que, dans certaines régions de leur pays, la quasi-totalité des enfants sont sur le marché du travail, les uns légalement, d'autres en violation de *la loi* et *des conventions* internationales. Sans chercher à cacher l'étendue du phénomène, ils s'avouent incapables d'y remédier tant que leur pays n'aura pas atteint un niveau économique suffisant pour que le travail des enfants ne soit plus une condition de survie pour la population.

En outre, aucune législation actuellement en vigueur ne saurait protéger efficacement les enfants ou adolescents qui travaillent à leur propre compte ou dans le *cadre familial*. Rien ne peut non plus, dans de nombreux pays, protéger de l'exploitation les enfants qui travaillent à domicile, en principe rémunérés à la pièce ou qui sont employés par leurs proches à des travaux agricoles ou domestiques. Il est aussi des pays où le travail des enfants n'est proscrit que pendant les heures de classe, ce qui a le plus souvent pour conséquence de nuire à la fois à leur santé et à leurs études.

Le rapport des experts sera examiné lors de la prochaine session de la conférence internationale du travail qui se tiendra à Genève du 3 au 24 juin. Jusqu'à présent, seuls vingt-trois Etats membres du BIT ont ratifié la convention internationale n° 138 « *visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants et à élever progressivement l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail à un niveau permettant aux adolescents d'atteindre le plus complet développement physique et mental* ».

ISABELLE VICHNIAC.

ÉTRANGER

EN R.F.A.

L'accord salarial dans la métallurgie divise le patronat

De notre correspondant

Bonn. — Après de longues et très difficiles négociations, le problème salarial dans l'industrie métallurgique est réglé. Vendredi 8 mai, à Bad-Nauheim, est intervenu le dernier accord qui fixe les rémunérations des trois cent vingt mille ouvriers métallurgistes du Land de Hesse. Comme on pouvait s'y attendre, le patronat n'a pu mener qu'un baroud d'honneur avant d'accepter un accord conforme au « modèle » établi il y a plus d'une semaine déjà au Nord-Wurtemberg et dans le Bade du Nord. Pour *l'ensemble du secteur*, la hausse des salaires en 1981 sera donc de 4,9 %, plus diverses primes et avantages qui ont pour résultat d'accroître les rémunérations de 5,3 % environ.

Si une grève désastreuse est ainsi évitée, l'issue des négociations jette le désarroi dans le camp patronal, à tel point que M. Paul Pleiger, membre du comité directeur de la fédération Gesamtmetall, qui groupe tous les employeurs de la métallurgie en *R.F.A.*, vient d'*abandonner* son poste et d'entamer une « grève » personnelle au sein de l'organisation. Il refuse désormais de siéger dans les commissions de Gesamtmetall qui ont pour tâche de coordonner les négociations *salariales*. *De plus*, M. Pleiger, qui reste à la tête des patrons métallurgistes de la Rhénanie du Nord-Westphalie, a fait savoir que ceux-ci refusent désormais d'accorder les pleins pouvoirs dont Gesamtmetall disposait *jusqu'ici pour régler* les rapports avec les syndicats.

Ainsi se concrétise la division qui s'était manifestée depuis plusieurs mois dans le camp des employeurs. Alors que les grandes entreprises du Bade-Wurtemberg, notamment l'industrie automobile, sont en mesure de *supporter* des hausses salariales de plus de 5 %, il n'en est pas de même pour les petites et moyennes entreprises qui sont la majorité en *Rhénanie du Nord-Westphalie*. Ces dernières reprochent donc à ceux qu'elle appelle « *les automobilistes de Stuttgart* » de les avoir trahies, en ne résistant pas de façon beaucoup plus vigoureuse aux revendications ouvrières. La réaction patronale en Rhénanie du Nord-Westphalie vise ainsi à remettre en cause les structures nationales de l'organisation des employeurs, afin de réduire l'influence prépondérante que les très grandes entreprises y exerçaient jusqu'à présent.

Selon le *ministère* de l'économie, les coûts salariaux en 1981 seront plus élevés que les experts gouvernementaux ne l'avaient prévu au début de janvier. Les *dernières statistiques* montrent qu'une accélération s'est déjà produite en 1980 : durant les derniers onze mois de cette année, la masse des salaires et rémunérations dans l'industrie s'est en effet accrue de 6,9 % contre seulement 4,8 % en 1979. Plus grave encore a été la chute du progrès de la productivité qui, durant la même période, ne s'est accrue que de 0,8 % contre 3,4 % l'année précédente.

JEAN WETZ.

Aux États-Unis

Le chômage est resté stable en avril mais la hausse des prix de gros s'est ralentie

Washington (*A.F.P.*). — Le taux du chômage américain est resté stable en avril, alors que le nombre de personnes pourvues d'un emploi a continué à s'améliorer modérément. Selon le département du travail, le chômage a représenté 7,3 % de la population active pour le troisième mois consécutif, ce qui représente 7,7 millions d'Américains. Le nombre de personnes pourvues d'un emploi s'est inscrit de son côté à 99 millions, soit 564 000 *de plus* qu'en mars. Le taux de chômage, qui avait fortement monté au moment de la récession du printemps 1980 pour atteindre 7,6 %, a depuis lors évolué étroitement autour de son niveau actuel.

Cependant, l'indice américain des prix de gros a augmenté de 0,8 % en *avril* contre 1,3 % en mars, s'inscrivant à 267,7 (base 100 en 1967), soit 10,6 % de plus que son niveau d'avril 1980. La modération de la hausse mensuelle des prix de gros a reflété essentiellement, indique le département du travail, une réduction de l'augmentation des prix de l'énergie. Ceux-ci, qui, à la suite de la levée des contrôles sur les prix du pétrole national, avaient enregistré une hausse de 6,1 % en mars, ne se sont accrus que de 1,6 % en avril. En revanche, les prix de gros des produits alimentaires, qui étaient demeurés stables en mars, ont augmenté de 0,8 % en avril.

Enfin, les crédits nets à la consommation ont enregistré leur plus forte progression depuis un an et demi. Selon la réserve fédérale, ils se sont élevés, compte tenu des variations saisonnières, à 310,77 milliards de dollars fin mars, soit 3,11 milliards de plus qu'à la fin février, ce qui représente une hausse, en rythme annuel, de 12 %. En février, le montant de ces crédits avait déjà progressé de 2 milliards de dollars. Fin mars, les crédits nets à la consommation étaient supérieurs de 0,5 % à leur niveau de mars 1980.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *La R.D.A. a commandé au constructeur* japonais Toyo Kogyo 10 000 voitures particulières qui devront être livrées avant la fin de 1981 pour une somme de 40 millions de dollars (200 millions de francs environ). Cette commande, la première passée entre un *constructeur nippon* et la République démocratique allemande, *fait suite* à l'annulation d'un contrat entre l'Union soviétique et la R.D.A. qui portait sur la livraison de 30 000 Lada. — *(A.F.P.)*

● *Le groupe Pernod-Ricard s'apprête à racheter une maison d'importation de spiritueux aux Etats-Unis.* — Un protocole d'accord a été signé avec la société Field Crest Importers, qui est surtout implantée dans l'Etat de New-York, et qui a réalisé un *chiffre d'affaires* de 3 millions de dollars environ en 1980. Le montant de la transaction s'élève à 210 000 dollars. Avec cette acquisition, Pernod-Ricard entend accentuer le développement des ventes aux Etats-Unis de Ricard, du *cognac* Bisquit et d'armagnac Montesquiou dont Field Crest est l'importateur. La tête de pont de Pernod-Ricard aux Etats-Unis demeure la société Austin Nichols, acquise en avril 1980.

Agriculture

● *Industries agro-alimentaires.* — M. Jean-Louis Baril a été nommé secrétaire général du Fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires. Organisé par décret le 4 février dernier, conformément à *la loi* d'orientation agricole ce fonds, doté d'un crédit initial de 150 millions de francs, sera alimenté par les organisations interprofessionnelles. Il est géré par le Centre national pour la pro*motion* des produits agricoles et alimentaires, association (loi de 1901) constituée entre les organisations agricoles, les chambres de commerce, l'association des industries agro-alimentaires et le C.N.P.F. Né le 9 août 1934, à Paris, M. Baril a été sous-directeur au Centre national des jeunes agriculteurs de 1963 à *1969*, directeur de la Confédération française de l'agriculture depuis 1969, sous-directeur à la F.N.S.E.A. de 1973 à 1979, date à laquelle il fut nommé conseiller technique au cabinet de M. Debatisse, secrétaire d'Etat aux *industries* agro-alimentaires.

● *Le revenu agricole 1981.* — M. Pierre Joxe (P.S.), constatant que M. Méhaignerie ne veut pas publier l'étude de la direction de la prévision du 3 avril 1981 relative à l'évolution du revenu agricole, et se refuse *également* à faire connaître le contenu des études antérieures auxquelles l'ensemble de la presse a fait allusion, accuse le ministre de l'agriculture comme M. Giscard d'Estaing de « *mensonge et de dérobade* ». « *Chacun connaît les difficultés de faire des prévisions sur l'évolution du revenu agricole au mois de mai,* déclare M. Joxe. *Chacun peut donc comprendre que l'affirmation de Valéry Giscard d'Estaing suivant laquelle le revenu agricole progresserait en 1981 grâce au niveau des prix fixés à Bruxelles est une contre-vérité qui ne répond à aucune donnée objective.* »

Conjoncture

● *La hausse des prix* selon l'indice calculé par la C.G.T. a *atteint* 1,30 en avril 1981, soit une augmentation de 15,7 % en un an. Selon la centrale, les hausses les plus fortes ont été enregistrées dans les domaines de l'alimentation (+ 15,1 % en un an) et du *logement* (+ 20,6 %).

Social

● *L'emploi dans les banques.* — A la suite de la crainte formulée par la Fédération des employés et cadres F.O. et la Fédération française des syndicats de banques et établissements financiers C.F.D.T., de voir disparaître environ 50 000 emplois dans les prochaines années avec l'informatisation des services bancaires, l'Association française des banques (A.F.B.) estime que les effectifs des banques inscrites ont progressé de 0,2 % en 1980 par rapport à l'année d'avant. De plus, aucune diminution d'emplois ne devrait intervenir au cours des deux prochaines années, et le réseau mutualiste bancaire (Crédit mutuel, Banques populaires, Crédit agricole) devrait accroître ses effectifs de façon plus marquée, ajoute l'A.F.B.

● *Une manifestation* rassemblant quelques centaines de personnes a eu lieu le jeudi 7 mai, dans l'après-midi, devant la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.) des Hauts-de-Seine, à *Nanterre*. L'intersyndicale du Centre médico-chirurgical de l'hôpital Foch de Suresnes (930 lits) entendait ainsi s'opposer à des négociations actuellement menées entre sa direction et la D.D.A.S.S. et concernant une modification de la *convention collective*. L'une des solutions envisagées aurait, eu effet, pour conséquence une diminution de 3 % du salaire de base des 2 215 employés.

● *Grève-bouchon « illimitée » chez British Leyland.* — Les quelque cinquante grévistes, qui assurent la finition des voitures Metro chez British Leyland, ont décidé de poursuivre de façon illimitée la grève qu'ils ont entamée jeudi 7 mai. Ce mouvement contraint à l'inactivité les *trois mille* ouvriers de l'usine de Longbridge, près de Birmingham. La direction de B.L. voulait porter de 4 000 à 4 500 le rythme de production hebdomadaire de la voiture pour satisfaire les commandes. Les « finisseurs » s'opposent à *cette accélération* et ont rejeté vendredi 8 mai l'appel à la reprise du travail lancé par leurs délégués syndicaux.

● *Le président de la C.F.T.C.,* M. Jacques Tessier, préconise « *la généralisation du travail en deux équipes dans les petites et moyennes entreprises, où cela est possible* ». Cette mesure, estime-t-il « *améliorerait la productivité, doublerait la production et permettrait de résorber une partie du chômage* ». Parmi les quinze propositions que la C.F.T.C. — qui revendique deux cent cinquante mille adhérents — fait en matière d'emploi, M. Tessier *insiste sur* le développement de l'artisanat, l'amélioration de l'habitat, la création d'emplois d'utilité collective et la réduction « *prudente et progressive* » de la durée hebdomadaire du travail.

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euromarché

Le poids de l'Amérique

L'envolée des taux d'intérêt américains et du dollar pèsent d'un poids écrasant sur les marchés financiers internationaux. La demande d'obligations à taux fixe est tombée au plus bas, les investisseurs adoptant une attitude d'expectative. Le marché des obligations convertibles en dollars des États-Unis a également souffert, tandis que les marchés mondiaux des actions réagissaient à la perspective de taux d'intérêts plus élevés. L'offre d'obligations convertibles de Gillette a été retirée et l'intérêt pour celles qui restent offertes s'est effondré.

Dans le secteur en deutschemarks, le lancement pour la première fois, par Belgelectric, d'un emprunt de 100 millions de DM d'obligations à 10,5 % (dix et demi pour cent) échéance 1989, émis à 99, a été compromis par la hausse des rendements à 11 % pour des emprunts internes de la même qualité. Des rendements plus élevés étant attendus dans les semaines qui viennent, les investisseurs devraient suivre le vieil adage de la Bourse de Londres : « *En mai, vends et va t'en* »

On s'attend que ce nouvel étranglement du crédit par les Américains dure assez longtemps, et certaines projections prévoient un *prime rate* américain de 25 % vers le milieu de 1981. Toute hausse des taux d'intérêts affecte naturellement les nations affligées d'un endettement considérable, comme le Mexique ou le Venezuela, ou celles qui s'attendent à subir un changement spectaculaire de leur situation, comme la Tunisie, où la production pétrolière a atteint son sommet l'an dernier avec 5,6 millions de tonnes et devrait baisser dans les années qui viennent.

Si l'on s'intéresse pour commencer au problème tunisien, le pétrole a représenté, en 1980, 50 % des exportations de ce pays. Même dans ces conditions, il y a eu un déficit commercial de 808,7 millions de D.T.S. Le F.M.I. estime que ce chiffre passera en 1981 à 953,6 millions de D.T.S. La hausse des taux d'intérêt va donc compromettre le financement de son déficit commercial par la Tunisie.

Bien que le Venezuela n'ait pas vu sa production de pétrole plafonner, les problèmes ne lui font pas défaut. Le coût de l'intérêt et de l'amortissement de la dette extérieure atteint actuellement 20 % des dépenses totales, ou, en d'autres termes, égale 8 % des réserves de change du pays. Dans le cas de la Tunisie, les banques, pour ne pas l'accabler, qu'à contre cœur, afin d'améliorer l'infrastructure du pays et de créer de nouvelles sources de revenus.

Dans le cas du Venezuela, l'énormité de la dette à court terme présente au monde bancaire un dilemme différent. En août de l'an dernier, ce pays a emprunté 1,8 milliard de dollars sur le marché des eurodollars au moyen d'un emprunt géant (*jumbo*). Au moment de la signature, le taux interbancaire de Londres (Libor) pour les dépôts en eurodollars était de 10,8125 %. L'emprunteur a dû payer 0,625 % supplémentaires au-dessus du taux Libor en vigueur sur le moment pour les trois premières années, et 0,75 % pour les quatre dernières années de l'échéance de l'emprunt. Depuis août 1980, le Libor est monté en flèche jusqu'à 19,375 %, ce qui signifie que la République vénézuélienne a vu le coût de son emprunt s'envoler jusqu'à 19,75 %, avec la sombre perspective de taux d'intérêts encore plus élevés dans l'avenir prévisible.

La plupart des pays s'efforcent d'emprunter à long terme pour les projets à long terme, mais pas les Vénézuéliens, qui ont leurs propres habitudes et qui sont *contraints par leur législation* de financer des projets à long terme avec des emprunts à court terme. Cela contraste nettement avec le Mexique, qui est parvenu à faire correspondre des développements à long terme avec des emprunts à échéances similaires. La dette totale à long terme du Venezuela avoisine 9,3 milliards de dollars.

Ce qui est proprement renversant, c'est que les organismes et sociétés appartenant à l'État représentent 77 % de toute l'industrie du pays. C'est la dette à court terme de ces institutions qui a un effet paralysant sur le Venezuela. La loi vénézuélienne de 1976 sur le crédit public, promulguée pour surveiller les emprunts à l'étranger et freiner l'endettement incontrôlé de ces organismes, a eu le résultat inverse. Elle a, en fait, encouragé l'endettement à court terme, qui n'exige pas l'*approbation* parlementaire.

Pour le monde bancaire, ces pratiques constituent une véritable aubaine. En janvier de cette année, l'exécutif national a annulé l'autorisation donnant aux organismes et institutions à capitaux d'État la capacité d'emprunter des fonds supplémentaires en vertu de la loi de 1976. Il ne leur est plus permis désormais de refinancer ou de reconduire les obligations existantes. Dans les trente jours qui viennent, un décret, actuellement en projet, sera publié à Caracas. Il sera en rapport avec une loi visant à consolider une partie de la dette à court terme du pays. La dimension de l'opération de collecte de fonds à l'étranger est attendue avec intérêt dans le monde bancaire, qui se livre à toutes sortes de conjectures. On ne serait pas surpris de voir la République du Venezuela emprunter de 750 millions à 1 milliard de dollars, opération qui jouerait un rôle de test de telle sorte que d'autres emprunteurs vénézuéliens garantis par l'État pourraient entreprendre de recourir à leur tour au marché de l'eurodollar. *Ces transactions refléteront le* prix que le Venezuela doit payer pour ses erreurs passées.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Nouvelle flambée du dollar - Meilleure tenue du franc

L'accélération de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, couplée avec « l'effet Reagan », a provoqué une nouvelle flambée du dollar qui s'est inscrit à Paris, à son plus haut niveau depuis dix ans. Le franc français, d'abord soumis à une certaine pression en début de semaine, s'est redressé par la suite.

Dès le lundi, le ton était donné, avec un dollar passé de 5,25 F à 5,32 F à Paris et 2,22 DM à 2,24 DM à Francfort. Mardi, l'ascension se poursuivait après l'annonce de relèvement du taux d'escompte aux États-Unis et du taux de base des banques américaines, tandis que sur le marché de l'euro-dollar les taux s'élevaient jusqu'à 20 % : le dollar bondissait à Francfort à 2,27 DM, au plus haut depuis novembre 1977, et à Paris, à 5,41 F, niveau atteint à la fin de 1971. Par la suite des prises de bénéfices et un léger recul des taux sur l'euro-dollar entraînaient un repli de la monnaie américaine, qui revenait, en fin de semaine, à 5,33 F à Paris et à 2,25 DM à Francfort, après avoir fortement oscillé sur des marchés des changes très nerveux.

Compte tenu des conditions qui prévalent actuellement sur les *marchés financiers américains*, où la tension des taux risque de persister assez longtemps (voir en rubrique marché monétaire), les opérateurs estiment que le cours du dollar devrait rester élevé dans les mois à venir. Voilà qui n'est pas de nature à arranger les affaires des Européens, aux prises avec une facture pétrolière de plus en plus élevée (rappelons qu'en France 10 centimes sur le dollar représentent 2,5 milliards de francs sur le prix du pétrole).

Cette hausse est d'autant plus fâcheuse que la nouvelle administration Reagan n'est nullement disposée à la freiner. M. Beryl Sprinkel, sous-secrétaire chargé des affaires monétaires au Trésor américain, a indiqué que les États-Unis n'avaient plus l'intention d'intervenir activement sur les marchés des changes. Cette politique d'« intervention » mise en œuvre par le président Carter au début de novembre 1978, lorsque le dollar s'écroulait, n'est aujourd'hui « ni désirable ni nécessaire ». Les États-Unis n'interviendraient, désormais, que dans les cas de « désordres extrêmes ». Voilà qui est clair.

Le franc français a été encore sous pression en début de semaine, le cours du mark à Paris dépassant les 2,37 francs pour atteindre mardi 2,3850 francs, malgré les interventions — modérées — de la Banque de France. Mercredi, en revanche, au moment de la cotation du franc à Francfort, vers 12 h. 45, une volée d'achats assez surprenante vint conforter notre monnaie, de sorte que le mark revenait à 2,37 francs et même moins à la veille du week-end.

Sur les marchés des changes, on se perdait en conjectures sur l'origine de ces achats, qui ont permis à la Banque de France de réduire ses interventions : opérateurs plus confiants dans la réélection de M. Giscard d'Estaing, soutien « officieux » ou conversion anticipée d'emprunts en dollars effectués par des organismes français ? Le doute demeure. Quoi qu'il en soit, à la veille du week-end, le franc s'est nettement raffermi par rapport aux monnaies du Système monétaire européen. A l'extérieur de nos frontières, les milieux financiers internationaux attendent avec impatience les résultats de l'élection présidentielle. Comme nous l'avons déjà exprimé, une certaine suspicion *plane* sur l'évolution future du franc.

Dans l'immédiat, estime-t-on à l'étranger, toute relance risquerait de relancer l'inflation, et donc, d'affaiblir le franc. L'élection de M. Mitterrand, sans provoquer une chute du franc — le candidat de la gauche n'est pas considéré comme un épouvantail par les « gnômes de Zurich », — serait, toutefois, de nature à accentuer les pressions qui s'exercent sur lui : les mesures sociales figurant au programme du candidat de la gauche sont inflationnistes dans un premier temps, estime-t-on à Francfort, à Londres et à Amsterdam, sans oublier le Moyen-Orient. A moins que la rigueur ne prévale.

Sur le marché de l'or, c'est le calme plat, avec, toutefois, une légère tendance au glissement des cours en raison de la tension du taux aux États-Unis, qui décourage toute spéculation et empêche l'once de 31,1 g de dépasser 480 dollars. — F. R.

LES MONNAIES DU S.M.E.*: DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

8 mai 1981

MARK ALLEMAND — FLORIN NÉERLANDAIS — LIRE — FRANC FRANÇAIS — COURONNE DANOISE — LIVRE IRLANDAISE — FRANC BELGE

% : 0 ; −0,25 ; −0,50 ; −0,75 ; −1 ; −1,25 ; −1,50 ; −1,75 ; −2,00 ; −2,25 — Plafond / Plancher

*Système monétaire européen

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	$ E.-U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	2,1170	—	18,7617	48,7804	44,4049	2,7216	39,9680	0,08865
	2,1440	—	19,0748	49,5294	45,2488	2,7777	40,7747	0,09132
Paris	11,2836	5,3300	—	260	236,6700	14,5034	213,0300	4,725
	11,2400	5,2425	—	259,65	237,2100	14,5625	213,7600	4,787
Zurich	4,3398	2,0500	38,4615	—	91,0301	5,5782	81,9344	1,8173
	4,3287	2,0190	38,5133	—	91,3574	5,6083	82,3241	1,8438
Francfort	4,7674	2,2520	42,2529	109,8536	—	6,1270	90,0079	1,9964
	4,7382	2,2100	42,1567	109,4601	—	6,1388	90,1021	2,0182
Bruxelles	77,7957	36,7500	6,8949	17,9268	16,3188	—	14,6887	3,2579
	77,1848	36	6,8669	17,8308	16,2895	—	14,6798	3,2876
Amsterdam (1)	5,2967	2,5020	46,9417	122,0487	111,1012	6,8081	—	2,2180
	5,2581	2,4625	46,7814	121,4710	110,9728	6,8125	—	2,2307
Milan	2387,97	1128	211,6300	550,2100	500,8800	[illegible]	450,8300	—
	2347,68	1095	208,8700	542,3400	495,4700	30,4166	446,4000	—
Tokyo	459,91	217,2500	40,7674	109,9700	96,4698	5,9115	86,8305	0,1926
	462,46	215,7000	41,1454	106,8300	97,6018	5,9910	87,9510	0,1969

(1) Amsterdam : fermé le 30 avril.
À Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 8 mai, 2,4533 contre 2,4304 le jeudi 30 avril.

Le marché monétaire

La hausse des taux s'accélère aux États-Unis

L'ombre des taux d'intérêt américains s'étend de plus en plus sur le monde : la hausse du loyer de l'argent aux États-Unis s'est accélérée brutalement cette semaine, au point que les sommets historiques atteints en décembre 1980 et février 1981 sont en passe d'être rejoints.

Le signal de la hausse a été donné dès le lundi soir par les autorités monétaires des États-Unis (le FED) avec un relèvement de 1 % du taux d'escompte officiel, fixé à 13 % depuis décembre dernier et porté au niveau record de 14 %.

De plus, la pénalité supplémentaire applicable aux banques faisant appel fréquemment à l'escompte fédéral était majorée de 1 point à 4 %, soit 18 % au total pour ces établissements, autre record battu.

Quelques heures auparavant, les banques commerciales, qui avaient déjà relevé deux fois en quinze jours leur taux de base (prime rate), le portant de 17 % à 18 %, majoraient ce taux d'un point complet, facturant désormais 19 % à leurs meilleurs clients (et bien plus aux autres).

A l'origine de ce mouvement, dont la brutalité a stupéfié les milieux financiers outre-Atlantique, on trouve la volonté des autorités monétaires de freiner la croissance de la masse monétaire. Ladite masse a, en effet, littéralement « explosé », augmentant, en rythme annuel, de 13,7 % au cours des trois derniers mois et de 18,5 % au cours des quatre dernières semaines, au lieu des 5 % à 8 % prévus par les autorités monétaires. En outre, on note un gonflement très net du crédit à la consommation. Dans ces conditions, il est logique que le FED et son président, M. Volcker, veuillent manier vigoureusement l'arme des taux, ce qu'ils avaient déjà commencé à faire depuis quelque temps en relevant fortement le taux de l'argent entre banques par la procédure dite de « l'open market ».

Ce durcissement et le relèvement des taux d'escompte ont été accueillis avec satisfaction par la Maison Blanche, dont le porte-parole a déclaré : « *Nous estimons qu'il s'agit là d'une décision essentielle dans les circonstances présentes, car la montée des taux d'intérêt reflète un niveau élevé d'inflation que notre programme économique vise à combattre.* »

En attendant, il y a tout lieu de penser que l'ascension des taux risque de continuer. C'est l'opinion de M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, qui estime que le niveau de 20 % sera atteint très rapidement pour le prime rate des banques et que les taux resteront élevés pendant plusieurs mois (au moins deux).

Voilà qui va faire triompher M. Henry Kaufman, chef économiste de la firme de courtiers new-yorkaise Salomon Brothers : *depuis le début de l'année, il ne* cesse de prédire une nouvelle flambée des taux qui les porterait au-dessus du record de 21,5 % établi en décembre 1980.

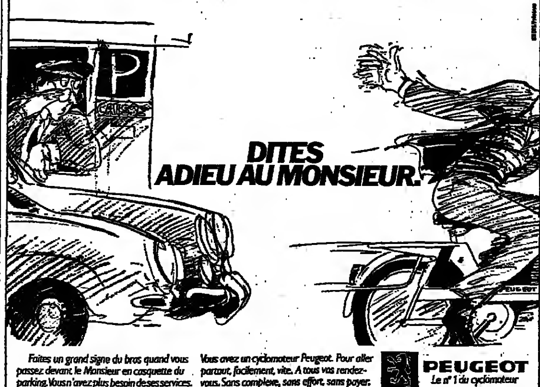
Outre un nouveau coup d'accélérateur à la hausse du dollar (*voir en rubrique or et devises*), l'ascension des taux américains va, obligatoirement, obliger les autres pays, notamment les Européens, à relever leurs taux pour défendre leurs monnaies. La Banque nationale suisse a, en fin de semaine, porté son taux d'escompte de 4 % à 5 %, et, si la Bundesbank a maintenu ses taux à l'issue de son conseil d'administration de jeudi, on suppose que ce maintien a été décidé dans l'attente du résultat des élections présidentielles en France : la R.F.A. ne veut pas gêner son voisin, pour l'instant, mais beaucoup estiment que ce n'est que partie remise. En Grande-Bretagne, la tension américaine aura empêché une nouvelle réduction du taux d'escompte officiel. D'une manière générale, il semble qu'une concertation européenne se mette en place pour définir une tactique face au « vent d'Amérique ».

En France, bien que la Banque de France ait porté de 12,50 % à 13,50 % son taux d'intervention sur les bons du Trésor à sept jours, mesure considérée comme « rituelle » en période d'élection, les taux sont restés stables sur le marché monétaire, où l'on cote toujours 12 7/8 % à 13 % à un mois et 13 1/4 % à 13 3/8 % à trois mois.

Sur le marché obligataire, en revanche, c'est la hausse, à l'initiative de ce qui se passe dans le monde. Selon les indices Paribas, les rendements sur le marché secondaire (en Bourse) ont battu à nouveau leurs records, passant de 14,37 % à 14,69 % pour les emprunts d'État et de 15,03 % à 15,45 % pour les emprunts du secteur public.

Cette montée, favorisée par les pouvoirs publics, n'est pas de nature à faciliter le placement des emprunts émis actuellement, qui, *il est vrai, bénéficient d'une* diffusion privilégiée dans la clientèle des banques émettrices : le Crédit lyonnais pour 1 milliard de francs à 8 ans et 15,30 % de rendement *nominal* (15,36 % en rendement actuariel brut), la B.N.P. pour 500 millions de francs à 10 ans et 15,30 % et pour 500 millions de francs à 8 ans et à rendement indexé sur le taux moyen des obligations garanties + 0,75 %, la Caisse centrale des banques populaires pour 420 millions de francs au taux fixe de 15,30 %/15,41 %. Signalons que c'est la première fois que des emprunts sont émis en France pendant les élections : auparavant, c'était le vide pendant une telle période. Est-ce un signe des temps ?

FRANÇOIS RENARD.



Les matières premières

Hausse du zinc - Repli du sucre et du cacao

La nouvelle tension des taux d'intérêt aux États-Unis s'est répercutée sur les places commerciales. Conséquence : les transactions se sont ralenties et le mouvement de reconstitution des stocks ne revêt pas un caractère d'urgence.

Aucun indice d'amélioration de la conjoncture n'est encore décelé dans les pays à économie dominante. La reprise risque donc de se faire encore attendre quelques mois.

METAUX

Nouvelle et sensible progression des cours du zinc à Londres, qui atteignent leur niveau le plus élevé depuis quatre ans. Ce mouvement persistant de hausse est-il dû à des manœuvres spéculatives d'opérateurs cherchant à raréfier les disponibilités de métal, ou à une position statistique en voie d'amélioration ? La production mondiale de métal devrait, selon certaines estimations, dont celle du Groupe international d'études du plomb et du zinc, pratiquement couvrir les besoins de la demande.

Les cours du cuivre se sont raffermis au Metal Exchange de Londres, car les grèves se poursuivent au Chili et menacent même de s'étendre à d'autres pays.

Les cours de l'étain se sont effrités. Les représentants des trois pays producteurs du Sud-Est asiatique et des États-Unis se réuniront à la fin du mois en Malaisie pour essayer de parvenir à un accord relatif aux liquidations de métal excédentaire américain provenant des stocks stratégiques.

Repli du plomb à Londres en corrélation avec la reprise du travail dans une importante raffinerie américaine et la diminution de 3 cents par livre du prix du métal aux États-Unis.

Avance des cours du nickel à Londres provoquée par une grève qui vient d'éclater dans les installations du troisième producteur mondial. Les stocks mondiaux restent toutefois amplement suffisants.

DENREES

La baisse des cours du sucre a été moins importante sur l'ensemble des marchés. Les exportations des pays membres de l'Accord international ne sont pas encore contingentées malgré la chute de 40 % environ des cours depuis le commencement de l'année. La poursuite du mouvement de baisse provoquerait l'instauration de quotas d'exportation.

La baisse se poursuit sur les cours du cacao. L'excédent mondial de fèves de la saison 1980-1981 est estimé à 70 000 tonnes par une firme privée britannique, au lieu de 100 000 tonnes en février dernier, et, à 95 000 tonnes par l'Organisation internationale du cacao. La demande sera plus importante que prévu.

Cours du 8 mai

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant 841 (829,50), à trois mois 863 (850,50) ; étain, comptant 8 020 (8 920), à trois mois 8 120 (8 020) ; plomb, 337,50 (344,50) ; zinc, 425 (401,50) ; aluminium, 622 (613) ; nickel, 3 135 (2 985) ; argent (en pence par once troy), 538 (520). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 80,60 (80,95) ; argent (en dollars par once), 11,20 (11,18) ; platine (en dollars par once), 466,10 (468,90) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (99,83) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), inch. (415-420). — Penang : étain (en ringgit par kilo) : 28,61 (28,30).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, juillet 84,40 (85,25), oct. 82,70 (83,05). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), août 376 (373) ; jute (en livres par tonne) Pakistan, White grade C, inch (314). — Roubaix (en francs par kilo) : laine, mai 38,30 (37).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 55-56 (56,50). — Penang (en cents des Détroits par kilo) : 268-269 (276,50-277,50).

DENREES. — New-York (en cents par lb, sauf pour le cacao en dollars par tonne) : cacao, juil. 1 910 (1 934), sept. 1 969 (1 994), sucre, juil. 15,48 (15,60), sept. 15,90 (16) ; café, juil. 127 (126,50), sept. 128,20 (127,55). — Londres (en livres par tonne) : sucre, août 182 (189) ; oct. 184,75 (185,50) ; café, juil. 1 063 (1 071), sept. 1 063 (1 074) ; cacao, juil. 932 (944), sept. 953 (965). — Paris (en francs par quintal) : cacao, juil. 1 060 (1 075) ; sept. 1 090 (1 104), café, juil. 1 244 (1 242), sept. 1 257 (1 261) ; sucre (en francs par tonne) : juil. 2 190 (2 260), oct. 2 180 (2 230). — Tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne), juillet 227,70 (234,90), août 229 (234,50). — Londres (en livres par tonne), juil. 134,70 (136,40), août 135,40 (137).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, juil. 432 1/2 (446 3/4), sept. 450 1/4 (450) ; maïs, juil. 364 3/4 (370 1/2), sept. 372 (377).

INDICES. — Moody's : 1 082,60 (1 096,30). — Reuter : 1 685 (1 687,80).

هكذا من الاصل

LA REVUE DES VALEURS

Valeurs à revenu fixe ou indexées

L'emprunt « 4 1/2 % » 1973, dont le prix de reprise s'établit à 2 443,67 francs après 96 Bourses sur les cent requises, a baissé de 4,4 %, soit plus que le napoléon (— 3,5 %), reperdant ainsi et même un peu au-delà tout ce qu'il avait gagné la semaine précédente. Tombé le 30 avril à

	8 mai	Diff.
4 1/2 1973	2 316	— 107
7 % 1973	7 416	+ 598
10,30 % 1975	84,10	— 0,70
10 % 1976	83,40	— 1
P.M.E. 10,6 % 1976	84,15	— 1
P.M.E. 11 % 1977	84,30	— 1,10
8,80 % 1977	100,05	— 0,45
10 % 1978	.. 2,80	— 0,50
9,80 % 1978	80,70	— 0,80
9,45 % 1978	78,85	— 0,85
8,80 % 1975	78,40	— 1,10
9 % 1979	76,05	— 1,15
10 % 1979	79,60	— 1,15
10,80 % 1979	82,50	— 1,10
13 % 1980	91,20	— 0,95
C.N.E. 3 %	3 175	+ 5

son plus bas niveau de l'année, le 7 % 1973 est remonté de plus de 6 %, alors que le lingot n'a progressé que de 1,15 %.

En ce qui concerne ce dernier emprunt, on sait que le parti socialiste et son chef, M. Mitterrand, entendent « tenir les engagements de la France », mais également « examiner de près le jeu des clauses d'indexation », à leur avis trop léonines et trop coûteuses pour le Trésor. Au début de l'année, l'emprunt 7 % 1973 valait 10 980 francs, y compris un coupon de 609 francs.

Quant aux obligations classiques, leurs cours ont baissé du fait de la hausse des rendements, qui ont atteint des niveaux records (voir en rubrique marché monétaire).

Banques, assurances, sociétés d'investissement

La Compagnie du Midi va distribuer à ses actionnaires une action Compagnie des immeubles de la Plaine Monceau, cotée 300 F environ pour quinze actions Compagnie du Midi.

	8 mai	Diff.
Bail Equipement	185	inchangé
B.C.T.	110	inchangé
Banque Rothschild	175,70	— 4,30
Cetelem	209	— 1 (1)
Chargeurs Réunis	158	inchangé
Cie Bancaire	333	+ 6 (3)
C.C.F.	189	— 5,50 (2)
C.F.F.	335,10	— 2,90
C.F.I.	232	+ 8,10
Crédit du Nord	80	+ 4
Eurafrance	321	— 6,30
Financ. Paris	248	+ 12
La Hénin	385	— 6
Locafrance	210	+ 2
Locindus	336	+ 12,20
Midi	985	+ 13
Prétabail	455	— 5
Pricel	159	inchangé
Schneider	138,50	+ 0,40
Suez	325	+ 0
U.C.B.	145,00	+ 1,00 (4)

(1) Compte tenu d'un coupon de 10 francs.
(2) Compte tenu d'un coupon de 11,50 francs.
(3) Compte tenu d'un coupon de 10 francs.
(4) Compte tenu d'un coupon de 10 francs.

Révillon Frères annonce un bénéfice net, hors plus-values, de 43 millions de francs contre 37,9 millions de francs et un dividende net porté de 30 F à 33 F.

Alimentation

Les *Docks de France* lancent une OPE en vue de porter de 66 % à 100 % sa participation dans le capital de *La Ruche Picarde* et ce en plein accord avec le conseil de ce groupe.

Cette opération se fera sur la base de deux actions *Docks de France*, jouissance 1er janvier 1981, pour sept actions *Ruche*

	8 mai	Diff.
Beghin-Say	218	+ 7
B.S.N. - G.-Danone	1 148	+ 88
Carrefour	1 898	+ 138
Casino	1 340	+ 80
Gén. Occidentale	390	+ 24,10
Guyenne et Gasc.	415	+ 14
Martell	633	+ 14
Moët-Hennessy	489	+ 18,50
Mumm	324	+ 12
Olida-Caby	304	+ 4
Pernod-Ricard	308,20	+ 26,20
Perrier	160	+ 1
Radar	506	+ 30
St Louis - Bouchon	197	— 2,80
Saupiquet	304	+ 14
Veuve Cliquot	970	+ 19
Viniprix	606	+ 5
Nestlé	8 580	+ 280

Picarde plus une soulte de 2 120 F en numéraire.

Les actionnaires de *La Ruche Picarde* encaisseront au préalable un acompte de 14 F net par action égal au montant du dividende fixé pour 1980.

Mumm annonce une baisse de son bénéfice net, qui revient de 29,77 à 27,26 millions de francs. Le dividende global est maintenu à 16,50 F.

Bâtiment et travaux publics

L'exercice 1980 a été très mauvais pour « Sainrapt et Brice » dont le bénéfice net a chuté de 83,4 % à 5,98 millions de francs malgré la prise en compte d'une plus-value de cession de 35,38 millions. La société, il est vrai, a été obligée de constituer une provision de 57 millions de francs pour compenser les pertes subies par les filiales nord-américaines et une société française du groupe. Le résultat consolidé revient de 27,89 à 7,86 millions. Le dividende global est diminué de moitié à 7,50 F.

Saunier-Duval Eau chaude-Chauffage ne distribuera pas de dividende pour 1980. *Le dépôt de* bilan d'un des principaux clients de la *société ayant rendu* nécessaire la constitution d'une provision de 8 *millions* de francs : le compte d'exploitation se solde pour 1980 par une perte de 3,8 millions de francs contre une bénéfice de 4,3 millions.

	8 mai	Diff.
Auxil. d'Entrepr.	718	+ 58
Bouygues	839	+ 24
SCREG	124	+ 5
Ciments Franç.	185	+ 8,50
Dumez	945	+ 70
Entr. J. Lefebvre	249	+ 9
Gén. d'Entrep.	232	+ 14,20
Gds Trav. Marseille	444,50	+ 24,50
Lafarge	295	+ 12
Maisons Phénix	522	+ 12
Poliet et Chausson	428	+ 17,90

Le bénéfice net consolidé du groupe *Maisons Phénix* pour 1980 a baissé de 20,7 % à 107,2 millions de francs. Cette baisse est imputable à la consolidation par mise en équivalence de la participation dans *U.S. Home* pour un montant d'environ 30 millions de francs. Le dividende global est maintenu à 39,75 francs.

Fougerolle distribuera pour 1980 un dividende global de 20,25 francs *contre 18 francs. Le bénéfice* consolidé atteint 55,6 millions de francs environ contre 46,6 millions.

Le dividende global de *Colas* pour 1980 est porté de 30 francs à 33 francs malgré des résultats obérés par les pertes subies dans l'activité « bâtiment » en France.

Filatures, textiles, magasins

Les comptes consolidés 1980 de *Paris-France se soldent* par une perte consolidée de 3,84 millions de francs contre une perte de 13,92 millions au précédent exercice tandis que la marge brute d'autofinancement du groupe a

	8 mai	Diff.
Agache-Willot	390	— 8
B.H.V.	110	— 1,90
C.F.A.O.	506	+ 22
Darty	648	+ 57
Dollfus-Mieg	37,50	— 1,80
Galeries Lafayette	122,50	+ 10,50
La Redoute	645	+ 77
Lainière Roubaix	35	inchangé
Printemps	118	+ 5,40
Roudière	208	+ 3
S.C.O.A.	52	+ 2,80

plus que doublé à 25,07 *millions*, contre 11,98 millions pour la période sous *revue. L'entreprise* propose de ne pas distribuer de dividende.

Matériel électrique, services publics

Sfernice annonce pour 1980 un bénéfice net, après déduction des intérêts minoritaires, de 23,44 millions de francs (+ 40,5 %). Ce résultat inclut une somme nette de 4,18 millions de francs

	8 mai	Diff.
Alsthom-Atlant.	128	+ 7,90
C.E.M.	36,40	— 0,40
CIT-Alcatel	1 016	+ 45
C.G.R.	414	+ 0
Crouzet	347,50	+ 37,50
C.S.F.	396	+ 27
Gén. des Eaux	351,50	+ 14,30
Legrand	1 559	+ 68
Lyonn. des Eaux	379,10	— 0,90
Mach. Bull	39,50	+ 2,80
Matra	6 280	+ 60
Mot. Leroy-Somer	575	+ 52
Moulinex	70,88	+ 7
P.M. Labinal	228	+ 2
Radiotechnique	240,50	+ 15
S.E.B.	142,20	— 3,80
Signaux	530	+ 25
Télémée. Electr.	1 158	+ 73
Thomson-Brandt	230	+ 26
I.B.M.	316,60	— 2,40
I.T.T.	180	— 2,50
Schlumberger	549	+ 33
Siemens	627	+ 6

provenant du règlement des litiges avec une société américaine. *La progression réelle, hors prise* en compte de cette somme, s'élève à *15,5 %. Le dividende global* s'élève à 52,50 F contre 45 F.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	4 mai	5 mai	6 mai	7 mai	8 mai
Terme	234 717 072	302 731 700	246 722 545	315 058 418	402 074 807
Comptant :					
R. et obl.	240 843 516	276 848 800	261 978 947	282 699 841	261 956 105
Actions	112 525 156	111 528 531	180 776 874	159 513 749	186 768 955
Total	588 085 744	691 109 031	809 478 166	757 272 008	850 799 867
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1980)					
Franç.	99,9	100,9	100,8	102	101,8
Etrang.	116,6	116,6	116,2	115,8	117,6
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1980)					
Tendance	101,6	104,2	103,3	104,7	105,2
(base 100, 29 décembre 1961)					
Ind. gén.	106,5	109,1	(1)	109,4	109,8

(1) Panne d'ordinateur.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 4 AU 8 MAI

Un optimisme indéfectible

DECIDEMENT, la Bourse de Paris sait étonner son monde ! La semaine précédente s'était terminée dans l'inquiétude, les boursiers se demandant même si une avalanche d'ordres de ventes n'allait pas s'abattre sur la corbeille le lundi suivant. Eh bien, pas du tout ! Au lendemain du week-end, le marché, loin de s'enfoncer, retrouvait le sourire et le chemin de la hausse.

L'« absolution » donnée dimanche soir par le président sortant à M. Jacques Chirac, après son « faux pas » du premier tour, y était peut-être pour quelque chose, mais le sentiment de confiance était encore plus manifeste le lendemain, au palais Brongniart, dans la perspective du débat télévisé qui devait opposer, mardi soir, M. Giscard d'Estaing au candidat socialiste. On allait voir ce qu'on allait voir !

Dès le premier son de cloche, l'envolée des cours laissait présager l'interprétation que les boursiers voulaient faire à l'avance de ce duel. Le verdict était, le lendemain : sans appel ; avantage aux points ! Pour le président sortant, naturellement, et l'effritement constaté mercredi ne visait qu'à assainir un marché un peu « *suracheté* » au dire de certains.

L'appel au ralliement lancé une seconde fois, jeudi, par M. Jacques Chirac — au cas où le premier n'aurait pas été bien entendu, — confortait les spécialistes dans leur sentiment : *la majorité resserrait les rangs. La semaine s'achevait*, en toute logique, sur un afflux d'ordres d'achats qui obligeait à retarder d'un quart d'heure, vendredi, le démarrage des cotations sur le marché à terme.

Au total, la Bourse de Paris aura regagné, en l'espace des quatre premières séances, la quasi-totalité des 5 % perdus la semaine précédente sous l'effet des résultats du premier tour de l'élection présidentielle.

Faut-il en déduire pour autant que les donneurs d'ordres ont toujours « joué Giscard » ? Certainement pas, d'autant qu'on a dénombré, au fil des jours, un volume important de ventes en provenance de la clientèle privée en même temps que les gros porteurs — notamment banques et compagnies d'assurances — venaient soutenir le marché avec des liquidités autrement plus abondantes.

Qui plus est, le fait de se porter acheteur sans discontinuer n'implique pas nécessairement une croyance indéfectible dans le sort final du second tour. « On joue Giscard, *mais on prend des précautions* », *affirme un professionnel*. En d'autres termes, même si la sanction des urnes ne confirme pas les espérances de la Bourse, les gros porteurs disposent d'abondantes liquidités, et il suffira de « tenir le coup » jusqu'aux élections législatives, jugées inévitables, estime-t-on.

Vendredi, en fin de séance, les dés étaient jetés : « Si Giscard passe, pronostique un spécialiste, la Bourse gagnera plus de 5 % lundi », ce qui signifierait bien davantage qu'un traditionnel « coup de chapeau ». Par contre, « si Mitterrand l'emporte, il faut s'attendre à une baisse initiale de 10 % à 12 %, et le marché continuera à plonger jusqu'à au moins 30 % », affirme-t-il. Rendez-vous lundi prochain...

SERGE MARTI.

Métallurgie, constructions mécaniques

En raison de la constitution de très importantes provisions (plus de 170 millions de francs) pour dépréciation de titres (aciers spéciaux, « Usinor »), les comptes de la « Chiers » pour 1980 se soldent par un déficit de 144,94 millions contre une perte également de 86 millions l'année précédente.

L'exploitation cependant a été bénéficiaire avec un résultat positif passé de 12,98 à 17,11 millions de francs.

Pour la première fois depuis sa constitution en 1977, le groupe « Société métallurgique et navale Dunkerque - Normandie » n'a pas réussi l'an passé à compenser les pertes de sa division « sidérurgie » avec les résultats de sa branche

	8 mai	Diff.
Alspi	122	inchangé
Av. Dassault-Brég.	828	+ 53
Babcock-Fives-Lille	140	+ 2,90
Chiers-Chatillon	11,10	— 0,50
Creusot-Loire	80	+ 8,50
De Dietrich	495	+ 20
F.A.C.C.M.	532	+ 47
Ferodo-Valéo	299,05	+ 24
Gén. de Fonderie	123	inchangé
Marine-Wendel	47	+ 0,15
Métal. - Normandie	25,20	+ 0,10
Penhoët	318	+ 2
Peug.-Citroën S. A.	170	+ 14
Poclain	193	+ 1
Pompey	100	— 4,70
Sacilor	13,50	+ 0,85
Sagem	878	+ 24
Saulnes	54,50	— 1,50
Entr. Saunier-Duv.	119	+ 6
Usinor	9,70	+ 0,50
Vallourec	53,05	— 0,75

« construction navale ». Les comptes de l'exercice se soldent par un déficit de 310 millions de francs contre un bénéfice de 8,74 millions.

Le bénéfice net des *Avions Marcel Dassault* pour l'exercice 1980 (bilan provisoire) s'élève à 312 millions de francs contre 272,23 millions de francs en 1979.

Pétroles

L'exercice 1980 n'a pas été bon pour le groupe « Total », dont la marge brute a baissé de 8,1 % (9 539 *millions de francs, contre* 10 384 millions) et le bénéfice de *18,5 %* (5 083 millions de francs, contre 6 251 millions), en dépit de l'augmentation de 15,8 % de l'effet de stocks (4 400 millions de francs, contre 3 800 millions). Hors effet de stocks, les comptes se soldent par un bénéfice de 693 millions de francs (— 71,7 %), la part de la « C.F.P. » ressortant à 796 millions (— 61 %) et celle des minoritaires à — 103 millions.

	8 mai	Diff.
Elf-Aquitaine	1 115	+ 65
Esso	250	+ 21
Franç. des Pétroles	190	— 3
Pétroles B.P.	107,10	— 0,40
Primagaz	302,50	— 7,50
Raffinage	123	— 3
Sogerap	348	+ 12
Exxon	373,50	+ 7,50
Petrofina	647	— 3
Royal Dutch	201,80	+ 10,80

Cette baisse très sensible de la rentabilité est imputable aux très mauvais résultats du raffinage et de la distribution au second semestre, en liaison avec la répercussion insuffisante et tardive de la hausse des prix du pétrole brut sur les produits réglementés, et aux pertes de change comptabilisées sur les éléments monétaires du bilan (— 248 millions de francs).

Le groupe « Elf Aquitaine » a été un peu mieux loti et, malgré les mauvais résultats enregistrés également dans les secteurs du raffinage et de la distribution *déficitaires de 605 millions* de francs, le bénéfice net consolidé (part du groupe) marque une légère progression de 4,4 %, à 5 817 millions de francs. Avec la dépression du marché des produits libres, les responsables du groupe évoquent aussi la répercussion insuffisante et tardive des hausses subies et l'alourdissement de la charge fiscale pour expliquer la relative stabilité des résultats.

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS

	Nombre de titres	Valeur en cap. (F)
4 1/2 % 1973	60 500	141 237 900
Paribas	306 445	74 201 206
C.N.E. 3 %	22 105 (1)	72 083 562
Elf Aquitaine	56 308	61 534 450
Matra	23 520	54 227 650
Thomson-Bdt	136 675 (2)	35 645 175
Schlumberger	37 325 (2)	39 849 350

(1) 4 séances seulement.
(2) 3 séances seulement.

Mines d'or, diamants

Le gisement aurifère de Saint-Yrieix dans le Limousin, sera

	8 mai	Diff.
Amgold	483	+ 11 (1)
Anglo-American	76,80	+ 0,60
Buffelsfontein	222	inchangé
De Beers	44,10	+ 1,40 (3)
Free State	256,20	— 6,30
Goldfields	53,60	+ 0,55 (5)
Harmony	60	+ 1,75 (4)
President Brand	228	— 7
Randfontein	298	+ 7,50
Saint-Helena	196	— 6,30 (2)
Gencor	105,50	+ 6,30
West Driefontein	428	+ 20
Western Deep	349	+ 4
Western Holding	414	+ 17

(1) Compte tenu d'un coupon de 33 francs.
(2) Compte tenu d'un coupon de 17,70 francs.
(3) Compte tenu d'un coupon de 2,30 francs.
(4) Compte tenu d'un coupon de 3,55 francs.
(5) Compte tenu d'un coupon de 0,95 franc.

remis en exploitation courant 1982 par une société dont le capital sera détenu à 70 % par *Penarroya* et à 30 % par *Coframines*, filiale du *B.R.G.M.* Les investissements nécessaires à cette opération sont évalués à 32 millions de francs pour les seuls coûts techniques.

Mines, caoutchouc, outre-mer

Les actionnaires des *Talcs de Luzenac* encaissent pour 1980 un

	8 mai	Diff.
Imétal	99,50	+ 1,50
Kléber	30	— 3
Michelin	830	+ 72
Penarroya	70,50	+ 4,40
Charter	29	— 0,10
INCO	107	— 1
R.T.Z.	61,50	+ 0,40
Union minière	101,50	inchangé
Z.C.I.	3,08	— 0,04

dividende net porté de 13 francs à 14,50 francs.

Valeurs diverses

Arjomari maintient pour 1980 *son dividende global à 15 F* malgré la baisse du bénéfice net consolidé dont le montant revient de 37 à 21 *millions* de F.

	8 mai	Diff.
A.D.G.	217	+ 4
L'Air liquide	480	+ 11
Arjomari	118	+ 8
BIC	486	+ 37
Club Méditerranée	484	+ 44
Essilor	470	+ 25
Europe 1	1085	+ 9,50
Gle ind. part.	184,50	+ 9,50
Hachette	328	+ 13
J. Borel int.	133	+ 1
L'Oréal	697	+ 51
Navigation mixte	197	+ 5
Nord-Est	31,50	+ 0,70
Presses de la Cité	517	+ 0
P.U.K.	101,20	+ 3,20
St-Gobain P. à M.	138	+ 3,50
Skis Rossignol	515	+ 20
Sanofi	470	+ 20
U.T.A.	169	+ 2

Produits chimiques

Malgré le vent de crise, qui a soufflé en 1980 sur la grande industrie chimique internationale, l'Allemand « Bayer » a réussi la rare performance d'augmenter ses profits. Et pas d'un peu, puisque son bénéfice net mondial a progressé de 67,8 % à 730 millions de DM pour un chiffre d'affaires accru seulement de 10,9 % à 28,8 milliards de DM. Fidèles à leur discrétion, les dirigeants du groupe n'ont fourni aucun détail sur les causes d'un tel score, se bornant à déclarer que le résultat obtenu était imputable à la vigueur des filiales étrangères. La récession en Allemagne a néanmoins eu un impact sur *l'activité de la maison mère* dont le bénéfice net a fléchi de 7,9 % à 348 millions de DM. Cela étant, « Bayer » a pu s'offrir le luxe de prendre le contrôle total d'« Agfa-Gevaert », numéro deux mondial de la photo, qu'il ne contrôlait jusqu'ici qu'à 60 %.

Ses actionnaires toucheront un dividende majoré de 16,6 % à 7 DM.

Ceux de « Hoechst » encaisseront également 7 DM par action. Mais leur revenu par rapport à ceux perçus pour 1979 ne sera pas augmenté. La firme de Francfort, il est vrai, tout en ne se tirant pas trop mal d'affaires,

	8 mai	Diff.
Institut Mérieux	1 042	+ 102
Laboratoire Bellon	383	+ 2
Nobel-Bozel	36	+ 2,20
Rhône-Poulenc	83	— 1
Roussel-Uclaf	280	+ 22
B.A.S.F.	381,50	— 0,50
Bayer	292	inchangé
Hoechst	299	+ 1
I.C.I.	36,25	+ 0,25
Norsk-Hydro	390,10	— 0,90

a enregistré, elle, une baisse de 14,4 % de son bénéfice net mondial dont le montant est revenu à 550 millions de DM. Contrairement à sa concurrente de Leverkusen, elle a néanmoins amélioré (+ 5,8 %) ses résultats nets en R.F.A. (364 millions de DM). Sans doute « Hoechst » aurait-il fait mieux s'il n'avait encaissé de plein fouet la hausse des coûts de l'énergie et surtout des matières premières. Légèrement bénéficiaire en 1979, sa branche « fibres synthétiques » est redevenue déficitaire (30 millions de D.M.).

« *Mérieux* » *annonce pour 1980* un bénéfice net de 61,2 millions *de francs* (+ 36,3 %).

Bourses étrangères

NEW-YORK

Baisse

La hausse des taux d'intérêt avec les craintes qu'elle suscite pour la reprise de l'expansion a, cette semaine, profondément découragé le New-York Stock Exchange. Toutes les tentatives de reprise ont échoué et les cours ont, en moyenne, baissé de 2 %, l'indice des industrielles revenant de 995,58 à 976,40.

Les nerfs des opérateurs, il est vrai, ont été mis à rude épreuve puisque après la décision des grandes banques de porter leur « prime rate » de 18 % à 19 %, la Réserve fédérale à son tour relevait son taux d'escompte de 13 % à 14 % pour tenter de contenir le nouveau gonflement de la masse monétaire.

Cette tension sur le loyer de l'argent, dont certains spécialistes prévoient l'arrêt quand les taux de base bancaire auront atteint 20 %, a complètement masqué les bons résultats de la lutte contre l'inflation avec le ralentissement de la hausse des prix de gros (+ 0,8 % seulement en avril), mais aussi fait un peu oublier aux milieux financiers l'adoption — pourtant espérée — par la Chambre des représentants des réductions budgétaires proposées par l'administration Reagan.

	Cours 1er mai	Cours 8 mai
Alcoa	32 7/8	31 1/2
A.T.T.	54 7/8	55 1/8
Boeing	34 1/8	32 7/4
Chase Man. Bank	48 1/2	47 3/8
Du Pt de Nemours	50	47 7/8
Eastman Kodak	76 3/8	75 1/8
Exxon	68 7/8	68
Ford	21 3/8	22 1/2
General Electric	65 1/4	63 1/2
General Foods	33	33 3/8
General Motors	53 7/8	52 5/8
Goodyear	18 3/4	18 3/8
I.B.M.	59 1/8	57 1/8
I.T.T.	34	33 3/8
Kennecott	57 7/8	58 5/8
Mobil Oil	61 7/8	61 7/8
Pfizer	54 1/4	51 1/2
Schlumberger	98 1/4	99 1/4
Texaco	37 1/8	36 3/4
U.A.L. Inc.	25 1/4	24 5/8
Union Carbide	56	55
U.S. Steel	34	32
Westinghouse	34	32 3/4
Xerox Corp.	59 1/4	57 5/8

L'activité hebdomadaire a porté sur 220,91 millions de titres contre 258,98 millions.

LONDRES

Moins 3,3 %

Parvenu à la fin de la semaine précédente au sommet de son histoire, le London Stock Exchange a baissé ces derniers jours de 3,3 %.

Le marché a été déprimé, tant par la hausse des taux d'intérêt américains que par les dernières statistiques bancaires, qui font état d'une reprise de l'inflation.

Quelques achats institutionnels à la veille du week-end ont soutenu les cours, sans parvenir toutefois à en relever vraiment le niveau.

Aux industrielles, I.C.I. a été affecté par l'annonce de pertes importantes dans sa division « plastiques ».

Indices « F.T. » du 8 mai : industrielles, *569,3 (contre 591,9)* ; mines d'or, 355,1 (contre 356,5) ; Fonds d'Etat, *67,03 (contre 68,58)*.

	Cours 1er mai	Cours 8 mai
Bowater	264	250
Brit. Petroleum	398	402
Charter	263	253
Courtaulds	78	78
De Beers (*)	8,15	8,07
Free State Geduld (*)	49 1/4	48 1/4
Gt. Univ. Stores	483	488
Imp. Chemical	324	310
Shell	390	394
Vickers	200	195
War Loan	29 3/4	30 1/2

(*) En dollars.

TOKYO

Reprise en fin de semaine

En baisse durant les premières séances sur d'abondantes ventes bénéficiaires provoquées par la crainte de la hausse des taux d'intérêt aux *Etats-Unis, le Kabuto-Cho* s'est redressé en fin de semaine grâce à une nouvelle vague d'achats en provenance de l'étranger. Il n'a pas réussi quand même à effacer toutes ses pertes initiales, le temps lui ayant manqué pour le faire. Cette semaine, en effet, a été réduite à trois séances et demie seulement, les journées de lundi et de mardi ayant été chômées pour la commémoration de la fête de la Constitution. L'activité a porté sur 1 155 millions de titres contre 3 140 millions.

Indices du 9 mai : 7 547,61 (— 10,07) ; indice *général, 556,82* (— 3,19).

	Cours 1er mai	Cours 8 mai
Canon	1 150	1 180
Fuji Bank	400	400
Honda Motors	990	903
Matsushita Elect.	1 440	1 440
Mitsubishi Heavy	303	288
Sony Corp.	4 300	4 280
Toyota Motors	1 140	1 030

FRANCFORT

Nouveau recul

Affecté lui aussi par la tension des taux d'intérêt aux Etats-Unis, le marché allemand a poursuivi son repli cette semaine. Le compartiment des automobiles a particulièrement souffert.

Indice de la Commerzbank du 8 mai : 715,5 (contre 719,5).

	Cours 30 avr.	Cours 8 mai
A.E.G.	57,60	53,50
B.A.S.F.	128,20	126
Bayer	124,50	125
Commerzbank	135	132
Hoechst	123,70	124,80
Mannesman	142,10	141,70
Siemens	259,80	259
Volkswagen	156,10	158,50

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 30/4	Cours 8/5
Or fin (kilo en barre)	87000	86[illegible]
— (kilo en lingot)	87495	85995
Pièce française (20 fr.)	86	830
Pièce française (10 fr.)	475	470
Pièce suisse (20 fr.)	62	611
Union latine (20 fr.)	598	[illegible]
• Pièce tunis. (20 fr.)	568	531
Souverain	735	742
• Souverain Elizabeth II	88	862
• Demi-souverain	446	448
Pièce de 20 dollars	331	222[illegible]
— 10 dollars	168	16[illegible]
— 5 dollars	777 5	77
— 50 pesos	35[illegible]	3538
• — 20 marks	740	680
— 10 florins	62	6[illegible]
• — 5 roubles	430	460

هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 9 mai 1981 a été tiré à 577 151 exemplaires.

A B C D E F G

En Ouganda

Le secrétaire général du parti démocratique appelle ses partisans au soulèvement contre le régime de M. Obote

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — La lutte pour le pouvoir en Ouganda est entrée vendredi 8 mai dans une nouvelle phase. Dans un communiqué officiel envoyé de Kampala et confirmé au cours d'une conversation téléphonique, M. Francis Bwengye, secrétaire général du parti démocratique (D.P.), principale formation de l'opposition parlementaire, a annoncé la conversion de son parti à la guérilla. Il a demandé à tous les partisans du D.P. de *« prendre les armes contre le régime dictatorial et minoritaire »* de M. Obote et a invité les cinquante et un députés du D.P. à *« se retirer immédiatement du Parlement »*. M. Bwengye a demandé également aux planteurs de café de cesser de vendre leur production au *« régime qui les terrorise »*. Le café est la seule source de devises de l'Ouganda.

M. Bwengye, porte-parole du D.P. lors des élections de décembre dernier affirme parler au nom de la *« branche armée »* du parti et exprimer le point de vue de la majorité des militants. Il accuse le président du D.P., M. Paul Semogerere, de « collaborer avec le régime en place. Celui-ci a toujours, il est vrai, rejeté le recours à la violence mais a durci ses positions au cours des dernières semaines, en réponse à la répression officielle.

Autre élément important : dans un second communiqué, M. Bwengye révèle que la *« branche armée »* du D.P. agit de concert avec le Mouvement pour la liberté de l'Ouganda (U.F.M.), une des deux principales organisations de guérilla déjà connues. L'U.F.M. opère surtout près de Kampala et recrute — de même que le D.P. — surtout parmi l'ethnie Baganda. Dans une déclaration conjointe, le D.P. et l'U.F.M. demandent aux fonctionnaires de cesser le travail et mettent en garde les gouvernements et les ressortissants étrangers contre tout soutien au *« régime criminel d'Obote »*.

Cet avertissement est explicitement adressé aux acheteurs de café, aux banquiers ainsi qu'à Cuba, l'Inde et l'Ethiopie, invités à *« cesser la fourniture d'armes et de personnel militaire »* au régime. Selon ce communiqué, le retrait annoncé des forces tanzaniennes d'Ouganda dissimule *« un complot »* *« Au moment où l'on retire des soldats en uniforme, des troupes d'élite sans uniforme ont commencé à entrer dans le pays et se sont enrôlées dans l'armée ougandaise. »*

On ne saura que dans les prochaines semaines si l'appel à la rébellion a été suivi d'effet. Le D.P. est divisé depuis le début de l'année entre pacifistes et partisans de l'action violente. Ces derniers y semblent de plus en plus influents. L'appel de M. Bwengye, conjugué avec une escalade continuelle du terrorisme urbain, ne peut que provoquer un durcissement du régime. Encore faut-il faire la part de l'action psychologique, ce qui n'est guère aisé. A l'approche de l'échéance fatidique du retrait total des troupes tanzaniennes, chaque camp accentue sa campagne d'intimidation. Ainsi, M. Muwanga, vice-président de la République, avait révélé jeudi la mise sur pied de *« groupes de vigilance villageois »*. Il précisait que le régime disposerait bientôt de *« 100 000 hommes loyaux »*, chiffre manifestement imaginaire.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

En Belgique

NOUVELLE MENACE DE CRISE GOUVERNEMENTALE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Peu avant 19 heures, le vendredi 8 mai, un vent de panique a soufflé rue de la Loi, où l'on a cru que la crise gouvernementale, deux mois seulement après l'arrivée au pouvoir de M. Eyskens, était pour le soir même. Une dépêche de l'agence de presse Belga annonçait que le C.V.P., le parti social-chrétien flamand (la plus importante formation de la majorité) remettait en cause l'indexation automatique des salaires sur les prix. Les partenaires socialistes du C.V.P. ont toujours refusé la moindre atteinte à ce système. En fin de soirée cependant, le différend fut reporté à mercredi prochain.

Auparavant, au cours de la nuit du jeudi au vendredi, le gouvernement avait fait des progrès importants dans le domaine de la sidérurgie, le plus délicat de ses dossiers. Il a marqué son accord sur la fusion des bassins sidérurgiques de Liège et de Charleroi, et prendra peut-être une participation majoritaire dans la nouvelle entreprise Cockerill - Sambre (parce que le plan de restructuration prévoit un investissement supplémentaire de 3 milliards, soit plus de 400 millions de francs français). Il est également prévu que cinq mille emplois vont être supprimés, ce qui entraînera dans les prochains jours de difficiles négociations avec les organisations syndicales. L'objectif des propositions pour 1985 sera ramené à 3,5 millions de tonnes d'acier brut et à 6,3 millions de tonnes de produits finis.

Dans quelques jours, le gouvernement reprendra le dossier de l'indexation des salaires. Le premier ministre a reconnu vendredi qu'un *« accident est toujours possible »*. Une crise, a ajouté M. Eyskens, *« serait extrêmement dangereuse dans le climat actuel. Nous sommes condamnés à réussir »*. — P. de V.

Au Tchad

M. GOUKOUNI OUEDDEÏ EST FAVORABLE A L'ENVOI D'UNE FORCE NEUTRE AFRICAINE

Yaoundé (A.F.P.). — M. Goukouni Oueddeï, président du Gouvernement d'union nationale de transition au Tchad (GUNT), est d'accord pour l'envoi d'une force neutre dans son pays, et a annoncé la démilitarisation immédiate de N'Djamena, vendredi 8 mai, à Ngaoundéré, dans le nord du Cameroun. Dans une déclaration à *« Radio Cameroun »* faite à l'issue d'une rencontre avec le président camerounais Ahidjo (*le Monde* du 6 mai), M. Goukouni Oueddeï a précisé : *« Si l'Afrique insiste pour envoyer une force, nous sommes d'avance d'accord, et nous avons même avancé quelques noms de pays qui doivent fournir les éléments de cette force »*. Le dirigeant tchadien a d'autre part indiqué que toutes les forces armées appartenant aux diverses tendances seront *« retirées aujourd'hui même, ou demain »* de N'Djamena.

M. Goukouni Oueddeï a rappelé que son gouvernement a voulu unifier l'armée tchadienne. *« D'ores et déjà,* a-t-il ajouté, *deux groupements de 2 400 hommes ont été mis en place sous les ordres du GUNT »*. Le président du GUNT a également précisé que le désarmement des civils aurait lieu *« d'ici peu de temps »*. Le dirigeant tchadien a relevé que si des élections libres n'avaient pu encore être organisées, comme le prévoyaient les accords signés à Lagos l'an dernier, cela était *« dû à la guerre qui a duré neuf mois »*. Mais, a-t-il conclu, *« nous sommes en bonne voie pour exécuter les accords de Lagos à la lettre »*.

D'autre part, un communiqué publié à l'issue de la rencontre entre les présidents Oueddeï et Ahidjo indique qu'une commission tripartite, composée de représentants du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) et des gouvernements du Tchad et du Cameroun, doit être prochainement constituée pour faciliter le rapatriement de Kousseri (Nord-Cameroun) à N'Djamena des quelque 80 000 réfugiés tchadiens. Le Tchad et le Cameroun, précise le communiqué, *« ont mis l'accent sur l'importance du règlement de ce problème pour la stabilité des relations entre les deux pays »*.

LE CONFLIT LIBANAIS

La Syrie n'entend pas retirer ses missiles de la Bekaa

De notre correspondant

Beyrouth. — Le délégué du président Reagan, M. Philip Habib, devait aborder samedi 9 mai, à Damas, la phase cruciale de sa mission au Proche-Orient avant de se rendre dimanche à Jérusalem pour l'autre étape-clé. Au préalable, il aura achevé de recueillir à Beyrouth les opinions des principales parties libanaises en conflit, en rencontrant, samedi matin, MM. Joumblatt, chef du Mouvement national (progressiste), et Berri, chef du groupe chiite Amal. Il avait, vendredi, eu des entretiens avec les présidents de la République, du conseil et de la Chambre ainsi qu'avec les chefs du Rassemblement islamique et du camp chrétien. Ces derniers se sont déclarés *« satisfaits »* de la politique de la nouvelle administration américaine. C'est le cas, en particulier, de M. Béchir Gemayel, qui n'était pas tendre jusqu'ici à l'égard de Washington.

Concernant spécifiquement l'aspect syro-libanais de la crise, les Etats-Unis envisageraient de proposer la levée du blocus de Zahlé et le retrait des troupes syriennes du mont Sannine, moyennant des garanties contre toute attaque aérienne israélienne dans la Bekaa, ce qui, dans la foulée, permettrait de désamorcer l'affaire des fusées Sam.

La mission de l'émissaire américain s'accompagne d'une flambée de violence à Beyrouth, où les habitants des quartiers chrétiens ont subi le premier bombardement sérieux depuis dix jours. Ce dernier a fait huit morts et trente blessés. Il s'est étendu au secteur du palais présidentiel et de la résidence, toute proche, de l'ambassadeur des Etats-Unis où se trouvait précisément M. Habib. L'inévitable clivage s'est produit autour de l'affaire des Sam : les chrétiens estiment, ainsi que l'a souligné M. Chamoun, que simple force de police, la FAD n'en avait pas besoin alors que les islamo-progressistes soutiennent que ces fusées *« incarnent la résistance arabe »*. En tout cas, le ton s'est durci entre la Syrie et Israël.

A Damas, un porte-parole militaire a été cité — ce qui est rarissime dans ce pays — pour avoir dit en substance, à propos des fusées Sam dans la Bekaa, que les missiles resteront là où ils sont.

A Jérusalem, le premier ministre, M. Begin, s'est fait encore plus menaçant, non seulement à propos des Sam mais aussi des Palestiniens, promettant de les « briser » incessamment au Liban.

Sur le terrain, les renforts syriens — considérés comme « non significatifs » par Washington — n'ont pas dépassé les avant-postes où se trouve la FAD depuis cinq ans et qui sont admis par Israël. Une partie en a cependant été dégagée dans la Bekaa, et cinq batteries de Sam au moins — dotées de quatre lanceurs mobiles armés de trois fusées chacun et rechargeables — sont opérationnelles. Des *« officiers blonds ne parlant ni l'arabe ni l'anglais »*, selon l'expression imagée d'un témoin indiquant clairement qu'il s'agit d'experts soviétiques ou est-allemands, sont signalés aux côtés des troupes syriennes. Du côté israélien, des concentrations de troupes sont signalées dans la région frontalière.

LUCIEN GEORGE.

A la suite d'un trafic de passeports

PARIS SUSPEND LA DÉLIVRANCE DE VISAS DE TOURISME AUX THAÏLANDAIS

Paris a suspendu depuis deux semaines la délivrance de visas touristiques et de court séjour aux titulaires de passeports thaïlandais, a-t-on appris à Bangkok de source française. Cette mesure a été prise à la suite d'un trafic d'authentiques passeports thaïlandais, qui profiterait essentiellement à des Thaïlandais d'origine chinoise ou à des ressortissants de Hongkong. Désormais, seuls les hommes d'affaires, les étudiants et les personnes connues de l'ambassade continuent à obtenir des visas.

Selon l'ambassade, environ cent à cent vingt détenteurs de ces vrais papiers, mais dont l'identité du détenteur est fausse, entrent illégalement chaque mois en France; depuis 1977, le nombre de ces entrées illégales est estimé à quatre mille cinq cents. Les compagnies aériennes et les agences de voyage ont été informées de ces mesures qui ont réduit sensiblement le trafic aérien entre Bangkok et Paris et pourraient affecter le tourisme. — *(A.F.P.)*

[Ce n'est pas la première fois que des trafics de ce genre se produisent à Bangkok. Ils avaient déjà été détectés lors du premier flux de réfugiés indochinois, au lendemain de la fin de la seconde guerre d'Indochine en 1975 et auraient même permis, à l'époque, à des ressortissants thaïlandais d'entrer en France en tant que réfugiés. — N.D.L.R.]

En Tunisie

Le Mouvement islamique rejette les accusations portées contre lui par M. Mzali

De notre correspondant

Tunis. — Le Mouvement islamique a démenti sa participation à la séquestration, au mois de février, du doyen de la faculté des sciences de Tunis et s'est vivement élevé contre les accusations portées contre lui par le premier ministre, M. Mohamed Mzali (*le Monde* du 29 avril).

Deux de ses dirigeants, Me Abdelfattah Mourou et M. Rached Ghanouchi, ont affirmé dans une déclaration remise à la presse, que rien en l'état actuel (1) ne permet de dire que le Mouvement *« dans sa totalité »* peut avoir *« un lien proche ou lointain »* avec les incidents à l'université et dans les lycées et collèges. *« Outre ses conférences dans les mosquées, notre Mouvement a publié en temps utile une déclaration condamnant la séquestration du doyen de la faculté des sciences, la considérant comme un acte irresponsable voire même illicite sur le plan islamique, car elle a constitué une menace contre des vies humaines innocentes »*, rappellent-ils.

Après avoir insisté sur l'autonomie de leur Mouvement, *« dans sa naissance et ses décisions »*, à l'égard de l'étranger, car *« l'Islam n'est pas un produit importé, mais représente la dimension primordiale de notre personnalité »*, les deux universitaires nient que le courant qu'ils représentent utilise la religion à des fins politiques. D'autre part, ils considèrent que la *« campagne »*, dont il est victime, est liée aux perspectives d'instauration du pluralisme politique. *« C'est dans ce cadre,* déclarent-ils, *qu'on peut comprendre cette campagne contre le Mouvement islamique tendant à l'éloigner, à l'exclure et à le priver de son droit à bénéficier, comme le reste de l'opposition, de l'existence légale. »*

M. D.

(1) Après les interpellations de ces dernières semaines, il ne resterait plus que deux personnes en état d'arrestation.

● *Le Mouvement d'opposition national tunisien*, qu'anime M. Brahim Tobbal, vient de publier à Paris un communiqué, dans lequel il dénonce le fait que *« seules les formations qui acceptent de jouer le jeu, dont les règles sont fixées par le pouvoir »*, bénéficieront du multipartisme approuvé par le président Bourguiba. Il souligne que ce dernier a pris *« une série de précautions qui visent à rendre cette ouverture sans danger pour son leadership » (...)*. En conclusion, le MONT se prononce *« pour un changement radical... qui sera l'œuvre de la jeunesse »*.

LES INVALIDES DE GUERRE RÉCLAMENT L'INDEXATION DES PENSIONS VERSÉES PAR LA FRANCE

(De notre correspondant.)

Tunis. — *« Où est la France pour qui nous nous sommes sacrifiés ? Nous ne la retrouvons pas »*, déclarent les dirigeants de l'Association tunisienne des victimes de guerre : leurs démarches, tant auprès de leur gouvernement que des autorités françaises demeurent vaines depuis plus de dix ans. Officiellement, onze mille Tunisiens dont trois mille cinq cents victimes de guerre, sont titulaires d'une pension d'invalidité.

La grave injustice dont ils s'estiment victimes découle des dispositions de l'article 71 de la loi de finances du 26 novembre 1959 transformant les pensions d'invalidité attribuées aux victimes civiles et militaires de guerre originaires des ex-protectorats français en indemnité non indexée au coût de la vie. Ainsi, par exemple, un pensionné à 100 % plus un degré continue aujourd'hui de percevoir, comme en 1959, la même somme de 500 francs par mois. En outre, les allocations familiales ne sont plus versées au titre des enfants nés postérieurement à 1959 et les veuves ne bénéficient plus de la pension depuis l'an dernier.

Lors de la visite officielle à Paris du premier ministre tunisien, M. Mzali, en février dernier, le problème avait été soulevé mais, malgré les assurances données à cette époque, il demeure entier. *« Nous n'arrivons pas à comprendre comment les dirigeants français ont pu s'arroger le droit de se rendre coupables aussi bien vis-à-vis de la France que de la Tunisie, d'un crime que rien ne saurait excuser et que l'histoire ne manquera pas de condamner en essayant de détruire délibérément la belle image que les Tunisiens se faisaient et se font heureusement encore de la France »*, vient d'écrire l'Association tunisienne aux autorités françaises. — M. D.

M. BREJNEV PROPOSE « UN DIALOGUE OUVERT » AUX ÉTATS-UNIS

Moscou (A.F.P.). — Le président Brejnev a lancé, samedi 9 mai à Kiev, un appel pressant aux Etats-Unis, avec lesquels l'U.R.S.S. est prête à engager un « dialogue ouvert (...), quel que soit le lieu des pourparlers et quel qu'en soit leur ordre du jour ».

« Nous ne sommes pas partisans de la course aux armements, nous sommes ses adversaires », a affirmé M. Brejnev, dans un discours prononcé à l'occasion du trente-sixième anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie. « Mais si on nous y oblige, nous trouverons une réponse rapide et efficace à tout défi de l'impérialisme belliqueux », a-t-il aussitôt ajouté.

S'adressant indirectement aux dirigeants américains, le président soviétique a violemment critiqué les hommes d'Etat du « monde bourgeois » qui « font de l'établissement de la supériorité militaire sur l'Union soviétique leur principal credo politique ».

« Il y a parmi ces derniers, a-t-il dit, ceux qui déclarent ouvertement que la paix n'est pas ce qu'il y a de plus important », qu'il y a « des choses plus importantes que la paix », ajoutant : « Peut-on imaginer une position plus monstrueuse, un mépris plus cynique pour les destinées des peuples, y compris de son propre peuple, pour la vie de centaines de millions d'hommes. »

NOUVELLES BRÈVES

● *Le Parlement européen* a clôturé, le 8 mai à Strasbourg, sa session en lançant, à une très forte majorité, un appel solennel aux Dix pour qu'ils décident la réalisation d'un rêve européen séculaire : la construction du tunnel sous la Manche. Tous les orateurs britanniques se sont joints aux Français pour inviter le gouvernement de Mme Margaret Tatcher à donner le « feu vert » et les organismes financiers communautaires à apporter leur soutien.

● *Des militants cégétistes du Val-de-Marne* ont occupé, vendredi 8 mai, de 9 h 30 à 14 h, une péniche chargée de charbon sud-africain, destiné à la centrale E.D.F.-Arrighi de Vitry-sur-Seine (nos dernières éditions datées 9 mai). Des slogans comme *« Brûlons français »*, *« Non au charbon étranger »* ont été peints sur le matériel de déchargement.

Cette action, liée à la lutte des mineurs de Ladrecht, dans la région d'Alès, s'inscrit dans la campagne de la C.G.T. en faveur de l'exploitation du charbon français.

● *Suicide d'un détenu.* — Dominique Marcelus, un Guadeloupéen de trente ans, s'est suicidé dans sa cellule de la maison d'arrêt de Fort-de-France dans la nuit du jeudi au vendredi 8 mai. Il avait tué, après le départ de sa femme, ses trois enfants le 15 avril dernier, et cherché à se donner la mort en se frappant à coups de couteau.

Les magasins de la crise PAGE IV

Italie : l'avortement en question PAGE VIII

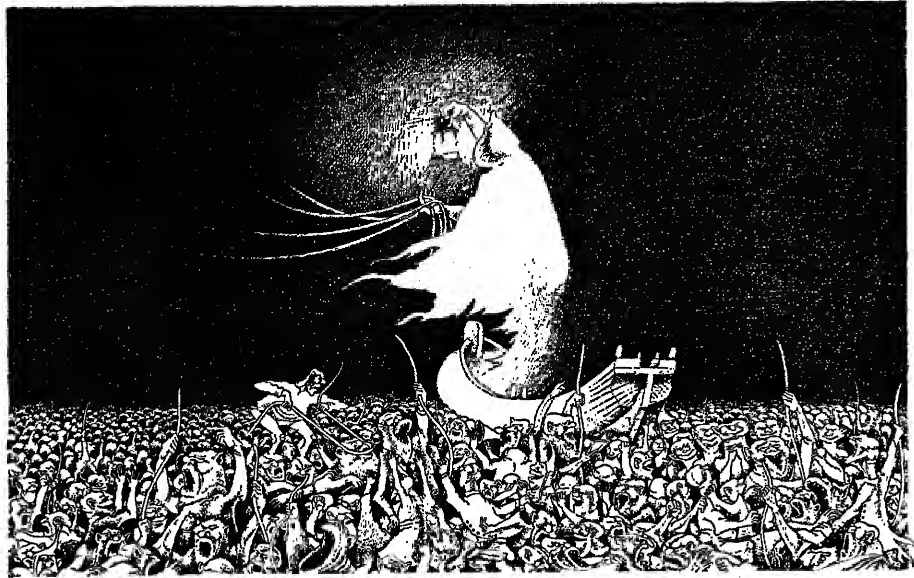
Henri Desroches et le bon usage de l'utopie PAGE IX

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11283, NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 10 MAI 1981

Le Monde

DIMANCHE



MORGAN

Michel Serres navigateur solitaire

« L'intellectuel n'a plus à se ranger derrière l'étendard d'un parti ou d'une idéologie. Il doit faire retraite. » Pour Michel Serres, l'espoir est du côté des philosophes.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

ON se presse désormais chaque samedi matin à la *Sorbonne* pour *suivre* les cours d'un étrange philosophe, Michel Serres, Gascon chaleureux couronné d'une crinière blanche, professeur de philosophie à Paris I. La crise des *idéologies*, la déroute des commissaires du savoir, vaut une notoriété nouvelle à ce penseur qui poursuit, depuis quinze ans, dans la série des « Hermès » dont le cinquième tome vient de paraître aux Editions de Minuit, l'une des plus passionnantes entreprises théoriques de ce temps.

« Vous cherchez – de livre en livre – le « passage » entre les sciences exactes et les sciences de l'homme ; ce « passage du nord-ouest » que, par métaphore, vous comparez au labyrinthe de glace qui unit l'Atlantique au Pacifique. Quel est le vrai sens de cette recherche ?

– Je crois qu'il n'y a jamais eu de philosophie sans un cheminement de ce genre. Depuis la plus haute antiquité, depuis les présocratiques et Platon, on a toujours cherché à réunir par un passage quelconque nos idées scientifiques les plus rigoureuses et ce que nous savons de l'homme. On ne peut y arriver sans un parcours encyclopédique. La philosophie doit s'instruire des sciences exactes avant de parler des organisations humaines, qui représentent un stade de complexité supérieur. Si l'on coupe ou si l'on néglige le parcours, on aura, d'un côté, des gens qui pourront parler du monde avec exactitude, mais qui auront complètement oublié l'histoire et la culture ; de l'autre, des gens qui feront imperturbablement des sciences humaines en toute ignorance du monde et de ses changements.

– Cette réconciliation des savoirs exige une singulière navigation. Qu'avez-vous trouvé jusqu'à présent ?

– Que ce passage existait, assurément, mais qu'*il* était d'une extrême complexité, difficile et surtout circonstanciel. Pour passer des sciences exactes aux sciences humaines, il ne suffit pas d'ouvrir une porte et de traverser la rue. L'itinéraire est *compliqué* : une idée peut vous guider comme un fil d'Ariane et, au bout d'un moment, se casser net, vous laisser en plan. Il faut alors revenir et repartir avec un autre *fil. Il* n'y a *pas* de carte.

– Ce projet de savoir encyclopédique paraît tout de même en contradiction avec la spécialisation croissante des savoirs. Chaque scientifique ne couvre plus qu'un champ minuscule.

– Oui, *bien* sûr. La science a conquis son incroyable efficacité grâce à sa spécialisation et parce qu'elle est devenue un métier. En parcellisant les tâches et les recherches, on a pu les rendre professionnelles. La complexité grandissante des problèmes à résoudre exigeait une spécialisation sans cesse plus poussée. Mais la philosophie n'est pas la science. Aristote a dit qu'il y avait une métaphysique, c'est-à-dire une connaissance *après* la physique. Il existe une spécificité de l'acte philosophique. Si la philosophie se divise en spécialités – comme la science, – elle singe la science sans en être une. Ce n'est pas intéressant. Ce n'est pas la peine d'occuper l'espace juste après la science pour se mettre à l'imiter sans avoir ni ses moyens, ni sa précision, ni sa technique. Notre rôle, à nous philosophes, est de voir grand. Pas d'occuper tout l'espace mais de voir grand.

Territoires

– Vous courez quand même le risque d'avoir tous les scientifiques sur le dos. Pour la plupart d'entre eux, l'idée même de pluridisciplinarité est impossible.

– Peut-être bien. Mais, à la vérité, ce ne sont pas vraiment les scientifiques qu'on a sur le dos, c'est l'organisation de la science. C'est très différent. Il y a, d'une part, le savant face à son problème, qu'il essaie de résoudre de toutes les manières, y compris parfois de façon philosophique et aventureuse, et, d'autre part, l'organisation scientifique, divisée en groupes de pression rivaux, en territoires. En ce moment, cette sociologie concurrentielle de la science est en train de prendre le pas sur l'enjeu du savoir lui-même. La science est divisée en écoles, lobbies, sectes, qui s'opposent en se combattant pour prendre le pouvoir, occuper l'espace, être plausibles, obtenir médailles, crédits et postes. C'est un formidable conflit de facultés, comme disait Kant. Ce conflit fait tellement de bruit, cette bataille est si *intense* que *nous sommes* littéralement en train d'y perdre la connaissance.

– Vous voulez dire que *l'objet* même de la connaissance est oublié dans l'aventure.

– *C'est cela. Sinon oublié*, du moins revu et relu avec les lunettes de la bataille. Ce n'est plus un objet, mais un enjeu, ce n'est plus une méthode, mais une stratégie, ce n'est plus une connaissance, c'est un rapport de forces. Si nous continuons comme cela, la science va perdre *connaissance, comme on* le dit d'un homme, va s'évanouir. On n'a plus désormais de vraie discipline, mais un racket. Chacun veut distribuer une pensée autorisée et cherche des alliés. Bruno Latour a bien décrit ce phénomène. Il analyse comment telle discipline ou telle autre cherche à occuper tout l'espace *intellectuel*, comme une sorte de conquête, d'envahissement militaire... Nous connaissons cela, hélas ! en philosophie.

– J'ai l'impression que ce n'est pas vraiment nouveau. La volonté de puissance a toujours habité les scientifiques.

– Certes. Mais, aujourd'hui, il y a davantage de chercheurs *vivants* que de *chercheurs morts*. Il y a plus de chercheurs en 1981 dans le monde qu'il n'y en a jamais eu dans toute l'histoire. La science est désormais une formidable société, avec un poids social et politique considérable, alors que, à la fin du dix-huitième siècle, elle n'en avait pas du tout. Les querelles de spécialistes ont toujours existé. Au dix-septième, déjà, Leibniz disait que ce genre de bagarres *allait* ramener la barbarie. Les querelles scientifiques mettent du brouillard devant l'objet de la science. En ce moment, je crois simplement que la crise est plus grave, plus menaçante. Contrairement à *tout* ce que l'on entend, il n'y a objet de savoir que dans la mesure où il n'y a pas d'enjeu de puissance. L'objet n'est ni un enjeu, ni un fétiche, ni une marchandise. L'objet de connaissance est défini par cette triple négation.

– Ce qu'on trouve dans vos livres, *finalement*, c'est *un éloge* de la complexité. Et c'est aussi un procès des idéologies, qui, elles, sont toujours simplificatrices.

– C'est ça ! Les idéologies ont en commun d'être toujours dualistes. Elles définissent le juste et l'injuste, le vrai et le faux, le bien et le mal, etc. Or il n'y a jamais de cas où les choses puissent se résoudre de manière aussi simple. J'ai parfois pris l'exemple de la Lune. Sur Terre, il arrive que *nous voyions* du *côté* d'un *mur*, alors que la source de lumière est de l'autre. C'est parce qu'il y a une atmosphère et que le rayon lumineux se casse, se diffuse, se *diffracte de façon compliquée et* fait le tour du mur. Sur la Lune, au contraire, où il n'y a pas d'atmosphère, c'est parfaitement clair d'un côté du mur et c'est le noir absolu de l'autre. Les idéologies ressemblent à la Lune – le clair et l'*obscur*, le *vrai* et le faux. Si on compare la connaissance à un modèle de vision, je dirai qu'on ne peut *connaître* que dans la complexité de l'atmosphère terrestre.

Impérialisme

– Mais parler de cette complexité-là, n'est-ce pas une autre manière de définir le scepticisme ?

– Non. Il y a une différence entre le scepticisme et le pluralisme. Etre pluraliste, cela veut dire que les vérités sont toujours locales, distribuées de façon un peu compliquée dans l'espace. Autrement dit, il y a *toujours* des singularités. L'opposé du pluralisme, c'est de dire qu'une seule vérité est valable pour tout l'espace, qu'elle est universelle. L'idéologie, c'est cela. Cela consiste à dire : quel que soit le problème, vous avez la vérité, je résoudrai tout avec une seule technique, une seule méthode. En réalité, ce que l'on sait des sciences *montre* qu'il ne peut y avoir de vérités que selon des territoires locaux, des singularités. Si vous changez de système, vous changez de vérité. Le scepticisme, en revanche, consisterait à dire qu'il n'y a pas de vérité du tout. Je *ne* suis *pas* sceptique.

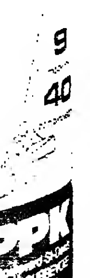
– Dans tous vos textes, pourtant, on voit bien que vous êtes en quête de globalité, d'universalité. Vous n'avez jamais renoncé à cela.

– Il y a une différence entre un espace homogène, entièrement occupé par une seule vérité, et un espace complexe où tout le travail consiste à passer d'une singularité à l'autre. Mon idée, c'est de parcourir le plus d'espace possible, comme on le fait en mer, en allant d'île en île. C'est cela, l'idée de « voir grand », de trouver les « passages du nord-ouest » entre des savoirs différents. En revanche, avoir tout d'un seul coup, occuper tout l'espace brusquement, non seulement cela ne *me* paraît pas possible, mais cela correspond à ce que nous enseigne aujourd'hui la sociologie de la science et à ce que faisaient les idéologies dont nous parlions. Au fond, qu'est-ce que cela veut dire un espace universel : un spécialiste cherche à occuper tout le terrain. C'est un impérialisme.

– Vous faites partie de ces penseurs qui, comme René Girard et Jacques Ellul, écrivent depuis quinze ou vingt ans et n'étaient pas entendus parce qu'ils se heurtaient au monopole de ce que vous appelez les « multinationales de la pensée ». Or, subitement, voilà qu'on les écoute...

– L'espace est occupé par des groupes de pression qui ont bien réussi. Ce qu'on appelle les « grands courants de la pensée », ce sont de petites pensées *locales* qui ont cherché à conquérir l'espace, en voulant se présenter comme universelles. Pour ma part, je me suis toujours refusé à ce type d'impérialisme ou d'assujettissement. Lisez Montaigne. J'ai toujours cru qu'il y avait du singulier, des îles, des points de vue irréductibles.

(Lire la suite page XII.)



هكذا من الامل

COURRIER

Parti pris

Anonymes

Cent trente lettres anonymes, ce n'est pas beaucoup, en un peu plus de vingt mois d'existence du Monde Dimanche. *Déception ? Tout de même pas. Surtout lorsqu'il s'agit de la « vraie » lettre anonyme : celle dont l'auteur aligne les injures. Il n'est pas content, il est souvent furieux mais il ne prend pas de risques et il le dit. Quels risques ?* Le Monde Dimanche *ne dispose d'aucune milice privée, dont les « gros bras » mettraient à mal un lecteur contestataire. Il n'a pas non plus d'accointance avec la police, ou les polices. Et, s'il lui fallait engager des poursuites contre ceux de ses lecteurs qui le désapprouvent même en des termes peu châtiés, il courrait, lui, un danger bien réel : celui du ridicule.*



SELCUK.

En réalité, si certains ont un goût pervers pour l'agression masquée, d'autres vivent dans la crainte permanente de pouvoirs mystérieux, invisibles qui les poursuivent et les surveillent. Il en est qui vivent ainsi depuis 1944-1945 et l'épuration. Ainsi en est-il de certains racistes, ou même de gens dont les critiques ne sont explosives qu'à leurs propres yeux. L'anonymat auquel ils s'astreignent leur donne de l'importance. Ce genre de lettres anonymes est assez rare. Et on hésite à les conserver : après tout, ces gens qui ont si peur, peut-être vaut-il mieux leur rendre le service méconnu de plonger leur prose dans une ombre définitive.

Des lettres anonymes, il y en a d'autres et d'un tout autre genre. Les unes proviennent de correspondants timides, qui n'osent dire leur nom bien plus qu'ils ne le cachent. Ces lettres-là sont souvent émouvantes : elles racontent des vies, dépeignent des scènes de la rue, disent parfois un désespoir. Ne pas les publier exige une discipline sévère : mais comment entrer dans l'engrenage, accepter les propos, les assertions d'inconnus ? Un journal est responsable de tout ce qu'il publie. Encore faut-il qu'il sache qui lui écrit, alors même qu'il accepte parfois de ne point imprimer un nom ou une adresse.

Il est fort rude de s'efforcer, sans toujours y parvenir, de répondre au plus grand nombre de lettres possible. Il est encore plus pénible de ne pouvoir répondre à certaines.

C'est souvent le cas d'une autre catégorie de lettres anonymes : celles dont l'auteur, en toute bonne foi, pense que son nom et celui de sa ville sont des indications suffisantes. Allez donc répondre à M. Martin, Paris...

Cent trente lettres anonymes, c'est peu. Trop, tout de même.

JEAN PLANCHAIS.

Permis de tuer

Sous une pluie battante, en face de l'O.R.T.F. le feu vient de passer au rouge et deux passants s'apprêtent à traverser, une voiture passe à toute allure et les deux piétons s'indignent : *« C'est comme ça qu'on se fait tuer »* Je me tourne vers eux et je leur dis d'un ton neutre : *« Ma fille a été tuée comme ça. »*

Ils marquent une pause, étonnés et reprennent leur conversation. Ils pensent certainement avoir mal entendu, on ne dit pas des choses comme ça dans l'obscurité d'une rue mouillée, c'est sûrement une déséquilibrée.

Ainsi voilà deux personnes qui ne conçoivent pas qu'on dise d'un ton banal, sans aucune précaution oratoire, la chose la plus effrayante du monde *« Mon enfant est mort »*. Et pourtant c'est vrai. Liora a été tuée en traversant dans un passage protégé, au rouge. Et c'est vrai que je l'ai dit, le souffle coupé d'avoir pu prononcer cette phrase pour deux inconnus de la rue. Et il n'est pas surprenant qu'aucun individu de notre société ne puisse entendre cette terrible vérité : une enfant de douze ans traverse un large boulevard pour aller à l'école comme chaque enfant de ce pays et deux automobilistes font ce que tant d'automobilistes font à chaque feu, ils passent à l'orange ou au début du feu rouge en accélérant sans prendre garde à l'enfant qui achève de traverser la rue et qui est presqu'à l'abri. Une petite fille qui n'a pas fini de grandir.

Et voilà que l'intolérable, si intolérable que personne ne veut l'entendre est toléré par les juges. La phrase *« Mon enfant a été tuée par deux automobilistes qui n'ont pas respecté le feu »* est jugée d'une parfaite banalité, à tel point qu'ils classent l'affaire. L'enfant qui ne fait qu'écouter ceux qui lui ont dit : *« Traverse seulement quand c'est rouge »*, l'enfant qu'on a ainsi et trompée et trahie, c'est une affaire classée, cinq mois à peine après l'accident mortel.

Automobilistes, sortez sans crainte, vous pouvez tuer des piétons, même des enfants, on ne vous mettra pas en prison, certes non, on ne vous retirera pas votre permis, on ne vous donnera peut-être même pas d'amende.

Lorsqu'un piéton est renversé, on dit qu'il ne *« regardait »* pas. Est-il un seul piéton qui se soit fait renverser en *« regardant »* ? L'automobiliste responsable de l'accident déclare invariablement qu'il n'a pas *« vu »* le piéton.

Et si c'était les automobilistes qui ne regardaient pas et les piétons qui ne voyaient pas ?

Il suffit de regarder les jeunes enfants traverser les carrefours compliqués pour comprendre de quelle manière ils peuvent ne pas voir ; que faut-il regarder : le feu, les voitures, à droite, à gauche, ou celles qui arrivent sur le côté ?

Qui va se battre pour le piéton protégé seulement par des signalisations (insuffisantes) (1) et la prudence des automobilistes ? Tout le monde, serait-on tenté de répondre, puisqu'il n'est personne qui ne soit — d'abord — un inoffensif piéton.

Qui va se battre pour le droit de l'enfant à vivre ? Les familles affligées sont éreintées de désespoir et les autres ont peur et ne veulent ni savoir ni entendre et encore moins agir. Les juges classent les affaires — il y en a toutes les quelques heures une autre — pourtant, on peut changer la condition du piéton : améliorer les signalisations à son intention, rouler moins vite, prévoir le retrait automatique du permis en cas d'accident mortel ou grave, ce qui aurait un effet dissuasif certain.

Mais, protestent les automobilistes, comment peut-on accepter d'être privés de permis pendant de longs mois ?

Et comment pouvons-nous accepter d'être privés de nos enfants à qui, eux les automobilistes ont retiré, à jamais, le permis de vivre.

FRANCINE CICUREL (*Paris*).

(1) Depuis six mois j'attends en vain l'installation d'une signalisation lumineuse pour piétons au carrefour de l'accident.

Anglais en France

La série d'articles sur « Les Français vus par les Anglais » (*le Monde Dimanche* du 29 mars) m'a rappelé quelques anecdotes accumulées au cours de mes neuf années de résidence en France.

Lorsque M. Burgess évoque le nombre excessif et la rigidité implacable des *fonctionnaires*, je me souviens de ce fontionnaire des P.T.T. à qui j'avais remis un carton mauve de « mise en instance » concernant mon passeport expédié par le consulat britannique de Marseille.

« Vous avez une pièce d'identité ? » me demande-t-il, sûr de son autorité.

Naïvement, je réponds : *« Oui, c'est dans le paquet, passez-le moi. »*

Un instant de silence, il me regarde, méfiant, se demandant s'il doit appeler son chef.

« Je ne peux pas vous remettre le paquet sans voir votre pièce d'identité. »

Les choses commencent à se compliquer. Arrivé récemment en France, j'ignore encore l'importance d'un tel document que nous n'utilisons que lorsque nous traversons une frontière.

« Mais ma pièce d'identité est dans le paquet », je réponds.

L'affaire se gâte. Il est 11 heures, un samedi matin. Les gens dans la queue, derrière, commencent à s'impatienter. Mon fonctionnaire hésite, je lui souris toujours. Pragmatique, je lui propose d'ouvrir un coin du paquet pour vérifier qu'il s'agit bien de mon passeport. Derrière, les remarques désobligeantes sur *les syndicats*, l'administration, etc., deviennent de plus en plus audibles. Je parviens à le corrompre. Ses mains tremblent comme si elles tenaient une bombe. Il ouvre le paquet, et quel soulagement, voilà ma mine barbue et anglo-saxonne qui lui sourit sur la photo de la deuxième page. Il me remet furtivement le paquet comme devaient le faire les résistants en 1942 lors de leurs transactions secrètes. Il me fait signe de partir et, dans sa hâte, oublie de prendre l'avis.

Le même auteur parle de la sensualité de la population de l'Hexagone et de son adoration pour l'argent. Une de mes premières acquisitions de « vrai » vocabulaire français illustre à quel point ces deux traits peuvent se rencontrer de ce côté de la Manche.

Il s'agit du verbe « toucher », action qui pour un Anglais concerne le contact avec une surface, de préférence douce. Lorsque pour la première fois une vieille dame me demanda combien je *« touchais »*, j'ai failli m'offusquer, pensant qu'elle radotait et se croyait de nouveau *« Madame »* d'une de ces maisons spécialisées dont les jeunes Anglais apprennent que la France est truffée. On s'est empressé de me rassurer, et depuis j'ai compris qu'on peut aussi bien *« toucher un bon mois »* ou demander *« combien a-t-il touché après son accident »* en voulant désigner ces vulgaires billets qui gênent tant les Anglais, mais qu'ils apprécient tout autant que leurs voisins.

P. RUSLING (*Montpellier*).

Les loups

Je suis un vagabond, un de ces randonneurs qui aiment à arpenter les routes et chemins de France, à pied, au gré de sa fantaisie. Hélas, je prends de moins en moins plaisir à mes vagabondages tant je crains pour mes mollets, parfois même, pour ma personne tout entière.

Le loup, puisqu'il faut l'appeler par son nom, le loup me guette et, si je suis brave, je ne suis pas téméraire.

Il n'y a guère, il était fréquent de rencontrer au hasard de ces déambulations un bon gros toutou de race mal définie qui, après quelques aboiements de principe, venait se faire caresser l'occiput et vous emboîtait le pas sur 1 ou 2 kilomètres, vous entretenant des cancans du prochain village.

Ces temps sont révolus, le bâtard débonnaire a cédé la place au loup, un loup façonné, certifié, estampillé, breveté avec le numéro de son pedigree tatoué sur la patte. Les aboiements du loup, modèle 1981, ne sont pas de principe, ils précèdent de peu son attaque redoutable. L'homme a transformé par le dressage un compagnon affectueux en un garde impitoyable dressé à effrayer, à mordre, parfois à tuer.

Le loup, modèle 1981, est la rançon de la maison individuelle encore plus vulnérable aux malfaisants que l'appartement. Le Français de trente ans tend tous ses désirs et tous ses efforts vers la maison individuelle, mais, une fois réalisé son rêve, isolé dans sa bulle, il a peur. Pour se donner du courage, il appelle à son secours le loup.

Malheur au trimardeur, au traîne-chemin : le grillage trop léger ou pas assez haut, la porte laissée ouverte par un propriétaire négligent, la clôture mal entretenue vont le livrer aux assauts furieux d'un fauve de 40 kilos armé de crocs redoutables. Au mieux, l'agressé s'en tirera avec un pantalon déchiré, au pire, avec l'autopsie du médecin légiste de service.

En vérité, ne peuvent plus de nos jours se lancer dans des expéditions pédestres que les inconscients chez qui le goût de l'aventure s'allie à une coupable témérité.

Je vous le dis, il est moins dangereux de revenir de l'espace aux commandes de *Columbia* que de parcourir à dix heures du soir les rues d'un lotissement de chalets-taupinières préfabriqués.

Dr PIERRE LALU (*Marcilly-sur-Tille.*)

Immigrée

La lecture de l'article daté du 22 mars « L'enfermement des jeunes Algériennes immigrées » puis des lettres-réponses parues dans *le Monde Dimanche* du 19 avril réveillent la douleur.

Algérienne je suis.

Immigrée je suis.

Française je suis : le regard de ceux qui ne sont pas partis, qui n'ont pas vécu ailleurs qu'en Algérie me le dit clairement. La nationalité algérienne si gênante quand on vit en France est difficile à quitter. Ces papiers d'Algérien sont une victoire inscrite dans le sang. La guerre de Libération nationale est trop proche pour que la notion de nationalité devienne dérisoire.

« Devenir Française » serait régresser. La France doit accepter la différence même si nous savons que nous n'avons pas de place en Algérie. D'ailleurs, que signifie *« l'identité nationale et musulmane »* d'une adolescente qui est peut-être née en France, a vécu en France, dont l'histoire est marquée par la colonisation ? Que signifie *« imitation »* ?

Cette adolescente a-t-elle un lieu refuge, mais de valorisation à opposer au système de valeur dominant ?

La place que réserve la famille musulmane à la femme est trop anachronique au regard des nouvelles exigences des femmes.

Cette contradiction engendre souffrances — l'impossibilité de répondre aux exigences des parents — et difficultés de vivre sans leur amour.

« Je t'ai élevée, tu as étudié et voilà comment tu me remercies », me dit ma mère.

Que n'es-tu restée dans ton village, ma douleur aurait été moins profonde... ma mère.

Impossible dialogue.

YAVOUT

■ *Le prix des robots.* — Dans *le Monde dimanche* du 26 avril et *le Monde de l'économie* du 21 avril, le prix des robots va de 250 000 à 500 000 F (et non 50 000 F).

Actuelles

Profits

« Si votre Majesté dit : « Que faut-il faire pour le profit de mon royaume ? *», les grands fonctionnaires diront : «* Que faut-il faire pour le profit de nos familles ? *» et les inférieurs et le commun du peuple diront : «* Que faut-il faire pour le profit de nos personnes ? *» Les inférieurs et les supérieurs essaieront de s'arracher ces profits les uns des autres, et le royaume sera mis en danger. Dans un royaume de dix mille chars, l'assassin du souverain sera le chef d'une famille de mille chars. Dans un royaume de mille chars, l'assassin du prince sera le chef d'une famille de cent chars. Avoir mille chars sur dix mille, et cent sur mille, on ne peut dire que ce soit être mal partagé, mais si la justice est mise à la fin et le profit au commencement, ils ne seront pas satisfaits qu'ils ne s'emparent de tout. »*

⁂

Au premier livre, premier chapitre des œuvres de Meng Tseu (IV-IIIe siècle avant J.C.), politique et théoricien confucianiste de la Chine antique. (D'après Gaston Bouthoul.)

JEAN GUICHARD-MEILI.

VOUS et MOI

Vu de Vézelay

Drôle de paroisse que le nôtre ! Que sommes-nous ? Le royaume d'Elseneur sans Hamlet, un rocher surplombant le vide et battu par les vents, un panier de crabes suspendu dans les nuages ?

Chez nous, il y a les habitants du haut, le gratin, le saint des saints, l'hôtel de ville et ses tapisseries, puis l'intendance du bas, et, au milieu, le bistrot-épicerie des Six-Fesses, où naissent les ragots.

Permanents où saisonniers, de tout temps divisés en clans, pour ou contre les pouvoirs établis, les sens de circulation, les stationnement ou les patentes, curieux les uns des autres et nous ignorant volontiers, nous pourrions être les plus heureux citoyens de la Terre si la concorde régnait parmi nous, mais nous sommes capables de nous haïr pour un mur mitoyen, une cave ou un réverbère. Assis sur le sacré, croyons-nous à quelque chose, ne sommes-nous pas les plus païens et les plus négateurs des hommes ? Notre printemps de glycines et de cerisiers est le plus beau qui soit, nos forêts à pervenches datent des riches abbés de jadis et ne servent qu'à la société de chasse. Fureteurs immobiles, nous regardons de haut les vallées qui verdoient. Nous attendons quoi ? Godot, peut-être. Nous n'avons rien inventé, ni la poudre à canon ni les pompes qui aspirent l'eau des sources jusque dans nos bidets.

Il arrive qu'un soir, un bataillon de scouts vienne en pèlerinage, sac au dos, avec des torches, chanter le *Credo* en latin sans réveiller la foi des anciens jours endormie à jamais. Il arrive aussi qu'un prince de ce monde nous visite : Nixon, Mme Chou En-lai, la reine d'Angleterre, Mme Giscard d'Estaing, ou du menu fretin, tels les archimandrites d'U.R.S.S., en toque et en soutane, que notre évêque accueille en clergyman. Le préfet est là avec son escorte de CX métallisées et de barbouzes, le maire avec son écharpe et un parapluie. On ne fait pas sonner les cloches — on n'ose plus, — on mobilise les gendarmes, on allume les lumières, on boucle la basilique, on convoque le franciscain de service en veston.

Au moins, me direz-vous, vous vivez dans un lieu où souffle l'esprit. Seigneur ! c'est là que tout se gâte. L'esprit, de nos jours, ne se véhicule plus comme jadis. Le Mont-Saint-Michel se défend de lui-même et on ne peut l'escalader qu'à pied, mais nous, chaque voiture qui passe dégrade un peu plus nos remparts en ruine et rape nos chemins.

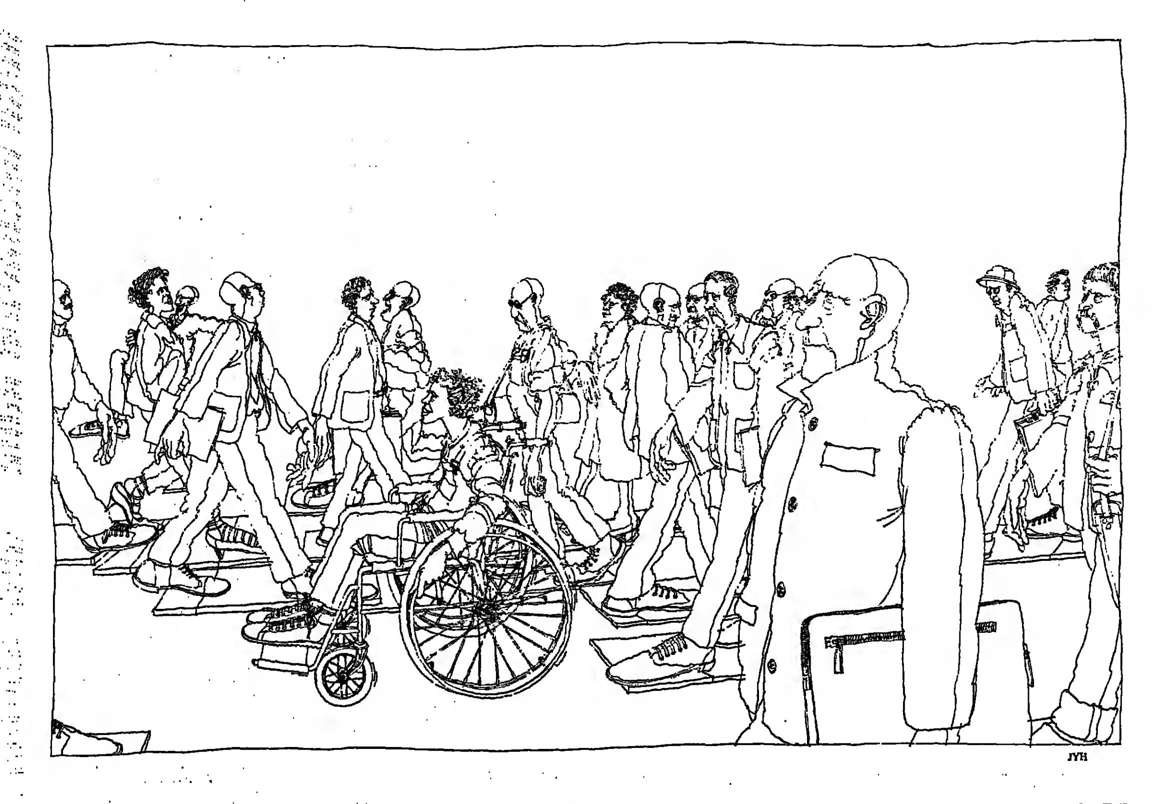
Sans Viollet-le-Duc, qui venait à cheval ou en patache et jouait au billard dans un estaminet, la basilique qui nous vaut de figurer au patrimoine mondial ne serait plus, hélas ! qu'un tas de pierres. On tourne autour d'elle sans même savoir qui l'a élevée ni pour qui elle l'a été. La grande question touche le touriste. Faut-il le « plumer » ou non ? Faut-il l'autoriser à se trimbaler en automobile ou pas ? Faut-il le retenir par des concerts, de pieuses exhortations à acheter des souvenirs, ou l'expédier dans les ténèbres extérieures ? Personne parmi nous n'est d'accord, mais personne n'ose user de pouvoirs et encore moins démissionner. Chacun a peur de son ombre ou de celle du voisin, chacun s'accroche à son siège, et ceux qui paraissent n'en guetter aucun ne sont pas les moins redoutables.

Drôle de paroisse, je vous dis. A ne pouvoir bouger une tuile sans l'accord des architectes en chef, nous sommes devenus les plus avares des propriétaires : la vue elle-même, nous la cachons ou la louons. Si on me demandait ce que nous produisons, je dirais : l'illusion. Pas de nous-mêmes : nous n'existons pas, mais de notre rocher mystique. Au cimetière, penserez-vous du moins, on ne se chamaille plus ? Erreur. Chez nous, je ne suis pas sûr qu'on pardonne plus facilement aux morts qu'aux vifs. Et puis, les uns veulent le soleil, d'autres un abri contre le vent, d'autres le loisir d'une conversation avec une notabilité, mais Romain Rolland n'a pas daigné être des nôtres. Maurice Clavel, que Dieu inspirait, se tait depuis deux ans, et Max-Pol Fouchet l'a rejoint dans le silence de l'éternité. Ils me manquent, leur voix ne résonne plus que dans peu de cœurs, et je les rejoindrai bientôt. Peut-être nous aurait-il fallu un Jules Renard pour nous aider à sourire de nous-mêmes, mais bien qu'il habitât non loin d'ici, il n'a jamais parlé de nous ni goûté à notre piquette.

Notre seule gloire repose sur la mémoire de deux femmes : Madeleine, en l'honneur de qui l'église abbatiale a été bâtie il y a près de mille ans, et Ysé, l'héroïne du *Partage de midi*. Presque personne ne le sait, mais c'est ce qui m'émeut le plus.

JULES ROY.

هكذا من الامل



JYH

VIES

Aisha debout

Gosse de l'Assistance publique, Aisha n'a jamais cessé de crier et de se battre. Contre les foyers et l'hypocrisie, pour le droit des handicapés à la vraie vie.

DANIEL SCHNEIDER

AISHA-RIRE, Aisha-rage, Aisha-mémoire, Aisha-la-vie. Quelle image choisir d'elle ? Une providence de portraitiste, cette femme-là, chaque décennie de sa vie composerait un volume d'une saga vivante. On voudrait tout raconter, pêle-mêle, de ses premières années entre granges et battues au militantisme joyeux, aujourd'hui, au sein du mouvement Handicapés debout, en passant par la plaie – encore à vif – du foyer de l'Assistance qui la gardera jusqu'à dix-huit ans, les grèves de la faim, la lutte contre la prostitution dans un bidonville de Marseille, le croissant rouge algérien au lendemain de l'indépendance.

Et la rage de vivre en trait d'union. Elle a la banderole dans le sang, Aisha, le slogan aux lèvres depuis qu'elle a rencontré l'hypocrisie dans le couloir sinistre d'un foyer. Le cri au corps. Une militante comme on en croyait la race disparue depuis que les anciens de 68 sont entrés dans la publicité. Un destin au fer rouge, la révolte pour raison d'être.

Mi-juive polonaise, mi-algérienne. Parents déportés alors qu'elle est âgée de deux ans et, sans transition, dès après la libération, trois ans d'enivrante sauvagerie dans le bocage normand, à squatter – déjà – les granges pour une nuit, marauder aux poulaillers avec les bandes d'enfants du cataclysme, petits princes en liberté d'un pays-terrain vague. *« Pas de parents pour me reprocher leurs sacrifices, personne ne s'est saigné aux quatre veines pour moi, j'ai grandi seule, avec les copains, la tribu. Nous ne demandions rien à personne. On vendait même des vers aux pêcheurs ! »*

Libres. Trois ans d'errance absolue et de plombs dans les fesses. Et puis, en 1947, la France en reconstruction s'avise de l'intolérable et crée un « comité de sauvegarde de l'enfance malheureuse ». Aisha, au terme d'une homérique battue, est piégée comme un renard et, à six ans, découvre, brutale, la haine, dans la camionnette de gendarmerie qui l'emmène vers un orphelinat à hautes grilles et à *cornettes.*

Dépendance

« Oui, la haine est constructive », murmure-t-elle aujourd'hui. La preuve ? Elle a construit un livre (1), après avoir, des années durant, cherché la trace de ses anciens « codétenus ». Des cent interviews réalisées, elle en a gardé quinze, pour assembler ce livre à quinze voix, dont chaque page éclate du souvenir détesté des brimades, des humiliations, de cette sournoise répression portant soutane ou, plus tard, l'habit « sympa » des éducateurs. *« C'est la même chose,* accuse Aisha. *En 1958, l'Assistance publique s'est transformée en D.D.A.S.S.* (directions départementales de l'Action sanitaire et sociale) *sans rien changer à leur but, qui est de reproduire un système de dépendance et fournir aux patrons une main-d'œuvre à bon marché ».*

« J'avais une amie, pendant ma détention. Une seule. Belle, fine, féline. J'en étais amoureuse. Elle voulait tenter les Beaux-Arts, je lui trouvais un talent immense. On a voulu faire d'elle une employée de maison. Elle s'est révoltée. On l'a envoyée en asile psychiatrique, où elle s'est laissée détruire peu à peu. Elle y est encore aujourd'hui : je suis allée la voir, il y a trois ans, je ne l'ai pas reconnue : énorme, la bave aux lèvres. C'est pour elle que j'ai écrit ce livre. »

Eclate la guerre d'Algérie. Aisha la demi-Kabyle n'est pas longue à choisir son camp. *« Nos quêtes pour le F.L.N. n'ont pas toujours été très... courtoises,* sourit-elle aujourd'hui. *C'est vrai que, en même temps, j'appartenais à une bande de blousons noirs. »* Le cessez-le-feu signé, elle file en terre promise et, dans la foulée, demande la nationalité algérienne. *« Je me suis engagée comme infirmière au Croissant-Rouge algérien, je sentais bien que ma place était là-bas. Mais j'ai vite déchanté en voyant comment la révolution se comportait avec les femmes, dont la libération n'était pas à l'ordre du jour. Quand la féministe Aïcha Remis a été abattue en pleine rue, je me suis dit que je n'avais plus rien à faire là. Je suis revenue. »*

Pas trop loin. Prudente, elle s'arrête à Marseille *« au cas où ».* Enfile une blouse d'assistante sociale, et plonge dans le bidonville de l'Arenas. *« Travailleuse familiale, normalement, tu raccommodes les chaussettes. Dans un bidonville, crois-moi, on a autre chose à faire que de raccommoder les chaussettes. Avec un éducateur de la prison des Baumettes, on a essayé de monter des petits ateliers d'artisanat, pour anciens taulards de l'Arenas. On a travaillé sur la prostitution aussi. Sans grand résultat, je dois dire. Mais je ne regrette pas. »*

Le sujet en or

Vous en redemandez ? Suivez-la, alors ouvrière à Toulouse, promptement licenciée pour « fait de grève ». Suivez-la à Paris, où sa quête d'un emploi la pousse en 1972. Entre-temps, un accident de voiture l'a encadrée de deux béquilles avant, en 1977, de la clouer sur un fauteuil roulant. *« Deux ans, il m'a fallu, pour avaler ça. Aujourd'hui, mon handicap, je l'ai accepté, je n'en souffre pas. Mais la société me le rappelle sans cesse. C'est elle, la handicapée, incapable de nous accepter comme nous sommes ! Sans parler de notre exploitation : les handicapés employés par les centres d'aide par le travail (CAT) ou les ateliers protégés sont rarement payés plus de 50 à 70 % du SMIC. Huit cent mille handicapés pourraient travailler, ils sont seulement cent cinquante mille à y parvenir. Pourquoi ? Parce qu'un trottoir, c'est le mont Blanc ! »*

Suite de l'épopée : toujours chômeuse, Aisha entame une grève de la faim et, avec d'autres handicapés, s'enchaîne dans les locaux de l'Agence nationale pour l'emploi et, pour couronner le tout, pirate la télévision française : *« Le plus beau jour de ma vie. Léon Zitrone, en direct, faisait la quête dans la rue, pour les cardiaques. Avec les copains, on s'est approchés comme si on voulait donner de l'argent. Des handicapés qui donnent ! Pour Zitrone, le sujet en or. Il nous a fourré le micro sous le nez, alors on a sorti nos banderoles, et pendant une minute, on a récité notre couplet contre la charité, la ségrégation dont sont victimes les handicapés, et pour le droit à l'emploi. Une minute entière pour nous, avant qu'ils ne se décident à nous couper. Tu réalises ? »*

« Le lendemain, tout le monde a hurlé à la censure, on a eu une cohorte de journalistes, des articles partout. » Sourire en coin de la vieille habituée : *« C'est comme ça que ça marche, les médias ! »* Dernier – en date – chapitre de l'épopée : la présentation d'un candidat à l'élection présidentielle par le mouvement Handicapés debout dans lequel milite Aisha : *« Malheureusement, on n'a eu qu'une seule signature, celle d'un maire handicapé ».* Aisha et ses camarades viennent également de fonder un journal bimestriel, *Bankalement vôtre* (2), *« mais on n'y parlera pas seulement des problèmes des handicapés, hein ? D'ailleurs, le comité de rédaction est composé de cinq handicapés et de huit... handicapés autrement, d'une façon qui ne se voit pas ! »*

Ouf ! Jeanne d'Arc s'essouffle un peu. *« Je vieillis. Je n'ose plus cogner. Quand je suis arrivée à l'orphelinat, j'ai pris la plus grande, et je lui ai collé une roclée. Le seul moyen d'avoir la paix. Aujourd'hui, je ne le ferais plus. C'est ça, vieillir. »* Un ange passe, dans le petit F 3 parisien que noie doucement le soir. Vrai, on aimerait bien gratter un peu la façade pure et dure, violenter doucement Aisha la secrète, lui arracher quelques demi-confidences, deux poèmes, trois chansons. Elle chantait beaucoup, Aisha, avant que ses musiciens *– ne supportant pas de me voir en fauteuil –* l'abandonnent.

On affûte les questions intimes, toujours gardées pour la fin des interviews. Mais allez confesser un militant ! Déjà deux jeunes garçons se sont insinués dans le séjour, la soirée doit être consacrée au dessin de la maquette du prochain numéro de *Bankalement vôtre. « Je vous attendais, on va s'y mettre »,* rugit Aisha, joyeuse.

Aisha entière, Aisha debout, Aisha-la-vie. ■

(1) Aisha : *Décharge publique. Les emmurés de l'Assistance.* (Ed. Maspero.)

(2) *Bankalement vôtre*, 36, rue des Haies, Paris (20e), tél. : 373-80-98.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437

CROQUIS

Des arbres et des hommes

Cela commence le matin. Un voisin vient couper un frêne vert qui brûle si bien dans la cheminée, dédaignent les arbres morts *creusés par les picverts.*

Puis, en coupent à travers champs, nous avons rencontré des pommiers aux troncs cisaillés sur toute la circonférence. Ici ils appellent cela « cravatter » les arbres ; c'est-à-dire les tuer et les laisser sécher sur pied, pour les abattre quand ils peuvent brûler. Mais d'ordinaire ce sont les chèvres qui écorcent ainsi les arbres...

Vers midi, des feux de berger s'allument sur les pâturages d'été de la montagne. L'écobuage repousse la forêt, et les cendres obtenues donnent de l'engrais à l'herbe. Qu'importe si cette pratique dévaste le couvert végétal, le rend uniforme et favorise l'érosion. Les hommes d'ici n'ont jamais aimé la forêt, qui plaît tant aux citadins de maintenant. Elle était la demeure de « l'homme mort », dont on retrouve aussi le nom sur beaucoup de pics. Et les ossements accrochés aux portes des granges repoussaient les mauvais esprits venus de la forêt. Jamais ils n'ont vu dans les arbres une source d'eau et d'humus. Et, pourtant, ils connaissaient la valeur thérapeutique de leur ombre : alors que l'ombre du noyer donne la migraine, celle du tilleul guérit des maux de tête.

C'est sans doute la première fois depuis les grands défrichages du néolithique que les forêts gagnent du terrain sur ces prés et ces champs dont plus personne ne veut, surtout pas leurs enfants. Ceux qui disent : *« Cela nous fait mal au cœur de voir les arbres repousser de partout »*, sont ceux-là mêmes qui ont quitté la terre. Ils ont un mot pour désigner tout ce qui vit et croît sans l'homme : *« saloperies »*...

En fin d'après-midi, un homme assis sur sa machine à broyer les arbustes et les haies des bas-côtés de la route s'arrête et s'en va. Demain c'est dimanche, il s'occupera peut-être à planter des arbres dans son jardin.

MICHEL JOURDAN.

Un bruit de moteur

« Remets-nous ça, Yvan, ce n'est pas en restant comme ça sans rien faire que ça va changer quelque chose...

— Vous avez raison les gars ! Qu'est-ce que c'était déjà ? »

Ce pastis à demi trouble, on le boit cependant par gorgées nerveuses comme si la peur faisait partie du décor dominical au « Bon Coin », ce bistrot qu'Yvan a ouvert au village, il y a tout juste quinze ans. Au fond du mur, à droite, un calendrier publicitaire illustré de photos érotiques. Près de la glace du comptoir, un tableau vert où l'on inscrit d'habitude à la craie les résultats de foot. Mais, aujourd'hui, on n'a pas joué. *L'équipe n'était pas au complet.* Alors, on est venu un peu plus tôt s'asseoir chez Yvan. Pour prendre un verre ou deux. Sans même faire hurler Téléphone ou Starshooter. D'ailleurs, Yvan a débranché le juke-box...

Qu'est-ce qu'on peut faire alors dans le silence pour n'avoir pas un air trop suspect ? Jacky se lève. Une dizaine de pas de la table au portemanteau. En retirant des cigarettes de son blouson, il heurte du pied les casques déposés par terre. Les briquets grattent comme des insectes. La fumée picote les yeux. La fumée ou plutôt...

Si Yvan détourne la tête tout à coup, ce n'est pas simplement parce que les vitres ont tremblé. Mais cette pétarade qui a précédé... Une Kawa-750, comme la sienne, eh oui ! C'est trop, maintenant. Il faut dire un mot. N'importe quoi. Paul, le premier essaie sa voix cassée :

« Pauv' Pierrot, c'est con, il ne méritait pas ça ! »

Yvan, légèrement soulagé, donne un coup d'éponge à son comptoir sans remarquer le journal du matin, ouvert à la page des faits divers, que son geste projette au sol. Juste aux pieds de Jacky, qui, se penchant pour le ramasser, ne peut éviter ce titre auquel il n'a pas osé se confronter jusque-là : *« Motard contre poids lourd à Ternan. Un mort. »* L'article qui suit a peut-être vingt-cinq lignes, ou trente.

« Tiens, celui-ci, tu le bois avec nous Yvan. Et puis on va y aller. Il va bien falloir... »

DIDIER POBEL.

Pâtisseries cannibales

Si tu aimes ton prochain, reprends-en. Cannibale à sa façon, Boris n'a pas l'air dangereux. Pourtant il croque ceux qu'il rencontre, d'une main habile, et surtout nous invite à y mettre la dent. Comment le classer ? Sculpteur, caricaturiste, ou simplement pâtissier ?

Chez lui, on peut à sa guise dévorer un clown en transe, un chanteur de rock, une prostituée tristement appuyée contre un mur en construction, ou encore deux amoureux à leur premier rendez-vous.

Dans le petit fourneau de la cuisine, l'artiste concocte de véritables scènes de genre : un défilé de mode, une petite gare de banlieue avant l'arrivée du train, les jeux olympiques, ou des éléphants roses et bleus sur une étendue désertique. Son matériau ? De la farine, de l'eau, des jaunes d'œuf pour lier la pâte et aussi du sucre pour le brillant et le goût. Tout ce qui entre dans l'*élaboration d'une pâte sablée.*

En général, l'inspiration naît directement sous les doigts, mais parfois il fait un vague croquis sur le vif pour ne pas oublier, de retour dans la cuisine qui lui sert d'atelier... et de cuisine, tel détail qui l'a frappé. Longuement, il travaille le personnage. *« Il m'arrive de faire la jupe d'une femme, maille par maille. »* Les figurines s'animent, prises dans le mouvement de la vie, et la mise au monde s'achève par un revêtement de sucre glace dans les plus beaux camaïeux.

Telles quelles, ces sculptures qui ont déjà figuré, avant dégustation, dans plusieurs expositions d'humour, semblent sortir des meilleures bandes dessinées. D'une dent incisive, elles disent notre réalité fruste, dérisoire aussi.

Il y a là un défi. Défi au temps qui, de toute façon, finit par ronger toute œuvre. Boris attaque de front en choisissant ce matériau aussi alléchant que périssable. Pour de fines régalades, on peut lui commander des saynètes en tout genre que l'assistance sera invitée à consommer. Les adultes, dit-il, marquent d'abord une hésitation à manger ainsi leurs congénères, même sous forme de pâte modelés. Les enfants, en revanche (Boris anime un atelier d'enfants), y vont sans *le moindre scrupule.* En général, ils commencent par la tête.

Comment le sculpteur se prendrait-il au sérieux ? Il connaît la joie du fragile, du fugace. Quand l'œuvre-gâteau est *consommée, il ne reste plus qu'à* recommencer. Interdit de se reposer sur ses lauriers quand ceux-ci sont bel et bien digérés. Il ne s'agit pas seulement de dévorer des yeux, mais bien d'accom*plir le rêve enfantin de Hans et* Gretel en arrêt devant une maison toute en sucreries. *« Manger, explique Boris, ce n'est pas seulement faire travailler ses mandibules, c'est aussi incorporer. »* Aussi le poète du sablé se réjouit-il de nous voir avaler son œuvre avec appétit.

M.-L. AUDIBERTI.

DISCOUNT

Les magasins de la crise

Toupourien, Plus pour moins, Pirate... les magasins de bric-à-brac bon marché fleurissent, portés par la crise économique.

PIERRE AUDIBERT

« *HUIT magasins en deux ans. Tout va si vite. Je n'ai pas encore de bureau. Je reçois les représentants au café voisin* », avoue ce directeur devant la longue vitrioe de son Hall des affaires, ce nouveau style de magasins à bon marché qu'on voit fleurir un peu partout. Des enseignes accrocheuses : Toupourien, Paris pas cher, Plus pour moins, Choc, Promoflash, Big boss, Babali... L'assortiment d'articles hétéroclites provient, si l'on en croit les réclames, de fins de série, lots directs d'usines, liquidations, saisies en douane. Rien qu'à Paris, on compte près de deux cents magasins de ce type, deux fois plus qu'il y a un an, dix fois plus qu'il y a cinq ans. La province n'est pas en reste : six ou sept magasins au Mans ou à Strasbourg. A Toulouse, ils s'appellent Pirate ou Attila.

Aux alentours des gares, dans les rues commerçantes, dans les passages piétons, ces magasins s'installent. *« Il faut cinq mille passants par jour pour que l'endroit soit valable, »* précise un spécialiste. Dès que l'un de ces magasins surgit, d'autres s'agglutinent. Boulevard de Clichy (Paris-XVII), ils sont cinq sur deux cents mètres de rue. Certains ouvrent, d'autres ferment. Autour d'une dizaine de groupes disposant de plusieurs boutiques gravitent plus d'une centaine d'« indépendants » avec un magasin ou deux. Certains ont cru faire fortune à bon compte. Cela semblait si simple... Mais il est dangereux d'imiter : un seul lot de marchandises qui se vend mal, et c'est la faillite. Attirés par l'aubaine, quelques personnages indélicats se sont aussi glissés, pratiquant la « carambouille » en vendant des produits non payés à prix coûtant, une rude concurrence. Deux ou trois faillites retentissantes les ont fait réfléchir. Ils sont de plus en plus rejetés par la profession...

Le métier n'est pas de tout repos. A l'origine, il est le fait de soldeurs professionnels, et il n'est pas nouveau. Une législation datant de 1962 en fixe même les limites. Il y a une dizaine d'années, deux ou trois soldeurs se partageaient le marché, bradant des articles provenant des ventes aux enchères (faillites, douanes), exception faite des vêtements et des livres, terrain plus classique. Désormais, c'est loin de suffire. Dans les ventes aux enchères, les commissaires-priseurs jouent sur la concurrence. Devant l'afflux soudain des acheteurs, ils fractionnent les lots pour se rapprocher des prix de détail. Pour les revendeurs, le filon perd de sa rentabilité. Il faut diversifier les sources d'achat. Aux fins de série d'usines s'ajoutent les importations. On se met au goût du jour : cela s'appelle le « discount ».

« Au début, on nous prenait pour des manouches », raconte un des pionniers. Aujourd'hui, l'image de marque est meilleure. Ces magasins, nés dans les quartiers populaires, à forte clientèle immigrée, ont essaimé dans les beaux quartiers. A Paris, rue Lauriston, les dames du seizième arrondissement trouvent leurs cosmétiques Revlon à bas prix. Dans une galerie des Champs-Elysées, les petits cadeaux à la mode, comme les « kikis » (singes à clochettes) ou les broches « pandas », après la grande mode des « Pierrots », ont autant d'adeptes qu'à Maubeuge.

Prix anormaux

La raison d'être de ce succès, ce sont les prix pratiqués — les plus bas du marché, si possible. *« Si un client nous signale qu'un produit coûte moins cher ailleurs, nous abaissons le prix, même à perte »*, précise un soldeur. Mais ce jeu est dangereux. A trop vouloir jouer sur les marges, la faillite guette. *« Ce ne serait pas vivable »*, affirme un autre soldeur. Pour quelques produits, les hypermarchés sont difficiles à battre... Toutefois, une autre idée des prix s'est imposée : après la génération des Monoprix et des « Mammouth écrase les prix », le *« discount » fait éclater* toutes les limites. Des prix deviennent dérisoires, « anormaux », en dessous de ceux pratiqués par les grossistes. Du vernis à ongles à 3 francs, un service à thé à 30 francs... *« Avec nos produits de beauté ou nos articles de décoration d'appartement, nous avons mis à la portée du grand public ce qu'il ne pouvait pas se payer auparavant »*, estime M. Michel Mousset, un des responsables de Toupourien — une société née il y a sept ans à Puteaux et comptant aujourd'hui vingt-huit magasins.

L'acheteur potentiel entre dans ces magasins sans autre idée préconçue que la recherche d'une « affaire ». Il en ressort, tout étonné, avec une casserole, une boîte à outils, un vase chinois et un coupe-ongles. N'importe quoi... *« C'est l'achat à l'impulsion, à la différence de ce qui se passe dans les supermarchés »*, ajoute M. Mousset. On vient surtout pour fouiller, fouiner, comme on le ferait dans un souk ou sur un marché d'Asie.

Dès l'ouverture d'un nouveau magasin, c'est la ruée... Dans la banlieue de Strasbourg, à proximité d'une cité d'H.L.M., la queue s'allonge sur le trottoir, les clients emportent leurs multiples achats dans des poubelles en plastique vendues à l'entrée. A Metz, dans une allée piétonne, le magasin Toupourien fait un malheur lors de son inauguration en décembre 1980 : mille deux cents acheteurs par jour. Aux périodes de pointe, deux cents personnes se bousculent sur les 200 mètres carrés du local. C'est Noël : quatre mille « mazagrans » partent (six pour 20 francs) en trois jours.

Puis entre janvier et juin revient la période creuse. Parfois l'attrait du consommateur s'émousse. On a vite fait le tour des quelques centaines d'articles proposés. *On enrage de trouver* les mêmes produits dans un magasin voisin. Le choix est tellement plus vaste dans les grandes surfaces ! Aussi est-il vital pour les « discounters » de se renouveler, d'offrir du nouveau tous les jours, quitte à faire tourner les produits d'une succursale à l'autre. Au terme d'une recherche patiente, le consommateur pourra peut-être *dénicher le* poster qu'il cherchait, pour la modique somme de 10 francs, voire un walkman Toshiba à un prix légèrement moindre qu'à Euromarché et bien moindre qu'à la FNAC. Un magasin du boulevard de Clichy fait même la réclame pour un walkman à 390 francs.

Dans la radio hi-fi, les spécialistes, à Paris, demeurent peu nombreux. Le secteur est difficile, il demande des circuits parallèles à celui des importateurs de marque officiels, et un service après-vente sérieux, ce qui n'est pas toujours le cas. Les soldeurs préfèrent le bric-à-brac des articles ménagers, cosmétiques, bref, de la plupart des produits de consommation courante... sauf l'électroménager, secteur privilégié des grandes surfaces. Ils remplacent les droguistes, qui se raréfient. Certains s'essaient dans l'alimentation. D'autres ont ouvert un rayon de livres ; celui-ci fait par exemple 15 % du chiffre d'affaires au Toupourien de la gare Montparnasse, à Paris.

Recyclage des stocks

Mais comment arriver à vendre moins cher, sans se mettre hors-la-loi ? Pour cela, on débarrasse les entreprises de tout ce qui les encombre — d'abord les fins de série. *« Il faut alors acheter tout le lot ou rien »*, explique M. Meyer Sabba, responsable du Hall des affaires, si l'on veut en tirer le meilleur prix. La suite est un pari. Certains produits ne sont plus de mode. Par exemple les skateboards. Mais pour un skate à 40 francs au lieu de 180 francs, il reste des amateurs. L'échec est possible. Des assiettes pour bébé, marquées 50 francs il y a quelques années dans le catalogue de La Redoute, n'ont pas trouvé preneur à 12 francs dans le Hall des affaires. Il a fallu baisser les prix jusqu'à 2 francs, et la vente s'est étirée sur un an ! A ce jeu, les magasins « discount » prennent une allure écologique, style « recyclage des surstocks de la société de consommation ».

La plupart des lots d'usine sont faits de produits courants accumulés dans les entrepôts. Les soldeurs raflent d'un seul coup un million et demi de piles (35 tonnes), ou cent mille cosmétiques. La quantité fait les *bons prix.* Une partie du lot est revendue à d'autres soldeurs, voire à des supermarchés. Il faut savoir sauter sur l'occasion. Par exemple, un stock de cidre destiné à un marché étranger et bloqué pour un défaut d'étiquetage des bouteilles, ou un container rempli de disques qui stationne dans un port.

Ainsi, les grandes surfaces, principaux concurrents, sont doublées. Devant couvrir une immense gamme de produits, avec toutes les grandes marques existant sur le marché, ils héritent d'un lourd système commercial. A l'inverse, les « discounters » font des coups : achats massifs d'un petit nombre de produits, en limitant au maximum les intermédiaires, grossistes ou importateurs.

A Hantepierre, près de Strasbourg, M. Jean-Jacques Oesterlé nargue le supermarché local. Dans la galerie marchande qui le borde, il a installé le Bazar et les Petites Halles (société SEEH). En vitrine, des articles cadeaux, de la maroquinerie, des petits meubles. *« J'ai commencé à zéro, il y a sept ans*, raconte-t-il. *Au début, je tenais un stand de confiserie. Les banques m'ont boudé pendant quatre ans. »* Quand il a voulu monter une nouvelle confiserie dans le sous-sol de la gare de Strasbourg, un conseiller municipal s'est interposé, craignant la concurrence avec un magasin voisin. Il s'est donc mis à la maroquinerie par hasard. *« Au départ, je me suis adressé à des grossistes. C'était cher. Peu à peu, j'ai remonté les filières »*. Aujourd'hui, le jeune Jean-Jacques Oesterlé possède sept magasins, dont trois de maroquinerie. Un travail épuisant, entre le téléphone, la Mercedes, les visites, les tracasseries administratives. Dans cinq ans, il veut se retirer sur une île des Antilles.

Remonter les filières... les gros soldeurs ne reculent devant rien. *« A Toupourien, nous importons un tiers de nos produits, et nous en faisons fabriquer un autre tiers »*, affirme M. Mousset. Ainsi, cette chaîne de magasins possède sa propre marque de cosmétiques (Delph's) et couvre 2 % du marché français. La recette est simple : on achète auprès d'un grand fabricant français une quantité maximale de produits, par exemple cinquante mille rouges à lèvres ou cent mille vernis à ongles. Parfois, on s'adresse à l'étranger pour faire fabriquer directement et à moindre coût. Ainsi des bagages en Corée ou des cassettes à Hongkong. Quelques sociétés ne traitent d'ailleurs que des importations.

Ombrelles chinoises

Chez Pier Import — 24 magasins en France dont les deux tiers à Paris — on joue à fond la carte exotique. *« Nous traitons 70 % de nos importations nous-mêmes, sans passer par aucun intermédiaire, »* précise M. Jean-Pierre Martin, directeur du marketing. Là-bas, sur place, des agents contrôlent les fabrications. Certains artisans locaux sont financés par lettre de crédit. Le système de fret, par containers, a permis de diminuer considérablement les frais. La gestion informatique facilite la bonne rotation des stocks, pour quelques dix mille articles provenant d'une cinquantaine de pays. Du coup, malgré l'inflation, les prix ont

Tati show

Face au métro aérien, le long du boulevard de Rochechouart, c'est quotidiennement le « Tati show ». La foule déborde sur la chaussée, bloquant la circulation des voitures. Le magasin le plus populeux de Paris fait des pointes de quarante mille personnes par jour. Du fauché à la jeune fille mode, de l'immigré à la retraitée, on s'agglutine, on se balade, on fouine, pour dénicher la « fringue » au meilleur prix.

« Le monde attire le monde », constate placidement M. Jules Ouaki, le maître des lieux, à l'accent chantant et au visage hâlé. Il sort triomphalement un article qui lui est consacré dans un grand journal japonais. Il est loin le petit magasin des débuts, avec une vendeuse et 50 mètres carrés. C'était en 1948. S'installer à Barbès-Rochechouart, près du marché aux puces de Clignancourt et du marché Saint-Pierre — la plus grande surface de vente d'Europe en matière de tissus, — c'était déjà une gageure. Aujourd'hui, Tati s'étale sur 3 000 mètres carrés boulevard de Rochechouart, s'étend à Montparnasse et à la République, s'attaque aux articles ménagers et gadgets dans son magasin *Aux Deux Marronniers* — un ancien grand café. Pour tous ceux qui se lancent dans le bric-à-brac bon marché, *« Monsieur Tati »* est le pionnier, le grand prêtre du « discount ».

« Deux yeux pour acheter et un pour vendre » : telle est sa devise. Le principe de fonctionnement est de payer « cash » et de stocker la marchandise, afin de prendre une longueur d'avance sur l'inflation, ou d'acheter à contretemps, en fin de saison. Une véritable stratégie « pétrolière »... Actuellement, Tati achète pour l'été 1982. Les prochaines ventes chocs de la Fête des mères... ou du Ramadan ont été anticipées depuis longtemps. Et le vêtement pas cher ne vient pas forcément de Hongkong, contrairement à la légende. Les deux tiers des articles sont fabriqués en France.

La crise ? Bah !, elle est toute relative. *« On se prive de manger, mais on achète de l'essence »*, constate M. Ouaki. Dans ses magasins, les gens achètent toujours autant. *« Ils se ruent sur les occasions, achètent en quantité, comme s'ils se disaient : qu'en sera-t-il demain ? »*

pratiquement pas bougé depuis cinq ans, sauf pour les produits d'origine européenne. Certains ont même baissé. Le fauteuil « Emmanuelle », venant des Philippines, coûte 250 francs au lieu de 590 francs en 1975. A la place de la vaisselle du Japon, devenue plus chère à cause de la montée du yen, on trouve des assiettes du Portugal.

Pourtant, chez Pier Import, on se refuse à prendre les prix comme cheval de bataille. On joue d'abord sur le rêve et l'évasion... le monde entier à portée de la main. L'« asia-style » a fait une percée, s'intégrant dans les *maisons par petites touches, et* à des prix passe-partout. Les ventes atteignent des sommets, des centaines de milliers pour la théière chinoise, coréenne ou japonaise (entre 30 et 70 francs). Quelle vogue subite ! Le succès de Pier Import se mesure au chiffre d'affaires multiplié par six en quatre ans. Les magasins d'artisanat français, eux, font grise mine. « *Mais quand nous redonnons sa place à l'artisanat, cela profite à tout le monde,* » rétorque M. Martin, qui joue sur une certaine qualité. D'autres, soldeurs avoués, préfèrent acheter des laques à base de plastique au Japon ou des théières de Corée avec des décalcomanies, au risque de dénaturer l'objet artisanal. M. Martin se plaint aussi des grandes surfaces. « *En cassant le prix des lampes chinoises, ils ont tué le marché.* »

Importer reste une opération difficile. Certains produits sont interdits en France. D'autres ont des quotas déterminés. On n'arrive plus à faire entrer des ombrelles chinoises qui portent ombrage au Comité français du parapluie. Un importateur avait eu le malheur de faire venir des arbres nains du Japon dans de petits pots de grès. Ces derniers se sont vu refuser le passage. Il a fallu tout dépoter. Autre handicap : les délais de livraison sont aléatoires, de six mois à un an. A Pier Import, les cinquante mille orchidées de Thaïlande que l'on distribuera gratuitement pour la Fête des mères ont dû être commandées à Noël 1980.

Surplus américains

Les grands de la solde et de l'exotique poursuivent leur irrésistible ascension. Telle est la loi : si l'on réussit à acquérir la capacité d'achat d'un grossiste, on peut alors s'adresser directement à l'importateur. Et ainsi de suite... La concurrence élimine les plus faibles. Beaucoup tentent leur chance, mais peu réussissent, sur ce marché, qui est loin d'être saturé. A l'heure actuelle, les faillites sont presque aussi nombreuses que les ouvertures de nouvelles boutiques. Mais certaines chaînes ont pour objectif de dépasser la centaine de magasins. Leurs représentants sillonnent la France, à la recherche de locaux bien placés à vendre ou à louer. Pour des cinémas ou d'anciens grands magasins mis en vente — avec des surfaces pouvant atteindre 1.000 mètres carrés, — les gros soldeurs sont les premiers en lice. Mais, à Strasbourg, lorsque trois boutiques ont fermé place Kléber, en plein centre, ils sont arrivés trop tard. La place était déjà prise par deux « fast food » et une boutique de croissants.

Si envahissante soit-elle, la floraison actuelle des magasins « discount » ne fait qu'embellir une tradition née dans l'immédiat après-guerre, lorsque les « surplus américains » envahirent l'Europe appauvrie. Aujourd'hui, la crise économique relance le phénomène. Certes, les pionniers, comme Tati dans le vêtement, ont existé avant elle. Mais la crise fait surgir bien d'autres vocations, à l'heure où le consommateur est sommé de réduire ses dépenses. On cherchait vainement des baisses découlant de la politique de « liberté des prix ». Elles se produisent là où on ne les attendait pas, sur un marché encore souvent ignoré et méprisé. Mais la crise ménage encore quelques surprises. Dans certaines régions particulièrement éprouvées, même le bric-à-brac peut devenir du superflu. Un risque pour le « discounter »... Lui faudra-t-il se recentrer sur l'alimentation ? ■



La Hulotte, n° 42/43, page 33.

SOLITAIRE

Le journal le plus lu dans les terriers

L'extraordinaire aventure d'un bulletin d'association devenu en quelques années le périodique écolo le plus cocasse, le mieux informé et le plus lu d'Europe.

MARC AMBROISE-RENDU

DEVINETTE : quel est le magazine français dont la rédaction ne compte qu'un seul journaliste, qui est édité dans un village de cent dix habitants et dont le tirage est passé en huit ans de mille à soixante quinze mille exemplaires ? Réponse : *La Hulotte* (1). Le plus époustouflant succès de presse de ces dernières années porte donc un nom d'oiseau. Et il est pratiquement introuvable dans les kiosques. Un millier de dépositaires seulement en détiennent quelques exemplaires vite disparus. Pour recevoir *La Hulotte*, il faut compter parmi ses cinquante-cinq mille abonnés et faire preuve d'une patience exceptionnelle. Car « *le journal le plus lu dans les terriers* » paraît quand cela lui chante : quatre à cinq fois l'an, pas davantage.

La Hulotte est comme l'oiseau de nuit dont il porte le nom : effacé, furtif, mystérieux même.

Le journal a adopté le modeste format 15 × 22 centimètres qui permet de le glisser dans une poche. Ses numéros les plus épais n'excèdent pas 60 pages et, en dehors de la couleur d'accompagnement qui rehausse la couverture, il se contente du noir et blanc. Les textes sont dactylographiés ; les titres composés au moyen de lettres autocollantes. L'artisanat le plus sommaire en somme.

Au premier coup d'œil, on croit avoir en main un album illustré destiné à mettre les sciences naturelles à la portée des enfants. Les oiseaux familiers, les petits mammifères de France, plus rarement les plantes et les insectes de nos terroirs, constituent l'ordinaire de ses menus. Hormis quelques expéditions de spécimens dans les écoles, *La Hulotte* n'a jamais fait la moindre publicité. On se demande alors ce qui a pu motiver l'enthousiasme de dizaines de milliers d'abonnés qui, pour la plupart, demandent à acquérir la *collection complète* des quarante-sept numéros.

Référence

On serait encore plus surpris si l'on savait que tous les naturalistes de France, y compris ceux qui travaillent dans les laboratoires de l'Université, du C.N.R.S., du Muséum ou de l'Institut national de la recherche agronomique rangent précieusement cette feuille de chou dans leurs bibliothèques comme s'il s'agissait d'un ouvrage de référence.

Le mystère ne se dissipe pas non plus lorsqu'on arrive à la rédaction du journal. Sur la route du Luxembourg, aux confins des labours désertiques de la Champagne et de la profonde forêt ardennaise, voici de banales maisons rurales alignées le long de la nationale entre une scierie et une station-service. Boult-aux-Bois, cent dix habitants, ne se prend manifestement pas pour un haut-lieu de l'édition. Les bureaux de *La Hulotte* que rien ne désigne aux passants sont cachés dans une grosse maison bourgeoise. Cinq jeunes femmes y tiennent sagement leurs fichiers et leurs écritures.

L'équipe de rédaction ? « *Je suis seul* », répond le sixième personnage, Pierre Déom, un grand garçon dégingandé, de trente et un ans, en tricot et pantalon de velours. Il vous emmène à l'étage, dans les pièces minuscules et méticuleusement ordonnées où il travaille. Et là, par petites phrases, tout commence à s'éclairer.

Fils d'ouvrier agricole, aîné de huit frères et sœurs, Pierre Déom est né sur cette terre ardennaise, près de la frontière belge. Vaches, cochons, couvées, il a connu tout cela lorsqu'il était encore dans les langes. A dix-sept ans, il se prépare au métier d'instituteur, à l'école normale de Charleville, et comprend vite qu'il ne s'habituera jamais à la vie en ville. Pour retrouver ses bois au moins pendant le week-end, il suit l'un de ses surveillants qui bague les oiseaux...

« *Tenir un passereau dans ses doigts, quelle découverte* », dit-il. Le célèbre livre-alarme du professeur Jean Dorst « *Avant que nature meure* » et un vieil instituteur naturaliste que Pierre accompagnait dans ses sorties firent le reste. Devenu lui-même maître d'école dans un village, le jeune enseignant observe en quelques années l'assèchement des marais et la raréfaction progressive des espèces animales. « *J'ai compris*, explique-t-il, *que le remembrement, l'enrésinement, le recalibrage des rivières, l'ouverture de routes touristiques étaient autant de catastrophes écologiques. Mais comment réagir ?* »

En 1970, le jeune instituteur s'engage. Autrement dit, il participe à la création de la société ardennaise de protection de la nature. Par quel bout commencer ? Comme il est enseignant, on lui demande de rédiger quelques fiches pédagogiques pour aider les instituteurs à faire des leçons de choses sur la protection de la nature. Succès immédiat. Les fiches se transforment en bulletin mensuel de l'association. En janvier 1972 sort le premier numéro tiré à la ronéo à mille exemplaires. On cherche un titre « marrant » : *La Hulotte*.

La stricte vérité

Après la classe, Pierre rédige le bulletin, l'illustre de petits dessins maladroits, le tire et l'expédie. Son idée : apprendre la nature aux écoliers pour qu'ils la respectent. Avant la fin de l'année, l'afflux des abonnements est tel qu'il lui faut choisir entre la sécurité de l'enseignement et l'aventure du journal. Vive *La Hulotte* et tant pis pour la retraite.

Les débuts sont d'une austérité monastique. Pierre Déom habite une maisonnette qu'on lui prête et vit avec les 150 F par mois que lui alloue l'association. En 1974, tout de même une bouffée d'oxygène : la fondation de la vocation lui accorde une bourse de 12 000 F. Le rédacteur de *La Hulotte* les emploie à acheter les ouvrages de documentation qui lui manquent. Et il continue à bosser, tout seul, dix heures par jour, comme une bête. « *Je travaille lentement* » dit-il comme pour s'excuser. La vérité c'est que ses scrupules croissent au même rythme que le nombre des lecteurs.

Vulgariser d'accord, amuser d'accord, mais jamais au détriment de la vérité scientifique. Voilà la clé de l'étonnant succès de *La Hulotte*. Tout au long des quarante-sept numéros déjà parus, farcis de gags, de titres accrocheurs et de bandes dessinées (où l'on perçoit l'influence des albums de Tintin), les spécialistes les plus exigeants ne relèvent pas une bavure. Tout n'est pas dit, mais tout ce qui est dit sur les oiseaux, les mammifères, les insectes et les plantes est inspiré par les acquis scientifiques les plus récents.

Il faut voir travailler Pierre Déom. Dès l'aube, il est à sa table, dépouillant livres et revues : « *J'ai dû réapprendre l'anglais pour avoir accès à la documentation anglo-saxonne* », dit-il. Tout ce qui rapporte au sujet choisi — le faucon pèlerin par exemple — il le met en fiches : cinquante feuillets tapés à la machine. Quand l'animal — ou la plante — est peu connu, Pierre est capable d'attendre plusieurs années que les résultats des recherches en cours soient publiés. Au besoin, il boucle sa valise et rend visite à un super-spécialiste enfermé dans son laboratoire, à l'autre bout de l'Hexagone.

Après une heure et demie de footing pour se dégourdir les jambes, à la mi-journée, Pierre se penche derechef sur sa planche à dessin, jusqu'à la nuit tombée. Croquis, textes, bandes dessinées surgissent sous sa plume. C'est la version définitive qui sera expédiée à un photograveur lillois puis tirée en offset par un imprimeur de Vouziers.

Les trois numéros de *La Hulotte* qui ont été consacrés au faucon pèlerin — l'un des plus beaux oiseaux du monde — ont nécessité mille six cents heures de labeur. Pierre Déom, qui continue à travailler soixante heures par semaine, n'a pas pris de vacances depuis huit ans. C'est le bénédictin de la vulgarisation écologique.

Autogestion

Le succès ? Pierre Déom le constate mais ne sait trop à quoi l'attribuer. Tout ce qu'il voit, c'est que la parution de chaque numéro provoque dans les semaines suivantes un afflux d'abonnés. Le tirage monte ainsi d'année en année. La publicité se fait de bouche à oreille entre enseignants, écoliers, « écolos » et naturalistes. Sur la carte de France, les abonnements s'étendent par taches concentriques. D'abord, les Ardennes, bien sûr, puis les départements de l'Est, du Nord, et de la région parisienne. Dans le Midi, *La Hulotte* semble avoir niché à Lyon, à Marseille et dans quelques villes qui sont à présent autant de foyers de diffusion.

Un jour, on s'est aperçu que le journal avait bizarrement des centaines de lecteurs dans la région de Péage-de-Roussillon (Isère). Explication : un professeur de sciences naturelles, enthousiasmé, avait lancé spontanément une campagne de propagande pour la revue. Celle-ci compte des milliers d'abonnés en Belgique, en Suisse et dans plusieurs pays francophones. Au total, elle est diffusée dans quarante-trois nations.

Bien entendu, Pierre Déom n'a pu suffire à la tâche. Christine, la première secrétaire, fut engagée en 1975. Quatre autres jeunes femmes sont venues, au fil des ans, lui prêter main forte : Marie-Paule, Brigitte, Anne et Béatrice. Aucune d'entre elles n'avait la moindre idée sur la manière de gérer un périodique. Elles ont appris sur le tas. Pour les expéditions, c'est-à-dire la rédaction des adresses et la mise sous enveloppe des numéros, on mobilise des classes entières d'écoliers du canton, qui accomplissent cette B.A. sous la conduite de leurs maîtres.

L'équipe de *La Hulotte* s'autogère sous forme d'un collectif de six personnes aux appointements uniformes de 3 600 F par mois. Le journal lui-même appartient toujours à l'association ardennaise de protection de la nature dite « l'Epine noire ». *La Hulotte* n'a donc même pas d'existence indépendante et elle ne tient pas à voler de ses propres ailes. Si Pierre était malade ou accidenté demain, *La Hulotte* ne vivrait plus que sur la vente de ses numéros passés. Il est vrai que ceux-ci partent à la cadence de trois cent mille exemplaires par an. Les éditeurs alléchés par cette mini-encyclopédie toute prête, ont avancé maintes propositions alléchantes de collaboration. Pierre Déom refuse tout. Ce solitaire n'a ni collaborateur, ni émule, ni successeur.

Presque accablé par sa réussite, il trouve dans sa passion pour la nature la force de continuer. Le moindre signe l'encourage. Celui-ci par exemple : sous le toit de la grange qui, à côté des bureaux, sert de salle d'expédition, un oiseau de nuit a élu domicile. C'est une hulotte, une vraie... ■

(1) Journal *La Hulotte*, Boult-aux-Bois, 08240 Buzancy.

هكذا من الاصل

DÉPRIME

S.O.S. Policiers

Le policier, un « homme comme les autres ». Avec ses crises de dépression. Au téléphone de « S.O.S. Policiers », des collègues pour l'écouter.

PATRICK BENQUET

« *ALLO ! chef, c'est Dupond, j'en ai marre..., adieu...* ». Sur la membrane de l'écouteur, le claquement d'un coup de feu met définitivement fin à la communication. Le brigadier Dupond vient de se suicider. L'anecdote est vraie, même si les termes exacts peuvent varier à l'infini. On se suicide dans la police : dix cas en 1978, vingt en 1980. Et, cruelle ironie de la fonction répressive, le policier qui tente de mettre fin à ses jours a de plus fortes chances que le citoyen ordinaire de ne pas se « *rater* »... car il est armé.

Les démarches à faire pour se procurer des barbituriques, les hésitations avant d'oser franchir un appui de fenêtre ou se précipiter sous une rame de métro ; autant d'obstacles, de contretemps, qui peuvent devenir des délais salvateurs, ceux de la réflexion, du sang-froid retrouvé, de l'intervention amicale qui peut tout arrêter. Avec une arme à feu, la pulsion de mort se concrétise dans l'instant.

Comment éviter l'irréparable ? Comment intervenir en urgence, quelle « Police-Secours » inventer pour policiers en détresse ?

« S.O.S. Amitiés » a depuis longtemps frayé la voie de cette assistance immédiate par téléphone. Deux policiers de la préfecture de police de Paris (1) décident, en décembre 1979, de ne plus supporter l'insupportable, de ne plus accepter qu'un jour en prenant leur service ils entendent entre deux portes : « *Dis donc, t'es au courant, y a Dupond qui s'est tiré une balle dans la tête. Qui aurait pu croire que ce type avait des problèmes ?...* »

C'est ainsi que « S.O.S. Policiers » vit le jour. La pièce est minuscule, sise au rez-de-chaussée d'un immeuble de la préfecture de police. Une photo agrandie d'un paysage marin égaye le mur. Sur un petit bureau, un téléphone, « *le* » téléphone. C'est là que, tous les après-midi de la semaine, dix personnes se relaient pour écouter... écouter enfin celui qui n'en peut plus de n'avoir pas trouvé à qui parler.

« *Contrairement à un mythe répandu, le flic n'est pas un surhomme,* explique le responsable de « S.O.S. Policiers ». *Il a exactement les mêmes problèmes que tout le monde. Des ennuis avec sa femme, une belle-mère à supporter, des fins de mois à boucler.* » Il est comme ses semblables de toutes les couches de la population, touché par la solitude, cette impression étouffante de vivre confiné entre les hauts murs de l'indifférence ou de l'hostilité.

Carence à laquelle s'ajoute ce qu'on pourrait appeler le stress du policier. « *Ah, vous êtes flic !* » Le sourire est narquois, voire carrément agressif. Les Français n'aiment plus leur police et les gardiens de l'ordre en souffrent. « *C'est la bagnole qui a tout bousillé.* » Il exaspère le fauteur de « contredanses », celui qui, cinq minutes à peine après que vous avez garé votre voiture en double file, vous a déjà collé un « papillon ». Et on a vite fait de lui reprocher de laisser courir les « vrais » délinquants, de faire du zèle dans les expulsions de locataires nécessiteux, ou de faire les gardes d'honneur autour des ministères.

Représenter l'autorité pèse parfois trop lourd. Et les conditions matérielles de l'exercice de la profession n'arrangent rien. Comme le postier, le policier connaît le déracinement. L'arrivée à Paris est décrite par tous les jeunes issus de la province comme un cauchemar. Les horaires également sont responsables : la femme qui vient chercher son mari à l'heure théorique de la fin de service s'en retourne parfois toute seule. Le repas familial est trop souvent pris en l'absence du père.

« *Un homme comme les autres* » : l'erreur est peut-être là. Depuis dix ans, la police a beaucoup recruté. Aujourd'hui, on se montre plus strict dans la sélection. Ce métier difficile exige sans doute une solidité psychologique plus forte que pour d'autres professions.

« S.O.S. Policiers » c'est en *tout et pour tout* dix personnes. Louis, René, Jacky, Maurice, Philippe, Gaston, Francis, Dominique, Patrick et Yvonne. Ils ne diront que leurs prénoms et tairont leurs grades qui, précisent-ils seulement, vont du gardien de la paix au commissaire. Cette exigence d'anonymat n'est pas coquetterie. Elle est la condition indispensable de leur efficacité. Comment dans sa détresse oser appeler un collègue peut-être plus gradé que soi — ou moins galonné quand c'est le haut de la hiérarchie qui se risque sur la ligne — et travaillant peut-être dans un service voisin du sien ? Mais les membres de « S.O.S. Policiers » veulent également éviter de paraître jouer les héros vis-à-vis de leur service respectif, face à une hiérarchie qui, parfois, s'agace de cette initiative, ou n'en comprend pas les motivations.

Elles sont pourtant simples. « *J'ai beaucoup souffert il y a dix-sept ans quand j'ai commencé, j'aurais bien eu besoin d'aide,* explique l'un d'entre eux. *Mon plaisir, aujourd'hui, c'est d'être disponible et de rendre service.* » Ni prêtre, ni psychologue, ni médecin, incapables de faire revenir la fiancée partie, de payer les dettes ou d'empêcher de boire, ils n'ont qu'une certitude : « *C'est qu'il suffit de peu de chose pour faire renaître l'espoir.* » Pas d'aide psychologique, donc, pour laquelle ils n'ont reçu aucune formation, simplement le contact avec un collègue.

Pour atteindre leurs objectifs, ils s'imposent, outre l'anonymat, une règle sur laquelle ils ne transigent pas : l'autonomie. Vis-à-vis des syndicats de policiers, des confessions mais aussi de leur propre administration. Ils n'en acceptent que le prêt d'un local et d'une ligne téléphonique. Ils ne revendiquent aucun allégement de leurs horaires pour assurer les permanences, pas de subvention pour rémunérer du personnel. Malgré le surcroît de travail, ils s'accrochent à leur bénévolat. *Leur réputation de non-spécialistes, de non-salariés rassure ceux qui font appel à eux.* C'est la garantie que l'anonymat sera respecté, qu'aucun dossier ne sera établi sur leur compte après le coup de téléphone.

D'abord, on écoute

Image étonnante de cette équipe fraternelle qui se veut farouchement indépendante de tout pour réussir à établir un fragile contact avec le candidat au suicide et qui, *a contrario,* renvoie de l'administration policière une *image froide, déshumanisée,* tatillonne, où le policier désespéré ne trouve plus la chaleur, la compréhension, la camaraderie dont il a besoin pour passer un cap difficile.

Ce souci de se démarquer de l'administration, on le retrouve encore dans leur refus de donner des chiffres. « *Nous ne faisons pas de statistiques. Le nombre importe peu. Chaque cas est un cas particulier* », explique Louis, qui finit quand même par avouer que l'équipe s'est occupée d'une façon approfondie d'une cinquantaine de « cas » durant l'année écoulée.

Que leur demande-t-on au téléphone ? A nouveau, le mutisme, ils protègent la vie privée de leurs collègues d'un silence pudique. « *D'abord, on écoute,* se contentent-ils de dire, *on écoute et on parle.* » Cette parole de policier à policier exclut des permanences les femmes ou les amis des bénévoles, qui, faute de connaître le jargon de la profession, n'établiraient pas le contact nécessaire.

« *Au coup de fil, il y a toujours une suite.* » Soit de nouveaux appels, peut-être une visite au local ou encore l'aiguillage vers un service spécialisé de la préfecture de police, une consultation psychologique, un avocat... « *Mais le gars reste maître du jeu, il n'est pas question de lui imposer quoi que ce soit et nous refusons également d'en faire des assistés.* »

Mais ne faut-il pas parfois prendre l'initiative d'« assister » quelqu'un en danger de mort ? Que faire quand on vous dit au téléphone « *Je vais me tuer !* » Faut-il alerter d'urgence les services officiels, ou abandonner le téléphone et courir, comme ça leur est déjà arrivé, à l'adresse du correspondant ? Que faire quand un policier à bout de nerfs annonce en parlant de sa femme infidèle : « *Je ne la supporte plus, si elle rentre, je la flingue !* » Mais ils n'en démordent pas. « *Nous ne serons pas un nouveau service social de la préfecture.* » Leur seul moyen de dissuasion restera leur amicale compréhension. Encore faudrait-il qu'ils soient toujours là pour répondre. « *Vingt-quatre heures sur vingt-quatre et surtout les week-ends et veilles de fêtes, périodes propices aux dépressions. Ce serait l'idéal, mais il faudrait être cent cinquante.* » Et le recrutement de bénévoles reste difficile.

Alors, à dix, ils font ce qu'ils peuvent. Un autocollant « S.O.S. Policiers » avec le numéro de téléphone est aujourd'hui apposé dans les services de la préfecture de police. En attendant que d'autres équipes se forment dans toute la France, comme le souhaitent ces pionniers dévoués. ■

(1) La préfecture de police regroupe les services de police de la région parisienne.

هكذا من الامل

SÉNÉGAL

Le combat de Sally Ndongo

Pour Sally Ndongo, l'une des premières tâches des travailleurs sénégalais en France est de sauver les communautés villageoises de leur pays.

PHILIPPE DECRAENE

CASQUETTE de marinier, canadienne, la cinquantaine alerte, Sally Ndongo reste toujours souriant. Ce militant intransigeant sur les principes frappe d'abord par son affabilité. Pourtant combatif et résolu, c'est l'homme des luttes permanentes, mobilisé au service de l'immense peuple des travailleurs immigrés.

Ancien paysan de la vallée du fleuve Sénégal, Sally Ndongo débarqua en France le *15 mai 1956*, amené à Marseille « *dans les valises* » de son patron. D'abord boy cuisinier, puis, après mille péripéties, devenu employé à la mairie de Puteaux, poste qu'il occupe encore, autodidacte qui apprit à lire et à écrire en français depuis son installation dans son pays d'accueil, il est devenu l'un des porte-parole les plus écoutés des travailleurs étrangers.

Dans *lo Coopération franco-africoine*, éditée en 1972 par François Maspero, et surtout dans *Exil, connais pas*, propos recueillis par Michèle Pache et publiés en 1976 par les éditions du Cerf, Sally Ndongo a raconté d'une manière très vivante son existence quotidienne et son combat, et il a donné son explication de l'attitude du gouvernement français vis-à-vis de la main-d'œuvre immigrée (*« La France accueille les immigrés dont elle a besoin, mais il faut qu'ils soient sages »*).

Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs sénégalais en France (U.G.T.S.F.), Sally Ndongo est convaincu que *« l'indépendance politique n'a pas modifié lo nature des rapports entre les pays africains colanisés et les pays européens colonisateurs »*. Pour lui, la naissance d'un sous-prolétariat noir dans les banlieues des grandes villes de France est *« une nouvelle traite des Noirs »*. Il le proclame avec vigueur, renvoyant dos à dos le gouvernement français et *« les pantins que sont les gouvernements ofricains »*. Mais, au-delà de la dénonciation, mille fois répétée, il s'attache aux remèdes. C'est à l'U.G.T.S.F., qu'il créa personnellement en 1961, que revient le rôle de faire connaître ces derniers et de tout mettre en œuvre pour qu'ils soient appliqués.

Instruction

Logement, travail, alphabétisation, formation professionnelle, lutte contre le racisme, aide sociale et juridique, l'U.G.T.S.F. n'ignore aucun de ces problèmes. Elle n'a cessé de mener des campagnes de sensibilisation des travailleurs africains, à la fois pour les inciter à obtenir de meilleures conditions de vie en France et pour les amener, en dénonçant la nature de certains régimes politiques africains, à comprendre les vraies causes de l'immigration.

Mais deux des aspects essentiels des activités de l'U.G.T.S.F. restent l'alphabétisation, tant en français que dans les langues nationales sénégalaises, et l'organisation d'associations de villages. En effet, pour Sally Ndongo, l'amélioration des conditions de vie passent par l'instruction et par la solidarité. *« L'alphabétisation en français est une nécessité capitole pour connaître nos droits de travailleurs et exprimer nos revendications »*, dit-il. Et il ajoute : *« Tout ce que les Africains recherchent, ils doivent forcément pour l'obtenir procéder par un chemin tortueux et long à travers les langues européennes... Le chemin le plus court passe par les langues nationales. Le fait que nous, nous rampons derrière ceux qui courent est dû au fait que nous nous servons des langues qui ne sont pas les nôtres... »*

Partant de cette idée que *« tout ce qui se fait pour les masses se fait avec les masses et par les masses »*, Sally Ndongo utilisant le système traditionnel des classes d'âge s'est efforcé de les engager dans un processus de développement des villages de région du fleuve Sénégal. Le « patron » de l'U.G.T.S.F. est parvenu à regrouper la plupart des forces vives de certaines agglomérations villageoises, qui contrôlent ainsi très directement la totalité des réalisations communautaires : création de stocks pour les produits céréaliers nécessaires à l'alimentation quotidienne, d'écoles, de dispensaires et de maternités, creusement de puits.

En France, les ressortissants de la région du fleuve sont également regroupés au sein d'associations qui constituent les cellules-mères des organisations villageoises, lesquelles forment les éléments constitutifs de l'U.G.T.S.F. qui en est l'expression légale. Parmi les nombreux villages de la vallée du fleuve que concernent les projets de l'U.G.T.S.F. se trouvent Sinthiane, *Guumal*, *Doondu*, Orefonde et Bokidjawe.



P. BOUSSIGNAC.

Les habitants de Sinthiane ont reçu des travailleurs sénégalais installés en France une aide globale de 1 050 000 francs CFA (1) dont 750 000 pour la construction de l'école. Le reste de cette somme a contribué notamment à la création d'un potager expérimental, à l'achat de *matériel scolaire et sportif*, à l'installation d'un entrepôt de matériel et d'un hangar qui sert de marché, à l'ouverture d'une pharmacie rurale. Parmi les projets en cours de réalisation à Sinthiane *figurent la constitution* d'un stock de mil pour permettre la soudure entre deux récoltes et la création d'un moulin à mil. Parmi les projets encore à *l'étude, citons* l'*installation* d'une menuiserie et d'une coopérative multifonctionnelle (alimentation, santé, éducation, artisanat), le forage de puits intercommunaux, la construction d'un mur de cimetière.

Grâce à un concours extérieur de 800 000 francs CFA, les villageois d'Orefonde ont constitué un compte bloqué à la Banque nationale de développement du Sénégal (B.N.D.S.) pour des projets en gestation et ont utilisé des petites sommes pour l'aménagement de puits, l'alimentation du dispensaire, le développement de stocks céréaliers destinés à lutter contre une éventuelle disette.

Les barrages

Cette obsession de la faim, qui tenaille le monde rural sénégalais, reste celle de Sally Ndongo et de ceux de ses compatriotes regroupés au sein de l'U.G.T.S.F., car tous demeurent en étroite et permanente liaison avec leurs villages d'origine. C'est ce qui explique que l'association s'intéresse de très près au gigantesque projet de création de barrages sur le fleuve Sénégal, qui concerne non seulement le gouvernement du Sénégal, mais aussi le Mali et la Mauritanie.

Or, contrairement à la majorité des experts internationaux, qui affichent un solide optimisme et se félicitent par avance des perspectives d'amélioration des conditions de vie du paysannat sénégalais qu'entraînerait, selon eux, la régularisation du cours du fleuve, l'U.G.T.S.F. ne dissimule pas son hostilité à ce projet. Dans un communiqué diffusé en France, Sally Ndongo et ses amis ont affirmé brutalement : *« Le bord du fleuve Sénégal était une mine d'or pour l'agriculture. Il permettait de faire vivre, non seulement les riverains, mais ceux du diéri (pluie) de l'intérieur du pays. La production était variée : mils, patates douces, coton, plusieurs espèces de haricots, courge, courgettes, citrouilles, calbasses (pour l'exportation), tabac, sorgho, salades, etc.*

» Le walo est une terre importante, irriguée par le débordement du fleuve, et qui permettait aux paysans du diéri et du walo de cultiver deux fois par an. En plus des productions du diéri s'ajoutaient les différentes espèces de mil. C'est grâce au retrait des eaux du walo que lo pêche est intensifiée par l'existence de multiples lacs dans lesquels sont restés les poissons venus avec la crue. C'est un apport important dans l'alimentotion des populations du walo et du diéri. Or le walo va disparaître dans dix ans, après la fin des travaux. Le fleuve va devenir un canal navigable, donc pollué, et dont les eaux seront mortes... »

« Ce qui est grave, concluent les responsables de l'U.G.T.S.F., *c'est que tous les rapports et projets élaborés au fil des années ont été faits sans l'avis des populations intéressées. »*

Retourné dans son pays natal, après quatorze années d'absence, Sally Ndongo était accompagné de huit militants. L'un d'eux a tenu le carnet de route de sa visite aux villageois de la vallée du fleuve. Nous en publions les extraits ci-dessous. ■

(1) 1 franc CFA : 0,02 franc.

Seuls les chacals engraissent

● 20 novembre. — Ce matin, j'ai eu mon premier vrai contact avec Dakar. Quel choc ! J'ai cru être *transporté* dans un cauchemar. Ce n'est que misère, mendicité, femmes, enfants, hommes et vieillards. *Celui qui voit ce que j'ai vu et* rentre chez lui tranquillement, sans se sentir, concerné est un criminel et un complice. *Après cela* on ne peut plus avoir de repos. Cette année, les paysans du fleuve commenceront à mourir de faim dans les deux-trois mois à venir. C'est tout du moins ce qui est à craindre si les travailleurs n'interviennent pas rapidement. 80 % des récoltes vivrières sont détruites ou, plutôt, ont avorté. L'arachide, qui est la principale denrée d'exportation, n'a donné cette année que 600 000 tonnes contre, en temps normal, 1 650 000 tonnes. *Dès demain, nous partirons pour ces villages du* fleuve Sénégal. Ce matin le fils de Sally m'a demandé : *« Alors, et ce soleil ? »*. Je n'ai pu que répondre : *« Je n'ai pas vu le soleil, mais ce que j'ai vu, c'est l'agonie* d'un *peuple. »*

● 21 novembre. — C'est le départ pour le fleuve. *Nous sommes* huit et nous partons à deux voitures. Je vais passer acheter de l'aspirine et du désinfectant. Hier, j'ai donné tout ce que j'avais. Ici, ils n'*ont aucun médicament, même* de première nécessité. L'accueil du village d'Oréfondé a été délirant. Les villageois, hommes, femmes et enfants, nous attendaient sur le bord de la route, une marée humaine de chaleur de sourires et de confiance. La prise de conscience chez ces paysans a été lente, puisqu'il aura fallu attendre une vingtaine d'années, mais si tu entendais leur détermination maintenant ! C'est très encourageant, *bien que le pays soit complètement* dans la misère. Cette année ils n'ont pu cultiver ni le *walo* (terre inondée *par* les crues *du* fleuve Sénégal) ni le *diéri* (terre inondée par les pluies). La situation économique au fleuve est pire que celle connue par les paysans en 1971-1972 lors de la *sécheresse* au Sahel. Mais ce qu'il faut voir c'est la volonté de ne compter que sur leur propre force. Cette impulsion vient essentiellement des travailleurs obligés de s'expatrier pour faire survivre leurs familles.

● 22 novembre. — La journée débute à Oréfondé. Nous avons commencé la visite du village vers 8 heures, après le petit déjeuner. Le sacrifice fait par ces villageois pour nous nourrir est énorme. Nous avons commencé par visiter les puits, il y en a six pour un village et ses environs, soit pour six mille habitants. L'organisation des jeunes du village a creusé deux puits qui fonctionnent, les quatre forés par le gouvernement sont à sec, car ils ne sont pas allés à plus de 14 mètres de profondeur. Nous en avons visité *un dans le diéri* à 8 kilomètres du village d'Oréfondé : le gouvernement a foré 14 mètres, puis ils sont partis en disant *qu'il fallait* que les villageois payent pour que le forage soit poursuivi. L'argent a été versé par la population au puisatier, qui s'est enfui avec, sans, bien entendu, poursuivre les travaux ! Ce puits est pourtant vital dans la région, mais il faut *aller* à 8 kilomètres pour avoir un tout petit peu d'eau.

● *23 novembre : Sinthiou*-Garba et Sinthiane-Sinthiou-Garba. Il est très difficile de décrire l'émotion qui vous étreint lorsqu'on arrive ici. Depuis quatorze ans Sally n'avait pas revu les siens. Quelle émotion ! Les femmes pleuraient et, même les hommes avaient du mal à maîtriser leurs sentiments. Ce fut une véritable fiesta. Le tam-tam, les danses, les chants, les youyous. Dans chacun des villages où nous avons passé ne serait-ce qu'une journée, les villageois tuent moutons et bœufs en notre honneur. Nous avons eu beau protester, ils ont dit à Sally que, même s'ils en *avaient tué dix, ce n'aurait pas été* assez. La chaleur de ces gens m'a profondément émue. Je comprends pourquoi ils sont exploités comme cela. Ils doivent apprendre à être moins généreux.

Beaucoup de choses m'ont frappé durant ce voyage, mais l'une *d'entre elles a été la puissance* des mots. Les remerciements, les vœux quels qu'ils soient, ont un sens beaucoup plus profond. Je veux dire par là que lorsque je dis *« bonjour »*, ce mot ne revêt aucune signification profonde. Quand ils te disent *diam wêti* la puissance et la *sincérité de la pensée* en font un mot plein d'un sentiment extraordinaire.

Une autre chose encore : lorsque tu arrives dans un village, tu ne vois que femmes, enfants et vieillards. C'est poignant. La force vive de ces peuples est obligée d'aller vendre son travail soit à Dakar (où le taux de chômage est de 40 % et où la *prostitution est florissante*), *soit* à l'étranger. Mais là où la machine à exploiter se croit techniquement parfaite, c'est là même que s'est insinué le grain de sable. Le grain qui va gripper et envoyer à la casse la machine, ce sont ces mêmes travailleurs qui acquièrent à l'étranger une prise de conscience remarquable. De tous les contacts que nous avons eus ici, ceux avec des travailleurs me paraissent véritablement fondamentaux. C'est la base d'un véritable pouvoir populaire.

Il va sans dire que la *mortalité* infantile est énorme au fleuve. Un enfant sur deux meurt avant l'âge de deux ans. Si l'enfant atteint ses six ans, il a beaucoup de chances de *survivre. Les maladies qui frappent* le plus sont celles occasionnées par la malnutrition (les femmes n'ont plus de lait pour nourrir leurs enfants, et les vaches sont squelettiques), la dysenterie, les diarrhées infantiles très graves, les cas de méningite cérébro-spinale (par les *épidémies causées principalement* par les fortes chaleurs), la syphilis héréditaire, la lèpre sont encore présentes au Sénégal ! Sans compter les maladies infantiles qui sont devenues bénignes dans nos régions mais mortelles là-bas faute de soins. Les femmes doivent faire parfois 20 kilomètres et plus à pied pour obtenir une ordonnance que quatre-vingts fois sur cent elles jetteront, n'ayant pas d'argent pour payer les médicaments. Celles qui peuvent, c'est-à-dire lorsqu'il leur reste un peu d'argent des mandats envoyés par les travailleurs migrants, sont obligées d'aller à Matam ou à Canel, seules villes du département à posséder une pharmacie ! Dès mon arrivée dans un village, les femmes me demandaient de l'aspirine. Elles ont toutes des maux de tête et de cou terribles à *cause des seaux énormes (pesant* parfois 30 kg) qu'elles portent sur la tête, et cela en pleine chaleur très souvent.

Une autre chose m'a surpris : le *village ne dort jamais : la nuit*, chacun profite de la fraîcheur pour partir à la recherche d'eau, au creusage de marigots, etc. Les neuf dixièmes des puits ont été creusés avec l'argent *des travailleurs. Mais plus* de la moitié d'entre eux ne donnent rien, c'est-à-dire qu'ils sont soit à sec, soit avec de l'eau non potable. Cette situation existe uniquement parce que la société de forage (société d'État) creuse les puits en période de pluies. Dès qu'elle aperçoit l'eau, elle s'arrête. Ce qui fait que les puits ne donnent de l'eau que de juillet à *février au maximum*.

Les animaux sont squelettiques et crèvent *parfois par* troupeaux entiers, sur le bord des routes. Les seuls animaux qui s'engraissent dans ce pays sont les chacals !

ITALIE

L'avortement en question

Six référendums en Italie le 17 mai. Mais les deux plus importants, ceux qui remuent les consciences, portent sur la loi de 1978 sur l'interruption volontaire de grossesse. Les radicaux veulent la rendre plus libérale, le Mouvement pour la vie en restreindre la portée.

FRANÇOISE-MARIE BABINET

LE petit parti radical italien, qui avait su en 1974 ouvrir la brèche du divorce dans une opinion publique jusqu'alors étroitement soumise aux indications de la hiérarchie catholique, saura-t-il convaincre l'Italie de s'engager une fois encore dans la bataille des idées ?

Les Italiens et les Italiennes, qui devront voter le 17 mai 1981 dans six référendums abrogeant ou modifiant les lois sur la prison à perpétuité, le port d'armes, les tribunaux militaires, l'ordre public et l'avortement, montrent pour la première fois une certaine lassitude, accompagnée du soupçon qu'ils seront de toute façon floués dans un jeu de politiciens : *selon un sondage récent*, 85 % d'entre eux estiment que l'État fonctionne mal ou très mal, et que les hommes qui le guident sont incompétents ou même malhonnêtes. De plus, les partis politiques ne semblent pas vouloir entraîner ces hommes et ces femmes, qui voteront pour la cinquième fois en cinq ans, dans une croisade où se sont déjà heurtés et déchirés ce qu'on appelle ici le « front laïc » et le « front catholique ». Car en fait, c'est sur l'avortement que les Italiens se prononceront le 17 mai.

C'est ce que ressentent, en tout cas, les femmes : Anna, Lisa et Flavia, lycéennes de dix-sept ans, *Antonietta, une mère de famille* de quarante ans, Pamela et Anna-Maria, élevées chez les sœurs, sont capables de discuter des heures sur la position qu'il *faudra prendre au sur les effets* négatifs ou positifs de la loi de 1978. Mais toutes ignorent ou minimisent les questions qui leur seront posées sur le port d'armes ou les tribunaux militaires.

A Rome, dans la Maison des femmes où ne vivotaient plus que quelques « copines », les féministes dispersées par le grand « reflux » des dernières années se retrouvent rappelées, même si elles s'en défendent, par cette échéance institutionnelle.

Ce qui prouve bien que le problème est loin d'être résolu. Le référendum met les électeurs devant trois possibilités : maintenir la loi telle qu'elle est (c'est la position officielle des communistes, des socialistes et des partis laïcs) ; la rendre plus libérale encore, comme le proposent les radicaux ; ou bien la limiter au seul avortement thérapeutique, suivant en cela les indications des catholiques Movimento per la Vita, soutenus par la démocratie chrétienne, la hiérarchie catholique et, vigoureusement, par le pape lui-même.

Malentendus

Il s'agit donc, apparemment, de décider des limites ou de l'extension d'une loi. Mais le référendum de mai repose sur un double malentendu : pour de nombreux électeurs, l'enjeu n'est ni législatif ni politique, il met en cause une subjectivité, une émotion, qui déconcertent les tenants de positions rationnelles ou théologiques.

Enfin, ce n'est pas vraiment une loi, c'est un semblant de loi qui sera soumis à leur jugement ; car les affirmations officielles deviennent dérisoires, ou même cruelles, si l'on veut bien examiner la réalité. La réalité des vingt, trente femmes qui se pressent quotidiennement devant une petite porte anonyme de l'hôpital universitaire de Rome, où sur cent vingt médecins titulaires, trois seulement n'ont pas invoqué la clause de conscience. Trois médecins qui, soigneusement parqués dans un service isolé, pratiquent, aidés des rares infirmières qui n'ont pas suivi le mouvement général, de dix à treize I.V.G. *par jour*. Ils essayent d'aider les femmes qui passent dans ce service à y rester le moins longtemps possible, et à en sortir mieux armées pour éviter une autre interruption de grossesse. *Et* ils y réussissent souvent. Mais le drame, ce sont les autres.

C'est cette compétition du malheur, ce tri que les médecins sont obligés d'opérer entre la fille mineure et la femme de trente-cinq ans atteinte d'un cancer du sein. Chaque matin, dix à quinze femmes seront exclues pour aller où ? Carlo Mocci, gynécologue, assistant dans le service, sait ce que sont les conditions de la plupart des hôpitaux de la capitale, il sait qu'à Pontecorvo ou à Ceprano, dans la province de Rome, aucun médecin ne consent à pratiquer l'I.V.G. Ils iront donc, lui ou un de ses collègues, y passer la demi-journée nécessaire pour assister une femme. « *Mais elle est déjà là depuis vingt-quatre heures et elle y restera deux autres jours, parfaitement inutiles, dans une chambre sur le mur de laquelle est affichée la prière pour les enfants morts, dans un climat où sa peur, son ignorance et sa solitude ne feront qu'augmenter.* »

« *Ce problème,* continue le jeune médecin, *est que nous voterons une loi qui n'est pas appliquée. Plus de 75 % des médecins italiens invoquent la clause de conscience. Pourquoi ? Rares sont ceux qui le font pour des raisons morales. En réalité, ils y gagnent.* »

En effet, le scandale des avortements clandestins est paradoxalement accru par la loi. Nombreux sont ceux qui, bénéficiant publiquement du prestige moral que leur confère l'objection de conscience, pratiquent les I.V.G. en privé et perçoivent en plus la « prime de risque » qui a fait monter les prix de 25 % : il faut aujourd'hui de 500 000 à 1 000 000 de lires pour avorter chez un « professore ». Et les autorités régionales, y compris ces mêmes partis laïques qui prônent le maintien de la loi, n'ont pas su — ou pas voulu — mettre fin à cette situation.

Les chiffres indiquent donc une différence énorme, qui devient vertigineuse au sud de l'Italie, entre les I.V.G. pratiquées dans le cadre de la loi, 200 000 par an environ, et les avortements clandestins, qui sont certainement plus nombreux. L'O.M.S. en comptait 800 000 en 1976, deux ans avant la loi : « *Faites la différence,* disent les radicaux, *et vous trouverez 600 000 femmes qui risquent encore leur vie pour une interruption de grossesse.* »

La « mammana »

Certaines, comme Maria Teresa, qui habite près de Naples un village de six mille habitants, y sont littéralement poussées par la résistance des structures publiques : « *J'avais déjà avorté deux fois — et dans quelles conditions ! Alors j'ai été à l'hôpital et ils m'ont dit... que je n'étais pas enceinte. Un mois après je suis revenue — on voyait déjà mon ventre, — ils n'avaient pas de place. Alors je suis retournée chez la mammana.* »

Ignorant massivement la contraception (seules 55 % des Italiennes savent que la période fertile se situe « approximativement » à la moitié du cycle, et moins d'un cinquième pratiquent une contraception « sûre » — pilules ou stérilets), les Italiennes n'y recourent que si elles possèdent un degré d'instruction élevé. De l'avortement de « luxe » à la « mammana » la courbe suit donc tragiquement la situation sociale des intéressées.

« *C'est une plaie sociale,* s'exclame Marco, qui travaille dans une usine de produits laitiers, non loin de Rome. *C'est une réalité qui existe et à laquelle l'État doit faire face. Ça n'a rien à voir avec mon opinion sur l'avortement.* » Mais si ce jeune syndicaliste, fort de ses certitudes de militant et de « maschio » fait aisément la distinction entre les devoirs de l'État et les choix individuels, la plupart des femmes au-dessus de vingt ans ont du mal à en faire autant.

« *J'ai beau défendre la loi,* dit Lucia, syndicaliste elle-aussi, *je sais que je ressentirai toute ma vie le remords d'avoir avorté.* » Ce n'est pas par hasard que les féministes de la première heure qui se retrouvent à la Casa della Donna se sont refusées à prendre position. « *Parce que, tu vois,* soulignait Margherita, *la lutte pour l'avortement n'a jamais été qu'une petite partie de notre recherche. Nous ne voulions pas une loi, nous voulions un service. La loi fait une casuistique, elle fait attendre sept jours avant de décider. Et puis qu'est ce qu'elle t'offre ? Des avortements à la chaîne, un truc mécanisé...* »

La plupart des femmes qu'on entend à la Casa della Donna sont décidées à voter, mais, plus qu'une réponse au référendum, leurs propos reflètent une conscience aiguë des contradictions, un souci de comprendre ce qui se cache derrière la décision d'interrompre une grossesse ou, mieux, de comprendre pourquoi « *on se retrouve enceinte* », quand on a apparemment le désir et le moyen de l'éviter. Comme s'il y avait, souligne l'une d'entre elles, une nostalgie de la maternité, un désir de prouver qu'on en est capable ou encore, tout au fond, une terreur ancestrale, catholique, à l'idée de définir ce que c'est que la vie et ce que c'est que la mort.

Vie et mort

Et c'est bien ainsi que l'Église et le Movimento per la Vita tendent à présenter la question : en votant, on choisit pour ou contre la vie. Or, dans ces termes, on ne trouvera pas un catholique qui ne choisisse la « vie ».

L'opinion chrétienne est déchirée, mais ses décisions sont difficiles à prévoir, parce qu'elle ne pardonne pas à la hiérarchie de condamner l'avortement sans se prononcer clairement sur la contraception.

Et pourtant, cette dernière question n'effleure même pas Gabriella, qui milite pour le Movimento per la Vita. Son regard vacille à peine lorsqu'elle affirme ne pas admettre d'autres méthodes de contraception que celle de M. Billings, que toutes ses amies mariées pratiquent avec succès. « *Et tu connais des femmes qui ont dû subir un avortement ? Non, pourquoi ?* »

Gabriella votera probablement sans hésiter, comme ces deux millions de catholiques qui ont signé pour limiter l'application de la loi.

D'autres — la majorité peut-être — soutiendront au nom de la raison une loi peu et mal appliquée, qui est loin d'offrir une réponse aux centaines de milliers de femmes encore exposées à mourir au cours d'avortements clandestins et lucratifs.

Prises entre la bonne conscience laïque ou catholique des uns et les incertitudes auxquelles les autres sont en proie, elles risquent de voir la loi se figer dans un *statu quo* qui, permettant toutes les hypocrisies, les reléguera définitivement dans l'oubli. ■

REFLETS DU MONDE

ПРАВДА

Un faste exagéré

La commission de contrôle du comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. a eu à connaître d'une affaire scandaleuse concernant d'étranges parties de chasse organisées en Yakoutie, en Sibérie orientale.

Selon la *Pravda*, c'est un véritable braconnage, et non pas une chasse, qui fut organisé dans la région de Tompon en l'honneur de personnages moscovites en visite dans la région : le président du syndicat des Travailleurs de l'industrie charbonnière et un chef de section du même syndicat. Ce fut le 1er secrétaire local du parti qui se chargea de l'organisation de la chasse à laquelle prirent part également les petits potentats locaux.

Ainsi, sous prétexte d'inspecter des travaux forestiers, il se procura un hélicoptère de l'aviation civile en indiquant de faux noms de passagers. Et c'est à partir de l'hélicoptère que furent tués deux ours et un élan, dont les participants se partagèrent la viande. De plus, pour pouvoir justifier la chasse à l'élan, le secrétaire local du parti antidata un document et, de plus, tenta de faire pression sur un inspecteur des chasses, qui dénonça la fraude et estima les dommages causés à l'Etat à près de 24 000 francs.

Le mauvais secrétaire a été chassé du parti, de même que six principaux fautifs de ce braconnage. Et, de surcroît, ils devront comparaître en justice.

LA LIBRE BELGIQUE

Les femmes passent les obstacles

Le quotidien bruxellois *la Libre Belgique* donne dans sa rubrique « bruits d'écuries » un commentaire de style épique sur la participation aux courses de femmes jockeys, sous le titre « L'ère de la femme » :

« *Que le cheval soit, comme l'a prétendu Hérodote, la plus belle conquête de l'homme, voilà une vérité que la femme ne cesse depuis toujours de vouloir mettre en doute. Autrefois, elle faisait au cheval assaut d'élégance, tant il apparaissait alors que l'élégance féminine sur les hippodromes était d'essayer de faire passer le cheval inaperçu ; mais la mode a bien changé, et si l'offensive de la femme est allée en s'intensifiant dans le monde du turf ces dernières années, sans doute faut-il en chercher les raisons beaucoup plus loin.*

Peut-être même faudrait-il faire un bond de trente siècles en arrière, lorsque, à Olympie, les femmes, en se travestissant, réussissaient à assister aux courses de chevaux. Elles risquaient gros, car lorsqu'elles étaient repérées, elles étaient tout simplement punies de mort. Etonnez-vous donc qu'après cela elles aient cherché à se venger. Et comme ce que femme veut, elle l'obtient, quels que soient les moyens qu'elle emploie, il n'est pas surprenant qu'elle parvienne peu à peu à s'immiscer dans ce qui touche de près les compétitions hippiques. »

Ce jour-là, Martine Desmet et Solange de Penarande ont, respectivement, remporté le Prix du duc d'Ursel et le Prix Baudoin d'Oultremont !

Pariser Kurier

Record diplomatique

Le *Pariser Kurier* nous livre les résultats d'une enquête étonnante sur les infractions, à Bonn (R.F.A.), des automobilistes d'ambassades, dont les membres respectent le code de la route de façon plus ou moins diplomatique !

« *Les diplomates du Libéria à Bonn détiennent un record : toutes les voitures de leur ambassade ont été prises, deux fois chacune, en flagrant délit d'excès de vitesse dans la capitale. Pour les feux rouges non respectés, ce sont les diplomates du Rwanda qui sont en tête pour l'année 1980, suivis de près par leurs collègues de Guinée et de Somalie. Les Mexicains, les Tanzaniens et les Salvadoriens sont plutôt spécialistes — parmi le corps diplomatique de Bonn — des stationnements interdits, avec une circonstance atténuante pour l'ambassade mexicaine, qui est située en bordure d'une voie piétonne, sans aire de stationnement. Comme les années précédentes, la nonciature apostolique du Vatican n'a commis aucun péché en circulant dans la capitale allemande, mais, cette fois, elle n'est plus seule : l'Islande et le Honduras l'ont rejointe dans les rangs des automobilistes modèles.* »

EL PAIS

De la musique, point trop n'en faut

Le maire de la localité de Rsotsria, en Guipuzcoa, Mme Sabin Olaizola, membre du mouvement Herri Batasuna, a décidé, selon le quotidien madrilène *El País*, de faire partager à ses concitoyens ses goûts personnels en matière de musique.

« *Dans une circulaire, Mme Olaizola exige que la musique ne soit utilisée que comme fond sonore dans tous les pubs et établissements publics de la ville. De véritables problèmes de communication sont apparus dans la société aliénée dans laquelle nous vivons, estime Mme Olaizola, qui affirme que l'une des raisons en est que le volume de la musique diffusée dans les pubs rend absolument impossible tout dialogue et toute communication à l'intérieur de ces établissements. Craignant que ces arguments ne soient pas unanimement partagés, le maire de la ville a décidé de leur donner plus de force en envoyant des policiers municipaux en patrouille dans ces lieux publics. Ceux-ci ont déjà procédé à la fermeture pour dix jours d'un des bars de la ville.* »

هكذا من الامل

MARC RIBOUD

ALTERNATIVES

Henri Desroches : le bon usage de l'utopie

Une société sans utopie est une société sans imagination. Mais gare aux excès !

JANINE DELAUNAY

TROP de planificateurs, remarquables en leurs spécialités, préfèrent l'abstrait et oublient les hommes. Comme s'ils avaient peur de l'auto-organisation. Henri Desroches croit, au contraire, que c'est aux individus d'évoluer vers plus de conscience et de se socialiser, non à des « savants » de dessiner un modèle d'organisation sociale. Il se bat pour que s'établisse un équilibre entre socialisation et individualisme, pour que soient à nouveau alliées la pratique et la théorie. Curieux des religions prophétiques millénaristes, où l'imagination fonde des sociétés, il a longtemps étudié les utopies avant de les pratiquer.

Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, directeur et fondateur du Collège coopératif, il est l'auteur de nombreux livres sur l'imagination instituante. Depuis trois ans, il anime l'Université coopérative internationale.

***

— Comment et pourquoi une université coopérative internationale ?

— Le collège coopératif fonctionne depuis vingt ans dans le cadre de l'École. C'est un cadre très souple. Nous avons pu y expérimenter des méthodes pédagogiques. Et nous avons tout de suite irradié vers l'Afrique, l'Amérique latine, le Bassin méditerranéen. Chaque année, cent à cent cinquante personnes viennent au collège parfaire leur formation : formation intensive de sciences sociales appliquées à des développements coopératifs, habituellement endogènes. Nous avons donc un ancrage, un réseau. En 1976, au congrès de l'Alliance coopérative internationale à l'UNESCO, a été lancée l'idée d'une université coopérative internationale. On m'a demandé un rapport. Et depuis plus de deux ans cette U.C.I. fonctionne.

» Elle est basée non sur la consommation des connaissances d'un autre (enseignant), mais sur la production d'une recherche par soi-même, à partir d'une expérience. Pas besoin de diplômes, mais un essai de créativité sociale significatif. Nous travaillons ensemble sur le vécu. Notre université n'a pas de campus, elle est extra-muros. C'est aux groupes de s'organiser et de faire appel à nous.

— Comment ?

— Nous avons une « banque-ressources », une liste de personnes, très souvent des universitaires, de compétences diverses, disponibles, formés eux-mêmes à la pédagogie de groupes adultes. Nous sommes tous des itinérants. La demande vient à la suite d'une information de bouche à oreille. Ou à la suite de sessions, de « saisons », tenues au printemps en Afrique, en automne au Canada, l'été en Amérique latine, etc. Avec toujours le principe de base : « *Réussir, c'est comprendre en action une situation donnée à un degré suffisant pour atteindre les buts proposés ; comprendre, c'est réussir à dominer en pensée les mêmes situations jusqu'à pouvoir résoudre les problèmes qu'elles posent quant au pourquoi et au comment des liaisons constatées et par ailleurs utilisées en action* » (Piaget). C'est pour cela que nous ne proposons pas un enseignement mais une maïeutique. Faire accoucher chaque adulte de son projet, l'exprimer, le commenter, le diffuser. Un nombre considérable d'équipes ont ces problèmes-là et viennent maintenant à nous.

— Comment est-elle financée ?

— Nous nous débrouillons, nous avons une équipe de chercheurs de fonds (sans jeu de mots) auprès des fondations, des mouvements coopératifs, etc.

— Et les « facilitateurs » sont recrutés par vous ?

— Absolument pas. Ce sont là aussi des groupes qui se forment spontanément, nous n'avons pas à rechercher des « personnes-ressources ». Ils s'organisent, créent une université de poche. Il en existe ainsi une cinquantaine dans le monde. Ces groupes se fédèrent en collèges (sept en France : Aix, Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Nice). Les collèges s'articulent dans un institut national. La réunion de ces instituts donne l'U.C.I., qui a un statut de droit international suisse. Le siège est à Paris (1) pour le moment. Bientôt il sera à Aix, où la région nous offre un grand immeuble où nous pourrons avoir des archives, un centre de formation.

— Une université parallèle en quelque sorte ?

— Parallèle, et greffée, dans la mesure où la plupart d'entre nous sont des universitaires. Mais des universitaires entraînés à élargir les ouvertures, à de nouvelles alternatives.

Funeste

— Vous ne craignez pas de devenir trop théorique ?

— Impossible, nous sommes prémunis contre l'utopie meurtrière. Comme les idéologies, les utopies sont ambivalentes, elles deviennent funestes parce que l'on abandonne l'utopie initiale. C'est ce qui est arrivé au christianisme, au socialisme, par exemple.

— Je ne crois pas que l'on soit prémuni contre les dangers de l'utopie. Un projet de société dessiné demande à l'être humain de s'intégrer dans le cadre inscrit, bon gré, mal gré ?

— Ce que vous dites est vrai des planifications, et la planification est souvent une utopie inconsciente d'elle-même. On peut mourir de deux manières : d'un excès d'utopie ou d'un défaut d'utopie. « *Rien n'est bon sans mesure* », disait Durkheim. On se suicide par excès d'individualisation et défaut de socialisation ou par défaut d'individualisation et excès de socialisation. Ce qui nous manque, c'est un traité du bon usage de l'utopie. Je me bats pour le bon usage de l'utopie. Une société sans utopie est une société sans imagination, sans alternative. Une société toute faite enfermée dans son isolat.

» L'utopie, c'est tout de même l'imagination de l'ailleurs et de l'autrement, l'envie de vivre, de créer. Pour le moment, de toute façon, nous ne risquons rien. Car rien n'est dessiné. Nous sommes dans une phase de transit.

— Pouvez-vous nous parler de quelques groupes avec lesquels vous travaillez ?

— J'aime bien celui qui s'est constitué autour d'un instituteur marocain que j'appelle le « Freinet africain ». Il vit à une quarantaine de kilomètres de Rabat, où il a créé, il y a deux ans, une association villageoise qui fait fonctionner une école-atelier, une ferme-école. Conquérant elle-même tous les moyens que l'administration ne lui donnait pas. Son problème maintenant, comme celui de tous les créateurs sociaux, est d'exprimer, d'expliquer son expérience, de la raisonner, de la comparer à d'autres, de façon à pouvoir aller plus loin.

» En Haute-Volta, dans une zone du Sahel, c'est le 6 S (Se Servir de la Saison Sèche, en Savane au Sahel). C'est un Voltaïque, disciple du collège coopératif, qui l'a lancé pour contrer la faim. Cette utopie pratiquée repose sur des associations de jeunes, à base de recyclage post-scolaire. Ils vivaient de l'exploitation de petits champs collectifs. Pas assez de terre. Pensant alors que, s'il n'y avait pas assez de terre dans l'espace, il y en avait dans le temps — en effet, pendant six mois de sécheresse, les terres ne travaillent pas, — ils ont organisé des tournées auprès des propriétaires, leur demandant de donner les terres pendant la saison sèche.

» Ils ont foré des puits avec des outils manuels, atteint la nappe phréatique et créé des périmètres maraîchers. Leur travail revitalise des dizaines de villages, des milliers de gens. Eux-mêmes veulent étendre leur action, d'autres Voltaïques dans d'autres villages sont tentés.

» Il existe un réseau analogue et différent le long du fleuve Sénégal. C'est l'association d'une centaine de villages qui, à eux tous, ont environ quinze mille travailleurs émigrés en France et une vingtaine d'étudiants ici ou là. Absolument endogène, leur organisation repose sur les collectes réalisées par les travailleurs sénégalais en France. Réinjecté, réinvesti dans le développement des villages, cet argent leur permet de s'organiser sans que le réseau ait à demander quoi que ce soit à des agences nationales ou internationales.

» Parce qu'ils ont des problèmes de formation, d'organisation, de recherche-action, ils ont confié au collège coopératif une douzaine d'étudiants. Ce sont des boursiers, mais des boursiers des ouvriers sénégalais et pas d'un gouvernement. Ils sont choisis par leurs frères non pour leurs diplômes mais pour leur dynamisme, leur courage, leur serviabilité. S'ils veulent étudier, les ouvriers leur offrent un billet Dakar-Paris. Arrivés à Paris, nourris, logés par le réseau, ils perçoivent des indemnités pour le métro, les livres, etc. En échange, ils font la cuisine et, le soir, l'alphabétisation des frères sénégalais.

Boimondau

— Comment en êtes-vous venu à ce travail de compagnon, voire de bénédictin ?

— De compagnon plutôt ! Dans les années 40, j'ai été mêlé de très près à une utopie sociale, les communautés de travail de Valence créées par l'équipe de Boimondau : deux cents ouvriers qui, sous l'occupation, ont inventé une nouvelle société. C'est à propos de cette expérience que mon ami Mermoz a écrit : « *L'autogestion, c'est pas de la tarte* » (Seuil). Mes amis de Valence m'ont demandé, alors, d'explorer tout ce qui a existé de semblable dans l'histoire. Je continue.

— Comparer, connaître l'histoire, analyser le présent, c'est là votre façon de vous prémunir contre les dangers de l'utopie ?

— Exactement, c'est ce que font les groupes qui nous appellent à l'aide, pour aller plus loin, et pour éviter l'institutionnalisation, la sclérose. Quand un groupe est trop important pour que le regard critique et la convivialité soient possibles, il éclate, d'autres se reconstituent. C'est la recherche permanente. » ■

(1) Université coopérative internationale, 7, avenue Franco-Russe, 75007 Paris. Tél. : 705-32-67.

هكذا من الاحلام

TRADUCTION

L'ordinateur au pied de la lettre

La traduction automatique de Proust ou Verlaine n'est pas pour demain. Pourtant les ordinateurs font déjà leurs preuves sur certains textes.

DANIEL LACOTTE

LINGUISTES et informaticiens out aujourd'hui perdu leurs illusions. Au début des années 50, la uaissance d'uu monstre sacré baptisé ordinateur devait tout révolutionner. Trente années ont passé et l'informatique polyglotte ou simplement bilingue n'a toujours pas pris la parole. Loin s'eu faut. Car les plus éminents spécialistes se dirigent vers une autre voie : non plus demander à la machine une traduction intégrale et entièrement automatique d'un texte, mais utiliser l'ordinateur pour assister cette traduction. L'informatique devenant là un simple outil, un auxiliaire de l'interprétariat, une sorte de gros dictionnaire électronique rompu aux aspects répétitifs et fastidieux que comporte inévitablement le passage d'une langue à une autre.

Le numéro un mondial de l'informatique, l'américain IBM, a arrêté ses études sur la traduction automatique en 1966 et se consacre depuis à la traduction assistée par ordinateur. *« A l'issue de mesures très précises, nous avons pu déterminer que le véritable travail de la traduction proprement dite, là où l'interprète va placer tout son talent, ne lui prend que 20% de son temps. Le reste se décompose en 40% pour les lectures et recherches diverses dans des dictionnaires, voire la consultation de spécialistes ; et 40 % pour la frappe du document, les corrections et l'édition définitive »* précise un spécialiste chez IBM. La traduction apparaît comme une suite d'opérations assimilables à un traitement de texte.

Très schématiquement, le système d'IBM se contente des recherches de mots dans un glossaire spécialisé (il faut à l'ordinateur quelques secondes pour balayer les termes de A à Z). L'interprète conserve ainsi une maîtrise totale du texte. Il garde l'initiative de sa traduction qu'il compose lui même sur son écran de visualisation d'où il interroge les dictionnaires mis à sa disposition. Il ne reste plus qu'à demander une édition du texte final sur l'imprimante de l'ordinateur. Le programme, muni de diverses options, peut par exemple « fabriquer » directement les index et autres tables des matières qui sont toujours de véritables casse-tête pour les traducteurs.

Gros sous

Utilisé chez son initiateur, ce système *« a fait tomber les délais de traduction de neuf mois à deux mois ; de plus, l'expérience prouve que le traducteur peut passer 60% de son temps (trois fois plus !) à une véritable réflexion sur la création définitive du texte final »*, affirme-t-on chez IBM. *« Et la page composée revient à environ 125 francs contre 250 francs, non composée, pour une traduction entièrement manuelle ! »* ajoutent les spécialistes de la filiale française.

Une telle amélioration du prix de revient de la page traduite a son importance dans la mesure où la qualité d'une traduction dépend de l'enveloppe budgétaire qu'on lui consacre. Il s'agit là encore d'une affaire de gros sous. Car on oublie encore trop souvent de se poser, face à un problème de traduction, ces quelques questions de base : s'agit-il d'un besoin interne à l'entreprise (auquel cas une interprétation « mot à mot » peut suffire) ? A l'inverse, le document final sera-t-il publié ? La traduction est-elle urgente ? Le texte initial (appelé texte source) est-il très spécialisé ou général ? Ces divers éléments contribuent largement à déterminer le type de traduction nécessaire.

IBM croit malgré tout à la véritable traduction automatique, celle où, à partir d'un texte (préenregistré sur une bande ou un disque magnétique), l'ordinateur traduit absolument seul dans la langue voulue. Même conviction au laboratoire de traduction automatique de Grenoble qui possède une expérience de près de 20 ans sur le sujet et travaille notamment pour le ministère de la défense. Mais les spécialistes s'accordent sur un point : *« Actuellement, la traduction automatique ne peut convenir que pour des textes très spécialisés. »* Dans ce cas, le vocabulaire utilisé dans le texte source est parfaitement déterminé, par opposition au langage complexe et subtil de la vie courante.

Ainsi, dans des secteurs précis comme la chimie, l'agriculture, le droit, l'électronique, etc., la traduction automatique devient possible. Elle est d'autant plus rentable que les volumes à traduire sont imposants. Mais, ce type de traduction ne peut servir, dans l'état actuel des choses, que pour les documents de travail.

Le seul exemple au monde de traduction automatique vraiment opérationnelle existe au Canada. Le fait que le pays ait deux langues officielles (anglais et français) nécessite, depuis près de cinquante ans, la traduction de toutes les communications du gouvernement. Aujourd'hui, la charge de travail du bureau des traductions dépasse les 250 millions de mots chaque année, soit l'équivalent de 2 000 ouvrages de 500 pages. Dans le domaine de l'interprétariat, le bureau fournit environ 12 000 jours de travail par an. Enfin, son budget annuel est d'environ 50 millions de dollars pour un effectif de 2 000 personnes.

A l'évidence, le gouvernement canadien se devait d'apprécier tous les efforts susceptibles de lui simplifier la tâche. Ainsi, depuis 1977, les bulletins météorologiques — trois à quatre millions de mots par an — sont traduits automatiquement par un système informatique baptisé... Météo. 85% des 5.000 bulletins qui parviennent chaque jour au système Météo sont traduits automatiquement sans problèmes. Le reste doit être révisé par un traducteur.

Compte tenu de la masse de travail et du vocabulaire limité de la météorologie, le système Météo est rentable. De même, la traduction entièrement automatique peut se concevoir pour explorer un texte, le dégrossir. Mais, dès qu'il faut aller au-delà, l'intervention humaine devient indispensable d'un bout à l'autre du texte. Le traducteur doit alors relire, comparer avec le texte initial, mettre en forme le texte final en essayant de ne pas se faire trop influencer par la syntaxe de la machine... Bref, il réalise un travail fastidieux et ingrat que peu de traducteurs acceptent de faire. Et dans ce cas, 50% du coût total de la traduction sont consacrés à la révision.

De surcroît, à quoi bon traduire 30 000 à 40 000 mots à l'heure avec une machine puisque la révision humaine se fait entre 300 et 800 mots à l'heure !

Plus le champ de vocabulaire est large et plus le facteur d'erreurs est important. Notamment pour les *unités sémantiques* composées de plusieurs termes et dont le sens global ne correspond pas à la juxtaposition du sens de chaque mot. Sans compter les *noms propres* et les mots à plusieurs sens.

Subtilités

Par exemple, *kitchen garden* n'est pas un jardin de cuisine mais un potager. Ou encore, comment traduire tout simplement : *Je suis un homme ? S'agit-il de suivre ou d'être ?*

Autre exemple : La machine *est incapable de traduire La belle porte le voile.* Est-ce une jolie femme revêtue d'un voile, ou une porte particulièrement esthétique qui dissimule quelqu'un ?...

En d'autres termes, ce n'est *certainement* pas *demain que* la machine pourra traduire Proust, Baudelaire ou Le Clézio.

Tout pourtant avait bien commencé. Dès 1954, l'université américaine de Georgetown engageait un ambitieux programme. *La* guerre froide battait son plein, et toutes les informations émanant de l'Union soviétique étaient intéressantes. A coups de millions de dollars, le Pentagone pensait pouvoir obtenir chaque matin une rapide et parfaite traduction de la *Pravda*. Mais en 1967, les résultats ne brillaient toujours pas par leur précision. Contresens nombreux et traductions parfois un peu fantaisistes poussèrent le Sénat américain à se pencher de nouveau sur la question. Une enquête fut même *ouverte*, et la commission fournit un rapport où il était affirmé que la traduction automatique par ordinateur ne donnerait jamais les résultats escomptés. Treize années de travail pour rien !

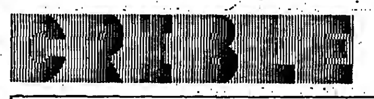
Aux États-Unis, et partout dans le monde, les recherches sur la traduction automatique cessèrent alors pratiquement. Plus précisément, la recherche sur l'ordinateur-traducteur ne déchaînait plus l'enthousiasme et les budgets qu'on lui consacrait ici et là avaient fondu comme neige au soleil.

Toutefois, dès 1970, Peter Thomas mettait au point, aux États-Unis, un système baptisé Systran qui traduisait à l'origine le russe en anglais. Depuis, Systran fonctionne dans de nombreuses langues. Il a été perfectionné au fil des années et impose, là encore, une importante révision humaine.

Ce système a été acheté en 1976 par la Communauté européenne, tout d'abord dans la version anglais-français, puis français-anglais et enfin anglais-italien. *Les services de traduction* de la C.E.E. comptent en effet déjà près de mille cinq cents interprètes. Et si la Communauté s'étend à de nouveaux pays, le nombre de langues officielles pourrait croître. Aussi, face aux gros volumes de traductions nécessaires, la C.E.E. a rapidement choisi l'aide de l'ordinateur (1).

Depuis onze ans, le volume des traductions progresse, dans le monde entier, d'environ 5% par an. Toutefois, moins de 10% des publications éditées actuellement dans le monde sont traduites. Autant dire qu'il reste beaucoup de travail pour les professionnels de la traduction qui, s'ils seront rester vigilants, devront utiliser l'ordinateur comme un simple auxiliaire. ■

(1) Lire « EUROTRA : traduction européenne par ordinateur » dans *le Monde* du 7 avril (supplément « Europe »).



ANNIE BATLLE

REPÈRES

Des piqûres pour les arbres

Il faut souvent élaguer les arbres qui bordent les rues et les avenues où passent les lignes de distribution d'électricité.

Une dizaine de compagnies d'électricité américaines ont mis en œuvre des programmes expérimentaux visant à retarder la croissance de ces arbres par des injections dans leurs troncs de deux produits chimiques dénommés « Slo-Gro » et « Atrinal ». La société Ohio Edison projette de traiter ainsi progressivement jusqu'à quarante mille arbres d'ici à 1985 et d'économiser 200 000 dollars par an en ne procédant plus à leur élagage que tous les quatre ans. (*Epri News*, journal de l'Institut de recherches de l'industrie électrique p.o box 104/2. Palo Alto California 94303 USA).

Initiative individuelle

Miss Jennie Aste, de York (Grande-Bretagne), artisan, a imaginé un moyen pour obliger son gouvernement à transférer une part de son budget militaire aux populations des pays en voie de développement. Elle a déduit du montant de ses impôts sur le revenu les 40 % qui constituent à ses yeux la part de sa contribution consacrée par le gouvernement aux dépenses d'armement, et elle a établi un second chèque de ce même montant à l'adresse du ministère chargé de l'aide aux pays en voie de développement.

Après de longues querelles avec les autorités, la direction des impôts à Londres a donné raison à Miss Aste (après l'intervention d'un député travailliste, Alex Lyon), qui a ainsi acquis le droit d'empêcher le gouvernement de dépenser en armements l'argent qu'elle lui verse et qui a déclaré : *« Si de nombreux contribuables usaient de ce droit discrétionnaire dans le cadre de la loi, cela aurait des conséquences énormes. »* (*The Gardian.*)

Nourrissons : sur le dos

Depuis dix ans, à l'exemple des Américains, les nourrissons français étaient couchés sur le ventre. Cette mode est de plus en plus remise en cause. Elle serait susceptible de provoquer diverses malformations au niveau du visage, de la colonne vertébrale et des membres inférieurs.

Lors d'un récent congrès médical à Philadelphie, un stomatologue, le docteur Hal Huggins, a ainsi signalé aux participants des déformations faciales provoquant une mauvaise dentition ultérieure. Cette mise en garde rejoint l'article du docteur Christine Franco (service de santé scolaire à Champagnole, Jura) paru dans la *Revue d'hygiène et de médecine scolaire* de décembre 1980. Les inconvénients provoqués par de telles méthodes dépassent largement les quelques avantages hypothétiques qui lui étaient attribués. On recommandait, en particulier, la position sur le ventre pour éviter les accidents de déglutition entraînant la mort de l'enfant dans un tableau de « mort subite du nourrisson », hantise des mères.

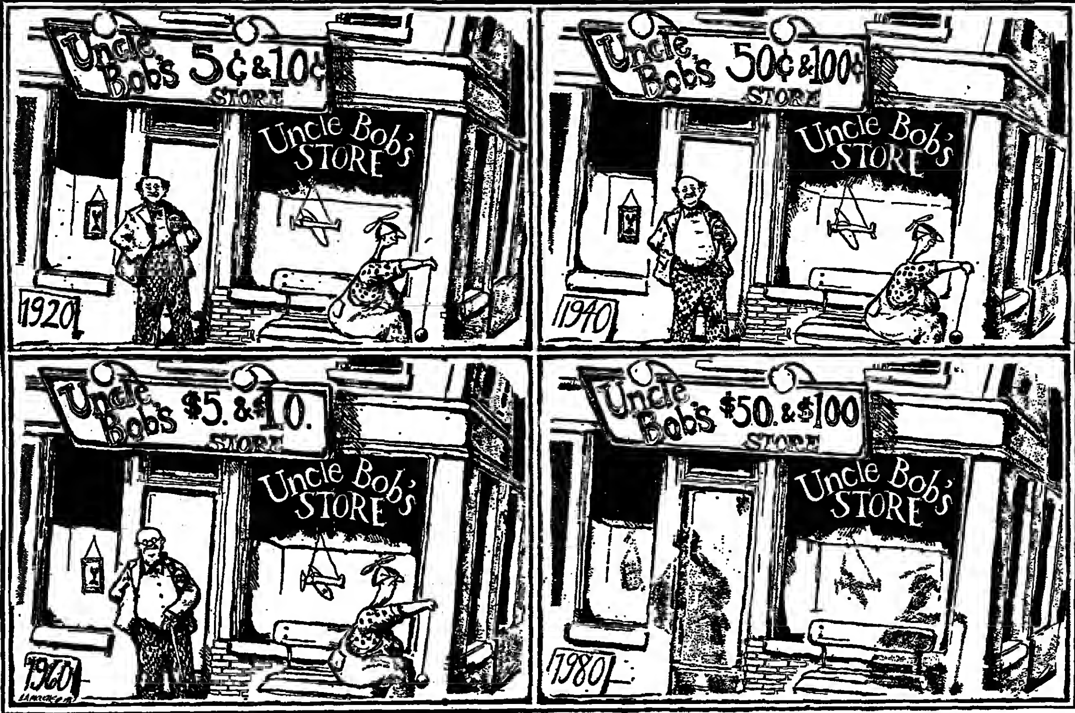
Or les récents travaux effectués dans ce domaine orientent plus vers une anomalie cardio-respiratoire due au sommeil du nourrisson qu'à une inondation bronchique par régurgitation. (*le Quotidien du médecin*, 7, avenue de la République, 75011 Paris. Tél. : 355-44-18).

BOITE A OUTILS

« La fin du monde n'aura pas lieu »

Cette affirmation de J. Peter Vajk, physicien américain, redonne du cœur au ventre avant le « passage de la ligne » de l'an 2000. Son livre appartient au rayon de plus en plus rare de la prospective optimiste. L'essentiel du développement est devant nous, sur Terre comme dans l'espace, estime l'auteur, parce qu'il n'y a pas de limite au savoir. M. Vajk ne dresse pas heureusement, comme Hermann Kahn, la liste des merveilles futures qui sauveront le monde. Il se borne à un échantillonnage à partir de ce que nous *« cuisinons »* déjà et insiste sur la *« nouvelle frontière »* offerte par l'industrialisation de l'espace.

Il ne mésestime pas les obstacles nés de la prolifération des systèmes de valeurs et des objectifs, et l'idée peut-être la plus originale de son livre qui court à travers de nombreux chapitres est que *« l'unité nécessaire... réside dans la poursuite commune de l'excellence »*, de la qualité. Cette notion, cette recherche peut combler les gouffres qui séparent souvent l'artiste du scientifique, l'humaniste du technologue. *« Nous pouvons éliminer une bonne part du gaspillage et de la médiocrité dans notre vie quotidienne si nous prenons conscience que, lorsqu'une chose ne vaut pas la peine d'être bien faite, il vaudrait sans doute mieux ne pas la faire du tout. »* Où la sagesse rejoint l'aventure de demain. *« La fin du monde n'aura pas lieu »*, Edit. Seghers, coll. « Le visage de l'avenir », 1981.



LA MOUCHE

VILLE

Au Middle West rien de nouveau...

En 1924, le sociologue américain Robert Lynd lançait une grande enquête dans une ville moyenne américaine : « Middletown ». En 1977, un autre sociologue, Ted Kaplow, y est retourné. Une surprise l'attendait : en cinquante ans, les choses n'avaient guère changé...

MICHEL AMIOT

TROIS villes des Etats-Unis ont suscité, entre les deux guerres, des études globales demeurées classiques dans l'histoire des États-Unis. Chacune des trois est représentative d'une *certaine Amérique* : Chicago, la métropole industrielle bouleversée par le brassage des populations ; Muncie, dans l'Etat d'Indiana, petite ville touchée par l'industrialisation et peuplée de ruraux venus des fermes voisines, et Newburyport, dans l'Etat de Massachusetts, caractéristique de l'Amérique traditionnelle.

L'étude sur Muncie du sociologue Robert Lynd, publiée sous le nom de *Middletown*, a eu un succès considérable et a été le premier ouvrage de sociologie à devenir un best-seller. En 1977, Ted Kaplow, professeur de sociologie à l'université de Charlottesville (Virginia), est revenu à Muncie et a refait la même enquête. Il nous a relaté, lors d'un récent séjour à Paris, les conditions et les résultats de sa recherche. Deux des ouvrages de Ted Kaplow ont été traduits en français : *l'Enquête sociologique* et *Deux contre une, les coalitions dans les triades* (Armand Colin).

∴

« Pouvez-vous nous rappeler l'histoire de « Middletown » ?

— « Middletown », c'est le nom d'une recherche dont l'histoire s'étend sur cinquante-cinq ans. Elle commence en 1924, lorsque Robert Lynd — qui fut mon premier professeur de sociologie — et son épouse Helen entreprennent l'étude de Muncie, une ville moyenne de l'Etat de *l'Indiana, dans le Middle West* des Etats-Unis. Ils voulaient faire l'ethnographie générale d'une ville dite typique, que ne singulariserait aucune caractéristique particulière.

» En 1935, Robert Lynd est revenu à « Middletown » pour réétudier la ville et en particulier pour y observer les effets de la Grande Dépression, la crise économique des années 30, sur les institutions qu'il avait étudiées dix ans auparavant.

» Les deux études successives de « Middletown » ont exercé une influence énorme sur la sociologie américaine et la sociologie mondiale, où elles ont introduit des idées capitales. Par exemple, contre l'idéologie régnante d'une égalité quasi absolue entre les habitants des petites collectivités urbaines, elles ont imposé l'idée qu'il y avait une stratification sociale indéniable. D'autre part, elles ont montré que les différents éléments qui composent une culture moderne changent continûment, mais chacun à son propre rythme, sans coordination avec le rythme des autres.

» L'essai de 1935 n'a pas été renouvelé, et on ne s'est plus intéressé à la répétition méthodique des études de collectivités urbaines entières, indispensables pourtant si l'on veut saisir les changements sociaux de manière détaillée et précise.

» Aussi ai-je entrepris en 1977, avec mes collaborateurs Bahr et Chadwick et une vingtaine d'autres sociologues, de réaliser une troisième réplique de l'étude originale — *Middletown III*.

» Nous ne cherchions pas à prouver une thèse quelconque, mais simplement à découvrir ce qui s'était produit de nouveau à « Middletown » depuis cinquante ans. Nous pensions que les résultats seraient intéressants, du simple fait qu'il n'existe pas actuellement d'études répétitives de collectivités urbaines, et que tout le monde parle bien de changements sociaux, mais que personne n'a pris la peine de comparer très précisément deux situations à des moments différents du temps. Ainsi on vous parle souvent de « la famille traditionnelle », mais, dans la plupart des cas, on ne vous dit pas clairement s'il s'agit de la famille d'il y a dix ans, ou de celle du dix-huitième siècle !

Identiques

» En nous tenant au cadre expérimental des Lynd, nous avons accumulé une masse énorme d'informations. Nous avons en particulier fait quelque dix-sept sondages en trois ans sur une grande variété de sujets : travail, vie familiale, vie religieuse, cycle des fêtes civiques, attitudes à l'égard du gouvernement, connaissance de l'actualité... Pour quatre de ces sondages, on a utilisé exactement les mêmes questions que les Lynd. Par exemple, ils avaient fait passer un questionnaire très détaillé aux écoliers du collège d'enseignement secondaire. Nous avons répété la même expérience sur les 4 500 élèves d'aujourd'hui. C'est à cette occasion que s'est produit l'événement le plus *important* de notre recherche. Ce fut en effet un très grand étonnement de découvrir que plusieurs des réponses de nos écoliers étaient plus ou moins *identiques* à celles de leurs prédécesseurs, cinquante-cinq ans auparavant, dans des domaines où nous n'attendions pas de ressemblances entre le passé et le présent.

» C'est le cas du patriotisme. Tout le monde pense que, depuis la guerre du Vietnam et les mouvements de contestation des années 60, le patriotisme des jeunes a décliné ou disparu. Eh bien, nous avons découvert que les *réponses* aux *questions* relatives au patriotisme dénotaient l'existence d'un patriotisme aussi fort chez les jeunes d'aujourd'hui qu'il l'était dans la jeunesse de leurs grands-parents.

» Il y avait même des ressemblances curieuses. Les Lynd avaient demandé aux écoliers leur opinion sur la proposition suivante : « *Le dernier gouvernement travailliste a été une catastrophe pour l'Angleterre* ». Or cette question pouvait se poser exactement de la même manière en 1977, parce que l'Angleterre venait d'avoir un gouvernement travailliste ! Les réponses ont été tout aussi nuancées que la première fois.

— Cela signifie-t-il que rien n'a changé à « Middletown » en cinquante ans ?

— Non, les choses ont changé, sur le plan local, dans trois domaines. D'abord les réponses des garçons et des filles sont beaucoup plus semblables qu'auparavant. Ensuite les différences constatées, dans la première étude, entre la classe ouvrière et la bourgeoisie locale sont presque invisibles aujourd'hui. Enfin, il s'est produit sur le plan des valeurs une tranformation plus complexe : la génération actuelle adhère avec autant de force aux mêmes valeurs que la génération de ses grands-parents, mais sans le chauvinisme de ces derniers. Par exemple les croyances religieuses ne se sont pas affaiblies. Les enfants de 1977 ont les mêmes idées religieuses, *grosso modo*, que ceux de 1924 (et les Lynd observaient que ces idées n'avaient pas beaucoup changé depuis 1890 !). Mais ils n'ont cessé de croire que ces idées étaient les seules possibles, ou même les meilleures possibles. De même, ils sont aussi attachés au drapeau qu'auparavant, mais sans croire que les institutions des Etats-Unis sont les meilleures du monde. La tolérance a énormément, et de façon frappante, gagné du terrain, mais sans que soient entamées les valeurs fondamentales.

» Ce que nous avons découvert ainsi par hasard en commençant par les adolescents s'est trouvé confirmé par l'ensemble de l'étude. Nous avons été étonnés de nous trouver en face d'une société qui ne change pas très rapidement sur le plan local : la continuité et la stabilité sont plus frappantes que le changement.

Ralentissement

— Les Lynd, eux, avaient, au contraire, été frappés par le changement intervenu entre 1890 et 1924 dans un grand nombre de domaines...

— Le passage d'une phase à une autre est tout à fait compréhensible. On peut montrer clairement que la modernisation, qui est le *moteur* du *changement* au dix-neuvième siècle, s'est beaucoup ralentie depuis 1924, quel que soit l'indicateur retenu parmi la cinquantaine d'indicateurs possibles : taux de croissance du nombre de téléphones par habitant, évolution du pourcentage d'enfants scolarisés, baisse de la mortalité infantile... On constate que, de l'indice global de modernisation de 1890 à celui de 1924, il y a une croissance beaucoup plus rapide qu'après 1924. La courbe de la modernisation est passée par un point d'inflexion peu après la première guerre mondiale. Pour la plupart des gens qui vivent à « Middletown », la vie n'est pas tellement différente de celle de leurs grands-parents : en 1924, comme aujourd'hui, la voiture occupait une place importante dans la vie familiale ; la plupart des familles habitaient des maisons individuelles ; le dimanche était une journée spéciale pour tout le monde. C'était le même univers. Tout au contraire, comme les Lynd le font remarquer, un observateur qui se serait endormi dans « Middletown » en 1890 pour se réveiller en 1924 n'aurait plus rien reconnu.

» Ce que nous avons découvert peut se résumer ainsi : les différences entre les classes sociales se sont amoindries, mais de façon inattendue. On parle beaucoup d'embourgeoisement de la classe ouvrière, *et il est vrai* que, nous aussi, nous avons trouvé des signes de son embourgeoisement, surtout dans l'aménagement intérieur des *maisons*. Mais bien plus profondément, il est manifeste qu'un processus inverse est à l'œuvre.

» En particulier on constate que les conditions de vie de la femme bourgeoise d'aujourd'hui ressemblent beaucoup plus à celles de la femme ouvrière d'autrefois qu'à celle de la femme bourgeoise.

(Lire la suite page XIV).

هكذا من الاصل

HISTOIRE

Le réformisme prudent de Marie-Thérèse

Marie-Thérèse a eu, en France, la réputation d'une souveraine bigote, peu touchée par les Lumières. La réalité est bien différente : par ses réformes avisées et sa tolérance, elle fit de l'Autriche un grand État.

CLAUDE MICHAUD

« *COMPTEZ-VOUS pour peu de chose qu'il y ait aujourd'hui des philosophes sur le trône, à Berlin, en Suède, en Pologne, en Russie, et que les découvertes de notre grand Newton soient... devenues le cathéchisme de la noblesse de Moscou et de Pétersbourg.* » Ainsi Voltaire égrenait-il complaisamment, dans son *ABC*, les capitales et les pays où brillaient les Lumières. Dans cette énumération, l'Autriche et sa capitale, Vienne, sont absentes. Il ne fait aucun doute que le patriarche de Ferney rangeait les pays des Habsbourg dans le camp de la tradition, de la superstition et de l'obscurantisme, et le souverain du temps, Marie-Thérèse, devait exciter les sarcasmes du thuriféraire de sa rivale féminine, la *« Sémiramis du Nord »*, Catherine II de Russie.

Tout autre pourtant est l'image perpétuée en Autriche de celle que l'on appelait l'*« Augustissime »*. Par son courage, sa ténacité et sa grandeur d'âme lors des *épreuves militaires* de la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748) et de la guerre de Sept Ans (1756-1763), par le souci qu'elle eut du bonheur de ses peuples, par son catholicisme exigeant, par l'exemple qu'elle donna des vertus de la mère et de l'épouse, Marie-Thérèse reste chère au cœur des Autrichiens. Seul personnage féminin ayant régné à Vienne, elle symbolise un pouvoir *tutélaire* et protecteur, matriarcal et bienfaisant. Elle est la mère de la patrie, la *Landesmutter* tout à la fois, comme le soulignaient les prédicateurs qui prononcèrent ses éloges funèbres, la redoutable Judith et la compatissante Esther de ses *peuples*.

Plus encore, cette popularité affectueuse sanctionne le fait que Marie-Thérèse sembla incarner dans ses vertus publiques et privées, les vertus mêmes de ses *États et de ses peuples*. La catholique Autriche se reconnut dans celle que le pape Benoît XIV appelait le *« miracle de son siècle »* et fit de la période thérésienne, mélange de baroque triomphant, de piété suave et de *cette intraduisible Gemütlichkeit*, l'apogée d'une civilisation.

Cette vision embellie d'une souveraine traditionnelle, attachée au passé, se trouva renforcée par la comparaison avec le règne court mais frénétique de son *fils* et *successeur* Joseph II (1780-1790). A l'impératrice baroque, on oppose l'*« empereur révolutionnaire »* — tel est le titre d'une biographie de François Fejtö, — voulant faire table rase d'un passé éprouvé comme un *obstacle* sur la route de l'État unitaire moderne et centralisé. Au gouvernement du sentiment succéda celui de la raison. C'en était *fini de respecter* la délicate alchimie des droits et privilèges des différents groupes nationaux ou ethniques de la monarchie : Allemands d'Autriche, Magyars de la plaine hongroise, Tchèques et Moraves de Bohême, Galiciens de Pologne du Sud, Croates et Slovènes de la Hongrie du Sud, Roumains de Transylvanie, Italiens du Milanais, du Frioul, de Trieste et de Fiume, Belges, enfin, *isolés* en Europe occidentale. De même était-il anachronique de maintenir, en ce siècle des Lumières épris de tolérance, l'immense richesse et les pouvoirs d'une Église catholique omniprésente dans *tous* les aspects de la vie privée *et* publique. *Enfin le* souci de la richesse de l'État, tout comme le courant philanthropique du temps, incitaient le souverain à se pencher sur la condition des paysans, donc à intervenir directement dans les rapports sociaux à la campagne, où les seigneurs, jusqu'alors, avaient été les seuls maîtres.

Tout semblait donc opposer la mère et le fils. Il n'est pas jusqu'à la publication par Arneth, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, de la correspondance échangée entre les deux souverains qui n'ait porté préjudice, par la publicité qu'elle donnait aux divergences de méthode et de tempérament, à une appréciation plus véridique de la politique thérésienne. Et, par-delà la mort des deux protagonistes, leurs tombeaux, dans la crypte des capucins à Vienne, nécropole de la famille des Habsbourg, semblent éterniser le choc de *deux* époques et l'incompréhension de l'*Aufklärer*, le souverain éclairé, pour l'impératrice baroque : alors que cette dernière repose, en compagnie de son époux, l'empereur François Ier (1745-1765), dans un sarcophage monumental orné dans le goût baroque et surmonté des *figures* en grandeur nature du couple impérial, Joseph II, aux pieds de ses parents, est enseveli dans un simple cercueil de bronze orné de la seule croix.

Continuité

Deux siècles après la mort de l'impératrice, l'historien ne saurait retenir une vision aussi contrastée, sinon manichéenne, de ces cinquante années d'histoire autrichienne. Les résultats des *récentes* recherches *insistent*, bien au contraire, sur la continuité profonde qui existe entre les deux règnes. Il n'est certes pas question de nier les différences de style, de méthode et même de contenu. Mais ce n'est pas *ternir* la *gloire* du *réformateur* le plus significatif de toute cette pléiade de souverains qu'on appela, au dix-neuvième siècle, les despotes éclairés, que de reconnaître que nombre des réformes du temps de Joseph II furent discutées, amorcées, enclenchées sous le règne de sa mère. Le grand réformateur Kaunitz fut le ministre successif des deux souverains.

Dans le grand débat entre la césure et la continuité — c'est sous ce signe que fut placé le symposium international qui se tint à Vienne du 20 au 23 octobre 1980 pour célébrer le deux centième anniversaire de la mort de Marie-Thérèse et de l'avènement de Joseph II, — la balance penche maintenant vers le second terme de l'alternative. Dès 1969, le grand historien français des Habsbourg, Victor L. Tapié, dans sa belle synthèse *Monarchie et peuples du Danube*, avait désigné le règne de Marie-Thérèse du titre *l'Ère des réformes et des lumières*. La périodisation de l'histoire autrichienne joint de plus en plus les deux règnes ; elle leur ajoute assez souvent les deux années de celui de Léopold II (1790-1792), ce frère et successeur de Joseph, connu dans l'histoire française pour ses menaces *contre* la *Révolution et l'Assemblée* constituante après la fuite de Louis XVI à Varennes, mais qui avait été, comme grand-duc de Toscane de 1765 à 1790, le modèle des princes éclairés et qui, une fois sur le trône de Vienne, tâcha *de sauver*, face à la révolte des Magyars et des Belges et à l'opposition violente de l'aristocratie et de l'Église, ce qui pouvait l'être des réformes de Joseph II.

Marie-Thérèse est donc une souveraine réformatrice. L'aurait-elle été sans les redoutables épreuves de l'avènement, la guerre de Succession d'Autriche, qui lui coûta la Silésie, *cédée à* son agresseur et vainqueur, le roi de Prusse Frédéric II ? Le conflit avait révélé combien l'édifice de la monarchie, quelques décennies après les grandes victoires sur les Turcs, victoires qui avaient doublé sa superficie, était *lézardé*, combien l'armée était inadaptée à la défense d'un grand État, combien les revenus du souverain, dépendant pour la plupart du vote favorable d'assemblées nobiliaires, comme la Diète de Hongrie ou celle de Bohême, ou les différents *Landtage* des pro-

Michel Serres

(Suite de la première page.)

» Je n'ai jamais voulu parler les langues autorisées de l'époque, tenir une sorte de station-sevice à l'intérieur d'une *multinationale* intellectuelle, comme d'autres acceptaient d'être pompiste chez tel ou tel. La liberté de pensée, à mon sens, c'est celle d'inventer sa propre philosophie. Ce n'est pas vrai qu'on puisse prétendre *libérer* quiconque en étant soi-même un esclave. La vraie liberté s'exerce et s'invente tous les jours. Elle consiste à ne parler que sa propre langue, à n'écrire que ce que l'on invente, à ne pas se borner à imiter, à ne *pas faire le racket*... En *France*, c'est plus difficile que nulle part ailleurs : tout le savoir est organisé de manière autoritaire. Chez nous, lorsque le prince d'une discipline a une théorie, toute la discipline doit respirer de la même *manière*.

Poire trop mûre

— Mais pourquoi sent-on maintenant une espèce de liberté de pensée renouvelée, comme si le *béton se fissurait quelque part* ?

— Les jeunes générations n'ont plus de dogmes *dominants*. Il y a ensuite une désaffection pour le politique au profit du culturel. J'appellerai ça la période post-sartrienne. La conviction que le *politique, tel qu'il fonctionne en* ce moment, ne peut plus résoudre, comme on l'espérait hier, les problèmes. On ne croit plus dans l'efficacité ultime de l'instance politique comme on pouvait y croire dans les années 60. Le politique est apparu tout d'un coup comme une poire trop mûre qui tombe de l'arbre. C'est fini. Il me semble qu'en ce moment l'intellectuel n'a plus à se ranger derrière *l'étendard* d'un *parti ou* d'une idéologie. Il doit « faire retraite ». Il doit comprendre que son domaine à lui, celui de la réflexion, de la langue, de la culture, est sûrement le domaine où il se passera les choses les plus importantes dans les dix *années* à venir. L'homme de culture est désormais plus près du réel que le politique.

— Mais cela ne veut pas dire que vous faites profession d'apolitisme ?

— Bien sûr que non ! Il ne m'est pas complètement indifférent que tel parti l'emporte sur tel autre. Mais le Michel Serres philosophe n'a pas à mettre sa philosophie au service d'untel ou d'untel. En tant que philosophe, je dois réfléchir ailleurs et faire littéralement retraite. C'est peut-être parce que beaucoup de penseurs ont perdu leur âme et leur temps en se fourvoyant dans des endroits où ils n'avaient rien à faire que nous avons connu une telle régression culturelle, littéraire, philosophique, ces quinze dernières années. Au lieu d'inventer, de créer sur le terrain culturel, les *philosophes* ont répété mimétiquement un langage de bois à l'intérieur duquel il n'y avait pas de pensée du tout.

— Mais cette retraite, ce n'est pas « le confort de la tour d'ivoire »...

— Les gens croient que la tour d'ivoire est pleine de marbre et de coussins de velours. Pas du tout ! Il y fait froid et faim. C'est la *solitude absolue*. C'est l'invention du petit matin, c'est le risque, le travail et le silence. C'est aussi ne pas être entendu, ne pas avoir de maître ni d'élèves. Le vrai philosophe refuse les *élèves*, il leur dit : fais *toi-même* ton parcours, sois toi-même, n'imite pas ce que je fais. C'est une dure navigation solitaire. Mais c'est à ce prix-là que le culturel retrouvera sa vie, sa liberté et son *importance. Je crois en* la *philosophie*, je suis sûr qu'il n'y a désormais d'avenir que là. Ecoutez, partout ailleurs, la morne répétition.

— En même temps, si je vous ai bien lu, ce refus de l'engagement au sens sartrien du terme, ce n'est pas du tout le désenchantement, la gueule de bois, les lendemains de révolution ratée. C'est, au contraire, la fondation d'un nouvel optimisme.

— Ce genre de choses s'est vu souvent dans l'histoire. Des institutions, des instances données ayant produit *toute* leur efficacité deviennent, à un certain *moment, trop* mûres et *tombent*. Je ne condamne pas du tout l'engagement tel que Sartre l'a défendu à un moment donné, dans des circonstances qui le rendaient tout à fait nécessaire et souhaitable. Mais il se trouve qu'aujourd'hui, étant donnés les rapports de forces, la manière dont les partis occupent l'espace, le politique est désormais répétitif, redondant, sans rapport avec les problèmes réels. Notre obligation de retraite ne vient pas de ce que nous serions désenchantés d'avoir perdu une partie. Cette partie-là n'a plus à se jouer. La vraie partie se joue ailleurs, très précisément à l'endroit où nous sommes, nous, philosophes. Il n'y a plus désormais d'espoir que sur ce terrain.

Violence absolue

— C'est la fin de l'échec et surtout du ressassement de l'échec.

— Certainement. D'ailleurs, cet échec était peut-être heureux. C'est grâce à lui que nous prenons conscience qu'il faut nous séparer de l'Etat ; qu'il y a nécessairement *séparation* de la philosophie et de l'Etat. Je trouve, moi, que la philosophie est très libérée depuis quelques années. Il y aura dans les prochaines années un *renouveau culturel* et philosophique formidable. L'alliance du philosophe et du politique se mesure toujours en quantité de violence. Le philosophe servait à faire le contrepoids logiciel quand le politique n'avait en main qu'une partie de la violence. Cette alliance serrée, c'était la situation depuis la fondation de Rome. Aujourd'hui, le politique a en main la violence absolue, c'est-à-dire la bombe atomique. Nous n'avons plus rien à faire là-dedans. Il y a séparation de la philosophie et de l'Etat. Pour la première fois depuis Platon ! Nous faisons donc retraite en disant aux politiques : c'est vous qui avez désormais dans les mains cet avenir prévu de violence universelle. Pour notre part, nous avons tout bêtement — et nous en sommes *comptables* — l'*espoir* de l'*humanité*. Ils ont la destruction et nous avons le reste.

— Vous dites que les philosophes doivent sauver la connaissance par un acte fondateur. Mais pour en faire quoi ?

— La connaissance était tellement engluée dans le pouvoir *et* la *violence* que la *fin de cette histoire* a été Hiroshima. Et c'est toujours Hiroshima. Or, s'il y a des enjeux dans le culturel, le philosophique, c'est de trouver les conditions de quelque chose qui aille au-delà de cette échéance, sans cesse repoussée d'un millimètre. Cette échéance d'Hiroshima, c'est notre histoire. Que font les politiques actuellement ? Ils repoussent l'échéance d'un week-end, d'une semaine, comme les enfants qui poussent du pied leur tesson, quand ils jouent à la marelle. Hiroshima est derrière nous et devant nous. Ça ne fait pas un avenir. S'il y a un espoir historique, il est pourtant au-delà de cette échéance, et c'est ce passage-là que les philosophes doivent négocier. Ce que j'appelle l'obligation de retraite *vise à repenser* les conditions de la connaissance, du pouvoir, de la science, pour aller au-delà de cette débile histoire. Tous les enjeux philosophiques d'autrefois — la connaissance et l'action, le politique, etc. — viennent brusquement buter sur ce point. Pourquoi suis-je philosophe ? A cause d'Hiroshima, il n'y a pas de doute. Hiroshima est l'acte premier qui a organisé toute ma vie et m'a fait dire : je me retirerai toujours devant la violence pour essayer de connaître et d'agir autrement.

— Justement. Vous répugnez en général à parler de vous, de votre itinéraire...

— Ecoutez, j'ai cinquante ans, et mon premier contact avec l'histoire, c'est 1936, la guerre d'Espagne. J'habitais dans le Sud-Ouest, et nous avons hébergé un jour dans la maison de mon père un militant blessé des brigades internationales, rescapé de cette guerre. *Un soir*, à la *veillée — j'avais* cinq ou six ans, — il nous a raconté les tortures qu'il avait subies. On l'a soigné, on l'a gardé huit jours et il s'est tiré d'affaire. Une semaine plus tard, on a reçu un curé espagnol, blessé lui aussi, qui nous a raconté exactement la même histoire, mais de l'autre côté. Pour moi, enfant, cela voulait dire la souffrance des hommes des deux côtés de la théorie. Et cela n'a *plus* cessé. Au lycée, *pendant* l'occupation, j'ai vu des camarades de maths élém et de philo s'entretuer de part et d'autre de la nationale 113. L'un était milicien, l'autre maquisard. Au petit matin, nous les avons enterrés *tous les deux*. *Les gens de ma* génération ont été sans cesse écrasés *par* une histoire qui va de la guerre d'Espagne à celle d'Algérie. Nous n'avons jamais cessé d'être dans la violence mortelle. Quand j'ai été reçu à l'École normale en *1952*, il y a eu huit suicides autour de moi. De façon *éperdue*, les *gens* ont *trouvé* refuge dans des partis ou des idéologies qui les rassuraient. Cette génération a été formée au milieu du sang et des larmes. La seule façon de me sortir de cela a été de me dire que, tout *seul*, j'allais avancer sans jamais donner la main à l'une des idéologies qui avaient fait mourir mes amis.

Dieu et le diable

— L'histoire a planté la violence en vous, la violence idéologique et son caractère double.

— D'une manière définitive. *Un* jour, à Venise, en entrant dans l'église des Esclavons, j'ai vu saint Georges tuant le dragon. Cela m'a paru symboliser tout ce que j'avais toujours connu. Il y avait saint Georges d'un côté, le dragon de l'autre, en symétrie et en *ressemblance* absolue. Et sous le poitrail du dragon, sous le ventre du cheval, il y avait les *membres* épars d'un homme et d'une femme. Ça, c'était ma génération ; avec, à gauche et à droite, saint Georges et le dragon, qui faisaient comme une arche. Ce que j'ai appelé un jour le fort et le contre-fort. Voilà cette dualité que je n'ai jamais pu accepter. Cette théologie du Dieu et du diable.

— Vos textes et vos propos sont toujours semés de *références* évangéliques. Pourtant, vous ne vous dites jamais chrétien.

— Pour cela, je vous renverrai à mon itinéraire. J'ai commencé, comme le conseillait Platon, par la géométrie. Puis, je me suis progressivement avancé dans des domaines de plus en plus concrets : la physique, la biologie, les sciences humaines... Je crois fondamentalement que, en matière d'anthropologie, c'est l'histoire des religions qui a les contenus les *plus concrets*, charnels, globaux. Je l'ai toujours sentie comme la discipline vers laquelle je tendais. J'ai lu avec grande attention Mircea Eliade. Je connais par cœur les travaux de Dumézil. J'ai rencontré René Girard, qui est *aujourd'hui* un point d'ancrage décisif. Donc, je *vais* en effet vers l'anthropologie et le religieux. Sur le plan des connaissances, je suis très attaché aux cultures qui transportent des contenus religieux. Je suis un lecteur assidu d'Homère, de Virgile, de toute l'antiquité *gréco-latine* et *aussi* des *prophètes* d'Israël qui, pour moi, ont inventé la notion d'histoire. En revanche, je ne sais pas bien ce que veut dire « croire », « croyance », « foi »... Je voudrais bien le savoir mais je ne le sais pas. Disons que, sur ce point, je réserve encore ma réponse. Curieusement, je sais, sans pouvoir croire.

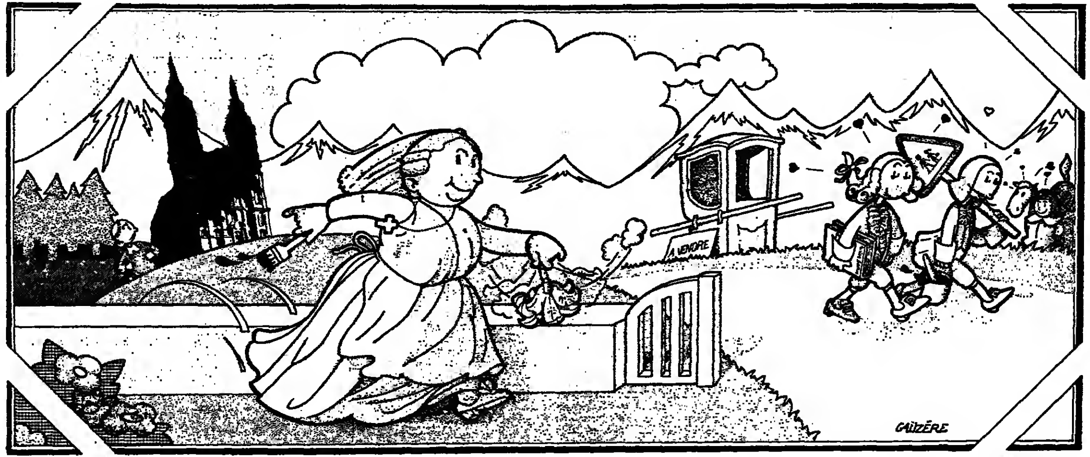
— Et pourtant ! Votre souci de « faire retraite », de vous libérer de la politique, c'est-à-dire du ressentiment en action, tout cela ne vous conduit-il pas à frôler une idée que les chrétiens appellent la sainteté ?

— C'est un mot que je n'ai jamais prononcé, mais il est certain que si j'avais une morale à faire ce serait une morale de la sainteté. Je ne sais pas ce qu'est la croyance ou la foi, *mais* je crois savoir ce qu'est la sainteté. Et il me semble que si, demain, le savant ne devient pas quelque chose comme un saint, la science est perdue. Je le pense profondément. Mais je n'ose pas trop le dire, pour une *raison* bien simple : dès qu'on en parle, *urbi et orbi*, ce n'est déjà plus ça. Il y a là un piège terrible. Parler, publier, c'est déjà être dans le concept de *publicité*. *Dès le* moment où on écrit, on occupe l'espace. On est comme le rossignol qui chante et couvre par sa voix sa niche écologique. Alors il faudrait peut-être travailler et faire silence...

— Face au politique ! Devant le prince qu'on laisserait libre de ses pouvoirs !

— Pas tout à fait. Pas du tout, même. Maintenant que le philosophe n'est plus englué dans le pouvoir et la violence, maintenant qu'il est dehors, il est l'œil implacable qui regarde le prince et révèle son mensonge. Il n'est plus partie prenante. Je peux dire au prince : vous avez la bombe atomique dans la main, vous n'avez pas besoin de moi. Mais moi, philosophe, *je suis* celui qui montre, qui révèle que vous avez cela en main et que vous serez désormais indéfiniment dans la répétition. Vous n'avez plus que cela : la destruction universelle. C'est nous, désormais, qui allons *montrer la nudité absolue de tous* les rois. Le réel les a fuis, et il vient vers nous. » ■

هكذا من الأصل



JEAN-PIERRE GAUZÈRE

vinces autrichiennes, étaient insuffisants pour promouvoir un État véritablement moderne. Il fallait donc augmenter la richesse de l'État et adapter les institutions.

C'est après la paix revenue (Aix-la-Chapelle, 1748) que l'Autriche entra résolument dans l'ère des réformes. Cet engagement n'alla pas sans hésitations sur la voie à suivre — dans les années 1760 et sous l'influence de Kaunitz, on revint sur les premières réformes de 1749, celles de Haugwitz, — et sans douloureux drames de conscience pour l'impératrice. Celle-ci était à la fois attachée au passé Habsbourg, et en particulier à l'option fondamentale que ses ancêtres avaient prise aux seizième et dix-septième siècles d'être le principal pilier du catholicisme romain contre le protestantisme, et, d'autre part, elle n'était pas étrangère à l'esprit nouveau qui circulait en Europe. Elle en réprouvait les audaces, elle en craignait les effets sur la religion et sur les mœurs, mais, en même temps, elle était sensible à la nécessité, exprimée par maints philosophes, Montesquieu au premier chef, d'avoir une bonne législation, tout comme elle considérait favorablement l'essor économique et les progrès de l'instruction, susceptibles d'augmenter le bien-être et le bonheur de ses peuples.

Aux motivations anciennes du paternalisme vertueux s'ajoutait donc la conception moderne d'un État élargissant ses compétences à des domaines jusque-là abandonnés à des groupes ou corps priviligiés, l'économie à la noblesse foncière et l'enseignement à l'Église. Dans cette tâche, la souveraine fut aidée, soutenue et parfois poussée, par une cohorte de ministres et de fonctionnaires éclairés, dont le chef de file fut le chancelier Kaunitz (à tel point qu'on a pu parler de *kaunitzisme*). En cela, la situation autrichienne était radicalement différente de celle qui prévalait en France. Dans le royaume de Louis XV, les philosophes n'étaient pas au pouvoir *mais dans* l'opposition, et, à quelques exceptions près, pensons à Turgot ou à Malesherbes, les ministres ne furent nullement les tenants des Lumières. A Vienne, l'*Aufklärung* recruta dans la haute aristocratie cultivée, et plus encore dans les milieux gouvernementaux, soucieux d'économie politique — on disait alors les sciences camérales — et désireux d'améliorer le fonctionnement de l'État.

Cette relative conjonction du pouvoir et des Lumières fut facilitée par le fait que, en Europe centrale, les idées nouvelles n'étaient pas aussi corrosives de l'ordre ancien qu'en France, en particulier elles ne se présentaient pas comme une attaque réglée de l'Église et de la religion. En dépit de Voltaire, pour qui les Lumières ne venaient que du Nord — elles étaient alors protestantes en Prusse et orthodoxes en Russie, — il y eut un authentique courant éclairé catholique, dont l'Autriche de Marie-Thérèse fut le meilleur exemple.

Justice

Les domaines sur lesquels souffla le vent de réformes sont multiples. La législation fit de grands progrès. Posséder un appareil de lois claires et codifiées permettant une justice plus équitable et plus prompte fut le but de nombreux souverains du dix-huitième siècle. Au moment où l'État des Habsbourg s'efforçait de réduire, sinon de supprimer, les privilèges des divers corps sociaux, noblesse, clergé, Eglise, villes et corporations, comme ceux des diètes et assemblées provinciales, pour construire un Etat absolutiste, centralisé et bureaucratique, il importait que ce nouvel Etat, disposant d'une souveraineté ni partagée ni *limitée, ne fût pas pour* ses citoyens un nouveau Léviathan. Il fallait donc séparer la justice de l'administration proprement dite et garantir par des codes dûment promulgués un certain nombre de libertés et de sécurités relevant du droit privé. Selon les leçons du juriste lombard Beccaria et son traité *Des délits et des peines* (1764), il convenait qu'à chaque crime correspondît un châtiment précis et que tout homme sût à quoi il s'exposait s'il violait la loi. *(Nulla poena sine lege.)* Ainsi l'Etat absolutiste était-il en même temps l'État du droit *(Rechtsstaat)*.

Il n'est pas de justice sans justice sociale. Le problème le plus aigu dans la monarchie thérésienne était la situation des paysans, dont le sort n'avait cessé de s'aggraver pendant les deux derniers siècles. Le développement de la grande propriété nobiliaire avait accru les exigences des seigneurs tant en argent qu'en travail gratuit ; c'est essentiellement à cause de la lourdeur de la corvée (*robot* en tchèque) que les historiens emploient l'expression de *nouveau servage* ou *second* servage pour distinguer la condition paysanne à la période moderne de celle qui prévalait pendant le Moyen Age classique. Pour des raisons économiques — on savait la faible rentabilité de la corvée, — financières, militaires et démographiques, — c'est le paysan qui payait la plus grande partie des impôts et fournissait les recrues, — mais aussi en accord avec les thèses physiocratiques, la pensée philanthropique des Lumières et les courants préromantiques du temps, le paysan et la famille paysanne devinrent le centre de tous les intérêts.

La grande révolte paysanne qui enflamma la Bohême et la Moravie en 1775 entraîna la promulgation d'une patente adoucissant la corvée. Comme le prouve une lettre à son fils l'archiduc Ferdinand, gouverneur à Milan, Marie-Thérèse s'était ralliée à l'opinion de quelques conseillers radicaux qui préconisaient l'abolition totale du travail servile. Elle dut reculer devant l'opposition des grands seigneurs et des ministres eux-mêmes. Mais les jalons étaient posés pour la réforme agraire de la décennie suivante. Et l'Etat, désormais, intervenait dans ce secteur, longtemps chasse gardée de la noblesse, des rapports entre seigneurs et paysans. Au retard des structures sociales s'ajoutaient un retard culturel, une véritable « détresse de l'éducation », rendue encore plus flagrante par la comparaison avec les universités fécondes et prospères de l'Allemagne protestante, Halle et Gottingen principalement. Un tel constat mettait en cause l'omnipotence en ce domaine de l'Eglise catholique et de son fer de lance pour l'enseignement : les jésuites. L'introducteur des réformes fut un médecin hollandais, Gérard van Swieten, à qui sa religion catholique interdisait l'exercice de sa profession dans les Provinces-Unies protestantes (l'intolérance n'est pas un privilège catholique !). Médecin et ami personnel de Marie-Thérèse, président de la bibliothèque de cour, van Swieten s'attaqua dès 1750 à la réforme de l'université de médecine dont l'enseignement était particulièrement sclérosé. A la faculté de droit, la jurisprudence fut introduite et on créa des chaires de sciences camérales. La censure, accaparée par les jésuites, redevint une prérogative de l'Etat.

La suppression de la Compagnie de Jésus en 1773, à laquelle Marie-Thérèse fut étrangère, mais qu'elle dut entériner, non sans regret, entraîna la nécessité d'une refonte totale du système éducatif. La grande ordonnance de 1774 organisait le réseau des écoles primaires et secondaires ; la réforme s'étendit à la Hongrie trois ans plus tard. Dans les dernières années du règne, la commission pour l'éducation, animée par Martini, définit les grands objectifs, dont la réalisation fut menée énergiquement à partir de 1781 par le fils de van Swieten.

Les catholiques

Toucher à l'enseignement, c'était déjà s'attaquer à l'Eglise. C'est la politique ecclésiastique qui permet le mieux de saisir la personnalité de l'impératrice, ses convictions profondes, ses hésitations, ses déchirements. Il est bien établi maintenant que le joséphisme précéda Joseph II et que Marie-Thérèse, comme déjà certains de ses prédécesseurs, tint à ce que les limites soient claires entre ce qui ressortissait de l'Etat d'une part, de l'Eglise de l'autre. Elle s'irritait des empiétements d'une institution qui en faisait un Etat dans l'Etat. Elle tolérait mal la géographie ecclésiastique du temps qui plaçait sous la tutelle d'évêques étrangers certains districts de ses Etats. Elle tenait, d'autre part, à contrôler les rapports de ses évêques avec le pape et la curie.

Mais le préjoséphisme thérésien ne concerne pas que les relations de l'Eglise et de l'Etat *(Staatskirchentum)* : ce fut aussi une réforme du catholicisme *(Reformkatholizismus)*, à laquelle l'impératrice apporta tous ses soins. Marie-Thérèse fut une souveraine philo-janséniste. Nous connaissons bien, maintenant, l'influence profonde qu'eurent la doctrine et plus encore la pratique pastorale janséniste sur l'impératrice et sa famille. Rompant avec une tradition bien établie, elle avait *refusé* que son confesseur fût un jésuite. Sa fille Marie-Antoinette, la future reine de France, avait un directeur de conscience janséniste. Ajoutons la pénétration en Autriche de l'influence de l'Italien Muratori et de son *Traité de la vraie dévotion.* Et l'on comprend l'effort pour améliorer l'encadrement pastoral, pour purger la religion des superstitions « baroques », pour restreindre les pèlerinages et les jours chômés, pour répandre en Autriche les « bons livres ». *Sana dottrina* et *Pastor bonus*, tels sont les maîtres-mots de l'Eglise thérésienne. Il n'est pas jusqu'à la fameuse patente de tolérance de Joseph II (1781) qui n'eût ses racines dans le règne de Marie-Thérèse.

L'impératrice n'était pas naturellement tolérante ; la disparité de religion défigurait un Etat et le protestantisme était une hérésie. Mais on peut suivre, chez Marie-Thérèse, la lente évolution vers une tolérance de fait, sinon de droit. Elle avait été fortement ébranlée par la découverte, en Moravie et dans les vallées alpines de ses Etats autrichiens, de communautés protestantes qui avaient résisté à deux siècles de contre-réforme. Le couteau valait-il devant tant d'obstination ? A la veille de la disparition de l'impératrice, une patente de tolérance était en chantier, sous l'égide de Kaunitz.

Les transformations furent importantes et la volonté de réformer indéniable, surtout dans l'ensemble territorial constitué par les pays autrichiens et la Bohême-Moravie. Car en Hongrie, dont la tradition de résistance à la centralisation viennoise et à la contre-réforme catholique s'était manifestée, de façon violente, jusqu'à l'aube du siècle, avec la guerre d'indépendance de François II Rakoczi (1703-1711), mais qui, en 1740, alors que la Bohême et même certaines provinces autrichiennes faisaient défection, avait sauvé la reina Marie-Thérèse d'un désastre total, face à la coalition de la Prusse, de la France et de la Bavière, la Hongrie donc fut épargnée et conserva, à peu de chose près, son antique Constitution aristocratique et nationale.

Mais dans le reste des Etats de la Maison d'Autriche naquit, dans le milieu des serviteurs de la monarchie fonctionnaires, bureaucrates, professeurs d'université, tout comme chez les intellectuels et les poètes, un nouvel état d'esprit au service d'un Etat moderne et éclairé, réformateur et laïcisé. D'un Etat plus unifié aussi, qui n'était plus l'amoncellement inorganique, dû à des successions heureuses — *Tu felix Austria nube* — de provinces disparates. Dans l'élite politique et intellectuelle, qui, quelle que fût son origine, parlait l'allemand, se développait les germes d'une authentique conscience nationale autrichienne, antagoniste du prussianisme, mais parfaitement compatible avec le *Landespatriotismus*, cet attachement à la province ou au pays, fût-il slave.

En 1780, la monarchie autrichienne, malgré la perte de la riche Silésie (mais elle a gagné la Galicie lors du partage polonais de 1772), est incontestablement plus solide qu'elle ne l'était en 1740 ; et *personne ne se hasardait* plus à prédire l'effondrement de ce grand État. Cette force est due au *réformisme* prudent d'une souveraine bien entourée, qui a su, en tenant compte des traditions et du passé de la monarchie, en acceptant, parfois de mauvais gré, les limites que cela imposait, faire passer son État du baroque aux Lumières, tout en préservant le cohésion morale de l'ensemble. Les voies étaient frayées pour un successeur dont le volontarisme et le radicalisme n'eurent pas des effets aussi bénéfiques.

Que reste-t-il d'une Marie-Thérèse baroque ? Sa piété était plus austère qu'ostentatoire et sa vie quotidienne plus besogneuse qu'éclatante. Un cadre de vie, Schönbrunn ? Ce n'est même pas sûr. La floraison architecturale baroque, commencée après 1683, lorsque fut définitivement levée l'hypothèque turque, se termina en 1740. Pour conjurer la maladie et l'épidémie, on dressait au dix-septième siècle la fameuse colonne de la Peste sur le *Graben* ; et le père de Marie-Thérèse, l'empereur Charles VI (1713-1740) élevait une église votive, la *Karlskirche*. Sous l'impératrice, on construisit des hôpitaux. C'est le signe d'une mutation fondamentale vers l'État d'aujourd'hui. Aussi n'est-il pas étonnant que le bicentenaire de la mort de Marie-Thérèse ait été célébré en Autriche avec une solennité et même une ferveur inaccoutumées. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

— Victor-L. Tapié, *Monarchie et peuples du Danube*, Fayard, 1969. *L'Europe de Marie-Thérèse. Du baroque aux Lumières*, Fayard, 1973.

— Olga Wormser, *Marie-Thérèse impératrice*. Club français du livre, 1961.

— *Maria Theresia und ihre Zeit. Eine Darstellung der Epoche von 1740-1780 an Anlass der 200. Wiederkehr des Todestages der Kaiserin.* Publié par Walter Koschatzky. Vienne, Residenz Verlag, 1980.

— *Maria Theresa und ihre Zeit. Zur 200. Wiederkehr des Todestages.* Catalogue de l'exposition du château de Schönbrunn, 13 mai - 26 octobre 1980. Vienne, 1980.

En attendant les actes du symposium international tenu à Vienne du 20 au 23 octobre 1980 sous l'égide du ministère fédéral des Sciences et de la recherche.

NUMISMATIQUE

Un nouveau-né : le scripophile

ALAIN WEIL

DIVERSIFICATION... Ce mot d'ordre qui connut, un certain temps, une grande faveur parmi les entreprises industrielles peut parfois s'appliquer au domaine des collections. Ainsi la numismatique, déjà riche de nombreuses spécialités (monnaies, jetons, médailles, poids monétaires, papier-monnaie...), vient-elle récemment de voir son champ d'action s'étendre à une nouvelle sorte de collection, la « scripophilie ».

La scripophilie s'intéresse à toutes les formes de vieilles valeurs financières : titres, actions, obligations, emprunts, coupons, valeurs qui ont été cotées sur une quelconque place boursière. Bien entendu, les titres collectionnés sont des titres « hors valeur », c'est-à-dire des titres qui ne sont plus cotés par la Compagnie des agents de change. Bien que la grande période de floraison des actions corresponde à l'essor du monde industriel et capitaliste au dix-neuvième siècle, on connaît des titres plus anciens du dix-huitième et même du dix-septième siècle, comme ceux, créés en 1606 en Hollande, pour la Compagnie des Indes, et il est vraisemblable que les grands établissements financiers de Gênes ou de Venise émirent des titres dès le quinzième siècle, mais ces documents ne nous sont pas parvenus.

Comment est née la scripophilie ? Sans doute de l'intérêt qu'ont pris certains professionnels de la Bourse pour des vieux documents qu'ils ne pouvaient plus coter et qui, dès lors, partaient, au mieux, au fond d'un tiroir ou d'un coffre et, au pire, dans les flammes d'un feu purificateur dédié à la déesse du rangement. Or ces papiers, dont plus personne ne voulait, présentaient souvent un intérêt documentaire et même esthétique. En effet, le titre de collection comporte toujours, en dehors du texte, une partie décorative imprimée, caractéristique du style et des techniques de l'époque dont il est issu.

Au dix-huitième siècle, le titre est en papier ou en vélin, et l'impression est effectuée soit en typographie, soit en taille-douce (gravure sur cuivre), soit encore – ce qui est plus rare – en associant ces deux techniques.

Au dix-neuvième siècle, on voit se développer la lithographie, dont l'emploi disparaîtra avec les progrès rapides de la photogravure : les titres sont alors, le plus souvent, polychromes, mais la quadrichromie reste très rarement utilisée du fait de son coût élevé. Bien que les recherches soient encore embryonnaires dans ce domaine, on sait déjà que certains artistes, comme Catenacci, s'étaient spécialisés dans l'illustration des titres, et Gustave Fraipont ou Alfons Mucha n'ont pas hésité à signer de très belles compositions ; un des exemples les plus connus est la série des cinq actions « Paris France », conçue en 1898 par Mucha.

Un titre enviable

En dehors de l'intérêt esthétique, bien d'autres facteurs concourent à rendre un titre enviable pour le collectionneur et à lui conférer une « cote » importante : la valeur historique ou documentaire de l'action, sa rareté, son ancienneté, la présence de signatures autographes célèbres sont ainsi des facteurs importants du prix des titres de collection.

La notion de rareté, en scripophilie, est encore difficile à cerner, car le marché est récent et de nombreuses inventions de « trésors » scripophiliques sont encore à attendre. Toutefois, le chiffre de l'émission initiale d'un titre donne déjà une indication de sa rareté, indication qui pourra être complétée par l'expérience et par des recherches appropriées (recherche des augmentations de capital par exemple) : on retrouve alors les mêmes problèmes que ceux auxquels est confronté le numismate lorsqu'il étudie les phénomènes d'apparition et de disparition des espèces monétaires (émission, thésaurisation, refontes, etc.).

L'ancienneté est aussi un facteur sûr de rareté ; plus on remonte dans le temps, plus les documents se font rares (ce qui n'est pas du tout le cas pour la monnaie) ; que le document soit humble comme l'emprunt de Solidarité de 6 sols émis en 1793 sur des cartes à jouer par la ville de Saint-Maixent, ou bien somptueux comme la superbe obligation émise en 1749 par la Compagnie royale de San-Fernando de Séville, il sera toujours très recherché par le scripophile averti.

Un titre peut très bien être acheté pour sa seule valeur décorative et trouver, encadré, sa place au salon ou au bureau. Dans ce cas, le titre peut se comparer à l'estampe ou à l'affiche en tant que multiple imprimé à valeur décorative. Mais si l'acheteur n'est pas occasionnel, si c'est un véritable collectionneur, alors il saura discerner – outre la valeur esthétique – tout le contexte historique, sociologique et économique du document : il classera ses titres par thèmes, il en étudiera l'histoire, il fera des rapprochements entre les diverses branches de sa collection, et un des grands charmes de la scripophilie est justement sa variété. Si bien que les collectionneurs viennent d'un peu tous les horizons.

Les premiers furent, comme nous l'avons dit, ceux que leur profession financière prédisposait à ce type de collection : boursiers, agents de change et banquiers. Puis une nouvelle vague d'amateurs s'intéressa tout spécialement à l'aspect décoratif des vieux titres. Maintenant que la scripophilie commence à être mieux connue du grand public, on s'aperçoit que les collectionneurs s'intéressent à de très nombreux thèmes.

La Grande-Roue

Il y a des adeptes de Paris et de son histoire (actions de la Grande-Roue de Paris, des anciens palaces ou restaurants parisiens, des théâtres, des compagnies immobilières, etc.) ; il y a des inconditionnels de la locomotion (train, avion ou bateau), avec les actions de Citroën ou d'Hispano-Suiza, des Etablissements Blériot ou des Avions René Couzinet ; d'autres amateurs s'intéresseront plus particulièrement à la presse, à l'édition, à la publicité, à la banque ; d'autres encore au commerce ou à l'industrie, mine quasi inépuisable de vieux titres ; les cinéphiles rechercheront le très joli titre de la société Lutèce Films, illustré d'une belle vue de Notre-Dame, ou la très décorative action de la Société des films Eclipse ; les amateurs de curiosités, enfin, pourront acquérir l'action de la Société franco-anglaise pour la fabrication des huiles spermacétiques artificielles ou les titres exotiques du Chemin de fer du canal de Panama, pour lesquels les Français versèrent tant d'argent, à moins qu'ils ne préfèrent le tout aussi hypothétique creusement du tunnel sous la Manche, qu'annonçait dès 1892 la Channel Tubular Railway Preliminary Company !

En conclusion, le titre de collection, qui, par sa nature même, est apparenté comme spécialité à la numismatique, est, en fait, le confluent d'au moins trois domaines : numismatique, estampe, souvenir historique. C'est cette complexité et ce mélange des genres qui en font, assurément, toute la richesse et qui séduisent de nombreux collectionneurs venus d'horizons très différents, si bien qu'on peut, sans grand risque d'erreur, augurer d'un bel avenir pour ce nouveau-né de la numismatique. ■

● Bibliographie : François Bayle, le Livre de richesses (Ed. Encre) ; Guy Ciffré, Actions et valeurs de collection (en préparation). Catalogues de ventes publiques.

GÉNÉALOGIE

Du portrait

PIERRE CALLERY

NOTRE premier objectif consiste, manifestement, à dénombrer, à dénommer les aïeux. Toutefois, ce n'est là qu'une première démarche, indispensable, mais elle n'est pas une fin en soi. L'étude de la vie des ascendants, de leur petite histoire, comme de la grande qui les a environnés, constitue l'aboutissement principal de la généalogie.

Parmi tous les éléments que l'on envisage alors, la quête, la présentation et l'étude de l'iconographie, et tout spécialement des portraits, viennent en droite ligne.

La découverte des photographies des plus proches n'en est pas vraiment une. Elle se résume le plus souvent au choix de la meilleure épreuve. Toutefois, si l'on ne ressortit pas à une famille royale ou ducale, avec une galerie de portraits pour chacune des lignées, il faut partir à la chasse presque aussitôt. Et, tout le monde le sait, le meilleur chasseur revient parfois bredouille.

En effet, si la recherche généalogique elle-même, à travers les vieilles archives, se révèle fréquemment pleine d'embûches et si celle menée chez les cousins éloignés, souvent peu connus sinon tout à fait inconnus, n'est pas moins difficile, celle-là se présente sans doute comme la plus ardue de toutes.

Point du tout, direz-vous ; pour les ascendants, on ne peut se permettre d'en oublier un seul ; pour les collatéraux contemporains, il est quand même possible de choisir ceux qu'on sait les plus sympathiques... D'autant qu'ils pourront sûrement nous renseigner sur les autres.

Nous renseigner peut-être, mais nous prêter l'unique photographie du trisaïeul que conserve comme une relique la vieille tante Adèle, ils ne le pourront pas. Il faut se rendre sur place, user de tous les stratagèmes pour se faire montrer le vieux portrait et pour obtenir l'autorisation d'en prendre immédiatement une photographie. Plût au ciel alors que la tante en question n'ait pas catégoriquement refusé d'apporter le vieil album sous le prétexte que le ménage n'a pas été fait et qu'il est couvert de poussière !...

Dans un tel cas, il faut prendre rendez-vous et revenir, parfois revenir inlassablement.

Dans d'autres situations, les parents éloignés ne comprennent pas : « Pourquoi donc vous intéressez-vous à tout cela ? », « Quels bénéfices en tirez-vous ? », « Laissez donc les morts dormir en paix ! »

Le cas s'est même présenté d'un jeune couple qui avait donné comme livre d'images à ses enfants de trois-quatre ans l'album où la grand-mère avait soigneusement rangé toutes les photographies de la famille...

Toutes les éventualités peuvent survenir, même de découvrir le portrait de l'aïeul au dépôt des archives départementales dans son dossier personnel de fonctionnaire ou dans les archives, par bonheur déposées, d'une quelconque entreprise privée.

Présentation

L'un des moyens les plus efficaces de persuader les personnes réticentes consiste à leur présenter un alléchant tableau « tape-à-l'œil » des premières générations, sur lequel figurent les photographies déjà retrouvées et une petite biographie de chaque ancêtre, assortie de la reproduction de sa signature. L'effet produit convainc généralement.

De toute façon, que ce soit comme matériel de persuasion ou pour réaliser la somme de son travail, le généalogiste songe toujours à présenter avec art ses découvertes.

Entre autres possibilités, cette présentation peut prendre la forme d'un tableau plus ou moins résumé que l'on accroche au mur de son salon ou de son bureau, d'un très long dépliant caché sous l'apparence d'un gros livre d'art, ou encore d'une étude, page après page, d'un classeur de belle présentation, de la biographie largement illustrée des ascendants récents, chacun d'eux étant suivi du tableau exhaustif de ses quartiers généalogiques retrouvés.

Le tableau classique demi-circulaire, proposé par les principales sociétés d'amateurs, est bien présenté. Toutefois, il atteint vite ses limites, par manque de place, aussi bien pour présenter la photographie des ancêtres, de leur signature, de leur domicile (ou de ce qui reste maintenant de celui-ci) que pour inscrire les quartiers généalogiques les plus éloignés.

Aussi si l'amateur est un peu artiste, s'il a de l'imagination et du goût, il préfère sa propre création :

« *Il y a là*, me semble-t-il, *quelques impératifs à concilier : que le chercheur puisse consulter rapidement son tableau généalogique, que ce tableau soit techniquement bien fait, mais aussi artistique, et, enfin – ce qui me paraît important, – que la vue n'en soit pas systématiquement imposée à tous les visiteurs qui pénètrent dans le salon ou le bureau du « De cujus », et qui n'ont pas à être informés de la naissance de sa grand-mère ou du pays d'origine de son arrière-grand-père !... (...).*

» J'ai adopté une présentation sur triptyque (à la portée de n'importe quel bricoleur), cela pour la discrétion, et aussi pour la bonne conservation des images. Une fois ouverts, les volets montrent un montage photographique des portraits d'ascendants directs (paternels à gauche, maternels à droite) ; ici, en l'espèce, sur sept générations ; la lecture en est immédiate. Au centre, un carré orné aux angles de photographies, rehaussées à la gouache, de cartes du milieu du dix-huitième siècle : sur ces photos, une par quartier, des petits clous dorés indiquent le lieu de naissance des soixante-quatre ancêtres de la septième génération. Le tableau proprement dit est collé sur un cercle qui pivote sur un axe (pour commodité de lecture). Présentation circulaire classique. Le tout permet de placer dans un même quart du triptyque tout ce qui a trait a un même quartier. » (Michel Guillemin, Montluçon).

Outre le plaisir de connaître en quelque sorte physiquement nos aïeux, grâce à leur photographie, avez-vous pensé que l'examen des traits du visage, à l'égal de celui de l'écriture, permettait de découvrir le tempérament et le caractère de l'intéressé ?

Le portrait des ascendants a été réalisé pour presque tout le monde depuis une centaine d'années. En effet, la photographie existe depuis 1860 et s'est répandue très rapidement à travers le pays grâce aux marchands ambulants qui « faisaient » les marchés et les fêtes, les mariages et les enterrements... Il est possible, en général, de retrouver la photographie de plusieurs dizaines d'ancêtres. Au fanatique qu'est tout généalogiste de les dépister ! ■

Au Middle West rien de nouveau...

(Suite de la page XI).

» Très précisément, en 1924 les Lynd ont montré que plus de la moitié des femmes d'ouvriers travaillaient à l'extérieur du foyer, alors que le phénomène était presque inconnu dans les familles bourgeoises. Aujourd'hui la proportion des femmes d'ouvriers qui travaillent à l'extérieur du foyer ne s'est pas accrue, mais la proportion des femmes bourgeoises qui sont dans cette situation s'est haussée au même niveau, aux alentours de 55%.

– Les femmes bourgeoises sont-elles dans les mêmes emplois que les femmes d'ouvriers ?

– Elles sont en général dans des emplois de « cols blancs ». Mais ce qui est véritablement important, c'est que les femmes doivent travailler maintenant, ce qui n'était pas le cas autrefois. Il y a eu perte de privilèges. Par exemple : dans la période antérieure, la plupart des familles ouvrières se réveillaient à six heures du matin pour être au travail avant huit heures, tandis que les familles bourgeoises restaient deux heures de plus au lit. Maintenant la différence a complètement disparu ; il semble même que les familles bourgeoises aient à se lever plus tôt que les ouvriers ! Par conséquent, il serait plus exact de parler de convergence des habitudes propres aux deux classes que d'embourgeoisement de la classe ouvrière.

» Les sondages ont mis en relief un autre point capital : il s'agit de la vitalité des institutions privées par rapport aux institutions publiques. Tout ce qui est volontaire, pour ainsi dire : la famille, la religion, les associations, les groupes d'amitié, toutes ces institutions sont extrêmement fortes, si on les compare aux services gouvernementaux.

» Ainsi presque tous les indicateurs de la vie de famille que nous avons mesurés dénotent un renforcement de la vie familiale par rapport à 1924. Même si tout le monde a l'impression du contraire, les faits à « Middletown » sont incontestables. Il y a beaucoup plus de contacts aujourd'hui entre parents et enfants, maris et femmes ; les uns et les autres sont plus satisfaits de leur situation dans la famille, et ils s'entendent mieux qu'avant.

» Même cette fameuse augmentation des divorces, nous ne pouvons la retrouver à « Middletown », et nous commençons à mettre en doute les chiffres nationaux, qui ne nous paraissent pas très fondés. Le taux de divorce de « Middletown » est presque le même aujourd'hui qu'il y a cinquante ans, après avoir beaucoup augmenté entre 1890 et 1924.

» Le taux de mariage reste très élevé : l'âge du mariage n'a pratiquement pas changé. On a beaucoup parlé du nouveau style de vie expérimentale, qu'on retrouve à « Middletown » comme partout, mais, une fois réduit en chiffres, ce phénomène ne touche qu'un pourcentage infime des familles.

La foi décline

» La vie religieuse est très forte. Bien plus, la courbe générale s'est renversée. On ne connaît pas la date du renversement, mais il y a eu un déclin de la vie religieuse entre 1890 et 1924, et un renouveau ensuite : l'assistance aux services religieux, la proportion des croyants dans la population, ont retrouvé leur niveau de 1890. La proportion des mariages religieux, la proportion des croyants dans la population, ont retrouvé leur niveau de 1890. La proportion des mariages religieux suit la même courbe : de 80% en 1890, elle est descendue à 60% vers 1924, puis remontée au niveau originel.

» Nous avons analysé aussi l'influence des grands intervenants extérieurs sur cette société statique. Le premier, c'est la télévision, qui reste allumée à « Middletown » en moyenne quatre à cinq heures par jour. Le second, c'est le gouvernement, dont la présence était minime en 1924, et qui dépense une moyenne de mille dollars par habitant chaque année dans la localité.

» Il est impossible d'ignorer ces interventions, mais, d'une certaine manière, elles restent extérieures à la vie indigène, sans conséquence curieusement.

» Ce qui est incompréhensible, dans le cas de la télévision, c'est que, au lieu de réduire le nombre des livres et des journaux, elle l'a augmenté. L'usage du mot imprimé a crû au cours de la période. De la même façon, les interventions massives du gouvernement fédéral dans la collectivité n'ont pas changé la distribution des biens d'une façon frappante, puisque tout le monde bénéficie en fin de compte des subsides fédéraux, et que ces subsides sont directement proportionnés au niveau économique des bénéficiaires : les différences originelles entre les catégories sociales en sortent maintenues ou renforcées.

» Si nous avons trouvé à « Middletown » beaucoup plus de continuité que nous n'en attendions, cela ne veut pas dire que rien ne changera dans le futur. Notre recherche montre que le cours de l'histoire à l'échelon local n'est pas inévitable, qu'il ne s'est pas déroulé comme on pouvait le prévoir. La continuité constatée résulte plus d'une série d'accidents que du déroulement de nécessités objectives. C'est la même chose pour le futur : la continuité constatée sur deux générations peut tout à fait se maintenir ; mais, que les conditions se modifient de façon imprévisible, et alors les choses changent plus rapidement.

– La ville a sans doute changé de taille en cinquante ans, sa structure industrielle s'est probablement transformée. Est-ce vraiment comparable aujourd'hui à ce qu'elle était en 1924 ?

– La ville de « Middletown » avait 35.000 habitants en 1924 ; elle est trois fois plus grande aujourd'hui. Mais sa place relative dans le réseau urbain des États-Unis est demeurée identique. La structure industrielle n'a pas notablement changé : la fabrique de verre qui monopolisait la presque totalité des emplois en 1924 a disparu, et la plupart des entreprises sont, comme avant, des sous-traitants de l'industrie automobile de Detroit ; elles subissent la crise générale qui affecte cette industrie aujourd'hui. De tous les points de vue possibles, « Middletown » est demeurée typique des États-Unis. Il y a quinze ans, mon ami Lazarsfeld avait cherché quelles étaient les localités les plus typiques des États-Unis, et l'ordinateur avait sorti trois noms de villes, parmi lesquelles Muncie, notre « Middletown », qui se situe très près de la moyenne sur presque tous les indicateurs. » ■

AVRIL 1981 DANS LE MONDE

ÉTRANGER

1. – ESPAGNE : Le Parlement adopte en urgence une nouvelle législation antiterroriste dont certaines dispositions inquiètent la presse. Le 23, les députés approuvent la réglementation de l'état d'exception (3 et 25).
1. – NICARAGUA : Les États-Unis confirment la suspension de leur aide économique pour une « période illimitée » en raison du soutien qu'accorderait Managua aux guérilleros salvadoriens (3).
2. – C.E.E. : Les prix agricoles pour la campagne 1981-1982 sont fixés par les ministres de l'agriculture des Dix réunis à Bruxelles depuis le 30 mars. L'accord donne largement satisfaction à la France qui a obtenu un relèvement moyen des prix de 12,2 % (du 1 au 4).
3. – THAILANDE : Le général Prem, premier ministre, reprend sans combat le contrôle de Bangkok, deux jours après le coup d'État du général Sant, son principal adjoint, soutenu par des colonels progressistes membres du groupe des « Jeunes Turcs ». Le roi Bhumibol avait suivi, dès le 1er, le général Prem, replié à Korat dans le nord du pays (du 2 au 7 et 11).
3-12 – ÉTATS-UNIS : M. Alexander Haig, secrétaire d'État américain, effectue un voyage qui le conduit successivement en Égypte, en Israël, en Jordanie et en Arabie Saoudite, puis à Rome, Madrid, Londres, Paris et Bonn (du 4 au 14).
4. – ITALIE : Arrestation à Milan du Mario Moretti, dernier « chef historique » des Brigades rouges encore en liberté. Le surlendemain, un surveillant de prison est assassiné dans les rues de Rome (7 et 8).
6. – ANDORRE : Le Conseil général des Vallées d'Andorre décide d'organiser une consultation populaire informelle sur l'« affaire des radios ». En application d'une convention signée en mars 1961, les conseillers devaient reprendre, le 29 mars, le contrôle des ondes nationales. Radio-Andorre a cessé d'émettre, mais Sud-Radio, où l'État français est largement majoritaire, a repris ses émissions, le 4, après un recours – suspensif – en justice (du 4 au 13, 18 et 21).
6. – BELGIQUE : M. Mark Eyskens, ministre des finances dans le précédent cabinet, succède à M. Wilfried Martens, premier ministre démissionnaire, tout en conservant le même gouvernement (du 1 au 11).
6-8. – EL SALVADOR : Les présidents du Mexique et du Venezuela, réunis à Mexico, décident d'engager une médiation pour mettre fin au conflit du Salvador, tandis qu'à Washington, l'administration Reagan se déclare désormais ouvertement favorable à une solution politique (10, 26-27 et 28).
8. – ÉTATS-UNIS : Mort du général Omar Bradley, dernier survivant des grands chefs militaires de la seconde guerre mondiale et du débarquement allié en Normandie (10 et 15).
9. – IRLANDE DU NORD : M. Bobby Sands, détenu républicain de la prison de Maze à Belfast, est élu député au Parlement de Londres. Il fait une grève de la faim depuis le 1er mars pour obtenir le statut de prisonnier politique pour lui et ses codétenus. A partir du 15, de violents affrontements opposent forces de l'ordre et manifestants nationalistes catholiques tandis que le gouvernement britannique rejette tout compromis (12-13 et à partir du 21).
9-10 – AFRIQUE : 560 millions de dollars sont affectés à l'assistance aux cinq millions de réfugiés en Afrique par une conférence internationale réunie à Genève à l'initiative de l'ONU (du 9 au 13).
10. – TUNISIE : Le président Bourguiba, inaugurant à Tunis un congrès extraordinaire du parti socialiste destourien (P.S.D.), ouvre la voie du multipartisme (du 10 au 14).
11. – ÉTATS-UNIS : Au terme d'une hospitalisation de douze jours, M. Ronald Reagan regagne la Maison Blanche après l'attentat commis contre lui. Il indique le 22, qu'il continue à se ressentir de sa blessure (14, 22 et 24).
11-13. – GRANDE-BRETAGNE : A Brixton, quartier du sud de Londres, des affrontements entre Noirs et policiers font plus de deux cents blessés parmi les manifestants et les forces de l'ordre (14 et 15).
12. – ÉTATS-UNIS : Mort de Joe Louis, champion du monde de boxe de 1937 à 1948 (14).
13. – CANADA : Le parti québécois de M. René Lévesque, au pouvoir depuis 1976, remporte les élections législatives au Québec. Il obtient 80 sièges sur 122 alors qu'il en avait 67 dans la précédente Assemblée (du 12 au 16).
15. – POLOGNE : Les représentants des nouvelles « structures horizontales » créées entre les cellules de base du parti, réunis pour la première fois à Torun, se prononcent en faveur de l'accélération du processus de renouveau à l'intérieur du parti. L'agence Tass dénonce, le 26, cette manifestation de « révisionnisme » (du 16 au 20 et 28).
16. – R.F.A. : Après la mort en prison de Sigurd Debus, l'un des vingt-six extrémistes prisonniers qui observaient une grève de la faim pour obtenir une amélioration de leurs conditions de détention, les autres grévistes mettent un terme à leur mouvement (du 17 au 21).
17. – POLOGNE : Le gouvernement signe à Bydgoszcz un accord qui constitue une reconnaissance du syndicat des agriculteurs individuels Solidarité rurale (19 et 20).
18. – JAPON : On apprend que des fuites de liquide radioactif ont eu lieu début mars à la centrale nucléaire de Tsuruga sans que les responsables des réacteurs en aient averti les autorités (21, 22 et 24).
21. – ÉTATS-UNIS-ARABIE SAOUDITE : La décision de Washington de fournir à Ryad cinq avions-radars AWACS suscite une « opposition totale » à Jérusalem (du 23 au 27).
24. – ÉTATS-UNIS-U.R.S.S. : Le président Reagan annonce la levée de l'embargo américain sur les livraisons de céréales à l'U.R.S.S, décrété en janvier 1980 en représailles contre l'intervention soviétique en Afghanistan. La France est intéressée par cette décision puisque l'autorisation de vendre 600 000 tonnes de blé à l'U.R.S.S. lui avait été refusée, le 9, par la Commission européenne (9, 12-13, 26-27, 28 et 30).
24. – SÉNÉGAL : L'Assemblée nationale adopte le projet de loi présenté par le président Diouf qui prévoit un retour au multipartisme sans restrictions (8 et 26-27).
27. – POLOGNE : Les représentants des pays occidentaux créanciers de la Pologne accordent à Varsovie un délai de huit ans pour payer ses dettes échues en 1981 (28 et 29).
28. – ÉTATS-UNIS : Le président Reagan, pour sa première grande intervention publique depuis l'attentat du 30 mars, se rend au Congrès où il exhorte les parlementaires à adopter rapidement son programme économique (29 et 30).
29. – POLOGNE : M. Stanislaw Kania propose devant le comité central que le congrès du parti qui se tiendra du 14 au 18 juillet adopte des mesures démocratisant le fonctionnement du parti : élections à bulletin secret, interdiction du cumul des responsabilités et limitation à deux mandats consécutifs de l'exercice des principales fonctions (2/V).
29. – AFRIQUE DU SUD : Aux élections législatives, le parti nationaliste de M. P.-W. Botha, premier ministre, obtient 53,32 % des voix contre 64,78 % en 1977. Bien qu'il conserve une écrasante majorité parlementaire, le parti afrikaner subit un échec dû à l'opposition croissante aux projets « réformistes » de M. Botha parmi les 210 millions d'électeurs blancs – sur 27 millions d'habitants – seuls habilités à voter (29/IV, 2 et 3-4/V).
30. – NAMIBIE : Au Conseil de sécurité des Nations unies, Londres, Paris et Washington s'opposent aux sanctions « globales et obligatoires » contre l'Afrique du Sud demandées par les membres du groupe africain de l'ONU (2 et 3/V).

La Yougoslavie déstabilisée ?

Le 1er, des affrontements entre manifestants albanais et forces de l'ordre dans la province de Kosovo, en Serbie, provoquent la mort de onze personnes, dont deux miliciens. En mars, des incidents avaient déjà eu lieu entre les autorités et des étudiants mécontents de leur situation économique. Mais des mots d'ordre « nationalistes et irrédentistes » sont venus s'ajouter aux revendications des étudiants, dans cette région où la population est, en grande majorité, de souche albanaise.

Le régime, préoccupé par les risques de résurgence du nationalisme dans d'autres régions, au moment où la Fédération yougoslave est en proie à une grave crise économique, réagit très vivement : l'état d'urgence est décrété, le 2, pour deux semaines, et un important dispositif de sécurité est mis en place dans toute la province. Des appels à la vigilance contre l'« ennemi » intérieur et extérieur du système autogestionnaire yougoslave sont lancés par les dirigeants dans tout le pays. – (Du 3 au 8 et 21).

Les combats au Liban

A partir du 1er, à Zahlé, ville chrétienne proche de la frontière syrienne, de violents affrontements opposent les troupes syriennes de la Force arabe de dissuasion (FAD) et les milices phalangistes. A Beyrouth, à partir du 2, les quartiers chrétiens sont également bombardés. Le 6, M. Itzhak Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, affirme que Jérusalem ne peut « rester les bras croisés » devant le « massacre » des chrétiens.

Le 12, la France renonce à favoriser la création d'une force internationale « tampon » pour séparer les belligérants devant l'opposition à l'« internationalisation » du conflit, tant des pays arabes que de la plupart des leaders libanais.

La 25, l'armée syrienne engage la « guerre des crêtes », cherchant à se rendre maître des hauteurs qui dominent Zahlé, désormais totalement encerclée, alors que, depuis le 19, l'artillerie à longue portée israélienne et celle des milices conservatrices libanaises du commandant Saad Haddad, soutenues par Israël, bombardent Tyr et Saïda et que l'aviation de l'Etat hébreu attaque régulièrement des positions palestiniennes au Sud-Liban.

Le 28, Jérusalem annonce que ses forces ont abattu deux hélicoptères syriens dans le nord du Liban et déclare qu'« aucune activité aérienne syrienne au-dessus du Liban ne sera plus tolérée ». Cependant, les 28 et 29, M. Abdel Halim Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, se rend à Beyrouth où il interroge les représentants de toutes les communautés libanaises sur les conditions d'une entente nationale. Tandis que le gouvernement libanais reproche à Israël de vouloir empêcher un éventuel accord syro-chrétien, la Syrie réplique à l'intervention israélienne en installant dans le nord du Liban des fusées antiaériennes de fabrication soviétique Sam-2 et Sam-6 (à partir du 3).

Les cinquante-quatre heures de Columbia

Le 12, la navette américaine Columbia, premier véhicule de transport spatial à pouvoir être employé plus d'une fois, est lancée dans l'espace à partir de la base de Cap Canaveral (Floride). Ce premier vol intervenant presque six ans après la dernière mission américaine habitée (rencontre de la capsule Apollo avec un engin soviétique Soyouz) et au terme d'un programme qui a coûté près de 10 milliards de dollars, est un « triomphe », selon le message envoyé aux astronautes par le président Reagan : après cinquante-quatre heures passées dans l'espace, à 280 kilomètres d'altitude, John W. Young et Robert L. Crippen se posent, en vol plané, sur un lac asséché à la base aérienne d'Edwards (Californie), exactement à l'heure et à l'endroit prévus.

Les Soviétiques, qui ont fêté le jour du départ de Columbia le vingtième anniversaire du lancement du premier homme dans l'espace, Youri Gagarine, décédé le 27 mars 1968 lors d'un accident d'avion, s'inquiètent de cette réussite car la navette doit consacrer le tiers de ses vols à des objectifs militaires. M. Leonid Brejnev dénonce, le 17, « la militarisation de l'espace cosmique ». – (Du 7 au 20).

Sérénité



PLANTU (« le Monde » du 29 avril)

La chronologie établie par Philippe Boucher et Édouard Masurel paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la datation du numéro du « Monde » où est rapporté l'événement cité.

FRANCE

4. – Une marche pour les droits et libertés des homosexuels rassemble dix mille personnes à Paris (5-6 et 7).
5. – M. René Sirat, nouveau grand rabbin de France, affirme, dans son discours d'installation, que « la communauté juive est en danger » (7).
7. – M. Claude Julien est élu cogérant de la S.A.R.L. *le Monde* par 840 parts d'associés sur les 985 présentes ou représentées (9).
7. – Le club de football l'Olympique de Marseille (O.M.) est mis en liquidation de biens. Les équipes pourront cependant jouer jusqu'à la fin de la saison (8, 9, 15 et 16).
14. – Renault et Peugeot annoncent le regroupement de leurs branches poids lourds, sous la houlette de R.-V.I., filiale de la Régie (14 et 15).
15. – M. Marcel Fournier, ex-P.-D.G. de Carrefour, devient le principal actionnaire de la société de presse qui contrôle *le Dauphiné libéré*. Il avait, en juillet 1978, acquis la majorité des actions de *l'Aurore*, depuis lors passée sous le contrôle de M. Robert Hersant (18).
19. – Plus de trente mille personnes participent à une fête des énergies alternatives à Plogoff, site prévu pour la construction d'une centrale nucléaire (21).
24. – Un décret décide le transfert au Panthéon des cendres de René Cassin, prix Nobel de la paix, décédé en 1976 (3, 10 et 25).
30. – Un prêtre, un pasteur et un travailleur immigré interrompent la grève de la faim qu'ils avaient commencée le 2 à Lyon pour protester contre les expulsions de jeunes immigrés ; le ministre de l'intérieur a annoncé la veille la suspension des expulsions pendant trois mois (à partir du 4).

HORIZON ÉLYSÉE

1er – M. Georges Marchais réaffirme à Rouen son exigence de « *ministres communistes dès le lendemain de la défaite de M. Giscard d'Estaing* » (3).
2. – M. Pierre Joxe, trésorier du P.S., chiffre à 18,95 millions de francs le budget de la campagne de M. Mitterrand (3).
5. – M. François Mitterrand estime, à Europe 1, que « *tout candidat devra, s'il est élu, dissoudre l'Assemblée nationale* » (7).
8. – M. Valéry Giscard d'Estaing annonce de son quartier général électoral, le lancement simultané sur les marchés internationaux des capitaux d'emprunts français et allemands pour un montant global de 5 milliards d'ÉCU, soit 30 milliards de francs (du 10 au 13).
9. – La liste des dix candidats qui ont obtenu les cinq cents parrainages d'élus est rendue publique par le Conseil constitutionnel (11).
11. – M. Jacques Chirac affirme devant 45 000 personnes réunies à Paris, au Parc des Princes, qu'il existe « *une prise de conscience d'une voie nouvelle qui se précise chaque jour davantage* » (14).
12. – M. Valéry Giscard d'Estaing s'estime, à Europe 1, « *seul contre tous* » : « *Il y a neuf candidats anti-Giscard* », affirme-t-il (14).
13. – Ouverture de la campagne officielle sur les ondes. Chaque candidat dispose pour le premier tour d'une heure dix d'antenne à la radio et du même temps à la télévision (12-13 et 14).
14. – M. Michel Debré se présente à R.T.L. comme le « *dérangeur* » (16).
15. – M. Giscard d'Estaing considère que les critiques qui lui sont adressées atteignent la France (17).
16. – Un attentat à l'explosif a lieu à l'aéroport d'Ajaccio, au moment de l'arrivée de M. Giscard d'Estaing : un jeune touriste suisse est tué et huit personnes blessées (du 18 au 27).
18. – Mlle Arlette Laguiller (Lutte ouvrière) déclare au *Monde* qu'elle veut « *donner une autre image de la gauche* » (19-20).
20. – M. Michel Crépeau (M.R.G.) présente dans *le Monde* le « *socialisme du possible* » (21).
22. – M. Chirac s'adresse aux Français et prétend être en mesure d'égaler le candidat socialiste au premier tour (23).
22. – Mme Marie-France Garaud déclare au *Monde* qu'« *il faut donner des pouvoirs économiques aux régions* » (23).
23. – M. Brice Lalonde affirme dans *le Monde* que les écologistes sont porteurs du « *seul projet nouveau* » (24).
23. – Mme Huguette Bouchardeau (P.S.U.) proteste contre le refus de la commission nationale de contrôle de la campagne d'autoriser un autonomiste guadeloupéen et un écrivain homosexuel à prendre la parole dans son émission (25).
26. – Le premier tour de l'élection présidentielle (voir résultats en encadré) est caractérisé par un important recul de l'électorat communiste tandis que M. Mitterrand dépasse le plus haut niveau jamais atteint par le P.S. depuis la libération et que M. Giscard d'Estaing perd 4,3 % par rapport au premier tour de 1974 (28).
27. – M. Chirac annonce qu'au second tour il votera « *à titre personnel* » pour M. Giscard d'Estaing, mais laisse ses électeurs libres de leur choix (28).
27. – M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., demande aux chefs d'entreprise de refuser d'entrer « *dans la voie du collectivisme* » (29).
27. – M. Giscard d'Estaing assure que la victoire de M. Mitterrand amènerait « *l'ordre communiste ou le désordre socialiste* ».
28. – M. Mitterrand reproche à M. Giscard d'Estaing de « *mettre la moitié de la France en accusation* » et affirme : « *Il divise. Moi je veux réunir.* » (29).
28. – Le comité central du P.C.F. appelle les électeurs communistes à voter, au second tour, pour M. Mitterrand (30).

L'élection présidentielle

Au premier tour de l'élection présidentielle, le 26, 36 398 859 électeurs (France et D.O.M.-T.O.M.) sont inscrits : 6 882 777 s'abstiennent, soit 18,90 %, contre 15,77 % le 5 mai 1974. Les suffrages se répartissent à raison de 8 222 432 (28,31 %) pour M. Giscard d'Estaing, 7 505 960 (25,84 %) pour M. Mitterrand, 5 225 846 (17,99 %) pour M. Chirac, 4 456 922 (15,34 %) pour M. Marchais, 1 126 254 (3,87 %) pour M. Lalonde, 668 057 (2,30 %) pour Mlle Laguiller, 642 777 (2,21 %) pour M. Crépeau, 481 821 (1,65 %) pour M. Debré, 386 623 (1,33 %) pour Mme Garaud et 321 344 (1,10 %) pour Mme Bouchardeau. – (28-IV et 2-V.)

هكذا من الأصل

Le Monde DIMANCHE

UNE NOUVELLE INÉDITE DE GABRIÈLE WOHMANN

Une détresse ordinaire

« AH ! *merci, merci beaucoup, comme c'était gentil à vous !* », s'écria Mme Bernheim, et elle sentit qu'elle se composait un visage sincèrement ému pour dire ces mots au téléphone, comme si son ancienne amie de la rue des Buis était là, sous ses yeux, en visite.

Avec chaleur et sans chercher ses mots – Mme Bernheim enviait un peu cette aisance, elle qui se prenait si souvent à bredouiller, surtout au téléphone, – cette femme qui avait à peu près son âge continuait à l'abreuver de paroles. Rien que des protestations d'affection. A l'en croire, cette amie ne se consolait point de voir toujours remise la joie d'un bon petit moment à deux avec Mme Bernheim. Un souhait ajourné depuis des mois ! Et pas beaucoup de chances de le réaliser dans l'immédiat, avec tous ces soucis... Mme Bernheim ne suivait pas très bien. Ne devrait-elle pas un jour avouer une bonne fois qu'elle n'entendait vraiment plus comme autrefois ? Pourquoi cet aveu si simple lui coûtait-il tant ?

Et la voilà qui à nouveau se confondait en remerciements. Un sourire débordant d'affection fébrile crispait son visage. Elle essaya de détendre ses muscles. Un peu de sang-froid, ne rien laisser paraître, ce serait déjà mieux. L'autre, au téléphone, avec sa voix si agile à construire de longues phrases pressées, faisait sûrement sa tête habituelle. Les femmes de l'âge de Mme Bernheim ne se gênaient absolument pas pour avouer les progrès du vieillissement de leur corps. Elles ne pouvaient « plus faire ça, ni ça, ni ça non plus », elles avaient du mal à lire, elles ne marchaient plus très vite et, naturellement, toutes sans exception, elles devenaient un peu sourdes.

« *Mon mari, mon mari, mon mari* » : l'information qui ponctuait ce bavardage volubile, celle qui se détachait du torrent des petites nouvelles, du flot qui inondait son oreille fatiguée, déjà presque douloureuse. M. Bernheim aurait aujourd'hui le même âge que le mari de l'ancienne voisine. Mais lui, se disait Mme Bernheim, habituée à le comparer à tous les maris encore vivants dans le cercle de ses connaissances, lui, il avait choisi la façon la plus discrète, de loin la plus digne, de prendre congé du monde, car il avait devancé toutes ces pertes de contrôle, ces impotences, ces décrépitudes si humiliantes et si peu esthétiques. Il était simplement devenu de plus en plus taciturne, de plus en plus faible, comme en aparté.

Il est vrai qu'il gémissait beaucoup, mais elle ne voulait plus s'en souvenir. Curieusement, quand elle pensait au M. Bernheim des avant-derniers et des derniers moments, elle revoyait toujours ses pieds tout blancs : même en saison froide, il répugnait à mettre des chaussettes et des chaussures, il restait le plus souvent pieds nus, allongé sur son fauteuil bas. Ses orteils aplatis la faisaient penser aux surgeons frais et propres de ses capucines. Ces petites pousses vertes : chaque fois qu'elle arrosait ou regardait ses plantes, elle pensait aux orteils de son mari, et, avec le temps, ces images en arrivaient à se confondre pour elle, à prendre dans son imagination une place disproportionnée.

La voix de femme au téléphone marqua une pause, et Mme Bernheim crut son tour venu. « *Comme c'était gentil à vous* », dit-elle au hasard. Mais qu'y avait-il au fond de si gentil, pourquoi tant de reconnaissance, tant d'humilité ? A vrai dire, Mme Bernheim aurait volontiers oublié que c'était elle-même qui, tout à l'heure, dans son lamentable désarroi, n'avait rien trouvé de mieux que ce coup de téléphone. Elle devait bien s'avouer qu'elle avait appelé avec le secret espoir de parvenir à se faire inviter. Elle prit la résolution de ne plus s'exposer aux rebuffades des quelques anciennes connaissances qui lui restaient, de tous ces gens d'autrefois, d'avant la mort de son mari. Et si elle réfléchissait bien, c'était sa faute si elle se retrouvait isolée, car au temps de sa vie conjugale elle ne s'était guère souciée d'entretenir des amitiés personnelles, indépendantes.



MICHEL LASSERRE

Les maris des autres, pour la plupart, vivaient encore plus ou moins. Mme Bernheim se reprocha (mais trop mollement) ce « plus ou moins » : elle se répandit à nouveau en remerciements. Car au lieu d'un rendez-vous (trop de soucis pour l'instant, d'abord quatre semaines de cure en perspective, ensuite viendraient les enfants avec les petits-enfants, etc.), la voisine d'autrefois se proposait d'envoyer une boîte de chocolats à Mme Bernheim, dès aujourd'hui, une petite gâterie pour la réconforter.

MME BERNHEIM revoyait sans nostalgie aucune le chemin d'autrefois, qui allait de la rue des Buis au bureau de poste. Soudain, elle se félicita de n'avoir pas été invitée dans ce quartier quitté depuis plus de huit ans.

La dernière fois qu'elle y était retournée, elle avait à peine senti le poids de l'émotion. Elle voyait non sans effroi s'engourdir sa sensibilité. Ni grandes joies ni grandes peines. Le vrai, le grand chagrin, ne venait plus la tourmenter. Comment le dire ? C'était comme lorsqu'on cherche à se rappeler le nom de quelqu'un. Un adieu. Une perte. Un deuil. Elle devait prendre garde que l'ennui ne vînt s'y mêler. Ce qui restait : le désarroi. De ces jours qui passaient comme sans raison. Et puis on en arrivait à feuilleter son carnet d'adresses, mû par le besoin aveugle et indécis de trouver quelque part asile.

En effet, les chocolats annoncés lui faisaient réellement plaisir. D'un côté, oui. Et de l'autre côté ? Laisse faire, ne te formalise pas de si peu, se persuadait-elle. Peu importe qu'on t'ait blessée, avec cette attention condescendante, de toute façon ces chocolats seront sûrement délicieux : « *Comme vous êtes gentille !* » Au fait, de quelle gentillesse remerciait-elle maintenant ? Ah ! oui : cette autre voisine qui, avant-hier soir, dans le petit cercle réuni pour une fête d'anniversaire, avait dit tant de bien d'elle. De Mme Bernheim qui avait eu le courage, à un âge si avancé, d'aller s'installer dans une banlieue inconnue où sûrement elle ne se sentait toujours pas chez elle, et qui se débrouillait seule depuis cinq ans (ou bien cela faisait-il déjà six ans ?). Admirable Mme Bernheim, en vérité !

« *Comme c'était gentil à vous* », dit Mme Bernheim, qui s'en voulut immédiatement de sa servilité. Mais elle avait beau faire tout son possible, elle n'arrivait pas à corriger son ton, à se dépouiller de son rôle. Elle se sentait en position d'infériorité, de débitrice. Un peu ridicule aussi. Tous ceux qui l'avaient connue autrefois, ces vieilles connaissances qu'au fond elle n'avait jamais tellement aimées, ils savaient tous combien le couple des Bernheim était harmonieux, exceptionnellement uni. Un de ces couples heureux qui répandent une légère odeur de renfermé. « *Oui, oui, je l'ai toujours su, monsieur Bernheim et vous... mes chocolats vous feront plaisir* », disait l'ancienne voisine, qui voulait maintenant se hâter de boucler ses valises : déjà 11 heures 30 ! l'heure du jus de pamplemousse que réclamait ponctuellement son mari.

Mme Bernheim entra en colère contre elle-même, contre sa maladresse : alors qu'elle s'évertuait encore à balbutier des remerciements, le visage toujours figé dans un sourire affectueux, elle avait raccroché trop tôt, sans attendre la fin des adieux deux fois recommencés. Quelle piètre figure elle faisait face au brio de son interlocutrice ! Comme sa reconnaissance précipitée entérinait son statut de veuve jamais guérie de son amour conjugal, cet état contagieux, sinistre, presque repoussant ! Il n'y avait qu'elle, avec sa candeur absurde, avec son inhabileté à vivre, pour se laisser ainsi abuser par la mort !

Elles n'avaient pas tort : dans cette banlieue étrangère, toujours étrangère, elle ne se sentait pas à sa place. Sans pour autant la moindre nostalgie de son ancienne rue des Buis. On ne l'y reverrait sûrement pas ! Elle avait suivi sans regret M. Bernheim lorsqu'il avait voulu partir après sa retraite, trop susceptible pour supporter tous les changements introduits par son jeune successeur à la tête de la Fondation Casswein. Il avait voulu partir loin, recherchant l'anonymat d'une banlieue nouvelle où il n'y aurait pas de ces vieux habitants qui font valoir leurs droits coutumiers et leurs rites sacro-saints.

Ici, tous les voisins avaient deux générations de moins qu'elle : un inconvénient dont elle n'avait pris conscience que depuis son veuvage. Les gens d'ici étaient d'un milieu plus vulgaire que le sien. Mais cette réflexion, elle la gardait pour elle, car ses enfants, des esprits « modernes », avaient fait une drôle de tête incrédule et réprobatrice le jour où elle s'en était plainte.

UNE belle journée ensoleillée. Cela voulait dire : le bruit des enfants qui jouent, de jeunes maîtresses de maison à moitié nues dans leur jardinet, en fin d'après-midi. Mme Bernheim aimait mieux les voir habillées, mais elle veillait à ne pas s'en formaliser. Elle n'était pas choquée, non, pas cela. Simplement, elle éprouvait parfois une vague nostalgie des après-midi d'été, une nostalgie peuplée de robes froufroutantes en demi-teintes dans un jardin idéalisé, luxuriant, vert profond. Tout un monde secret : enfance ? adolescence ? Un rêve dont elle aurait aimé reconnaître les reflets dans le présent, pour redonner vie à ce jardin perdu, pour retrouver la paix d'un regard sans souillure.

Le ménage, la machine à laver, lui servaient de diversion, le jour du repassage lui apportait régulièrement un peu de diversion. Ses enfants avaient raison de louer le nouvel équilibre qu'avait trouvé leur mère : assurément, ils pouvaient s'estimer soulagés, elle avait passé la période la plus dure, la *plus cruelle*, les premiers temps de son veuvage. Mais à qui aurait-elle pu confier que, parfois, elle tentait de se reporter à ces premiers temps, presque toujours en vain, sauf à de rares moments sur fond de musique de sa radio.

Ces moments privilégiés survenaient quand les somnifères commençaient à agir, au rythme d'un andante de Mozart : des moments denses, fervents, de deuil bienheureux, où *se révélait* la signification infinie de son existence et de celle de M. Bernheim. *Leur vie*, sa *mort*, *trouvaient* dans le cosmos leur place nécessaire, deux mailles, deux nœuds indispensables dans la trame du sens. Plus le corps s'engourdissait et plus l'âme s'affermissait. Mme Bernheim se demandait bien pourquoi les mêmes ingrédients – de la musique du même compositeur, des cachets de la même marque – produisaient si rarement et si fortuitement le même effet.

Plus durs étaient les jours désertés par le grand chagrin. Voilà ce qu'elle ne pouvait dire à personne. Maintenant les lettres de ses enfants parlaient de leurs divers soucis quotidiens. Les jours anniversaires seulement, quand leur père, parti si discrètement, comme par pur dévouement paternel, leur revenait à l'esprit comme une ombre chère et vénérable, ils se donnaient du mal pour composer des formules graves, ils recopiaient un poème ou collaient une fleur sèche entre la date et les premiers mots affectueux.

A présent, quand le facteur sonnait, Mme Bernheim savait se maîtriser, elle ne regardait pas tout de suite son courrier. Elle usait de ces petites astuces qui introduisent un peu de suspens dans le cours d'une journée. Même les imprimés, elle s'interdisait de les regarder tout de suite.

Une excellente idée lui était venue ! Quand s'était-elle sentie aussi radicalement mal en point qu'aujourd'hui ? Au moment de sa mauvaise grippe, qui avait suspendu en elle toute activité, toute sensibilité. Il y avait longtemps de cela. Pour une fois, elle avait su donner un nom à sa souffrance. Elle, un personne si sage de nature, eut soudain envie de se conduire déraisonnablement. Avec une hâte presque joyeuse, elle ouvrit toutes grandes les fenêtres du salon, de l'entrée, de la cuisine : de quoi faire un bon courant d'air qui la rendrait sûrement malade.

AVANT de s'installer sur une chaise de cuisine à l'endroit le plus exposé au vent, elle se risqua à regarder son courrier. Patience récompensée ! Trois de ses quatre enfants avaient écrit. D'abord Mme Bernheim lut la carte postale de son fils aîné. « *Nous souhaitons que ces lignes te parviennent le 15 juillet pour que tu saches combien ce jour-là nous penserons à toi et à notre père. Comme chaque année, le jardinier déposera suivant nos instructions un pot de bégonias sur la tombe.* »

Mme Bernheim interrompit sa lecture. Prise d'effroi, elle courut consulter le calendrier orné de photos de famille. Le 15 juillet était évidemment marqué de noir, mais sans croix, cela aurait fait trop catholique, trop bigot pour son goût. Mardi – était-ce donc aujourd'hui mardi ? Eh oui ! puisque, hier, c'était lundi, pas de doute ! Depuis le matin, elle avait donc vécu ce grand jour dans l'inconscience, manqué cet anniversaire ! Elle s'était dispersée en petits sentiments désolants, ceux de sa détresse ordinaire !

Elle avait laissé passer l'échéance solennelle. Et, par-dessus le marché, ces balbutiements geignards et serviles au téléphone, dans l'espoir de se faire inviter. Un 15 juillet ! Quand elle aurait pu se mettre à l'unisson de la grandiose communauté des êtres cruellement éprouvés, poussés à bout, jusqu'au bord du gouffre, approcher le ciel, entre la vie et la mort ! Au lieu de cela, par mégarde, elle s'était confinée dans une détresse muette, avec les malheureux qui s'enferment entre quatre murs, éternellement prisonniers de ces cloisons tapissées de mauvais papiers peints, sans autre vis-à-vis qu'un sinistre puits de lumière.

Au fait, aurait-elle bientôt pris froid ? ■

GABRIELE WOHMANN, née en 1932 à Darmstadt, est l'auteur de nombreux romans, nouvelles et poésies publiés pour la plupart aux éditions Luchterhand. Une de ses nouvelles est parue dans le recueil *Nous plaidons coupable* (Grasset, 1980). Albin Michel annonce la publication prochaine de plusieurs traductions.